

NOVEMBRE
2025

Europe-Russie Évaluation des rapports de force



Sous la direction de Thomas GOMART

Marc-Antoine EYL-MAZZEGA

Tatiana KASTOUÉVA-JEAN

Paul MAURICE

Dimitri MINIC

Élie TENENBAUM

L’Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d’information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l’Ifri est une fondation reconnue d’utilité publique par décret du 16 novembre 2022. Elle n’est soumise à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L’Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l’échelle internationale.

Les opinions exprimées dans ce texte n’engagent que la responsabilité des auteurs.

Cette étude a été réalisée avec le soutien du ministère des Armées.

ISBN : 979-10-373-1124-5

© Tous droits réservés, Ifri, 2025

Couverture : ©Shutterstock.com

Comment citer cette publication :

Thomas Gomart (dir.), « Europe-Russie : évaluation des rapports de force », *Études de l’Ifri*, Ifri, novembre 2025.

Ifri

27 rue de la Procession 75740 Paris Cedex 15 – FRANCE

Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00 – Fax : +33 (0)1 40 61 60 60

E-mail : accueil@ifri.org

Site internet : ifri.org

Membres du Comité de pilotage

Karlis Bukovskis, directeur, Latvian Institute of International Affairs (LIIA)



Jarosław Ćwiek-Karpowicz, directeur, Polish Institute of International Affairs (PISM)



Thomas Gomart, directeur, Institut français des relations internationales



Camille Grand, secrétaire général, Aerospace, Security & Defence Industries Association of Europe ; Distinguished Policy Fellow, European Council on Foreign Relations (ECFR)



Hiski Haukkala, directeur, Finnish Institute of International Affairs (FIIA)



Jakob Hallgren, directeur, Swedish Institute of International Affairs (UI)



Stefan Mair, directeur, German Institute for International and Security Affairs (SWP)



Andrew Monaghan, chercheur associé, Royal United Services Institute (RUSI), chercheur associé (Collège de défense de l'OTAN)



Kristi Raik, directrice, International Centre for Defence and Security (ICDS)



Nathalie Tocci, directrice, Institute of International Affairs (IAI)



Róbert Vass, directeur et fondateur, GLOBSEC



Disclaimer

Ce rapport a été réalisé par l'équipe de l'Ifri, qui a bénéficié des orientations du comité de pilotage et des contributions des experts mentionnés ci-après.

Toutes les contributions ont été faites à titre personnel. Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité des auteurs.

Auteurs

Marc-Antoine Eyl-Mazzega, directeur du Centre énergie et climat

Thomas Gomart, directeur, Ifri

Tatiana Kastouéva-Jean, directrice du Centre Russie/Eurasie

Paul Maurice, secrétaire général du Comité d'études des relations franco-allemandes (Cerfa)

Dimitri Minic, chercheur, Centre Russie/Eurasie

Élie Tenenbaum, directeur, Centre des études de sécurité

Équipe éditoriale

Marie-Liesse de Chaptès, chargée de projet, Centre Russie/Eurasie

Lucie Mielle, chargée de mission auprès du directeur de l'Ifri

Relecteurs du rapport

Igor Gretskiy, chercheur, ICDS

Tomas Jermalavičius, chercheur, directeur des études, ICDS

Ivan U. Klyszcz, chercheur, ICDS

Martin Sklenár, directeur, Future of Security Program, GLOBSEC

Tomáš Nagy, chercheur principal pour le nucléaire, le spatial et la défense antimissile, Future of Security Program, GLOBSEC

Jussi Lassila, chercheur, FIIA

Sinikukka Saari, chercheuse, FIIA

Jyri Lavikainen, chercheur, FIIA

Joel Linnainmäki, chercheur, FIIA

Marcin Terlikowski, directeur de la recherche, PISM

Piotr Dzierżanowski, analyste des relations économiques internationales, PISM

Artur Kacprzyk, analyste en dissuasion nucléaire, PISM

Tymon Pastucha, analyste en politique énergétique, PISM

Jolanta Szymańska, directrice, European Union Program, PISM

Anna Maria Dyner, directrice, International Security Program, PISM

Aleksandra Koziol, analyste en sécurité européenne, PISM

Remerciements

Avec nos remerciements à Siméo Pont pour sa contribution initiale à ce rapport, à Sharleen Lavergne et David Quin pour leurs relectures, à l'équipe de Cadenza pour la traduction, et à Aurélie Boissière pour les cartes, graphiques et infographies.

Résumé

Les pays européens ne peuvent plus éluder la « question russe » car la Russie a choisi la guerre. Ils disposent du potentiel nécessaire, c'est-à-dire des moyens économiques, des compétences militaires et du savoir-faire technologique pour faire face à la Russie d'ici 2030 à condition de faire preuve de volonté politique.

C'est le constat de cette étude, réalisée par l'Institut français des relations internationales (Ifri) avec l'appui d'un comité de pilotage réunissant neuf directeurs de think tanks européens et deux experts qualifiés pour la superviser. Elle propose une évaluation interdisciplinaire de l'évolution des rapports de force entre l'Europe et la Russie à la date de novembre 2025. Elle se concentre sur quatre dimensions : les soubassements économiques et, en particulier, énergétiques ; les postures stratégiques et leurs moyens militaires ; la résilience politique et sociale ; le positionnement international et les systèmes d'alliance. Les conclusions confirment que la Russie constitue une menace durable, motivée par des intentions hostiles et un différend fondamental sur l'architecture de sécurité européenne.

Les fronts de l'économie

1. En dépit des sanctions sans précédent imposées à la Russie, sa situation macroéconomique semblait à première vue rétablie durant la période 2022-2024 : la croissance du PIB atteignait 4,3 % en 2024, le recul du commerce avec les pays européens était compensé par une rapide augmentation de ses échanges commerciaux avec la Chine. Les prix élevés des matières premières, le contournement réussi des sanctions et une discipline budgétaire ont contribué à cette stabilité initiale.

2. Toutefois, l'élan économique de la Russie a culminé à la fin de 2024, et le pays s'oriente désormais vers une stagflation. Ce ralentissement se traduit par des déséquilibres croissants, notamment une inflation en hausse (le taux directeur de la Banque centrale ayant atteint 21 % pendant près de trois trimestres), un déficit budgétaire croissant (prévu à -2,6 % en 2025) et une réduction rapide de la partie liquide du Fonds national de richesse, tombée à 31,5 milliards de dollars en juin 2025.

3. Les perspectives à long terme pour la Russie sont sombres : son potentiel de modernisation est limité et son économie devrait connaître un ralentissement important, devenant de plus en plus dépendante de la Chine. Surtout, le secteur gazier russe ne se remettra pas de la perte du marché

européen, ce qui se traduira par une perte estimée à 160 milliards d'euros de recettes d'exportation pour Gazprom sur la période 2025-2030.

4. L'ensemble de l'économie russe adopte progressivement des caractéristiques comparables à celles de l'économie iranienne, combinant modernisation limitée et stagnation prolongée. Bien que la capacité de la Russie à soutenir l'effort de guerre soit loin d'être épuisée, notamment si les prix du pétrole restent stables, une baisse encore accentuée des cours ou l'imposition de nouvelles sanctions strictes rendrait la situation beaucoup plus délicate.

5. L'Europe a, quant à elle, absorbé le choc du découplage énergétique. Les factures annuelles d'importation de combustibles fossiles ont été divisées par deux par rapport aux niveaux de 2022, représentant plus de 250 milliards d'euros d'économies annuelles pour les pays européens. Ils mettent en œuvre un changement de paradigme sans précédent dans leur politique industrielle (par ex. *Critical Raw Materials Act*, *Net Zero Industries Act*, *Clean Industrial Deal*) visant à renforcer leur compétitivité et leur résilience. D'ici 2030, l'Union européenne est en position de devenir l'acteur central de l'électrification mondiale et de l'action climatique.

« Dans l'ensemble, l'agression de l'Ukraine et de l'Europe par la Russie s'est heurtée à une forte détermination et à une unité du côté européen, ce qui a accéléré son intégration géoéconomique. »

Défense et sécurité

6. La confrontation repose sur une profonde asymétrie de perception des menaces et des intentions stratégiques. La posture de l'Europe est essentiellement défensive et dissuasive, basée sur le respect du droit international. Si la Russie se présente comme une forteresse assiégée par un Occident hostile, elle cherche parallèlement à réaffirmer sa domination sur son ancienne sphère d'influence et à bâtir une nouvelle architecture de sécurité européenne.

7. Sans exclure l'option d'une agression de grande ampleur contre l'OTAN, la Russie a développé une conception élargie de la guerre. Si les actions indirectes ne parviennent pas à soumettre les adversaires de Moscou, elles doivent permettre de préparer le terrain à une opération militaire ouverte, conçue pour être brève et décisive. La stratégie russe, permanente, inter-domaines et coercitive, vise à influencer l'évaluation des risques par les Occidentaux et à paralyser leur prise de décision en instillant la crainte d'une escalade. Jusqu'à présent, deux facteurs majeurs ont contribué à dissuader la Russie d'une agression militaire ouverte contre l'espace euro-atlantique : d'une part, la cohésion de l'OTAN, dont l'engagement de Washington est un facteur clé, et, d'autre part, la résistance continue de l'Ukraine, qui mobilise

la plus grande partie de la puissance militaire russe. Si l'un ou l'autre de ces deux facteurs venait à faiblir, le risque d'une confrontation armée ouverte entre la Russie et l'Europe, quelle qu'en soit l'échelle, augmenterait considérablement.

8. L'analyse du rapport de force montre que le domaine terrestre reste le point faible de l'Europe. Même si elle conserve un avantage qualitatif en matière d'entraînement, de commandement et de tactiques interarmes, la Russie possède un avantage décisif en termes de masse, de puissance de feu, de capacité de mobilisation et de tolérance à l'attrition. Dans le domaine aérien, l'Europe bénéficie d'une supériorité quantitative et qualitative nette. Sans soutien massif des États-Unis, le maintien de la supériorité aérienne européenne nécessiterait toutefois de combler les déficits en termes de stocks, de défense aérienne et antimissile intégrée et de capacités de neutralisation des défenses aériennes ennemies. En mer, dans l'espace et dans le cyberspace, l'Europe détient également l'avantage, à condition de l'exploiter en déplaçant la confrontation dans ces espaces, où la posture de déni russe se révèle moins efficace.

9. Le facteur nucléaire reste au cœur de la stratégie d'escalade de Moscou. Face aux échecs rencontrés depuis le début de la guerre en Ukraine, la Russie a adapté sa posture en étoffant sa rhétorique nucléaire de mesures de dissuasion plus tangibles, comme le montre la décision de déployer des armes nucléaires tactiques en Biélorussie. Dans sa nouvelle doctrine nucléaire, la Russie a en outre abaissé le seuil d'emploi afin d'intégrer plus explicitement des scénarios de confrontations conventionnelles contre des États non dotés, potentiellement soutenus par des États dotés. À l'heure actuelle, les postures de dissuasion américaines, françaises et britanniques ont pour effet de protéger l'Europe des intimidations et du chantage nucléaire russe. Si la crédibilité de la dissuasion élargie des États-Unis venait à être sérieusement mise à mal ou à se montrer défaillante, l'Europe souffrirait en revanche d'un déséquilibre stratégique avec la Russie.

10. L'Europe aime tous les flux. Si son « arrière stratégique » est plus diversifié en raison de son intégration dans l'économie mondiale, il est aussi plus exposé. Tandis que l'Europe dépend fortement de chaînes d'approvisionnement vulnérables aux risques géopolitiques et d'un soutien transatlantique plus incertain, la Russie s'appuie sur un « axe » anti-occidental qui se découple rapidement des circuits contrôlés par l'Occident.

11. Si les stratèges russes misent sur les effets cumulés des actions indirectes, c'est à la composante psychologico-informationnelle que le rôle le plus important est assigné. Considéré comme potentiellement comparable aux effets d'un déploiement de troupes à grande échelle, l'impact psychologico-informationnel ne se réduit pas aux opérations opportunes de manipulation ou de désinformation, mais vise à transformer les individus et les sociétés sur le long terme, aux plan émotionnel et psychique. Les réponses de l'Europe

restent jusqu'ici défensives et fragmentées mais la prise de conscience de cette dimension s'est opérée.

« Les atouts de l'Europe pourraient clairement prévaloir sur ceux de la Russie, mais c'est sa capacité à les convertir en puissance concrète qui décidera du maintien de sa posture dissuasive. »

Systèmes politiques et résilience sociale

12. L'État russe fonctionne sur la base d'un système autoritaire consolidé, centralisant la prise de décision au sein d'un cercle de personnes dont beaucoup sont issues des services de sécurité (*siloviki*), avec, pour conséquence, une faiblesse extrême des institutions et l'absence de perspectives claires d'alternance du pouvoir. L'Europe repose sur le pluralisme, des institutions supranationales et nationales et un débat public ouvert ; bien que plus lente dans ses réponses, cette diversité garantit sa légitimité et sa capacité d'adaptation sur le long terme.

13. La société russe fait preuve d'endurance face à la guerre. La stabilité sociale est assurée par une propagande intense, une répression sévère et des paiements généreux aux recrues provenant principalement des régions périphériques. Cependant, si 70 à 80 % de la population se dit favorable à l'« opération militaire spéciale », la lassitude gagne du terrain, en particulier parmi les jeunes générations. L'Europe a su renforcer sa solidarité et bénéficie d'un fort attachement au modèle démocratique malgré des sacrifices économiques.

14. La Russie fait face à un vieillissement accéléré et à une baisse démographique aggravée par la guerre et l'exil, une immigration peu intégrée et une hostilité envers les migrants. L'Europe, bien qu'elle connaisse elle aussi une stagnation démographique, reste plus attractive et ouverte à l'immigration, en dépit de la montée des populismes.

15. Le régime russe paraît stable à court terme grâce au contrôle total des élites et de la société, mais reste exposé à des risques de transition chaotique si le pouvoir venait à changer de main. L'Europe, quant à elle, est vulnérable aux crises internes mais bénéficie d'une résilience démocratique et d'un mode de vie attractif, avec un risque d'implosion limité à court et moyen terme grâce à la capacité de surmonter les crises collectivement.

« Paradoxalement, l'invasion de l'Ukraine par la Russie et la confrontation du modèle européen à celui de la Russie ont permis à l'Europe de retrouver sa « raison d'être » (la paix et la démocratie) et de faire preuve d'innovations démocratiques pour renforcer ce modèle face à ses concurrents. »

Alliances et positionnement international

16. La Russie dispose d'un réseau international dont le cœur est composé de partenariats bilatéraux avec des régimes anti-occidentaux : l'Iran et la Corée du Nord lui fournissent des équipements militaires cruciaux, tandis que la Chine demeure son principal soutien politique et économique. De nombreux pays facilitateurs l'aident à contourner les sanctions et elle a de multiples sympathisants dans le « Sud global » et en Europe même (Hongrie, Slovaquie). Cependant, beaucoup de ces relations sont transactionnelles et fragiles.

17. L'Union européenne s'appuie prioritairement sur ses alliances structurantes : l'OTAN, de nombreux accords économiques et stratégiques avec plus de 70 partenaires, ainsi qu'une forte présence dans les organisations multilatérales. L'Europe renforce sa sécurité collective par de nouveaux formats d'intégration rapide (E5, Weimar, NB8), la multiplication d'initiatives coordonnées, et une attractivité supérieure pour l'investissement et la coopération économique, scientifique et réglementaire.

18. Moscou se positionne comme le pilier d'un ordre « post-occidental », remettant en cause les normes internationales établies. Il réussit à instrumentaliser un discours post-colonial pour séduire dans certaines régions Afrique, Moyen-Orient, Asie. Cependant, l'UE reste le principal donateur d'aide publique mondiale (plus de 95 milliards d'euros/an, contre 1,2 milliard pour la Russie) et offre une alternative crédible, stable et durable.

19. Si la Russie présente une capacité de nuisance et de courtage appréciée par certains partenaires opportunistes, elle ne parvient pas à proposer des projets économiques majeurs durables. L'Europe s'impose par sa stabilité et ses possibilités d'élargissement qui sont un puissant levier de transformation.

« L'UE se distingue par son réseau diversifié d'alliances, son attractivité économique et sa capacité à forger de nouveaux partenariats. »

Sommaire

INTRODUCTION 11

Thomas Gomart

LES FRONTS DE L'ECONOMIE 16

Marc-Antoine Eyl-Mazzega

Comprendre la résilience initiale de la Russie et son réajustement
économique 17

L'économie russe se rapproche de la stagflation depuis l'automne
2024 24

Le virage géopolitique de l'UE : les économies européennes ont
accéléré leur transition énergétique et adopté un agenda d'autonomie
stratégique..... 33

Conclusion..... 44

DEFENSE ET SECURITE NATIONALE : EN QUETE D'UNE STRATEGIE *OFFSET* EUROPEENNE 46

Élie Tenenbaum et Dimitri Minic

Stratégies générales 47

La perspective d'une confrontation militaire entre la Russie
et l'Europe 55

Stratégie des ressources et industrie de la défense 69

Stratégies indirectes et hybrides 76

Conclusion..... 80

SYSTEMES POLITIQUES ET RESILIENCE SOCIETALE 83

Tatiana Kastouéva-Jean et Paul Maurice

La population et les élites russes sont conditionnées
pour une confrontation durable, contrairement à l'Europe 86

À long terme, le modèle européen est plus attractif
que celui de la Russie..... 109

Conclusion.....	120
------------------------	------------

ALLIANCES ET POSITIONNEMENT INTERNATIONAL : LA COURSE AU SOUTIEN STRATEGIQUE DANS LE MONDE.....	124
--	------------

Tatiana Kastouéva-Jean et Paul Maurice

Comment la guerre redéfinit-elle les alliances et les partenariats de la Russie et de l'UE ?	125
Forces et faiblesses du positionnement russe à l'international.....	144
Conclusion.....	155

CONCLUSION	159
-------------------------	------------

ACRONYMES.....	161
-----------------------	------------

BIBLIOGRAPHIE	165
----------------------------	------------

Introduction

Thomas Gomart

La « question russe » est ancienne et future à la fois. Les pays européens ne peuvent plus l'éluder car la Russie agresse l'Ukraine et les menace. Ils vont devoir de plus en plus la traiter par eux-mêmes compte tenu de la reconfiguration transatlantique. Si la Russie est en guerre, les Européens ne le sont pas. Phénomène politique, militaire, économique et social, la guerre les épargne, pour l'heure, alors qu'elle est consubstantielle au régime de Vladimir Poutine. Cette différence reste fondamentale au regard des pertes russes et du potentiel européen. Elle est rendue possible par la résistance ukrainienne.

Une confrontation de longue durée

En Ukraine, l'« opération militaire spéciale », censée provoquer un rapide changement de régime, s'est transformée en une guerre d'attrition, qui mobilise l'appareil d'État de la Fédération de Russie, conditionne sa population et détermine sa politique étrangère. La Russie exerce sa puissance en mobilisant ses ressources, en passant à l'acte et en inhibant ses adversaires. Son acceptation d'un tel niveau de pertes traduit sa sourde détermination. Habités à l'état de paix depuis plusieurs décennies, les pays européens sont confrontés à une résurgence de l'impérialisme russe dont l'Ukraine sert de victime expiatoire. Ils la soutiennent, se coordonnent et se préparent en limitant au maximum leur prise de risque. C'est l'Ukraine seule qui essuie des pertes en se battant pour son intégrité.

À travers elle, le régime russe impose à l'Europe une confrontation appelée à durer quelle que soit l'issue des combats sur le terrain. Si Vladimir Poutine s'y est préparé de longue date, ce n'est pas le cas des dirigeants européens, souvent contraints de réagir. La Russie conserve l'initiative pendant que les Européens s'organisent. Pris dans les mailles de la mondialisation, le continent européen a perdu son principal avantage comparatif à l'échelle globale : sa stabilité stratégique. Il est entré de plain-pied dans une nouvelle ère d'insécurité dont la guerre russo-ukrainienne constitue le centre de gravité. Or, en dehors de l'Europe, ce conflit est vu comme périphérique par la plupart des acteurs diplomatiques. Très différemment, la Russie et les pays européens allouent des ressources à un conflit qui les marginalise. Et pourtant, ils ne peuvent s'en détourner tant ses conséquences à court, moyen et long termes orienteront la trajectoire du continent, d'une part, et les rapports de force en son sein, de l'autre. Ce sont

bien les rapports de force, et non plus les rapports de droit, que la Russie nous oblige à analyser et à prévoir.

Quels objectifs ?

C'est pourquoi la question russe doit être reformulée dans le temps et dans l'espace en fonction de notre compréhension des objectifs de la Russie exprimés par Vladimir Poutine et de ceux des Européens, qui sont souvent réduits au plus petit dénominateur commun au nom de l'unité recherchée. En premier lieu, Vladimir Poutine veut l'asservissement de l'Ukraine et la destruction des structures étatiques et militaires qui lui permettraient de rester indépendante et souveraine. En deuxième lieu, il entend modifier l'équilibre des forces sur le continent européen en contestant les élargissements de l'OTAN et de l'UE. Il s'agit pour la Russie d'être reconnue comme la puissance dominante en Europe et, pour ce faire, d'inspirer la peur. En troisième lieu, Vladimir Poutine combat, seul comme il le souligne, le prétendu « Occident collectif » afin d'accélérer l'avènement d'un monde multipolaire qui consacrerait moins une nouvelle répartition du pouvoir qu'une symbolique défaite occidentale. En réalité, la conception russe de la multipolarité repose sur la notion de « sphères d'influence » autour de la Chine, des États-Unis et de la Russie. En dernier lieu, la guerre instaure un état de mobilisation permanente en Russie qui justifie son pouvoir personnel.

En ce qui concerne les pays européens, les objectifs sont évidemment de nature différente. En premier lieu, ils veulent empêcher une victoire de la Russie en Ukraine. En deuxième lieu, ils cherchent à maintenir, quoi qu'il en coûte, la garantie de sécurité américaine à travers l'OTAN et des accords bilatéraux. En troisième lieu, ils entendent maintenir leur unité, notamment dans la mise en œuvre des sanctions. En quatrième lieu, ils souhaitent limiter le coût économique de leur soutien à l'Ukraine. En dernier lieu, ils ouvrent une perspective d'adhésion à l'Ukraine, à la Moldavie et, si les conditions politiques venaient à changer, à la Géorgie, comme vecteur de stabilisation de leur voisinage.

Un nouvel espace-temps pour la question russe

Dans le temps, « la question russe » se pose depuis l'époque moderne à travers l'association entre impérialisme et despotisme, qui enserrait l'identité russe. La révolution bolchévique marque une rupture car elle permet une brève période d'indépendance de l'Ukraine entre 1917 et 1921. Si le Lénine révolutionnaire dénonce le « chauvinisme grand-russe », qui opprime les nations au sein de l'Empire, il donne, une fois au pouvoir, des instructions précises pour mater le nationalisme ukrainien. Staline s'emploie ensuite à le détruire en décidant de l'Holodomor, la grande famine des années 1930 dont les Ukrainiens gardent la mémoire très vive. La victoire de 1945 sur l'Allemagne nazie blanchit durablement l'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS) de toute

accusation d'impérialisme. Désigné successeur par un Boris Eltsine très affaibli en 2000, puis réélu en 2004, 2012, 2018 et 2024, dans un système toujours plus contrôlé, Vladimir Poutine poursuit la « grande guerre patriotique » en prétendant « dénazifier » et « démilitariser » l'Ukraine. La prochaine élection présidentielle en Russie doit se tenir en 2030. En suivant la Constitution, Vladimir Poutine peut se représenter pour un nouveau mandat jusqu'en 2036, date à laquelle il aura 84 ans.

Dans l'espace, la question russe concerne directement les pays que l'UE considèrerait comme relevant de sa politique de voisinage – la Biélorussie, la Moldavie, l'Ukraine, la Géorgie, l'Arménie et l'Azerbaïdjan – mais aussi, à des degrés divers, ceux qui l'ont rejointe en 1995, 2004, 2007 et 2013¹. Elle se pose aussi en Asie centrale et en Asie-Pacifique. La guerre d'Ukraine commence en février 2014 par l'annexion de la Crimée. La question russe change de cadre lors de l'invasion à grande échelle de l'Ukraine dans la mesure où elle a été précédée par la déclaration d'« amitié sans limite » entre la Chine et la Russie. La séquence ouverte en février 2022 internationalise le conflit en raison du soutien direct apporté à Moscou par Pékin, Téhéran et Pyongyang, ou de celui apporté à Kyiv par Tokyo, Séoul et Ottawa. Dans l'enceinte des Nations unies, la grande majorité des pays condamnent la violation territoriale de l'Ukraine par la Russie mais une minorité de pays la sanctionne en conséquence. Autrement dit, la question russe ne se limite pas à l'Europe, d'autant que le Kremlin porte un projet eurasiatique susceptible, dans son esprit, de refonder le système international autour de la notion de « majorité globale ». Cela implique de revendiquer une défaite occidentale. En miroir, Vladimir Poutine fustige tous ceux qui pensent pouvoir infliger une « défaite stratégique » à son pays.

La raison d'être de ce rapport

L'idée de ce rapport est née en mars 2025 lorsque les chefs d'état-major des pays souhaitant soutenir l'Ukraine ont été réunis au musée de la Marine sous la présidence du général Thierry Burkhard, chef d'État-major des armées françaises, et de l'amiral Tony Radakin, chef d'État-major des armées britanniques. Elle partait d'un triple constat.

Tout d'abord, celui d'une impréparation à la guerre d'Ukraine des pays européens, qui peinent à prendre conscience de la rupture d'ordre provoquée par la Russie à leurs dépens. Pour dire les choses rapidement, les dirigeants européens laissent parfois l'impression d'espérer un retour à la situation antérieure sans heurts, celle qui prévalait avant février 2022. Or, ils sont face à des chocs et des ajustements brutaux. Il va sans dire que les décisions prises par l'administration Trump, en particulier dans le domaine commercial, les

1. En 2013, la Croatie ; en 2007, la Roumanie et la Bulgarie ; en 2004, Chypre, Malte, la Tchéquie, l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, la Pologne, la Slovaquie et la Slovénie et, en 1995, l'Autriche, la Finlande et la Suède.

affectent directement. En outre, la recherche d'une normalisation russo-américaine, qui s'est notamment traduite par le sommet d'Anchorage (15 août 2025), modifie profondément le rapport de force, une fois encore à leurs dépens.

Ensuite, celui d'une déficience en matière d'analyse et de prévision de la nature du rapport de force entre les pays européens et la Russie. Les fautes d'analyse les concernant ont conduit notamment à se tromper sur la trajectoire de la Russie de Vladimir Poutine en sous-estimant ses ambitions, ses capacités et sa détermination. Elles s'expliquent par des biais propres non seulement aux milieux de l'expertise et des affaires mais aussi aux cercles politiques, stratégiques et médiatiques. C'est pourquoi il est nécessaire de reposer un cadre d'analyse basé sur des faits avérés et des données disponibles.

Enfin, s'est imposée la nécessité de construire une lecture mieux partagée de la situation stratégique entre experts européens. En effet, les différences d'approche et d'analyse peuvent se lire à la fois comme une faiblesse face à un acteur stratégique monolithique et comme une force pour saisir les différentes dimensions de la confrontation, qui ne saurait se résumer à un face-à-face militaire. Travailler ainsi contribue à consolider le pilier européen de l'expertise transatlantique.

La méthodologie suivie

La méthode du *net assessment* a été privilégiée. Elle consiste à proposer un cadre analytique comparant les positions des pays européens et de la Russie, et articulant leurs ressources, leurs stratégies, leurs organisations et leurs capacités respectives avec un horizon de moyen terme². Elle se concentre sur quatre dimensions : les soubassements économiques et, en particulier, énergétiques ; les postures stratégiques et leurs moyens militaires ; la résilience politique et sociale ; le positionnement international et les systèmes d'alliance. Pour chacune d'elles, les forces et faiblesses de la Russie et des pays européens sont mises en regard dans une optique de moyen terme. Le périmètre des pays concernés correspond aux membres européens de l'OTAN. Dans une démarche prospective, le rapport identifie les données susceptibles de modifier le rapport de force au cours des cinq prochaines années. Point crucial, le potentiel de l'Ukraine n'est volontairement pas intégré à la réflexion alors même qu'elle représente désormais une force morale, militaire et industrielle capable de résister et de fixer l'essentiel du dispositif russe. Elle constitue un sujet à part entière.

Sauf imprévu, 2030 correspond, on l'a déjà dit, aux prochaines élections présidentielles en Russie. C'est aussi la date retenue par la *Revue nationale stratégique 2025* publiée par la France le 14 juillet dernier, qui estime que la Russie « menace le plus directement aujourd'hui et pour les années à venir

2. E. A. Cohen, « Net Assessment: An American Approach », *JCSS Memorandum*, n° 29, avril 1990.

les intérêts de la France, ceux de ses partenaires et alliés, et la stabilité même du continent européen et de l'espace euro-atlantique avant d'ajouter : « [...] il est désormais clair que nous entrons dans une nouvelle ère, celle d'un risque particulièrement élevé d'une guerre majeure de haute intensité en dehors du territoire national en Europe, qui impliquerait la France et ses alliés en particulier européens, à l'horizon 2030, et verrait notre territoire visé en même temps par des actions hybrides massives³ ».

Exclusivement basé sur des sources ouvertes, ce rapport est aussi tributaire du contexte dans lequel il a été rédigé entre le 18 juin et le 20 octobre 2025. Celui-ci a été marqué par le sommet de l'OTAN à La Haye en juin, l'accord commercial du Turnberry en juillet, le sommet d'Anchorage en août, la visite à Washington des dirigeants européens entourant le président ukrainien dans la foulée, la visite de ce dernier à la Maison-Blanche en octobre et l'annonce d'une nouvelle rencontre entre les présidents Trump et Poutine à Budapest. Sa rédaction a été préparée par un *strategic survey* adressé aux membres du comité de pilotage, composé de neuf directeurs de *think tanks* européens et de deux personnalités qualifiées. Leurs réponses ont orienté la recherche et la rédaction qui ont été assurées par les chercheurs de l'Ifri. Les quatre chapitres ont été présentés, discutés et amendés par les membres du comité de pilotage, accompagnés d'experts. Dernier point, l'étude utilise aussi des publications et des données russes en constatant le secret qui entoure désormais un nombre grandissant des indicateurs statistiques.

Que faire ?

La fameuse question de Lénine se pose à l'ensemble des protagonistes. En ce qui concerne le travail analytique, ce rapport pourrait évidemment être réactualisé et amendé par des discussions organisées sur une base régulière. Ce suivi conditionne l'analyse des évolutions politiques. À date, il apparaît clairement que la Russie devrait continuer à saturer l'Ukraine en pariant sur son effondrement soudain, sur le désengagement américain et la lassitude européenne. Face à cette situation, les pays européens doivent se montrer capables de produire de la sécurité sur leur propre continent. Les Européens disposent du potentiel nécessaire, c'est-à-dire des moyens économiques, des compétences militaires et du savoir-faire technologique pour faire face à la Russie d'ici 2030, à condition de faire preuve de volonté politique. Reste la question du passage à l'acte, car la volonté politique est précisément ce qu'un *net assessment* ne peut apprécier. Aussi bien en Europe qu'en Russie.

Thomas Gomart, 17 octobre 2025

3. *Revue nationale stratégique 2025*, Secrétariat général de la Défense et de la Sécurité nationale (SGDSN), p. 8.

Les fronts de l'économie

Marc-Antoine Eyl-Mazzega

En dépit des sanctions sans précédent imposées à la Russie, sa situation macroéconomique semblait à première vue stabilisée durant la période 2022-2024 : la croissance du PIB atteignait 4,3 % en 2024 selon Rosstat⁴, après avoir été de 4,1 % en 2023 et de 1,4 % en 2022. La balance courante était excédentaire, le déficit budgétaire maîtrisé et le chômage à un niveau historiquement bas. De plus, la Russie est parvenue à compenser le recul du commerce avec l'UE et le Royaume-Uni par une rapide augmentation de ses échanges commerciaux avec la Chine⁵. Les exportations d'hydrocarbures se sont poursuivies et les exportations agricoles ont connu une hausse de 10 milliards de dollars entre 2022 et 2024, dépassant les 43 milliards de dollars en 2023 (103 millions de tonnes de produits). Le gouvernement a pu financer son effort de guerre, qui a fini par atteindre environ 8 à 10 % du PIB en 2025, contre environ 6 % en 2023 (les chiffres exacts étant inconnus car non publiés). Dernier point, et non des moindres, la Russie est parvenue à mettre en place des voies d'approvisionnement alternatives et des mécanismes de substitution pour les importations soumises aux sanctions, tout en réduisant les coûts de transaction associés.

Les entreprises occidentales ont perdu 167 milliards de dollars depuis le début de l'invasion à grande échelle de l'Ukraine du fait de pertes comptables, de décisions judiciaires injustes et de saisies d'entreprises, dont 57 milliards de dollars d'actifs confisqués⁶. Plus d'un millier d'entreprises ont mis fin à leur activité en Russie⁷. Dans le même temps, l'Occident a gelé 275 milliards d'euros de dépôts de la Banque centrale russe et environ 30 milliards de dollars d'actifs appartenant à des oligarques et des membres de l'élite russe. L'UE et le Royaume-Uni ont subi comme conséquence de l'agression russe un surcoût de 650 milliards de dollars pour leurs importations d'énergie entre juin 2021 – lorsque Gazprom a commencé à

4. Ces chiffres peuvent être discutés, étant donné que Rosstat publie de moins en moins de données et que, par nature, cet organisme gouvernemental est peu susceptible de révéler tout déséquilibre majeur, mais dans l'ensemble, une croissance de la valeur ajoutée a été constatée.

5. Les échanges avec l'UE plus le Royaume-Uni s'élevaient à environ 270 milliards d'euros en 2021, soit 38 % du commerce extérieur russe, avant de chuter à environ 80 milliards d'euros en 2024, tandis que le commerce entre la Russie et la Chine est passé de 147 milliards de dollars en 2021 à 244 milliards de dollars en 2024, soit 32 % du commerce extérieur de la Russie cette année-là.

6. N. Shapoval, A. Onoprienko, O. Gribovskiy *et al.*, « Assessing Foreign Companies' Direct Losses in Russia: Financial Impact, Market Consequences, and Strategic Adjustments », Kyiv School of Economics (KSE), mars 2025, disponible sur : <https://kse.ua>.

7. Chief Executive Leadership Institute, « Over 1,000 Companies Have Curtailed Operations in Russia – But Some Remain », Yale School of Management, 28 janvier 2024, disponible sur : <https://som.yale.edu>.

réduire ses livraisons de gaz – et fin 2024⁸. Les destructions causées par la Russie en Ukraine atteignent désormais 500 milliards d'euros, dont 170 milliards d'euros de dommages directs⁹.

Ces chiffres masquent différentes séquences et réalités, car l'économie russe a atteint un point culminant fin 2024. Le pays s'enfonce depuis dans la stagflation. Les atouts de la Russie s'amenuisent rapidement à mesure que les déséquilibres s'accroissent, avec une augmentation du déficit budgétaire, un niveau élevé d'inflation ainsi qu'une baisse des recettes d'exportation et un déficit d'investissement. Dans le même temps, l'Europe est sur le point de parvenir à se découpler en grande partie des approvisionnements énergétiques russes et à accélérer sa transition énergétique. La baisse des prix mondiaux de l'énergie est un défi de taille pour la Russie et une aubaine pour l'Europe. D'ici 2030, l'économie russe devrait connaître un ralentissement important, dépendre largement de la Chine et voir son potentiel de modernisation bridé. L'Europe, quant à elle, aura fait progresser sa politique de décarbonation, renforcé sa sécurité énergétique et conservé une position centrale dans la course technologique mondiale, dont la Russie est largement absente, à l'exception de quelques secteurs.

Comprendre la résilience initiale de la Russie et son réajustement économique

La guerre menée par la Russie a entraîné une envolée des prix de la plupart des matières premières entre juin 2021 et fin 2023. En tant que gros producteur et exportateur de matières premières, la Russie a donc largement profité de la période 2021-2023, car elle continuait d'exporter d'importantes quantités de pétrole vers l'Europe, puis de plus en plus vers l'Asie, à des prix de marché élevés. Par la suite, lorsque les prix mondiaux ont baissé, les recettes en roubles des exportateurs russes sont restées à leur plus haut niveau en raison de la dépréciation du rouble.

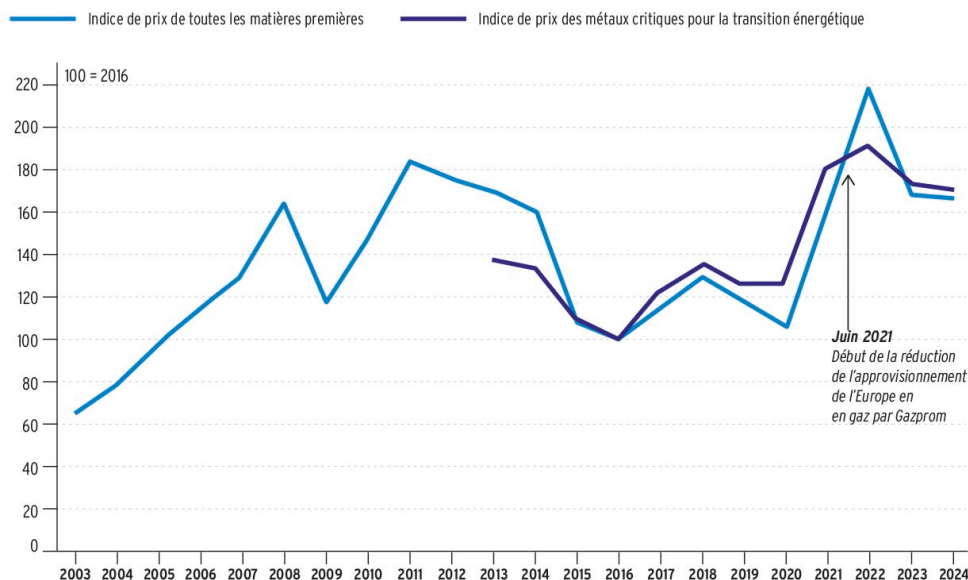
En 2022, les recettes d'exportation de la Russie s'élevaient à environ 1 milliard d'euros par jour pour le pétrole, le gaz et le charbon, dont 600 millions d'euros pour le pétrole et ses dérivés. Ce chiffre a ensuite diminué pour atteindre environ 730 millions d'euros par jour en 2023, 670 millions d'euros par jour en 2024 et 585 millions d'euros par jour en juillet 2025, les recettes d'exportation du deuxième trimestre 2025 étant estimées en baisse de 18 % par rapport à l'année précédente¹⁰ et les exportations moyennes du deuxième semestre 2025 pouvant être estimées à environ 500 millions d'euros par jour, soit une baisse de 50 % par rapport à 2022.

8. Calculs de l'Ifri basés sur les statistiques énergétiques de l'UE et du Royaume-Uni.

9. Quatrième évaluation commune des dommages et des besoins (RDNA4), données du 24 février 2022 au 31 décembre 2024.

10. Voir l'analyse mensuelle du Centre for Research on Energy and Clean Air (CREA) sur les exportations russes de combustibles fossiles et les sanctions, disponible sur : <https://energyandcleanair.org>.

Graphique 1 : Indice des prix des matières premières et des métaux critiques pour la transition énergétique (2003-2024)



Source : Fonds monétaire international (FMI).

Une prospérité temporaire pour les secteurs pétrolier et gazier

L'industrie pétrolière russe, soumise à des sanctions depuis 2014, avait renoncé à des projets coûteux menés en *joint-venture* avec des partenaires occidentaux, mais s'était très bien adaptée. De plus, la Russie avait rejoint l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP+) et participé à fixer un prix plancher pour le pétrole, favorisant ainsi une stabilité budgétaire. Face au plafonnement des prix du pétrole (*price cap*), à l'embargo et aux sanctions imposés par l'Occident, l'industrie pétrolière russe a dépensé des milliards de dollars pour acheter une flotte de pétroliers vieillissants, constituant ainsi une vaste flotte fantôme capable de contourner les restrictions et d'assurer la majeure partie de ses exportations de pétrole. Elle a également délocalisé ses opérations commerciales basées en Suisse vers des entités enregistrées principalement à Dubaï¹¹. Bien qu'elle ait dû faire face à une augmentation des coûts logistiques, elle a bénéficié de prix élevés persistants sur les marchés internationaux, de volumes importants et de nouveaux clients, notamment en Inde et en Chine, mais aussi ailleurs grâce à des terminaux de transbordement clés. Avec des prix du pétrole élevés et des sanctions incomplètes au début¹², les réserves budgétaires de la Russie

11. Voir, par exemple, J. Bouissou, F. Fattori et R. Pravettoni, « La flotte fantôme : enquête sur les nouvelles routes du pétrole russe », *Le Monde*, 6 août 2023, disponible sur : www.lemonde.fr.

12. Plusieurs pays européens ont mis du temps à réduire leurs importations d'énergies fossiles favorables à des entités russes (notamment la Bulgarie et la République tchèque, qui ont ensuite supprimé leurs importations, contrairement à la Hongrie et la Slovaquie). Par ailleurs, une partie du pétrole brut est revenu en Europe sous forme de produits raffinés dans divers pays.

ont même augmenté en 2022. Lorsque les exportations et les prix du pétrole ont progressivement diminué à partir de fin 2022 (avec des fluctuations), l'industrie a été avantagée par la dépréciation du rouble : moins de revenus en dollars, mais un montant finalement similaire en roubles. Le budget russe n'était pas menacé et les décotes sur les exportations de pétrole russe, parfois importantes en dollars, l'étaient moins en roubles (la décote sur l'Urals par rapport au Brent avait sensiblement augmenté, mais elle a été en partie compensée par la dépréciation du rouble¹³). Le ministère russe des Finances a ensuite réussi à déplacer la pression fiscale sur le segment de l'extraction. Inquiets des risques d'une perturbation majeure de l'approvisionnement mondial en pétrole, les gouvernements occidentaux n'ont pas été en mesure de réduire de manière significative les recettes fiscales du Kremlin.

La Russie produit du pétrole à des coûts relativement faibles : ses coûts de production ont augmenté avec l'inflation, mais restent bien inférieurs à ceux des États-Unis, avec une moyenne d'environ 20 dollars par baril pour la production historique, hors taxes. Ce chiffre est certes beaucoup plus élevé pour les nouveaux gisements, mais ils sont souvent exonérés d'impôts. Son industrie des équipements et services pétroliers est par ailleurs largement nationale et diversifiée, et les importations en provenance de Chine notamment sont bien établies. Bien qu'il y ait eu une augmentation des forages au sein de l'industrie pétrolière russe, il y a probablement eu une baisse de la productivité des puits, car il faut pomper davantage d'eau dans les gisements historiques, ce qui augmente les coûts de production. Néanmoins, les producteurs de pétrole russes ont pu continuer à extraire du pétrole de manière rentable, même si la production de brut a diminué d'un million de barils par jour (mb/j) depuis le début de la guerre, pour atteindre 9 mb/j au premier trimestre 2025. La production de condensats aurait également reculé (la Russie ne soumet plus de données au Joint Organizations Data Initiative [JODI] depuis mars 2023 et il y a eu de façon répétée des frictions avec l'OPEP au sujet des données russes). Les frappes de drones ukrainiens contre plusieurs raffineries ont compliqué certaines opérations logistiques jusqu'en 2024 et ont probablement également pesé sur les finances de certains raffineurs, mais le pétrole est taxé à l'extraction et les pièces de rechange sont probablement accessibles en contournant les sanctions, même si cela se fait à des prix plus élevés et peut-être avec une qualité moindre. Les exportations ont été adaptées, avec plus de pétrole brut et moins de produits raffinés. Dans l'ensemble, si les sanctions occidentales et le plafonnement des prix ont potentiellement réduit les recettes budgétaires de la Russie issues des exportations de pétrole d'environ 10 à 15 % entre 2022 et 2024¹⁴, cela n'a manifestement pas suffi à mettre fin à

13. « Brent/Urals Differential 2022-2025 », Incorrys, 2 septembre 2025, disponible sur : <https://incorrys.com>.

14. Évaluation basée sur les estimations de divers analystes et traders russes et occidentaux partagés lors de discussions avec l'auteur. Les traders insistent généralement sur le fait que seul l'acheteur final d'une cargaison connaît le prix réel et que les acteurs du marché n'ont pas connaissance des décotes exactes, mais que dans l'ensemble, les décotes allant jusqu'à 30 % mentionnées dans la presse en 2022 et 2023 ne

l'effort de guerre. De plus, la perte fiscale a été aisément compensée par une augmentation des impôts dans d'autres secteurs, ce qui explique pourquoi la part des recettes budgétaires provenant du pétrole et du gaz est passée de 35 % en 2021 à 27 % en 2024.

En ce qui concerne le gaz, la Russie a restreint ses exportations par gazoduc vers divers clients européens au cours des premiers mois de 2022, avant de pratiquement les interrompre dès septembre 2022. Si la hausse des prix a tout d'abord compensé la baisse des volumes, par la suite, en 2023 et 2024, Gazprom n'a pas été en mesure de compenser les pertes de volumes et de revenus en Europe par une augmentation des recettes issues de son marché intérieur et par la diversification de ses exportations, principalement vers la Chine. De plus, la compagnie se trouvait confrontée à une hausse des impôts. En fait, le seul gagnant en Russie a d'abord été Novatek, qui a vu augmenter ses exportations de gaz naturel liquéfié (GNL) vers l'Europe, ainsi que les prix de vente. Ceci a beaucoup attiré l'attention, mais en réalité, la valeur fiscale de ces exportations est bien moindre que celle des exportations par gazoduc de Gazprom, et le GNL russe a contribué à atténuer la hausse globale des prix du gaz et des coûts d'importation en Europe durant ces mois très difficiles.

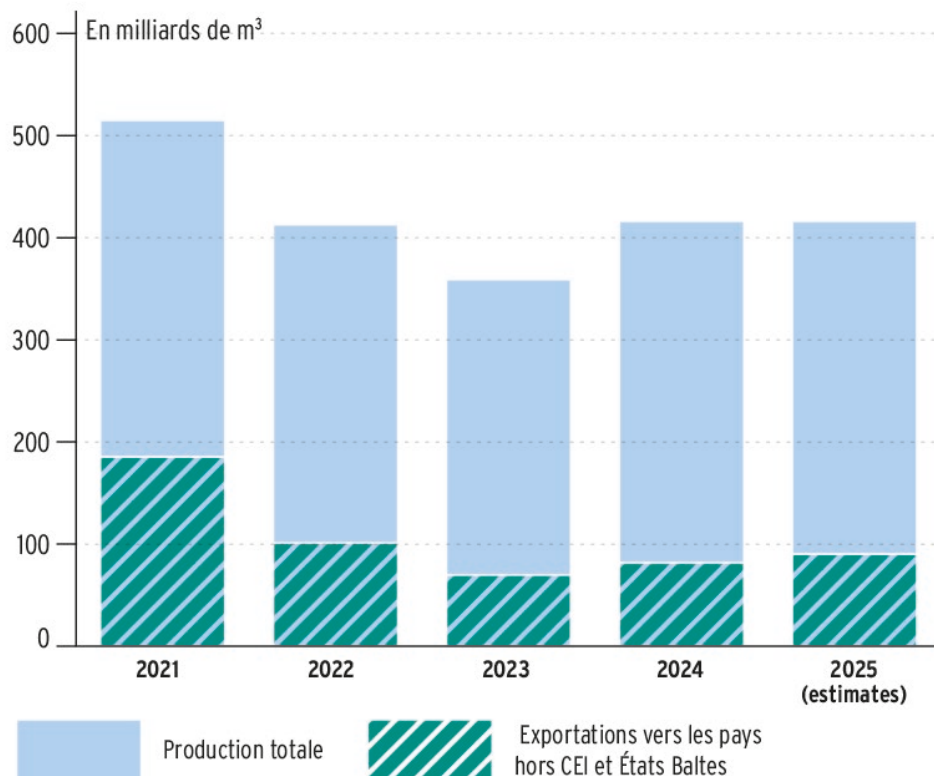
L'Europe a longtemps été le meilleur client de Gazprom, avec plus de 150 milliards de mètres cubes de gaz par an (Gm³)/an, acheminés vers divers acheteurs de l'UE. Ce chiffre a brutalement chuté à quelques Gm³ début 2025, suite à l'arrêt du flux transitant par l'Ukraine. La Chine est désormais le premier client de Gazprom à des prix du gaz indexés sur le pétrole plutôt défavorables (40 Gm³ attendus en 2025), suivie de la Turquie (environ 20 Gm³/an) et l'Asie centrale (environ 12 Gm³ en 2025). La production de Gazprom a brutalement chuté, passant de 516 Gm³ en 2021 à 355 Gm³ en 2023, avant de remonter à 416 Gm³ en 2024, mais avec des volumes importants stockés et non vendus cette année-là¹⁵. Gazprom n'a pas repris le versement de dividendes, a fait pression pour obtenir une augmentation des prix du gaz sur le marché intérieur, qu'il a en partie obtenue et s'est efforcé de développer de nouvelles voies d'exportation vers la Chine, l'Inde, l'Asie centrale... Sa situation financière s'est partiellement redressée après les pertes importantes enregistrées en 2023 (629 milliards de roubles, soit environ 7 milliards de dollars), notamment grâce au secteur très rentable du pétrole¹⁶.

se sont concrétisées que de manière exceptionnelle. Cependant, cette évaluation ne tient pas compte du fait que certains acheteurs indiens, par exemple, ont payé leurs cargaisons en roupies, qui se sont accumulées en Russie.

15. « Gazprom's Gas Output to Rise to Around 416 bcm in 2024 », Reuters, 26 décembre 2024, disponible sur : www.reuters.com.

16. Les sources utilisées pour cet état des lieux incluent les rapports réguliers de Sergey Vakulenko pour Carnegie et le *Financial Times*, les articles de Tatiana Mitrova pour le CEPA, les analyses de l'Ifri ainsi que les reportages approfondis de Public Eye.

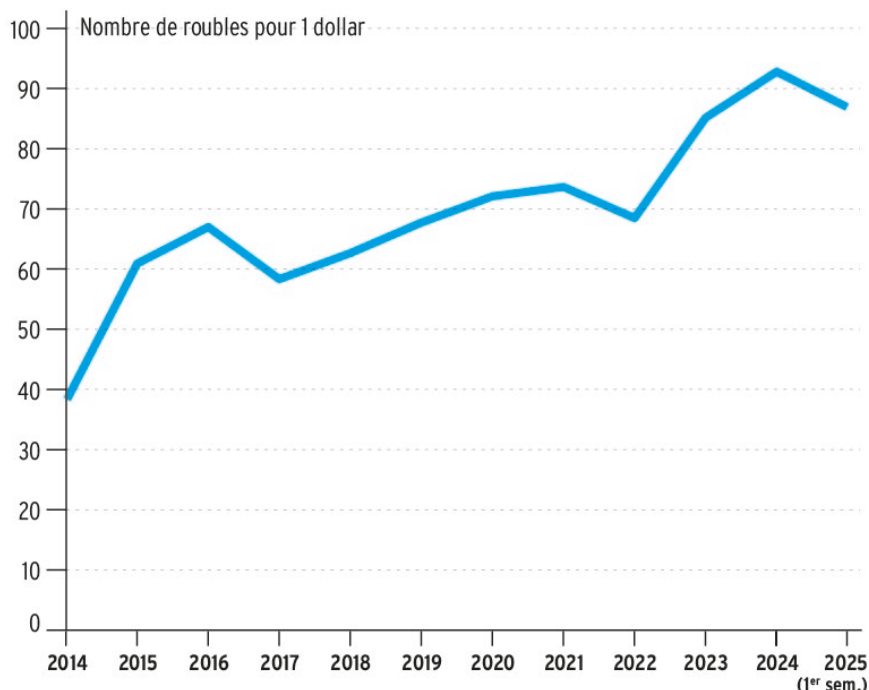
**Graphique 2 : Production et exportations de Gazprom
(2021-2024)**



Sources : Gazprom, estimations de l'Ifri.

Dans un premier temps, une balance courante excédentaire et pas de déséquilibre budgétaire majeur

Grâce à ses exportations de combustibles fossiles, pratiquement pas affectées, complétées par ses exportations agricoles, la Russie a bénéficié d'une continuité de ses recettes, tandis que, dans l'ensemble, le coût accru des importations a stagné ou légèrement diminué suite à la dépréciation du rouble. Cela a permis de maintenir un fort excédent commercial et d'éviter une dépréciation brutale du rouble (tombé à 115 RUB/USD en novembre 2024 avant de regagner un peu de vigueur), grâce également aux mesures adoptées pour conserver d'importantes réserves de devises étrangères et renforcer les réserves d'or.

Graphique 3 : Évolution du taux de change du rouble face au dollar, moyenne annuelle (2014-2025)

Sources : Banque centrale de Russie, Banque mondiale.

Les tentatives de contournement des sanctions ont d'abord entraîné une augmentation des coûts des transactions commerciales, mais un système parallèle s'est progressivement mis en place et ces coûts ont diminué au bout d'environ 18 mois. Une grande partie du commerce extérieur s'est déroulée à l'étranger sans conversion en roubles, en utilisant des devises indexées sur le dollar, des systèmes de troc ou des transactions informelles de type « hawala » qui n'impliquent aucune conversion monétaire¹⁷. Plusieurs pays bien identifiés sont devenus des plateformes pour l'importation de marchandises visées par les sanctions. En outre, les autorités russes ont développé activement des mécanismes de commerce et de paiement internationaux désoccidentalisés, notamment dans le cadre des BRICS, tels que des alternatives au système SWIFT (SPFS), des cartes de paiement (Mir) et des paiements en monnaies locales¹⁸.

Le gouvernement ayant réduit les dépenses publiques dans les secteurs non liés à la guerre, ayant augmenté la fiscalité sur les entreprises et sur les revenus des particuliers, ainsi que les tarifs douaniers et les droits d'accise (notamment sur le tabac et l'alcool), il y a eu un afflux constant de recettes fiscales pour financer l'effort de guerre grandissant. Enfin, les règles

17. Voir les rapports de Dmitri Nekrassov au Center for Analysis and Strategies in Europe (CASE), disponibles sur : <https://case-center.org>.

18. V. Inozemtsev, « The Rise of an "Alternative Globalization" », Middle East Media Research Institute (MEMRI), décembre 2024, disponible sur : www.memri.org.

budgétaires très prudentes appliquées par la Russie ces dernières années – déficit budgétaire très limité et affectation d'une partie des recettes pétrolières à un fonds de réserve budgétaire plutôt qu'à des dépenses – ont permis aux autorités d'augmenter les dépenses militaires.

L'inflation a toutefois constitué un défi majeur et la Banque centrale de Russie (BCR) a progressivement augmenté son taux directeur, qui est passé de 7,5 % fin 2021 à 21 % entre octobre 2024 et mai 2025, ce qui a freiné les investissements à long terme. Alors que les activités civiles comme la construction ont été progressivement affectées malgré des mesures de soutien initialement efficaces, cela a incité à une consommation immédiate pour compenser l'érosion de l'épargne (qui a ensuite de nouveau augmenté lorsque les taux ont été relevés). Les dépenses en équipement militaire ont été protégées de l'inflation grâce aux importantes avances versées par le gouvernement. La consommation a également été soutenue par la hausse des salaires réels (du moins dans les secteurs privé, militaire et énergétique), la rémunération des soldats et diverses mesures d'aide sociale. Le secteur du tourisme intérieur a enregistré de bons résultats (à l'exception de la Crimée), avec une augmentation du nombre de touristes en provenance de Russie, de Chine et d'Inde. Le problème de la main-d'œuvre a été partiellement résolu grâce à un allongement du temps de travail, à des mesures incitant les Russes vivant à l'étranger à continuer de contribuer à l'économie russe, et à des incitations salariales destinées à favoriser le transfert de travailleurs de l'économie civile vers l'industrie de guerre. Le secteur bancaire russe (du moins la Sberbank) a enregistré de solides bénéfices malgré les sanctions, notamment grâce à des opérations de prêt lucratives à des taux supérieurs à ceux de la banque centrale ainsi qu'à une offre de services et d'opérations à la pointe de la technologie. Moscou a maintenu son dynamisme grâce à des investissements continus dans les infrastructures et des restaurants qui ne désemplissaient pas.

En résumé, ces facteurs ont permis à la Russie de basculer rapidement vers une économie semi-militarisée en 2022 (certaines parties du budget étant toutefois secrètes depuis plusieurs années), bien qu'en deçà des niveaux observés pendant la guerre froide à l'époque soviétique, estimés entre 16 et 20 % du PIB, et à peine supérieurs aux dépenses maximales des États-Unis durant la même période¹⁹.

19. Les sources utilisées pour cette section comprennent les analyses régulières fournies par Alexander Gabuev pour Carnegie et le *Financial Times*, Alexandra Prokopenko pour Carnegie et The Bell, Vladislav Inozemtsev, expert du CASE.

L'économie russe se rapproche de la stagflation depuis l'automne 2024

Des déséquilibres qui progressent rapidement

Les chiffres de la croissance économique pour 2022-2024 ont camouflé des problèmes plus profonds. En réalité, l'économie russe était déjà en perte de vitesse depuis le début des années 2010 : malgré des revenus d'exportation de pétrole et de gaz atteignant des niveaux records, les taux de croissance du PIB étaient faibles, voire négatifs à certaines périodes, en raison d'une mauvaise gouvernance, d'un manque de diversification, de la fuite des capitaux et d'une faible croissance de la productivité. L'apparente croissance économique est également corrélée à l'inflation et à une part prépondérante de la valeur ajoutée industrielle militaire soutenue par de l'argent public, laquelle est rapidement détruite sur le champ de bataille, sans rien apporter de positif à l'économie et à la société russes. De plus, il n'y a plus d'investissements directs étrangers, la capacité à développer les services et les industries civiles est fortement limitée, et la productivité du capital et de la main-d'œuvre est inévitablement en baisse. De ce fait, il faut de plus en plus d'argent pour produire la même quantité de biens (et probablement avec une qualité moindre)²⁰.

Trois indicateurs, en rapide détérioration, montrent la gravité du problème dans une économie qui se rapproche déjà de la stagflation : l'inflation, le déficit budgétaire et la réduction du fonds de prévoyance sociale. Cela a amené la gouverneure de la Banque centrale, Elvira Nabioullina, à signaler en juillet 2024 que les réserves de main-d'œuvre et de capacité de production étaient « pratiquement épuisées » et qu'une « pénurie de ces ressources pourrait conduire à une situation où le taux de croissance ralentirait malgré toutes les tentatives de stimulation de la demande, et où l'ensemble des mesures de relance contribuerait à accélérer l'inflation²¹ ». Le ministre Maxim Rechetnikov a reconnu en juillet 2025 que « l'économie était au bord de la récession²² ».

20. Voir les analyses très pondérées de Sergey Guriev pour l'Economic Show du *Financial Times*, disponibles sur : www.ft.com.

21. « CBR Governor Nabiullina Says Russia's Economy Still Overheating "Significantly" », Interfax, 26 juillet 2024, disponible sur : <https://interfax.com>.

22. AFP, « Russia's Economy Minister Warns of Looming Recession », *The Moscow Times*, 19 juin 2025, disponible sur : www.themoscowtimes.com.

Tableau 1 : Comparaison des principaux indicateurs de l'économie russe (2021-2024)

	2021	2024
PIB		
Taux de croissance	4,7 %	4,1 %
Prix du baril de Brent	71 \$	81 \$
Inflation	8,4 %	9,5 %
Taux de chômage	4,8 %	2,5 %
Solde budgétaire	+ 0,4 %	- 1,7 % (3 500 milliards de roubles)
Recettes budgétaires		
En milliards de roubles	25 286	36 700
Recettes budgétaires du secteur pétrolier et gazier		
En milliards de roubles	9 057	9 800
En %	33 %	31 %
Recettes budgétaires hors pétrole et gaz		
En milliards de roubles	16 230	26 900
Fonds de la richesse nationale (millions de roubles)	13 565	11 900
Actifs liquides du Fonds de la richesse nationale		
En milliards de roubles	8 453	3 800
En % du PIB	6,5 %	1,9 %
Dettes publiques		
En milliards de roubles	23 773	32 700
En % du PIB	18,2 %	16,4 %
Taux d'imposition sur les bénéfices des sociétés	20 %	25 %

Source : Banque centrale de Russie.

Les autorités ont manifestement échoué pendant plusieurs mois à maîtriser l'inflation et les taux officiels d'environ 10 % étaient généralement jugés sous-estimés, en particulier en ce qui concerne l'inflation ressentie par la majorité des Russes sur les biens de consommation courante. Les taux de 21 % de la banque centrale russe pendant près de trois trimestres témoignent de l'ampleur du phénomène inflationniste dans l'économie : pénurie de main-d'œuvre, hausse des salaires, sanctions et, surtout, augmentation des coûts d'importation. Les revenus réels diminuent dans plusieurs régions et les retraités ont perdu du pouvoir d'achat. Les taux de la banque centrale ont été ramenés à 20 % en juin, 18 % en juillet, 17 % en septembre et 16,5 % en octobre 2025, la pression inflationniste s'étant temporairement atténuée. Une partie de la classe moyenne « civile » est en voie de paupérisation. L'économie turque souffre aussi de déséquilibres économiques, avec une inflation et des taux de la banque centrale encore plus élevés, mais la comparaison s'arrête là, car la Turquie n'est ni sanctionnée ni isolée, et elle est ouverte au monde et aux

marchés financiers mondiaux. La légère diminution de l'inflation observée mi-2025, qui a motivé les baisses de taux réclamées par une partie des élites, ne remet pas en question ces principes de base.

Le Fonds national de richesse (NWF), un fonds de réserve budgétaire géré par le ministère des Finances, n'a pas été réapprovisionné depuis 2023, mais il pourrait être à nouveau mobilisé, ce qui réduirait encore sa part liquide. Avant la guerre, les données officielles indiquaient que le fonds avait accumulé 182 milliards de dollars, soit 10,4 % du PIB. Ce montant est tombé à 116,8 milliards de dollars en janvier 2025 (6,2 % du PIB²³) et seulement 45 % du fonds était liquide, soit 31,5 milliards de dollars en juin 2025, contre plus de 100 milliards de dollars juste avant l'agression de février 2022. Le ministère des Finances a également commencé à vendre une partie des réserves d'or, notamment à la Chine.

Le problème découlant de la diminution du fonds de réserve est aggravé par le déficit budgétaire croissant (déjà de 1,7 % pour le seul premier semestre 2025), qui est lui-même alimenté par la baisse des revenus pétroliers (baisse des volumes d'exportation, baisse des prix en dollars et dépréciation moindre du rouble depuis mars 2025) et par l'augmentation des dépenses militaires. Le déficit budgétaire devrait atteindre - 2,6 % en 2025, alors qu'il était initialement prévu à 0,5 %, ce qui a poussé les autorités à augmenter la TVA de 20 à 22 % en 2026. La Russie a comblé son déficit budgétaire en recourant aux réserves fiscales tout en empruntant à des taux d'intérêt élevés. Le déficit augmente dorénavant à mesure que les prix du pétrole diminuent, ce qui se traduit par une baisse des recettes d'exportation de pétrole mais une baisse également des revenus issus de l'exportation de gaz vers la Chine et la Turquie (du fait de l'indexation sur le pétrole), bien que les exportations par gazoduc vers la Chine aient atteint 40 Gm³ en 2025. Les dépenses liées au remboursement des intérêts sur les obligations d'État vont augmenter et la Russie devra continuer à accroître ses recettes fiscales en haussant les impôts et en émettant davantage d'obligations, ce qui sera encore plus coûteux. Une privatisation partielle pourrait également être envisagée, mais c'est un cercle vicieux qui pourrait entraîner au final une diminution du financement des dépenses sociales et militaires restantes.

Si les prix du pétrole restent autour de 66 dollars le baril en moyenne pour 2025 (niveau moyen jusqu'en septembre pour le Brent), la capacité de la Russie à soutenir l'effort de guerre est loin d'être épuisée et la production et l'exportation demeurent rentables. Mais un abaissement du plafond des prix des hydrocarbures dans le mécanisme du *price cap* pourrait accentuer les pressions, réduisant encore les marges de manœuvre du Kremlin. Par ailleurs, si elles sont confirmées, les frappes plus importantes et plus

23. *Performance of the Wealthfare Fund*, Ministère des Finances de la Fédération de Russie, dernière date disponible : 1^{er} août 2025, consulté pour la dernière fois le 6 octobre 2025, <https://minfin.gov.ru> ou <https://ru.wikipedia.org>.

fréquentes de l'Ukraine sur les infrastructures pétrolières russes auront un effet de plus en plus perturbateur et inflationniste.

Les sanctions américaines contre Rosneft et Lukoil, ainsi que leurs filiales, annoncées le 22 octobre 2025 ajouteront des contraintes supplémentaires au budget russe et exerceront notamment une pression sur les importateurs indiens et chinois pour qu'ils réduisent leurs importations de pétrole russe et renoncent à tout projet d'investissement dans des projets russes clés.

Les problèmes socio-économiques régionaux vont nécessairement s'aggraver, notamment dans les régions productrices de charbon, car les recettes d'exportation de charbon sont en forte baisse, ou dans les régions touchées par des catastrophes climatiques telles que des inondations. Une mauvaise récolte, un nouveau choc baissier des prix du pétrole ou des sanctions supplémentaires ne feraient qu'aggraver cette situation de déséquilibre. La Russie reste très dépendante de deux voies d'exportation contrôlées par l'OTAN, à savoir la mer Baltique (Primorsk, Ust Luga) et la mer Noire (Novorossiysk), qui représentent au total environ 2 mb/j. La Russie n'a pas vraiment de solution de remplacement, ou bien à des coûts considérables et cela s'opérerait probablement sur une période de dix ans : ses exportations de pétrole vers l'Est (ESPO : 1 mb/j ; Kuzmino : 0,9 mb/j ; le Kazakhstan : environ 0,3 mb/j) représentent environ 50 % de son total, mais ne parviennent pas à se développer davantage. Le total des recettes d'exportation d'hydrocarbures est déjà descendu sous la barre des 600 millions d'euros par jour, soit près de la moitié du pic de 2022. Il est toujours possible d'augmenter la pression fiscale nationale (TVA, impôt sur le revenu, droits d'accise), de réduire les retraites et les salaires dans l'armée, de privatiser les actifs de l'État ou de contraindre les Russes à prêter de l'argent à l'État, mais cela ne ferait que peser davantage sur le contexte social.

Conséquence de ces déséquilibres, le taux de change dollar/rouble a baissé jusqu'en février 2025, date à laquelle l'espoir d'une fin du conflit impulsée par le président Trump a légèrement fait remonter le rouble, rendant les importations beaucoup plus coûteuses et alimentant de ce fait l'inflation. Dans le même temps, la production de biens en Russie, relevant de plus en plus du secteur militaire, en retard sur le plan technologique, ne bénéficie d'aucun élan de compétitivité. L'augmentation de la TVA a aussi des effets inflationnistes, tout comme la hausse des prix de l'essence sur le marché intérieur en 2025.

La capacité de la Russie à s'adapter à la réalité économique changeante de la guerre qu'elle a déclenchée a désormais atteint son maximum. Le commerce avec la Chine ne peut pas s'accroître beaucoup plus et la Russie a en fait déjà mis en place des droits de douane sur certains produits chinois comme les voitures. L'Afrique ou le reste de l'Asie, comme l'Inde, ne constituent pas une alternative et n'ont qu'un potentiel de croissance commerciale très limité. Ces régions sont de plus confrontées au problème

des surcapacités chinoises sur leurs propres marchés. Une reprise du commerce avec les États-Unis, dans un scénario géopolitique extrême, ne changerait pas grand-chose à cette situation, car les États-Unis n'ont pas besoin du pétrole, du gaz ou du charbon russes, et les éventuelles exportations de métaux n'amélioreraient pas la situation. Cela pourrait toutefois soutenir le rouble.

Une régression inévitable à moyen terme

L'ambition de Vladimir Poutine de disposer de géants mondiaux contrôlés ou soutenus par l'État (Gazprom, Rosneft, Rosatom, Sovcomflot, Rostec, Sibur, Sberbank, InterRAO, Novatek) ne tient plus en raison des sanctions occidentales imposées depuis 2014. Le seul champion restant sera probablement Rosatom, mais dans une position affaiblie : la Russie aura moins d'argent à prêter à l'entreprise et celle-ci sera soumise aux aléas des sanctions et de sa réputation. Rosatom pourrait rester un pont vers l'Occident et le principal atout de la Russie pour être présent dans le secteur des technologies bas-carbone, mais les prochaines restrictions européennes sur les importations de combustible nucléaire et de technologies russes réduiront encore davantage la présence de Rosatom en Europe (idem pour les États-Unis).

L'industrie pétrolière russe ne développera pas tout son potentiel, et de gros investissements étrangers, y compris chinois ou indiens, sont peu probables. La production pétrolière continuera de baisser graduellement, peut-être même en conformité avec les exigences de l'accord de Paris. La pression fiscale sur le secteur va encore s'accroître et constituera un risque majeur pour les futurs investisseurs potentiels, parallèlement aux coûts logistiques et aux goulets d'étranglement. En 2021, l'Agence internationale de l'énergie (AIE) estimait que la Russie était en passe de produire environ 11,7 mb/j de liquides d'ici 2026 et qu'elle pourrait produire entre 11 et 11,3 mb/j jusqu'en 2030²⁴. Tout cela est désormais réduit d'environ 20 % en raison des sanctions et des engagements de l'OPEP, et les coûts de transport ont considérablement augmenté avec la fermeture de la lucrative autoroute pétrolière Baltique-Rotterdam.

Le secteur gazier russe ne pourra pas se remettre de la perte du marché européen, qui constitue un choc considérable pour Gazprom et le budget de l'État russe. La Chine ne remplacera pas l'Europe en termes de volumes et de recettes, notamment parce qu'elle souhaite conserver un portefeuille d'importations diversifié. Gazprom se trouve dans une position affaiblie pour négocier avec ses clients, notamment la société China National Petroleum Corporation (CNPC), par exemple au sujet du projet de gazoduc Force de Sibérie 2. Les aciéries russes et les entreprises du secteur du bâtiment souffrent d'une baisse des commandes. Par ailleurs, la totalité des infrastructures de

24. *World Energy Outlook 2021*, AIE, octobre 2021, disponible sur : www.iea.org.

Gazprom destinées à l'exportation de gaz vers l'Europe n'a plus aucune valeur. Construire de nouvelles infrastructures sur des marchés nouveaux et complexes tout en étant privé de flux de trésorerie est un vrai défi, mais cette option ne doit pas être écartée, car le gouvernement russe pourrait finalement décider qu'il s'agit de projets stratégiques où le retour sur investissement importe peu tandis que, par exemple, les aciéries recevront des commandes et que certaines relations de patronage seront rétablies. La Russie aurait pu devenir l'un des cinq premiers exportateurs mondiaux de GNL et contribuer de manière décisive à la réduction du recours au charbon au niveau mondial, en particulier dans les économies émergentes, mais elle n'exportera au mieux que 50 % de son potentiel d'avant-guerre d'ici 2030. Le ministère russe de l'Énergie estime cette capacité potentielle à 142 Gm³ (100 Mt) par an, contre environ 45 Gm³ actuellement²⁵. Ce sont plutôt d'autres pays comme le Qatar et les États-Unis qui le feront (à moins que les États-Unis ne lèvent certaines de leurs sanctions contre la Russie). Jusqu'à présent, la Chine n'a montré aucune volonté de développer de nouvelles grandes infrastructures d'importation d'énergie depuis la Russie, même si la déclaration commune de Gazprom et de la CNPC signée en septembre 2025 à Shanghai pourrait indiquer un regain d'intérêt. Le secteur gazier russe ne pourra pas se remettre de la perte du marché européen. La stratégie 2021 de Gazprom estimait ses exportations par gazoduc à 270 Gm³ d'ici 2030, contre 200 Gm³ actuellement. En 2024 et 2025, elle n'exportera qu'un total de 100 Gm³, et dans un scénario optimiste, elle sera en mesure d'exporter 120 Gm³ par gazoduc d'ici 2030, soit une perte de 150 Gm³/an en termes d'exportations. En tablant sur un prix de 250 EUR/1 000 m³, cela représente une perte de recettes d'exportation de 37,5 milliards d'euros par an d'ici 2030, et d'environ 160 milliards d'euros pour la période 2025-2030. En supposant une pression fiscale de 30 %, cela représente une perte de recettes budgétaires d'environ 50 milliards d'euros.

Le commerce extérieur de la Russie dépend désormais largement de la Chine (34 % en 2024 contre 14 % en 2021), tandis que la Russie ne représente que 3,3 % du commerce extérieur de la Chine, un niveau similaire à celui de l'Inde ou de l'Allemagne. La Chine est une économie beaucoup plus avancée, qui présente de moins en moins de retards technologiques par rapport à la Russie pour justifier des projets communs dans le domaine de l'aviation civile, par exemple. Les importations russes de véhicules chinois sont passées de 4 milliards de dollars en 2021 à plus de 25 milliards de dollars en 2024, tandis que la production automobile russe a chuté de près de moitié, passant de 1 566 000 unités par an à 982 000 unités par an au cours de la même période, selon les données de l'OICA²⁶. De leur côté, les exportations russes vers la Chine sont en grande partie centrées sur les énergies fossiles et produits

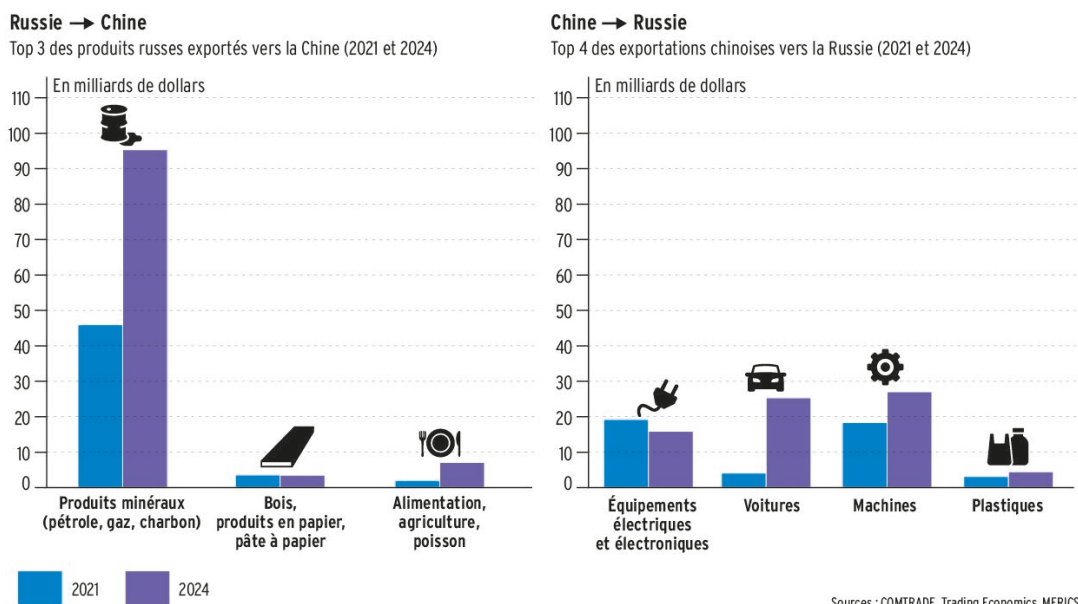
25. Gouvernement de la Fédération de Russie, *Stratégie énergétique jusqu'en 2050*, avril 2025, disponible sur : <https://minenergo.gov.ru>.

26. Organisation internationale des constructeurs automobiles, www.oica.net.

minéraux, qui représentaient 74,37 % en 2021 et 73 % en 2024, leur valeur ayant doublé au cours de la période pour atteindre 95 milliards de dollars.

L'économie russe offre à la Chine un débouché pour ses surcapacités et, en lui permettant d'éviter des zones maritimes disputées, un emplacement stratégique pour l'approvisionnement en ressources clés pour son économie : gaz, pétrole, métaux, charbon, engrais et, à terme, produits alimentaires. Mais rien de critique pour la Chine qui, à l'exception peut-être de la potasse, peut se passer de la Russie. Les décideurs de Pékin ont veillé à ne pas devenir trop dépendants, et donc vulnérables, vis-à-vis de la Russie. Seules des entreprises occidentales auraient pu investir des milliards de dollars, comme elles l'ont fait ces dernières années, pour moderniser l'économie russe. Les Chinois ne remplaceront pas les Européens, car ils ne souhaitent pas renforcer la position d'un concurrent, en particulier en période de surproduction et de conflits commerciaux. Cela explique également le faible nombre d'investissements directs à l'étranger (IDE) chinois.

Graphique 4 : Évolution des exportations entre la Russie et la Chine (2021-2024)



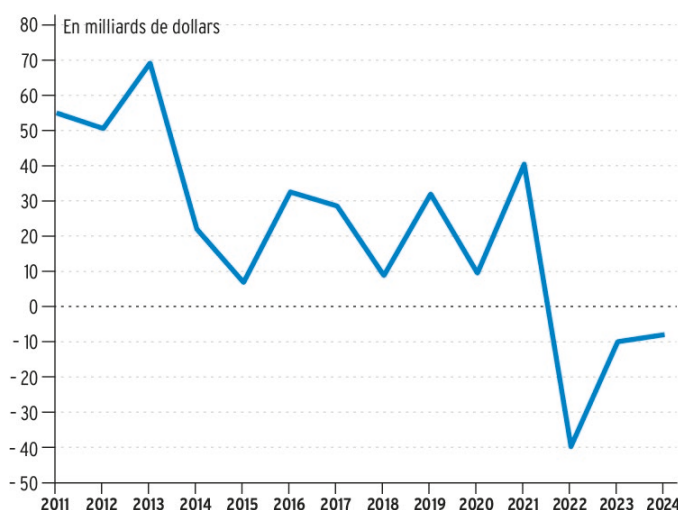
Sources : COMTRADE, Trading Economics, MERICS.

Les problèmes de main-d'œuvre et de compétences continueront également à alimenter l'inflation et à limiter le potentiel économique de la Russie. La Russie ne produit pas de micro-électronique et 80 % de ses exportations sont constituées de matières premières (hydrocarbures, produits pétrochimiques et minéraux). L'industrie aéronautique russe sera de plus en plus impactée par l'immobilisation des avions. Environ 500 avions de marques Boeing et Airbus volent de moins en moins après trois ans de sanctions. Les avions de fabrication russe peuvent difficilement les remplacer

en cas de besoin, bien que ce soit l'objectif officiel²⁷. À l'instar du vaccin russe Sputnik ou des tentatives de relance de l'industrie automobile, le fait est que les produits russes sont obsolètes. À quelques exceptions près, l'industrie russe de l'armement a largement perdu la confiance des acheteurs et, quoi qu'il en soit, les équipements de pointe ne sont plus disponibles à l'exportation.

Les IDE en Russie ont atteint leur plus bas niveau depuis 2001, avec 3,35 milliards de dollars en 2024, soit une baisse de 91 % par rapport à 2021, Chypre (c'est-à-dire des capitaux russes qui avaient initialement quitté le pays) occupant une place prépondérante²⁸. La Russie se classe 59^e sur 133 économies dans l'Indice mondial de l'innovation 2024 (OMPI) et 154^e sur 180 dans l'Indice de perception de la corruption 2024 de Transparency International.

Graphique 5 : Évolution du volume des investissements directs étrangers en Russie (2021-2024)



Source : Banque mondiale.

Et la Russie sera de plus en plus touchée par les phénomènes climatiques extrêmes, tant sur le plan social qu'économique. À terme, la fonte du pergélisol pourrait entraîner une destruction massive de capitaux. L'idée selon laquelle la production agricole russe bénéficierait de l'extension des surfaces cultivées est vraisemblablement un mythe, car les épisodes météorologiques extrêmes risquent d'être encore plus dévastateurs pour les cultures autour de la mer Noire, tandis que la capacité d'investissement pour l'adaptation au changement climatique sera probablement limitée²⁹. Au-delà de l'énergie nucléaire civile et de la baisse de 30 % des émissions due à l'effondrement industriel post-soviétique, la Russie n'a pas de stratégie

27. À court terme, cela comprend une nouvelle injection de 175 milliards de roubles (2,5 milliards de dollars) provenant du Fonds national de richesse dans un programme de crédit-bail subventionné par l'État qui prévoit de fournir aux compagnies aériennes nationales des avions de fabrication nationale.

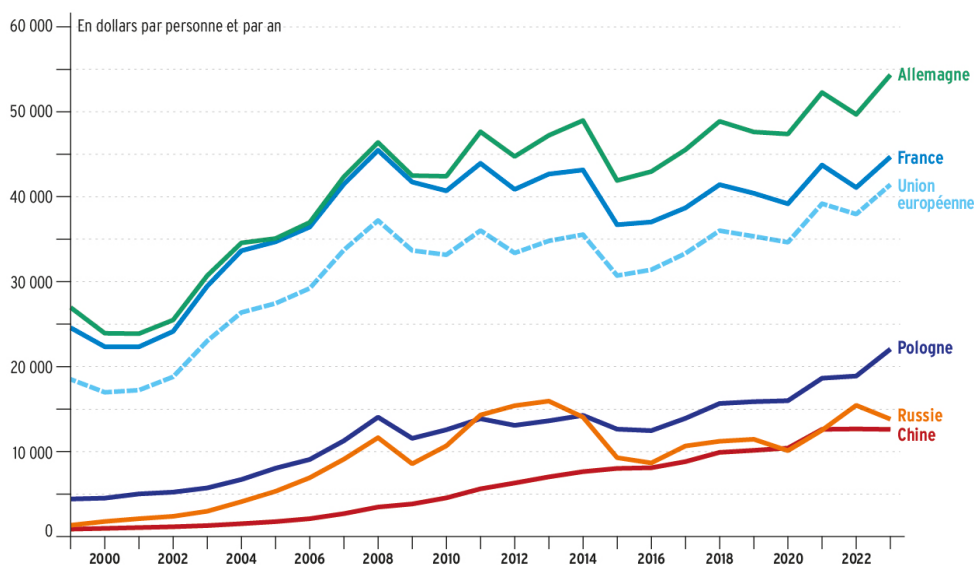
28. *Rapport sur l'investissement dans le monde 2025*, Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED), juillet 2025, disponible sur : <https://unctad.org>.

29. Un bon résumé des questions est disponible ici : www.ssoar.info.

climatique effective. Néanmoins, la production agricole russe devrait continuer à progresser dans les années à venir, notamment pour le maïs, le blé et le soja, grâce à l'augmentation des surfaces cultivées et à l'amélioration des rendements. Cela permettra à la Russie de tenter de répondre à la demande mondiale supplémentaire, qui sera concentrée à 94 % dans les pays à faible et moyen revenu, notamment en Afrique, où la croissance démographique est plus forte que la croissance de la production alimentaire et où le taux d'utilisation d'engrais est le plus bas au monde³⁰. Rosatom est cependant le plus grand constructeur mondial de centrales nucléaires à l'étranger et peut jouer un rôle clé pour démontrer que l'énergie nucléaire n'est pas réservée aux économies développées, mais peut également être déployée dans les économies émergentes, à condition que le groupe conserve son accès au financement public et ne fasse pas l'objet de sanctions.

En toile de fond se dessinent pour la Russie les douloureuses contraintes liées à sa situation géographique et géopolitique : avant l'agression, la Russie était bien intégrée dans l'économie européenne, son PIB et ses exportations dépendaient largement de la partie européenne du pays et reposaient sur des infrastructures orientées vers l'Europe. Depuis, la priorité a été de se tourner vers l'Est et le reste du monde, mais cela nécessite trois éléments clés qui font cruellement défaut à la Russie : de l'argent, du temps et une capacité d'innovation et de croissance industrielle. Et la Russie aura beaucoup de mal à rattraper les autres pays sur le plan du PIB par habitant. C'est pourquoi les autorités russes ne cessent de rappeler que tout accord doit prévoir la levée des sanctions, car celles-ci sont évidemment douloureuses.

Graphique 6 : Évolution du PIB par habitant (1999-2023)



Source : Banque mondiale.

30. *Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO 2024-2033*, Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), juillet 2024, disponible sur : www.oecd.org.

L'iranisation de l'économie russe

L'ensemble de l'économie russe adopte progressivement des caractéristiques essentielles de l'économie iranienne, telles que : dépendance continue vis-à-vis des hydrocarbures (même si elle est en légère baisse) et capacité à contourner les sanctions ; isolement de l'Occident, mais commerce avec le reste du monde toujours plus en dehors du système traditionnel ; perte de marchés d'exportation occidentaux essentiels, production nationale sous-optimale et de qualité inférieure pour des biens auparavant importés, appauvrissement de la classe moyenne et déclin des services sociaux en dehors des grandes villes ; une main-d'œuvre bien formée et certaines entreprises capables de produire quelques composants industriels de haute technologie (nucléaire, spatial, armement, numérique) ; des compagnies aériennes dangereuses ; une monnaie fortement dépréciée remplacée par le troc, l'or et d'autres devises, la diversification des exportations de combustibles fossiles au profit des produits pétrochimiques et l'expansion des entreprises contrôlées par l'État ; corruption, détournement de fonds et mainmise sur l'État, le contrôle exercé par les Gardiens de la révolution sur l'économie étant similaire à celui exercé par l'entourage du président Poutine sur l'économie russe. Il existe toutefois des différences : la Russie siège au Conseil de sécurité et sa présence sur la scène internationale reste bien plus importante que celle de l'Iran, elle exporte des centrales nucléaires et son secteur agricole est devenu robuste après une décennie d'efforts stratégiques de modernisation. Elle joue désormais un rôle majeur dans la sécurité alimentaire mondiale (notamment pour le blé), maîtrisant des facteurs clés tels que les engrais, les semences et les chaînes de valeur agroalimentaires. De son côté, l'Iran ne dépend pas autant d'un voisin pour sa survie, comme c'est le cas de la Russie vis-à-vis de la Chine.

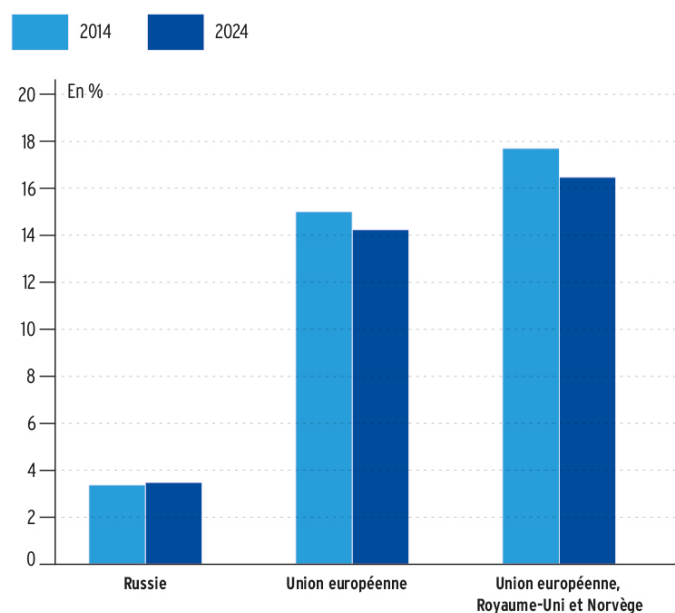
Le virage géopolitique de l'UE : les économies européennes ont accéléré leur transition énergétique et adopté un agenda d'autonomie stratégique

Réunies, les économies européennes sont cinq fois plus importantes que l'économie russe qui, bien qu'étant une économie émergente, n'a pas réussi à augmenter sa part dans l'économie mondiale au cours des dix dernières années au-delà de 3,5 %, comme le montre le graphique 7 ci-après. Après les violents chocs liés au découplage énergétique, la résilience s'est rapidement améliorée et l'agression de l'Ukraine par la Russie a incité l'UE à accélérer sa transition énergétique, la réduction des importations de combustibles fossiles étant devenue un enjeu de sécurité. Outre la Russie, l'UE doit faire face aux pressions exercées par les capacités de production colossales de la Chine et aux pressions tarifaires et réglementaires des États-Unis. Elle s'est donc relancée dans une politique industrielle ambitieuse et explore

actuellement les possibilités pour revitaliser ses relations commerciales avec le Royaume-Uni et d'autres partenaires commerciaux (Mercosur, Indonésie, et d'autres à venir). Il y aura des frictions, comme l'ont montré le sommet tendu entre l'UE et la Chine en juillet 2025 et l'« accord » commercial entre les États-Unis et l'UE conclu en Écosse, ainsi que des défis à relever pour maintenir l'unité de l'UE. Cependant, l'UE renforce son intégration géoéconomique. Son unité a été une force, comme démontré sur le front des sanctions et dans les négociations tarifaires avec les États-Unis.

Mais la crise des prix de l'énergie est terminée. Les coûts d'importation des combustibles fossiles ont diminué de 50 %, l'inflation a été réduite, le chômage est très faible et plusieurs États membres affichent de bons taux de croissance. L'approvisionnement énergétique a été diversifié, rendu plus résilient et décarboné. L'UE a entamé un changement de paradigme, passant d'une politique du laisser-faire et de la liberté des échanges et des investissements, associé à une politique énergétique et climatique basée sur les objectifs, à la mise en œuvre d'instruments de politique industrielle solides, d'approches efficaces, technologiquement neutres et axées sur le développement de la résilience. La question fondamentale qui se pose aujourd'hui est de savoir si les Européens sauront rester unis et poursuivre leur intégration et leur coordination face aux défis posés par les pressions hybrides de Vladimir Poutine, les droits de douane et la dérégulation de Donald Trump, ainsi que les surcapacités et les restrictions à l'exportation de la part de Xi Jinping.

Graphique 7 : Comparaison de la part de la Russie et de l'UE dans le PIB mondial, en dollars internationaux courants (PPA), en 2014 et 2024



Source : Banque mondiale.

Source : Banque mondiale.

Une sécurité énergétique renforcée par la diversification et les solutions bas-carbone

Le brusque découplage énergétique vis-à-vis de la Russie a été douloureux pour l'Europe en 2022 et 2023. Douloureux parce que les sacro-saints contrats d'approvisionnement ont été violés, que des liens commerciaux et des investissements vieux de plusieurs décennies ont été réduits à néant et que des dépendances ont servi d'armes de guerre. Douloureux, car les prix sont montés en flèche, ceux du gaz contaminant les marchés de l'électricité et les industries, et les ménages voyant leurs factures enfler et l'inflation augmenter. La hausse des taux d'intérêt a de plus ralenti les investissements et alimenté l'inflation. Enfin, les gouvernements ont dû subventionner massivement les consommateurs afin d'atténuer les difficultés économiques, ce qui a entraîné une forte augmentation des niveaux d'endettement. Néanmoins, l'agression économique du président Poutine a échoué. L'Europe a été touchée, mais ne s'est pas effondrée : les approvisionnements en gaz, en pétrole et en électricité n'ont pas été interrompus. Les sociétés ne se sont pas désagrégées et les tensions n'ont pas conduit au chaos. L'UE n'a pas implosé, les États membres ne se sont pas rués à Moscou pour obtenir des concessions (à une ou deux exceptions près sur les 27). Les Européens ont au contraire redoublé d'efforts pour rester unis, prendre des mesures communes, renforcer leurs politiques, diversifier leurs approvisionnements énergétiques, sanctionner massivement et collectivement la Russie et soutenir l'Ukraine. Il reste toutefois des défis de longue durée à relever, notamment en matière de compétitivité et de finances publiques.

Pétrole : grâce à des stocks stratégiques, à des marchés flexibles et à des infrastructures solides, les opérateurs du marché européen ont réussi à remplacer les importations russes par d'autres importations de pétrole brut et de produits pétroliers, même si certaines quantités ont continué à entrer directement ou indirectement. Les entreprises russes ont vendu certaines de leurs raffineries, et des pays comme la Bulgarie et la République tchèque ont finalement réussi à se passer des approvisionnements russes. Les marchés étant bien approvisionnés, les Européens étaient suffisamment sûrs d'eux pour se joindre aux États-Unis dans leurs actions pour sanctionner la flotte fantôme russe. Dans un contexte de baisse des prix du pétrole, il reste de la marge pour coordonner davantage les efforts de plafonnement des prix du pétrole afin de freiner encore les revenus de la Russie, et pour abandonner progressivement les entrées de pétrole russe restantes. L'Europe et la Chine poussant à l'électrification des transports, il est probable que la consommation de diesel plafonne, ce qui remettra en question la spécialisation de la Russie dans l'exportation de diesel et dérivés. Davantage d'action publique sera requise afin d'inscrire les raffineries parmi les actifs stratégiques européens et éviter d'autres fermetures ou rachats d'actifs opaques. Bien que le déploiement de véhicules électriques se poursuive dans l'UE (15 % des ventes de véhicules neufs en 2024), réduisant

progressivement la demande de pétrole et les besoins d'importation, le pétrole demeurera stratégique et les niveaux de demande resteront significatifs à moyen terme.

Gaz naturel : les acteurs européens ont promptement su mettre en place une infrastructure flexible d'importation de GNL, et les acteurs du marché soutenus par les gouvernements sont parvenus dans l'urgence à trouver d'autres sources d'approvisionnement. Le centre de gravité des importations énergétiques européennes s'est déplacé de la frange Est vers les ports des façades Ouest et Sud. Là encore, le jeu des forces du marché, la solidité des infrastructures, une réglementation assouplie et la coopération ont permis de développer un *pipeline* transatlantique virtuel, les États-Unis devenant le premier fournisseur de GNL de l'Europe. Le prix à payer a été élevé pour les économies : la reconstitution des stocks a été coûteuse, la consommation a fortement baissé en raison du climat, des économies et de la destruction de la demande dans l'industrie, mais dans l'ensemble, la crise a pris fin en 2024. L'Europe s'est davantage appuyée sur la Norvège et le GNL, et les approvisionnements en provenance d'Algérie ont été en partie redirigés de l'Espagne vers l'Italie. Les approvisionnements en gaz russe ont diminué, passant d'environ 160 Gm³ à 40 Gm³ en 2024, et devraient se limiter à 30 Gm³ en 2025 à la suite de la fermeture de la route ukrainienne. Si les mesures d'abandon progressif de ces approvisionnements sont adoptées et appliquées par l'UE, les volumes russes expédiés vers l'Europe pourraient chuter à moins de 10 Gm³ par an en 2027. Il existe de grandes quantités de GNL disponibles à des prix plus bas pouvant remplacer ces approvisionnements. Cette évolution est également indispensable pour mettre fin aux conjectures sur un retour du soi-disant « gaz russe compétitif et fiable », qui crée de l'incertitude sur les marchés, et pour éviter que la Russie ne reprenne pied en Europe orientale – ce qui nécessiterait dans tous les cas de régler certaines décisions arbitrales.

L'Europe aura besoin de capacités supplémentaires d'électricité au gaz, en particulier pour couvrir les pics de consommation et les jours sans soleil ni vent. Néanmoins, dans l'ensemble, la demande de gaz devrait continuer à reculer légèrement (estimée à - 100 Gm³/an si le Plan pour une énergie abordable est mis en œuvre d'ici 2030), sauf en cas de retards dans le déploiement du nucléaire, des renouvelables, du stockage d'énergie et des réseaux. La dépendance croissante de l'UE vis-à-vis des États-Unis se traduit en principe par une plus grande sécurité des approvisionnements, mais les décisions climatiques, économiques ou politiques pourraient affecter leur fiabilité, quelles que soient les circonstances à venir. L'UE devrait continuer à réduire les niveaux de demande globale (sans désindustrialiser), par exemple grâce aux pompes à chaleur et à l'électrification de l'industrie, tout en tirant parti d'une coopération avec la Norvège : la production de gaz de la Norvège pourrait décliner progressivement à moins que des investissements plus importants ne soient réalisés et qu'une infrastructure de raccordement par gazoducs *offshore* ne soit construite. La Norvège pourrait servir de filet de

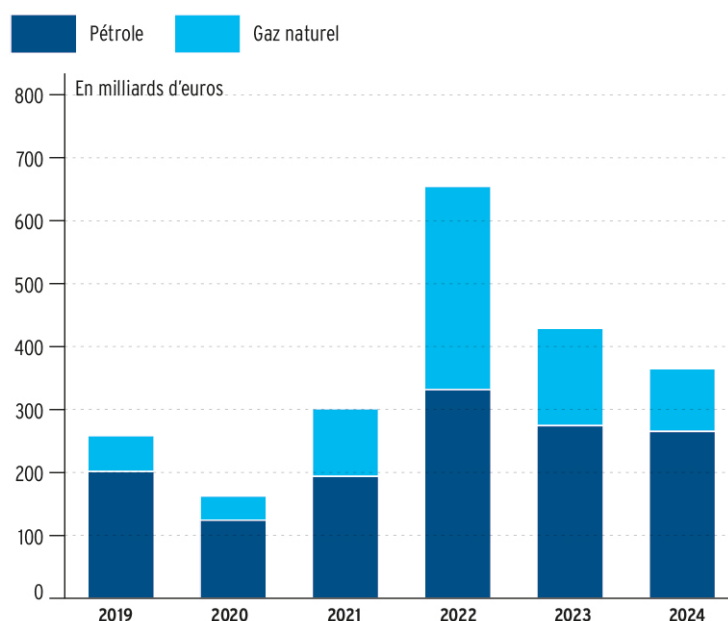
sécurité à long terme pour l'approvisionnement en gaz de l'Europe, mais elle a besoin de contrats pérennes et de la garantie que son gaz lui sera acheté. De son côté, l'Europe a besoin d'un gaz compétitif et d'investissements beaucoup plus importants du fonds souverain norvégien en Europe en échange de l'achat à long terme de plus grands volumes de gaz à des prix prévisibles. Enfin, les exportations algériennes vers l'Europe devraient être maintenues, soutenues par un réel partenariat d'investissement, visant également à limiter l'utilisation intérieure du gaz pour la production d'électricité afin de libérer des ressources pour l'exportation.

Électricité : les tensions sur le marché sont retombées grâce à la reprise du parc nucléaire français (89 térawattheures [TWh] exportés en 2024) et à l'installation de capacités additionnelles record en solaire photovoltaïque en 2023 et 2024, totalisant plus de 60 gigawatts (GW) par an. La stimulation des énergies renouvelables et l'amélioration de la disponibilité hydraulique et nucléaire ont permis d'augmenter la part des énergies propres à 70 % dans le mix électrique de l'UE et à 75 % dans celui du Royaume-Uni, et ont permis de réduire la demande en charbon et en gaz pour la production d'électricité à des niveaux historiquement bas. Concernant la flexibilité à court terme, le déploiement des batteries a également progressé, et des outils complets de flexibilité de l'offre et de la demande sont à l'étude ou déjà en place. En parallèle, un travail important est mené pour stimuler l'investissement dans les réseaux de transport et de distribution. D'ici 2030, l'UE pourrait être très proche de son objectif de plus de 65 % de production d'électricité à partir d'énergies renouvelables et de réduction des énergies fossiles à environ 15 %. La renaissance du nucléaire en Europe a été accélérée par les crises. D'importantes décisions d'investissement dans de nouvelles centrales nucléaires auront été réalisées, notamment en France, au Royaume-Uni, en Pologne, en République tchèque et en Suède, tandis que plusieurs États membres comme les Pays-Bas ou l'Italie envisagent également de nouvelles constructions. En ce qui concerne les combustibles nucléaires, la dépendance vis-à-vis de Rosatom, notamment pour les réacteurs de conception soviétique d'Europe centrale, est en train d'être résolue grâce à un investissement sans précédent pour développer une chaîne d'approvisionnement occidentalisée, qui se concrétisera dans les années à venir. Enfin, il faut souligner la réduction des émissions de gaz à effet de serre en 2023 par rapport aux niveaux de 1990, de - 37,5 % dans l'UE et de - 54 % au Royaume-Uni. Et *a minima*, la réduction devrait atteindre 50 % dans l'UE d'ici 2030, ce qui fera de l'Europe le leader mondial en matière de climat, tandis que la guerre menée par la Russie sera de plus en plus vue comme un obstacle à la sécurité énergétique mondiale et à la lutte contre le changement climatique.

Les coûts d'importation d'énergie devraient être réduits de moitié en 2025 par rapport à 2022, ce qui représenterait plus de 250 milliards d'euros d'économies annuelles pour l'UE et le Royaume-Uni réunis. L'Europe demeure très attractive pour les flux d'IDE du fait de son vaste marché riche

et intégré, de ses infrastructures efficaces, de son potentiel d'innovation, de son état de droit et de la qualité de sa main-d'œuvre. Environ 8 à 10 % des IDE mondiaux sont dirigés vers l'Europe (ce qui reste moitié moins que l'Amérique du Nord). En 2024, les IDE européens se sont chiffrés à 182 milliards de dollars, en forte baisse par rapport à 2023 (439 milliards de dollars), mais néanmoins 60 fois supérieurs à ceux de la Russie³¹.

Graphique 8 : Évolution du coût des importations de pétrole et de gaz de l'UE (2019-2024)



Source : Eurostat.

Politiques industrielles et sécurité économique sont désormais centrales

Les crises ont déclenché un changement de paradigme dans les politiques énergétiques et climatiques européennes : un volet manquant du processus de décarbonation a été ajouté, à savoir une politique industrielle visant à renforcer la compétitivité et la résilience.

De nouvelles mesures ont permis d'améliorer considérablement les conditions et les délais d'octroi des permis pour les investissements industriels, le déploiement des énergies renouvelables et des réseaux électriques, ainsi que les chaînes d'approvisionnement en matières premières critiques. De plus, la structure du marché européen de l'électricité a fait l'objet d'ajustements majeurs. Tout en conservant l'ordre de mérite et les signaux du marché à court terme, des dispositions ont été prises pour encourager les investissements à plus long terme par le biais d'accords

31. Rapport sur l'investissement dans le monde 2025 : investissement international dans l'économie numérique, CNUCED, juillet 2025, disponible sur : <https://unctad.org>.

d'achat d'électricité (PPA) et de contrats pour différence (CfD), tout en protégeant les consommateurs contre la volatilité des prix.

Les dispositifs de soutien de l'UE aux industries ont été élargis, comme le mécanisme du cadre temporaire pour la gestion des crises, les Projets importants d'intérêt européen commun (PIIEC) et les fonds d'innovation et de modernisation. Le rôle de la Banque européenne d'investissement (BEI) est central et celle-ci a été encouragée à passer du rôle de banque du climat à celui de banque de l'industrialisation et de la résilience, notamment grâce aux 70 milliards d'euros du programme TechEU. Des ajustements sont apportés à la politique de concurrence afin de permettre des mesures de soutien spécifiques pour les technologies propres et les industries à forte intensité énergétique.

Les décisions adoptées au sein de différents dispositifs de l'UE, tels que le règlement pour une industrie « zéro net » (*Net Zero Industries Act*) et le pacte pour une industrie propre (*Clean Industrial Deal*), visent à faire émerger des marchés pilotes pour les produits à faible intensité carbone et à renforcer les critères du « Made in Europe » dans divers secteurs.

Pour garantir des conditions équitables aux industries européennes confrontées à des coûts carbone plus élevés et à des investissements pour réduire leurs émissions, le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (MACF) a été mis en place et simplifié, et pourrait être étendu, tandis que des mesures spécifiques pour les industries exportatrices sont à l'étude.

L'action de l'UE concernant les matières premières critiques a également été centrale. La législation européenne sur les matières premières critiques crée les conditions permettant d'intensifier l'exploitation minière et le recyclage des matières premières sur son territoire, et elle permet le soutien aux investisseurs externes. S'appuyant sur l'alliance européenne pour les batteries et l'écosystème des *gigafactories* mis en place dans divers *clusters* en Europe, ces actions seront encore optimisées, et des pays comme la France, la Suède ou la Finlande sont leaders dans le développement de leurs industries nationales. Il est toutefois urgent de mettre en place des financements supplémentaires, une politique de gestion des déchets et des restrictions à l'exportation pour soutenir les industries de recyclage de l'UE, ainsi que des critères opérationnels pour favoriser le « Made in Europe³² ».

Les outils de sécurité économique ont été renforcés et élargis (régulation des subventions étrangères, contrôle des investissements, dispositions *antidumping*, contrôles à l'exportation notamment), mais doivent encore être mis en œuvre de manière stratégique.

32. D. Gherasim et T. Michel, « Europe's Black Mass Evasion: From Black Box to Strategic Recycling », *Ifri Studies*, Ifri, décembre 2024, disponible sur : www.ifri.org

Enfin, en 2025, la Commission européenne a fait de l'électrification une nouvelle priorité, avec plusieurs initiatives politiques en cours afin de remédier à un déséquilibre fondamental du système électrique européen, celui de la stagnation de la demande en électricité.

Dans l'ensemble, ces mesures sont un changement de paradigme et peuvent, une fois mises en place, renforcer la résilience de l'UE. La compétitivité demeure un défi récurrent pour les industries à forte intensité énergétique de l'UE. Les enjeux sont liés à la hausse des prix de l'énergie, aux surcapacités mondiales et au ralentissement de la croissance économique – qui réduisent à la fois la demande et les marges –, aux pénuries de compétences et de main-d'œuvre, aux lourdeurs administratives et à la pression fiscale. Les États-Unis continueront d'offrir une énergie plus compétitive, mais les coûts énergétiques y augmentent également. En principe, la Russie pourrait également tenter de se positionner comme base industrielle à faible coût et à forte intensité énergétique, en s'appuyant sur une énergie bon marché et un rouble faible, mais les sanctions, le manque de financement et la concurrence de la Chine risquent de constituer des obstacles insurmontables. Et ce n'est pas le seul critère de compétitivité, car la fiscalité, la disponibilité en eau, les infrastructures, la main-d'œuvre qualifiée comptent toutes également. L'Europe devra réduire son déficit commercial avec la Chine par le biais des droits de douane, des critères « Made in Europe » et en attirant les investisseurs chinois.

Les Européens ont de solides atouts à faire valoir : un cadre d'investissement prévisible, des infrastructures robustes (celles de l'Allemagne, vieillissantes, seront rénovées à partir de 2026), des compétences, l'état de droit et des marchés décarbonés et électrifiés. Il sera essentiel que l'Europe développe sa base de production en assurant une production à grande échelle, afin de réduire les coûts unitaires, et en facilitant l'accès à une électricité aux prix prévisibles et stables sur le long terme. Elle devra réduire les coûts de financement et élargir les marchés de capitaux. L'électrification et l'électricité bas-carbone constituent des atouts stratégiques pour l'Europe dans la compétition mondiale, à condition que les industries soient moins exposées aux surcoûts du secteur et bénéficient davantage des coûts d'exploitation réduits des renouvelables.

D'ici 2030, l'Europe pourrait bien être l'économie la plus électrifiée au monde et avoir su attirer des capitaux et des investissements grâce à son marché particulièrement vaste et attractif. Elle est également bien partie pour devenir l'économie la plus circulaire, ce qui la rendra plus résiliente face à des chocs d'approvisionnement externes. La concrétisation de ce potentiel dépendra également des débats actuels sur le cadre financier pluriannuel 2028-2034 de l'UE et de la possibilité d'obtenir une augmentation des dépenses communes, notamment pour la transition énergétique, qui va de pair avec les intérêts généraux en matière de défense et de sécurité.

Vers une Europe citadelle ouverte et vigilante

Les négociations commerciales entre l'UE et les États-Unis en 2025 ont montré le changement de nature des relations transatlantiques. Si l'UE reste unie, d'ici 2030, les Européens pourraient bien être les leaders mondiaux en matière de climat, avec une baisse d'au moins 50 % des émissions. Les politiques industrielles européennes pourraient porter leurs fruits et l'érosion des industries à forte intensité énergétique pourrait avoir été stoppée grâce à des mesures de sécurité économique, tandis que les technologies propres se seront encore développées.

Les conditions essentielles sont : maintenir des politiques prévisibles, mettre en œuvre et rationaliser les politiques actuelles, et bâtir un récit stratégique mobilisateur. Il est également indispensable de juguler l'inflation normative dans les politiques de l'UE et d'adopter une approche systématique de neutralité technologique et d'efficacité économique. Il est impératif d'élaborer un cadre financier pluriannuel ambitieux pour la période 2028-2034, car il est aujourd'hui plus que jamais nécessaire d'investir dans une Europe sûre, résiliente et décarbonée. Les gouvernements européens pourraient réduire les coûts en offrant des capitaux à faible coût (taux d'intérêt réduits sur les prêts ou garanties) aux entreprises gestionnaires de réseaux. Les discussions sur les mécanismes de financement actuels de l'UE (en termes de simplification, de flexibilité et de rapidité d'exécution) et les fonds *ad hoc* (fonds pour la compétitivité, fonds pour la résilience) doivent se poursuivre, en particulier si les positionnements frugaux prévalent dans les futures négociations sur le Cadre financier pluriannuel (CFP). Des initiatives de type Fonds pour la compétitivité ou Fonds pour la résilience sont nécessaires, y compris pour les projets à haut risque.

Il est nécessaire de repenser les priorités immédiates de la transition énergétique pour déterminer comment renforcer à la fois la sécurité et la décarbonation de l'Europe. Les matières premières sont un domaine prioritaire, étant nécessaires à la défense et à la transition énergétique et numérique, mais les politiques de l'UE ont une action trop lente et une portée trop limitée au regard des défis à relever. Il est urgent d'accroître le financement des activités ou technologies plus risquées, dans le cadre d'une intégration renforcée des marchés de capitaux. La résilience des infrastructures face aux cyberattaques, aux drones et aux menaces hybrides est une autre priorité. L'UE doit également évoluer afin d'être capable de prendre des décisions plus rapides en temps de crise, en adoptant par exemple l'équivalent de la loi sur la production de défense des États-Unis (*Defense Production Act*³³). Il est crucial de combler le déficit de compétences et de main-d'œuvre afin que l'Europe puisse rivaliser avec les

33. L. Boone et N. Popescu, « Better Firefighting: Readyng Europe for an Age Between War and Peace », *Policy Brief*, n° 558, European Council on Foreign Relations (ECFR), novembre 2024, disponible sur : <https://ecfr.eu>.

efforts extraordinaires déployés par la Chine dans le domaine des technologies propres et numériques³⁴.

L'Europe devra en outre redoubler d'efforts sur les secteurs numérique et agricole, qui sont désormais essentiels dans la compétition mondiale et dans la confrontation avec la Russie.

Plusieurs pays européens se sont mobilisés pour attirer des usines de la chaîne de valeur des semi-conducteurs en offrant des dizaines de milliards d'euros de subventions pour des fonderies coûtant jusqu'à 30 ou 40 milliards d'euros. L'Europe représente environ 10 % de ce marché mondial évalué en 2024 à 600 milliards d'euros et en pleine expansion – la Russie est totalement absente de ce secteur. Le principal atout de l'Europe est le champion néerlandais de la lithographie de haute précision ASML, auquel s'ajoutent les fournisseurs de matériaux et de produits chimiques, ainsi que les organisations pour la recherche et la technologie (ORT).

Les semi-conducteurs sont critiques dans tous les secteurs économiques, en particulier les industries de défense, les télécommunications et l'automobile, mais aussi pour se démarquer dans les domaines de l'Intelligence artificielle (IA) et de l'informatique quantique. Cependant, plusieurs projets d'investissement dans les fonderies pour produire des puces supérieures à 5 nanomètres (nm) ont été suspendus ou sont incertains, soit parce que les fabricants ont choisi de privilégier d'autres sites de production (notamment aux États-Unis), soit parce que ces entreprises sont affaiblies ou que la demande prévue en Europe est insuffisante. La dépendance vis-à-vis de Taïwan, du Japon, des États-Unis et de la Corée du Sud, et peut-être demain de la Chine, s'accroît et pourrait bien devenir une vulnérabilité si rien n'est fait pour y remédier. Le règlement européen sur les semi-conducteurs n'a eu jusqu'à présent qu'un impact industriel limité et l'objectif d'une part de marché de 20 % d'ici 2030 est hors de portée. On observe toutefois une impulsion notable dans le déploiement de centres de données en Europe, notamment en France où d'importants investissements ont été annoncés.

Les difficultés rencontrées pour construire des usines de semi-conducteurs Intel en Allemagne et en Pologne, ou pour progresser avec STMicroelectronics, nécessitent une réaction stratégique. Les Européens devraient s'associer aux entreprises japonaises, chercher à inciter la Taiwan Semiconductor Manufacturing Company (TSMC) à investir davantage en Europe et à créer un marché florissant pour les puces électroniques en soutenant l'IA et l'informatique quantique, en collaboration avec le Royaume-Uni, qui déploie de vigoureux efforts de recherche et développement (R&D). Le temps et l'argent venant à manquer, les Européens devraient aussi investir dans des alternatives telles que les *chipllets* et

34. D.-P. Gherasim, « La dimension stratégique des compétences dans le pacte européen pour une industrie propre », *Notes de l'Ifri*, Ifri, septembre 2025, disponible sur : www.ifri.org.

élaborer des plans d'urgence en prévision d'une éventuelle crise des semi-conducteurs. Le moment est opportun pour reprendre les efforts visant à créer un *cloud* européen par le biais de la réglementation, la fiscalité et les incitations financières, pour un véritable plan européen sur les puces quantiques et pour stimuler le fonds InvestAI.

Le secteur agricole et halieutique européen représente 900 milliards d'euros en 2022 et emploie 15 % de la main-d'œuvre de l'UE. L'agriculture doit devenir résiliente face au défi climatique, mais aussi ne plus dépendre des importations bon marché d'engrais uréiques russes (1 milliard d'euros d'importations en 2024, avec l'introduction progressive de taxes à l'importation à partir de 2025). Le secteur doit également garantir une forte présence à l'exportation au niveau mondial, afin d'empêcher la Russie de renforcer ses liens dans les domaines des cultures et des engrais, et pour contribuer à la sécurité alimentaire mondiale. À l'heure où la Commission européenne propose une refonte majeure de la politique agricole pour la période 2028-2034, les gains de productivité et les agro-technologies seront déterminants : performances des semences, réduction continue des engrais (déjà - 15,9 % en 2023 par rapport à 2017) couplée au développement de nouveaux engrais, tels que l'utilisation d'algues ou d'urine. En outre, l'Europe peut stimuler ses exportations en réduisant le gaspillage alimentaire, car un tiers des produits est perdu ou gaspillé. Le gaspillage représente 132 milliards d'euros de pertes, dont 50 % par les ménages. Des partenariats stratégiques doivent être envisagés avec la Norvège, l'Arabie saoudite, le Canada et le Maroc afin de diversifier davantage les importations d'engrais. Les tendances sont globalement positives, l'UE enregistrant un total de 235 milliards d'euros d'exportations agroalimentaires en 2024, avec un excédent de 46 milliards d'euros malgré des coûts de production plus élevés³⁵. Cependant, des efforts sont encore nécessaires, notamment en matière de lutte contre le gaspillage alimentaire.

35. *Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO 2025-2028, op. cit.* ; « Une vision pour l'agriculture et l'alimentation. Œuvrer ensemble pour un secteur agricole et alimentaire européen attractif pour les générations futures », Commission européenne, Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions, Bruxelles, 19 février 2025, disponible sur : <https://data.consilium.europa.eu>.

Conclusion

Les pays européens se sont engagés dans un changement de paradigme historique et profond : critères favorisant le marché intérieur, exigence de contenu local, promotion de la résilience dans les technologies bas-carbone et les industries traditionnelles, renforcement des instruments de défense commerciale, sécurité économique, chocs de simplification. La rapidité, la mise en œuvre, la coordination et la prévisibilité sont désormais essentielles pour réussir. Les atouts de l'Europe sont ses infrastructures, ses cadres réglementaires prévisibles, ses marchés vastes et intégrés, ses systèmes électriques sûrs et décarbonés, ainsi que son potentiel pour rapidement déployer l'électrification des usages finaux. Si l'agression de la Russie devait se poursuivre ou si les arbitrages entre dépenses de défense et transition énergétique devenaient trop problématiques, il serait alors nécessaire de repenser certains mécanismes de financement. L'UE sous-estime en réalité son pouvoir macro-financier et son attractivité, en particulier depuis l'affaiblissement du dollar et l'agitation autour de la Réserve fédérale des États-Unis (Fed), les investisseurs financiers étant enclins à trouver des alternatives au dollar et aux bons du Trésor américain.

Enfin, l'Europe fait partie d'un ensemble géoéconomique plus vaste qui englobe environ 1,25 milliard de personnes en Europe orientale, dans les Balkans, en Turquie et au sud et à l'est de la Méditerranée. Ces pays forment un réseau de cultures différentes mais aux intérêts économiques communs, avec un aimant de connectivité centrifuge, car l'essentiel de leurs échanges commerciaux et de leurs relations se fait entre eux. La Communauté politique européenne (CPE) a le potentiel de consolider ces liens à long terme malgré les différends historiques et les divergences à court terme. Il est également essentiel de renforcer les liens avec l'Amérique latine (zone de libre-échange du Mercosur), l'Inde, l'Indonésie, la Malaisie, le Vietnam et d'autres pays d'Asie du Sud-Est, mais aussi d'approfondir les relations avec des alliés tels que le Canada et l'Australie, notamment sur la question des matières premières critiques, des chaînes d'approvisionnement des technologies propres et du maintien du multilatéralisme. L'Europe peut également développer des partenariats gagnant-gagnant en Afrique subsaharienne et renforcer ses relations au Moyen-Orient.

Dans l'ensemble, l'agression de l'Ukraine et de l'Europe par la Russie s'est heurtée à une forte détermination et à une unité du côté européen, ce qui a accéléré l'intégration géoéconomique des pays européens. Les chocs provoqués par la Russie ont été absorbés.

	Russie	Europe
Forces	• Production pétrolière très élevée : 3^e producteur mondial, 2^e exportateur mondial • Production agricole robuste • Production importante d'acier et d'aluminium et extraction de métaux stratégiques • La Chine remplace partiellement l'Europe comme partenaire commercial • Capacité à contourner les sanctions • Gestion budgétaire prudente et existence de réserves fiscales • Industrie nucléaire civile très performante	• Forte capacité d'emprunt sur les marchés internationaux de capitaux, rôle renforcé de l'euro • Diversification des approvisionnements en gaz et en pétrole et baisse de la facture énergétique • Forte croissance des énergies renouvelables et forte progression en matière d'électrification • Politiques industrielles ambitieuses, restant à mettre en œuvre • Niveau élevé d'investissements directs étrangers, soutenus par un taux directeur de la Banque centrale européenne (BCE) à 2 % et des infrastructures performantes • Stabilité juridique et réglementaire, primauté de l'état de droit • Marché intérieur solide, pouvant être davantage intégré • Capacité à attirer des talents
Vulnérabilités	• Inflation élevée et taux directeurs très élevés de la BCE (17-21 %) • Dépréciation du taux de change, rendant les importations essentielles plus coûteuses • Main-d'œuvre insuffisante, entraînant pressions inflationnistes et une productivité réduite • Corruption et pratiques prédatrices • Pays dont les infrastructures sont orientées vers l'Europe • Baisse forte et durable des exportations de gaz par pipeline • Les sanctions entravent les banques et les entreprises publiques • Absence d'IDE en dehors de Chypre • Déficit budgétaire de plus en plus élevé et coûteux • Vulnérabilité à la baisse des prix du pétrole et aux attaques par drones sur les infrastructures pétrolières	• Forte dépendance aux hydrocarbures importés • Pressions populistes liées aux migrations et à l'efficacité des politiques publiques • Écart de compétitivité entre États membres • Certains États membres n'ont plus de marge budgétaire • Faible croissance économique dans les États membres clés, Allemagne et France • Concurrence entre plusieurs secteurs pour les dépenses publiques : défense, décarbonation, remboursement de la dette, adaptation au changement climatique, État-providence • Déficit commercial croissant avec la Chine, secteurs automobile et des technologies propres fragilisés

Défense et sécurité nationale : en quête d'une stratégie *offset* européenne

Élie Tenenbaum et Dimitri Minic

La menace géopolitique que la Russie représente pour l'Europe est multidimensionnelle. L'affrontement en cours comporte une dimension stratégique qui englobe l'ordre sécuritaire, la dissuasion, la maîtrise de l'escalade et l'équilibre des forces en présence. Bien que les autres dimensions (politique, économique et informationnelle) jouent toutes un rôle essentiel, la volonté politique et la capacité opérationnelle de la Russie à recourir à la force militaire pour s'imposer et supporter un conflit armé demeurent le facteur décisif de cet affrontement. La guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine, son désir de reprendre le contrôle de son ancienne sphère d'influence et sa volonté de saper la cohésion interne de l'OTAN ont fait de cet équilibre des forces une préoccupation centrale de l'Europe. Ainsi, l'analyse comparée de la puissance militaire russe et européenne n'est pas un simple exercice technique mais un préalable indispensable pour comprendre les dynamiques de confrontation et les options permettant de la désamorcer, de la maîtriser ou, si nécessaire, d'en sortir vainqueur.

Dans ce contexte, les États-Unis, qui jouent un rôle central dans la défense de l'Europe depuis la Seconde Guerre mondiale, ont clairement exprimé leurs intentions de revoir à la baisse leur contribution à la « sécurité conventionnelle du continent³⁶ », que cela soit en vertu d'une politique de « retenue stratégique » ou de celle de bascule d'effort vers la région indopacifique. Si la perspective d'un retrait américain de l'OTAN reste improbable, la réévaluation prochaine de ces équilibres dans le cadre de la *National Defense Strategy* et de la *Global Force Posture Review* pourrait entraîner une modification substantielle de l'équilibre des forces militaires entre les alliés européens de l'OTAN et Russie³⁷. De même, l'Ukraine s'est imposée, depuis le 24 février 2022, comme un rempart majeur de la sécurité européenne. En 2025, l'Ukraine dispose de loin de l'armée de terre la plus importante et la plus performante d'Europe, tenant tête à l'armée russe par

36. « Opening Remarks by Secretary of Defense Pete Hegseth at Ukraine Defense Contact Group », Bruxelles, Belgique, 12 février 2025.

37. B. Barry, D. Barrie, H. Boyd *et al.*, « Defending Europe Without the United States: Costs and Consequences », International Institute for Strategic Studies (IISS), mai 2025.

sa propre puissance de combat et avec le soutien matériel et financier d'autres pays occidentaux.

Ce chapitre vise à mieux comprendre l'équilibre des forces militaires entre la Russie et l'Europe, en prenant en compte, de manière minimale, les contributions des États-Unis et de l'Ukraine, deux acteurs clés dont le rôle reste incertain. Cette hypothèse pessimiste découle d'une approche consistant à envisager le scénario le plus défavorable, qui pourrait ne pas se réaliser si l'Europe continue à soutenir l'Ukraine et parvient à atténuer les effets d'une contribution américaine amoindrie. Conformément à la méthodologie du *net assessment*, ce chapitre ne se limite pas aux rapports de force bruts, mais prend également en compte la doctrine, la formation, la technologie, le terrain et d'autres facteurs susceptibles d'offrir des avantages asymétriques contextuels, qu'il convient de contrer ou d'exploiter.

Stratégies générales

Perception des menaces et objectifs politico-stratégiques

La Russie considère historiquement être la victime d'une guerre (fantasmée) menée par l'Occident dans le but de l'asservir. Selon cette croyance, l'Occident, effrayé par les armes nucléaires russes, déploierait une stratégie indirecte de subversion, d'endiguement et de « guerre hybride » à l'encontre de la Russie³⁸. Le prétendu lancement par l'Occident d'une guerre par procuration contre la Russie en Ukraine est largement perçu comme l'étape la plus récente de cette stratégie³⁹. Malgré une confiance réelle en sa capacité de « dissuasion stratégique », Moscou continue de croire possible – bien que

38. D. Minic, *Pensée et culture stratégiques russes*, Paris, Maison des Sciences de l'Homme, 2023.

39. Voir par exemple : S. V. Afanas'ev, « Itogi ùbilenogo Vašingtonskogo sammita NATO v 2024 godu v novyh geopolitičeskikh realiâh » [Les résultats du sommet jubilaire de l'OTAN à Washington en 2024 dans le nouveau contexte géopolitique], *Voennaâ Mysl'* (VM), n° 11, 2024, p. 54-55 ; D. S. Belen'kov, A. S. Borisenko et V. V. Suhorutčenko, « Aktual'nye voprosy avtomatizacii ocenki strategičeskoj obstanovki pri rešenii zadač strategičeskogo sderživaniâ » [Questions actuelles de l'automatisation de l'évaluation de la situation stratégique pour la mise en œuvre des mesures de dissuasion stratégique], VM, 2024, n° 8, p. 67-68 ; I. A. Kolesnikov et V. V. Kruglov, « O novyh voennyh opasnostâh i ugrozah dlâ Rossijskoj Federacii » [Sur les nouveaux dangers et menaces militaires pour la Fédération de Russie], VM, n° 6, 2024, p. 14-16 ; A. N. Kostenko, « Nacional'naâ bezopasnost' Rossii i vyzovy novogo vremeni » [La sécurité nationale de la Russie et les défis de la nouvelle époque], VM, n° 1, 2024, p. 6-8, p. 12 ; A. N. Kostenko et V. A. Vahrušev, « Geopolitika Rossijskoj Federacii v sovremennom mire » [La géopolitique de la Fédération de Russie dans le monde contemporain], VM, n° 2, 2024, p. 19-20 ; I. O. Kostûkov, « Deâtel'nost' NATO kak glavnyj istočnik voennyh ugroz Rossii » [L'activité de l'OTAN comme principale source de menaces militaires pour la Russie], VM, n° 5, 2024, p. 24 ; S. V. Lazarev, V. V. Rumâncev et K. V. Lipatov, « Obespečenie voennoj bezopasnosti Rossijskoj Federacii v sovremennyh usloviâh : aktual'nye problemy i puti ih rešeniâ » [Assurer la sécurité militaire de la Fédération de Russie dans les conditions contemporaines : problèmes actuels et voies de leur résolution], VM, n° 11, 2024, p. 63-65 ; V. A. Vahrušev et V. V. Vylugin, « Analiz sovremennyh geopolitičeskikh tendencij i ih vliâniâ na nacional'nuû bezopasnost' Rossijskoj Federacii » [Analyse des tendances géopolitiques contemporaines et de leur influence sur la sécurité nationale de la Fédération de Russie], VM, 2024, n° 9, p. 23-26.

ce soit jugé peu probable – une attaque aérospatiale occidentale soudaine et de grande ampleur visant à désarmer et paralyser la Russie, et qui pourrait constituer, si nécessaire, une étape finale de la stratégie occidentale⁴⁰.

Parallèlement à cette perception défensive de son environnement stratégique, la Russie affiche des ambitions agressives et impérialistes vis-à-vis de l'ancienne sphère d'influence soviétique et tsariste, sur laquelle elle revendique des droits historiques à dominer. La Russie surveille aussi de près l'Europe de l'Ouest et l'Amérique du Nord, que Moscou estime avoir la mission de régénérer afin de mieux se prémunir de leurs influences et valeurs supposément néfastes. En d'autres termes, lorsque Moscou fait référence à une menace directe à sa sécurité, elle fait d'abord et avant tout référence à un obstacle vis-à-vis de ses actions et capacités potentielles de domination et/ou d'agression, ce qui constitue le seul cadre dans lequel la Russie conçoit sa sécurité. Cette dialectique offensive-défensive repose sur la double croyance paradoxale en l'hostilité radicale d'un Occident omnipotent et en la faiblesse ontologique d'un Occident hégémonique, ce qui alimente à Moscou l'espoir selon lequel le *statu quo* peut être modifié. Les dissensions en Occident concernant l'Ukraine (assistance, garanties de sécurité, etc.) sont interprétées par les membres de haut rang de l'élite militaire russe comme des signes de « peur⁴¹ », tandis que la situation instable actuelle en Europe de l'Ouest est considérée comme révélatrice de la faible probabilité d'une « agression directe » de l'OTAN à l'encontre de la Russie⁴².

Sur le court terme, l'Ukraine représente l'objectif principal de Moscou. Le Kremlin souhaite l'isoler de tout soutien occidental et obtenir une victoire nette, qui se traduirait par un contrôle politique et une annexion de territoires. Certains membres de l'élite militaire russe se sont exprimés à ce sujet depuis le 24 février. Selon eux, le temps presse, car ils craignent un réveil des industries de défense occidentales, l'émergence de protestations en Russie⁴³ ainsi qu'un possible revirement de partenaires « hésitants » de Moscou⁴⁴, pour lesquels le prestige de la Russie dépend avant tout de son

40. I. O. Kostûkov, « Deâtél'nost' NATO kak glavnyj istočnik voennyh ugroz Rossii » [L'activité de l'OTAN comme principale source de menaces militaires pour la Russie], *op. cit.*, p. 24-25, p. 28, p. 30-31.

41. S. V. Afanas'ev, « Itogi ûbilejnogo Vašingtonskogo sammita NATO v 2024 godu v novyh geopolitičeskikh realiâh » [Les résultats du sommet jubilaire de l'OTAN à Washington en 2024 dans le nouveau contexte géopolitique], p. 55-56.

42. Voir : *Ibid.* ; V. A. Vahrušev et V. V. Vylugin, « Analiz sovremennyh geopolitičeskikh tendencij i ih vliâniâ na nacional'nuû bezopasnost' Rossijskoj Federacii » [Analyse des tendances géopolitiques contemporaines et de leur influence sur la sécurité nationale de la Fédération de Russie], *op. cit.*, p. 25-26 ; I. O. Kostûkov, « Deâtél'nost' NATO kak glavnyj istočnik voennyh ugroz Rossii » [L'activité de l'OTAN comme principale source de menaces militaires pour la Russie], *op. cit.*, p. 34-35.

43. A. D. Gavrilov, I. V. Grudinin et V. A. Novikov, « Transformaciâ sistemy ugroz nacional'noj bezopasnosti Rossii i special'naâ voennaâ operaciâ » [Transformation du système des menaces à la sécurité nationale de la Russie et l'opération militaire spéciale], *Vestnik akademii voennyh nauk (VAVN)*, n° 1, 2023, p. 14-16.

44. A. F. Klimenko, « Šanhajskâ organizaciâ sotrudničestva v usloviâh transformacii voenno-političeskoj obstanovki v Vostočnoj Evrazii » [L'Organisation de coopération de Shanghai dans les conditions de la transformation de la situation politico-militaire en Eurasie orientale], *VM*, n° 7, 2024, p. 12.

« statut militaire⁴⁵ ». La « mission principale » du Kremlin est donc de renforcer les capacités militaires et de consacrer la totalité de ses efforts à cet objectif⁴⁶, afin de ne pas « faire traîner » cette guerre pendant des années – une perspective jugée « irrationnelle⁴⁷ ». Par ailleurs, les élites militaires russes invitent à poursuivre les efforts visant à semer division et chaos en Occident à travers des actions hybrides, en « créant » et en « soutenant » des forces capables de s'y opposer, y compris militaires⁴⁸.

Sur le moyen terme, les États baltes, la Moldavie et la Géorgie sont considérés comme des pays qui devraient revenir dans la zone d'influence de la Russie⁴⁹, tandis que la Finlande, la Pologne et la Roumanie sont envisagées comme de futurs opposants militaires potentiels manipulés par l'Occident contre la Russie⁵⁰. En outre, il est estimé qu'une victoire de Moscou en Ukraine faciliterait l'expansion russe, dans la mesure où elle rendrait l'Occident « beaucoup plus conciliant » envers la Russie⁵¹. L'attente minimale du Kremlin à l'égard des États-Unis est que ces derniers cessent toute assistance militaire à Kiev. Si Moscou a affiché une position plus constructive que menaçante vis-à-vis de la nouvelle administration américaine, la Russie a néanmoins rapidement changé de ton lorsque Washington a laissé entendre que les États-Unis pourraient continuer à

45. S. A. Žmurin, « Prodvizhenie interesov Rossii v otdel'nyh regionah mira (Afrika) » [La promotion des intérêts de la Russie dans certaines régions du monde (Afrique)], VM, n° 2, 2025, p. 90.

46. Voir S. V. Afanas'ev, « Itogi ūbilejnogo Vašingtonskogo sammita NATO v 2024 godu v novyh geopolitičeskikh realiâh », [Les résultats du sommet jubilaire de l'OTAN à Washington en 2024 dans le nouveau contexte géopolitique], *op. cit.*, p. 61 ; A. F. Klimenko, « Šanhajskaa organizaciâ sotrudničestva v usloviâh transformacii voenno-političeskoj obstanovki v Vostočnoj Evrazii » [L'Organisation de coopération de Shanghai dans les conditions de la transformation de la situation politico-militaire en Eurasie orientale], *op. cit.*, p. 12-13.

47. A. D. Gavrilov *et al.*, « Transformaciâ sistemy ugroz nacional'noj bezopasnosti Rossii i special'naâ voennaâ operaciâ » [Transformation du système des menaces à la sécurité nationale de la Russie et l'opération militaire spéciale], *op. cit.*, p. 14-16 ; S. A. Modestov, « Osnovopolagaûšee ponâtie 'vojna' v tvorčeskom nasledii M. A. Gareev » [Le concept fondamental de "guerre" dans l'héritage intellectuel de M. A. Gareev], 2023, *op. cit.*, p. 52.

48. V. B. Zarudnickij, « Tendencii izmeneniâ sistemy obespečeniâ voennoj bezopasnosti gosudarstva v usloviâh novoj geopolitičeskoj karty mira » [Les tendances de l'évolution du système d'assurance de la sécurité militaire de l'État dans le contexte de la nouvelle carte géopolitique du monde], VM, n° 2, 2024, p. 13-14 ; A. I. Podberëzkin, « Razvitie strategičeskoj obstanovki posle fevralâ 2022 goda i politika Rossii » [L'évolution de la situation stratégique après février 2022 et la politique de la Russie], VAVN, n° 3, 2022, p. 95 ; A. A. Bartoš, « Modeli êskalacii sovremennyh voennyh konfliktov » [Les modèles d'escalade des conflits militaires contemporains], VM, n° 1, 2024, p. 34 ; A. V. Seržantov et D. A. Pavlov, « Sniženie voennoëkonomičeskogo potenciala protivostoâšej storony v kontekste razvitiâ teorii operacij » [La réduction du potentiel militaro-économique de la partie adverse dans le contexte du développement de la théorie des opérations], VM, n° 11, 2023, p. 26-29.

49. A. D. Gavrilov *et al.*, « Transformaciâ sistemy ugroz nacional'noj bezopasnosti Rossii i special'naâ voennaâ operaciâ » [Transformation du système des menaces à la sécurité nationale de la Russie et l'opération militaire spéciale], *op. cit.*, p. 14-16 ; S. N. Mažuga, « Razvitie otečestvennoj geostrategii v interesah nacional'noj bezopasnosti Rossii » [Le développement d'une géostratégie intérieure dans l'intérêt de la sécurité nationale de la Russie], VM, n° 3, 2024, *op. cit.*, p. 16-17.

50. I. A. Kolesnikov et V. V. Kruglov, « O novyh voennyh opasnostâh i ugrozah dlâ Rossijskoj Federacii » [Sur les nouveaux dangers et menaces militaires pour la Fédération de Russie], *op. cit.*, p. 14-15.

51. A. D. Gavrilov *et al.*, « Transformaciâ sistemy ugroz nacional'noj bezopasnosti Rossii i special'naâ voennaâ operaciâ » [Transformation du système des menaces à la sécurité nationale de la Russie et l'opération militaire spéciale], *op. cit.*, p. 14-16.

fournir des armes à l'Ukraine. Moscou veut isoler l'Ukraine de l'Occident et l'Europe des États-Unis.

Sur le long terme, la Russie cherche à influencer le sort de l'Europe, que ce soit sur un pied d'égalité avec Washington ou bien unilatéralement. C'est la raison pour laquelle elle entend provoquer l'effondrement de l'UE et de l'OTAN. Bien que la Russie envisage toute une série de possibilités dans le cadre de la confrontation qu'elle a entamée avec l'Europe et l'Occident, l'option militaire directe reste une hypothèse fondamentale. Pour atteindre ses objectifs stratégiques, Moscou peut viser plusieurs objectifs intermédiaires, dont certains impliquent une confrontation militaire. Dans la plupart de ces scénarios (voir ci-après), la première étape nécessaire pour la Russie serait de rompre l'unité de l'Occident, de montrer la caducité de l'article 5 de l'OTAN (et donc de l'Alliance elle-même), d'affaiblir les gouvernements d'Europe centrale et orientale les plus déterminés et de promouvoir des politiques pro-russes – ou à tout le moins non pro-occidentales – auprès des pays d'Europe de l'Ouest et d'Europe centrale.

Depuis le 24 février 2022, l'Europe occidentale a nettement progressé dans sa compréhension de la menace russe après avoir passé des années à la sous-estimer et à la considérer comme un sujet pouvant être traité exclusivement de manière diplomatique et économique. Elle porte désormais une attention accrue à la façon dont les pays d'Europe centrale, orientale et septentrionale perçoivent la Russie, ce qui renforce l'unité européenne et complique la situation pour Moscou. Néanmoins, les divergences entre Européens persistent, notamment en raison de perceptions largement différentes en termes de menace sur leur sécurité, en fonction non seulement de leur proximité géographique à la Russie mais aussi des orientations politiques de leur gouvernement⁵².

Malgré ces divergences, il existe un large consensus sur le fait que les objectifs généraux de la grande majorité des Européens – qu'ils soient exprimés par l'UE, par l'OTAN ou par des pays dans leurs stratégies de sécurité nationale – restent clairs : ils sont essentiellement défensifs et visent à préserver l'intégrité territoriale, la souveraineté et l'indépendance des États, en particulier en garantissant la possibilité pour les peuples européens de conserver le droit à décider de leur propre avenir à travers des processus démocratiques tant en matière de politique intérieure qu'extérieure (choix des alliances et libre association). Ces objectifs sont ancrés dans un attachement aux formes démocratiques de gouvernement et au respect des libertés individuelles, même si certains gouvernements européens adoptent des orientations politiques qui mettent parfois ces principes en péril⁵³.

52. Voir chapitre 3 de cette étude : « Systèmes politiques et résilience sociétale », p. 84.

53. *Strategic Concept*, OTAN, 29 juin 2022 ; *A Strategic Compass for Security and Defence*, Conseil de l'Union européenne, Service européen pour l'action extérieure, mars 2022 ; *White Paper for European Defence Readiness 2030*, Commission européenne, Conseil européen, Parlement européen, mars 2025 ;

En ce qui concerne les objectifs de sécurité et de défense proprement dits, ils sont centrés autour de la dissuasion et de la défense collective, principalement organisées dans le cadre de l'OTAN. La dissuasion reste en première intention l'objectif premier face la Russie (aussi bien dans les contextes hybride et conventionnel que nucléaire) et s'exprime par des mesures d'adaptation de la posture et des actions de signalement stratégique visant à démontrer la solidarité au sein de l'Alliance et la résolution à défendre son territoire dans son intégralité. Si cette posture de dissuasion conventionnelle ne suffisait pas, l'OTAN, premier garant de la défense collective dans la zone, mettrait en œuvre les plans de défense qui ont été adaptés à la mesure du statut de la menace. En 2025, ces plans continuent à reposer lourdement sur la contribution décisive des États-Unis, soulignant une dépendance toujours très forte de la défense européenne au soutien transatlantique.

Enfin, de nombreux pays européens considèrent désormais que le fait de préserver la liberté et la souveraineté de l'Ukraine constitue un objectif stratégique, étroitement lié à leur propre sécurité ou à celle de l'Europe en général. Si l'intégrité territoriale de ce pays reste un objectif affiché, un grand nombre de capitales européennes reconnaissent désormais que la reconquête de tous les territoires ukrainiens occupés par la Russie n'est plus réalisable à court terme sur le plan militaire. Ce renoncement partiel ne se traduit pas pour autant par un affaiblissement de l'assistance actuelle apportée à Kiev ou de l'engagement des membres de la Coalition des volontaires à proposer et, si nécessaire, à imposer les garanties de sécurité, pour le moment uniquement dans l'éventualité d'un cessez-le-feu.

Théorisation de la guerre et culture stratégique

La pensée militaire russe a dédié la majeure partie des trente dernières années à théoriser le contournement de la lutte armée et à élargir son interprétation de la guerre, dont l'essence n'est plus considérée comme étant la violence armée ou la lutte armée, mais la violence en soi⁵⁴. La violence armée peut être directe ou indirecte, tandis que la violence peut aussi être non armée (non militaire). Le principal *contenu* de la guerre est considéré comme l'utilisation directe des forces armées (sous la forme d'une lutte armée) ou la menace d'y avoir recours (ce qui constitue une forme indirecte

National Security Strategy: Robust. Resilient. Sustainable. Integrated Security for Germany, Office des Affaires étrangères, Gouvernement fédéral d'Allemagne, juin 2023 ; *Strategic Defence Review 2024–2025: Making Britain Safer, Secure at Home & Strong Abroad*, Ministère de la Défense, Gouvernement du Royaume-Uni, juin 2025 ; *Revue nationale stratégique 2025*, op. cit.

54. D. Minic, *Pensée et culture stratégiques russes*, op. cit. ; D. Minic, « Russian Strategic Thinking and Culture Before and After February 24, 2022: Political-Strategic Aspects », in P. Forsström, « Russia's War Against Ukraine: Complexity of Contemporary Clausewitzian War », Université nationale de défense, Helsinki, *Rapports de recherche*, n° 33, septembre 2024, p. 21-34 ; D. Minic, « How the Russian Army Changed Its Concept of War, 1993–2022 », *Journal of Strategic Studies*, mai 2023 ; D. Minic, « Que pense l'armée russe de sa guerre en Ukraine ? Critiques, recommandations, adaptations », *Russie. Eurasie. Reports*, n° 44, Ifri, septembre 2023.

d'emploi, selon la terminologie russe). L'invasion à grande échelle de l'Ukraine, appelée « opération militaire spéciale » (SVO) en Russie, et son échec initial découlent en partie de cette théorisation flexible, postulant que si la confrontation indirecte ne suffit pas à soumettre l'État ciblé, une lutte armée directe, finale, brève, limitée et principalement « sans contact », peut être déclenchée.

Ainsi, la confrontation indirecte est aussi envisagée comme une préparation (pendant des mois, voire des années) de terrain à une potentielle utilisation directe et ouverte de la violence armée, si celle-ci est jugée nécessaire. Selon les stratèges russes, disposer d'un véritable avantage en matière de puissance coercitive militaire, nucléaire et conventionnelle, constitue une condition essentielle à la « maîtrise de l'escalade », ainsi qu'à l'efficacité et à la crédibilité des méthodes et moyens non militaires et militaires indirects. Autrement dit, l'armée russe estime que la confrontation armée directe et la peur qu'elle devrait inspirer à tout adversaire sont la clé de la réussite de toute stratégie indirecte. Le problème réside dans le fait que les élites politico-militaires russes ont surestimé non seulement l'efficacité des moyens non militaires et militaires indirects pour atteindre des objectifs politiques, mais aussi leur propre capacité à les employer de manière efficace.

Loin de remettre en question les fondements de la théorisation du contournement de la lutte armée, qui continue d'être encensé en comparaison du recours massif, destructeur, coûteux et sanglant de la confrontation armée directe⁵⁵, les élites militaires critiquent davantage la

55. *Ibid.* Voir aussi : A. V. Smolovj, « Voennye konflikty buduščego : sovremennij vzgljad » [Les conflits militaires du futur : une vision contemporaine], VAVN, n° 3, 2022, p. 82 ; A. V. Seržantov et D. A. Pavlov, « Gibrinidnyj harakter opasnostej i ugroz, ih vlianie na sistemu obespečeniâ voennoj bezopasnosti Rossijskoj Federacii » [La nature hybride des dangers et des menaces, leur influence sur le système de sécurité militaire de la Fédération de Russie], VM, n° 5, 2022, p. 7 ; A. V. Seržantov, A. V. Smolovj et I. A. Terent'ev, « Transformaciâ soderžaniâ vojny : kontury voennyh konfliktov buduščego » [La transformation de la teneur de la guerre : les contours des conflits militaires du futur], VM, n° 6, 2022, p. 21-30 ; S. N. Petrunâ, « O razvitii teoretičeskikh osnov ocenki strategičeskoj obstanovki v interesah obespečeniâ voennoj bezopasnosti Rossii » [Sur le développement des fondements théoriques de l'évaluation de la situation stratégique dans l'intérêt de la sécurité militaire de la Russie], VM, n° 4, 2023, p. 35-36 ; A. V. Seržantov *et al.*, « Transformaciâ soderžaniâ vojny : kontury voennyh konfliktov buduščego » [La transformation de la teneur de la guerre : les contours des conflits militaires du futur], p. 21-30 ; V. B. Zarudnickij, « Sovremennye voennye konflikty v kontekste formirovaniâ novoj geopolitičeskoj kartiny mira » [Les conflits militaires contemporains dans le contexte de la formation d'une nouvelle configuration géopolitique mondiale], VM, n° 11, 2023, p. 9-10, p. 14-15 ; V. B. Zarudnickij, « Tendencii izmeneniâ sistemy obespečeniâ voennoj bezopasnosti gosudarstva v usloviâh novoj geopolitičeskoj karty mira » [Les tendances de l'évolution du système d'assurance de la sécurité militaire de l'État dans le contexte de la nouvelle carte géopolitique du monde], p. 8-11 ; V. V. Kruglov, V. G. Voskresenskij et V. Â. Mursametov, « Tendencii razvitiâ vooružennoj bor'by v XXI veke i ih vlianie na voennoe iskusstvo voduših zarubežnyh stran » [Les tendances du développement de la lutte armée au XXI^e siècle et leur influence sur l'art militaire des principaux pays étrangers], VM, n° 4, 2023, p. 125 ; A. S. Korževskij et I. V. Solov'ev, « Mental'noe protivoborstvo i problemy formirovaniâ celostnoj sistemy nastupatel'nyh i oboronitel'nyh dejstvij v nem » [Confrontation mentale et les problèmes liés à la formation d'un système intégré d'actions offensives et défensives au sein de celui-ci], VM, n° 11, 2022, p. 32-33 ; P. K. Loginov, « Informacionno-psihologičeskoe vozdejstvie v sovremennyh operaciâh » [L'influence informationnelle et psychologique dans les opérations contemporaines], VM, n° 5, 2022, p. 61 ; L. A. Prudnikov et A. V. Kuz'menko, « Primenenie nevoennyh mer v interesah obespečeniâ voennoj bezopasnosti Rossii » [L'emploi de mesures non militaires dans l'intérêt de la garantie de la sécurité

manière dont les actions russes ont été menées, depuis la phase de « dissuasion stratégique » (*strategičeskoe sderživanie*) qui a précédé la SVO (2021-2022) – qui aurait dû permettre de soumettre l’Ukraine sans utilisation directe des forces armées⁵⁶ – jusqu’au patent échec de la prévision et du renseignement⁵⁷, et de la SVO elle-même, avec une décision « prise à la hâte », sans préparation morale des troupes⁵⁸. Ni les objectifs de la SVO ni

militaire de la Russie], VM, n° 1, 2023, p. 7-11 ; O. S. Tanenâ et A. V. Vdovin, « Transformaciâ vooruženogo protivoborstva : obuslovlennost’ novoj tendencii voennogo iskusstva » [La transformation du conflit armé : les causes d’une nouvelle tendance dans l’art militaire], VM, n° 3, 2024, p. 39-43 ; A. V. Glebov, I. V. Grudinin, V. V. Karpov et D. M. Popov, « Podhod k klassifikacii voennyh konfliktov po priznaku naličii simmetrii v vozmožnostâh i dejstviâh protivoborstvuûših storon » [Une approche de classification des conflits militaires fondée sur la symétrie des capacités et des actions des parties belligérantes], VAVN, n° 2, 2023, p. 102, p. 104, p. 107, p. 109-110 ; S. A. Modestov, « Osnovopolagaûšee ponâtie ‘vojna’ v tvorčeskom nasledii M. A. Gareev » [Le concept fondamental de “guerre” dans l’héritage intellectuel de M. A. Gareev], *op. cit.*, p. 51-52 ; A. A. Bartoš, « Proksi-vojna kak opredelâûšij faktor voennyh konfliktov XXI veka » [La guerre par procuration comme facteur déterminant des conflits militaires du XXI^e siècle], VM, n° 5, 2023, p. 63-64, p. 71-73 ; A. A. Bartoš, « Modeli êskalacii sovremennyh voennyh konfliktov » [Les modèles d’escalade des conflits militaires contemporains], *op. cit.*, p. 26-28, p. 31-32 ; A. A. Bartoš, « Vzaimodejstvie v gibridnoj vojne » [L’interaction dans la guerre hybride], VM, 2022, n° 4, p. 8, p. 13 ; A. A. Bartoš, « Zakony i principy gibridnoj vojny » [Les lois et les principes de la guerre hybride], VM, n° 10, 2022, p. 9-11 ; A. M. Il’nickij, « Strategiâ mental’noj bezopasnosti Rossii » [La stratégie de sécurité mentale de la Russie], VM, n° 4, 2022, p. 27-29 ; A. M. Il’nickij, « Strategiâ gegemona — strategiâ vojny » [La stratégie de l’hégémon – une stratégie de guerre], VM, 2023, n° 6, p. 18-19 ; I. N. Karavaev, « Konceptiâ mental’noj vojny kak sostavnaâ čast’ učeniâ o vojne i armii » [Le concept de guerre mentale comme partie intégrante de la doctrine de la guerre et l’armée], VM, n° 3, 2022, p. 36-39 ; S. V. Lazarev, V. V. Rumâncev et K. V. Lipatov, « Obespečenie voennoj bezopasnosti Rossijskoj Federacii v sovremennyh usloviâh : aktual’nye problemy i puti ih rešeniâ » [Assurer la sécurité militaire de la Fédération de Russie dans les conditions contemporaines : problèmes actuels et voies de leur résolution], *op. cit.*, p. 63 ; A. V. Seržantov et D. A. Pavlov, « Novoe soderžanie i sušnost’ voennyh operacij v sovremennyh usloviâh » [Le nouveau contenu et l’essence des opérations militaires dans les conditions contemporaines], VM, n° 9, 2024, p. 45, p. 48-49.

56. V. A. Kalganov, G. B. Ryžov et I. V. Solov’ëv, « Strategičeskoe sderživanie kak faktor obespečeniâ nacional’noj bezopasnosti Rossijskoj Federacii » [La dissuasion stratégique comme facteur garantissant la sécurité nationale de la Fédération de Russie], VM, n° 8, 2022, p. 9, p. 12 ; *op. cit.*, L. A. Prudnikov et A. V. Kuz’menko, « Primenenie nevoennyh mer v interesah obespečeniâ voennoj bezopasnosti Rossii » [L’emploi de mesures non militaires dans l’intérêt de la garantie de la sécurité militaire de la Russie], *op. cit.*, p. 7-11 ; A. S. Korževskij et I. V. Solov’ëv, « Mental’noe protivoborstvo i problemy formirovaniâ celostnoj sistemy nastupatel’nyh i oboronitel’nyh dejstvij v nem » [L’affrontement mental et les problèmes de formation d’un système cohérent d’actions offensives et défensives au sein de celui-ci], *op. cit.*, p. 41 ; A. K. Mar’in, « Osobennosti strategičeskogo sderživaniâ v sovremennyh usloviâh » [Les particularités de la dissuasion stratégique dans les conditions contemporaines], VM, n° 12, 2023, p. 27-28.

57. V. B. Zarudnickij, « Voennaâ nauka : novye gorizonty poznaniâ » [La science militaire : de nouveaux horizons de la connaissance], VM, n° 7, 2022, p. 9-10 ; A. V. Smolovj et A. V. Pavlovskij, « Metodika ocenki boevyh vozmožnostej gruppirovok vojsk (sil) na strategičeskikh napravleniâh » [Méthodologie d’évaluation des capacités de combat des groupements de troupes (forces) sur les axes stratégiques], VM, n° 12, 2022, p. 31, p. 36-38 ; A. A. Bartoš, « Zakony i principy gibridnoj vojny » [Les lois et les principes de la guerre hybride], *op. cit.*, p. 9-13 ; A. S. Korževskij et V. L. Mahnin, « Metodologičeskie podhody k prognozirovaniû v sfere voennoj bezopasnosti gosudarstva » [Approches méthodologiques de la prévision dans le domaine de la sécurité militaire de l’État], VM, n° 5, 2022, p. 22-25 ; O. K. Gnilomédov, « Osobennosti monitoringa i ocenki voennopolitičeskoj obstanovki v ramkah funkcionirovaniâ sistem podderžki prinâtiâ rešenij » [Particularités du suivi et de l’évaluation de la situation politico-militaire dans le cadre du fonctionnement des systèmes d’aide à la décision], VM, n° 4, 2023, p. 74-75 ; L. A. Prudnikov et A. V. Kuz’menko, « Primenenie nevoennyh mer v interesah obespečeniâ voennoj bezopasnosti Rossii » [L’emploi de mesures non militaires dans l’intérêt de la garantie de la sécurité militaire de la Russie], *op. cit.*, p. 15, p. 17.

58. O. G. Tukmakov, « Osnovnye napravleniâ soveršenstvovaniâ voenno-političeskoj raboty pri podgotovke operacij » [Principales orientations pour l’amélioration du travail politico-militaire dans la

leur rôle n'ont été expliqués ; sans oublier que les « attentes » de cette opération étaient fondées sur une évaluation « erronée » d'une « capitulation massive » de l'armée ukrainienne⁵⁹. Tandis que le discours performatif est largement orienté vers une amélioration de la mise en œuvre des idées du contournement de la lutte armée, notamment de sa dimension militaire directe, une révision du dosage nécessaire de la force militaire à mobiliser pourrait advenir⁶⁰.

Alors que la Russie traverse actuellement une phase d'affaiblissement géopolitique – bien que temporaire – en raison de l'impasse dans laquelle se trouvent ses forces conventionnelles en Ukraine, de l'élargissement de l'OTAN, de la fragilité de son développement économique et technologique dans le contexte des sanctions et d'une possibilité accrue d'une guerre régionale ou à grande échelle⁶¹ qui l'opposerait à l'OTAN⁶², la centralité de la composante nucléaire se renforce dans la « dissuasion stratégique » (*strategičeskoe sderživanie*) de la Russie⁶³. Au fond, l'abaissement récent du seuil d'emploi de l'arme nucléaire dans la nouvelle doctrine nucléaire russe est au service des actions impérialistes – prétendument défensives – actuelles et futures de la Russie en Europe.

L'Europe doit adapter sa réponse face à la stratégie (et à la dissuasion⁶⁴) russe, qui est permanente, inter-domaines, préemptive (en fait, préventive), agressive, coercitive et avant tout destinée à assujettir l'ennemi par des moyens indirects, pouvant devenir directs si la situation le permet et/ou le nécessite. L'Europe devrait moins craindre le déclenchement par Moscou d'une guerre à grande échelle ou un emploi irréfléchi de l'arme nucléaire qu'une intensification de la confrontation indirecte russe, ponctuellement

préparation des opérations], VM, n° 2, 2023, p. 44-47. Voir D. Minic, « What Does the Russian Army Think About its War in Ukraine? Criticisms, Recommendations, Adaptations », *op. cit.*

59. *Ibid.*

60. V. V. Trušin, « Zadači voennoj nauki v usloviâh special'noj voennoj operacii » [Les fonctions de la science militaire dans le contexte de l'opération militaire spéciale], VM, n° 4, 2025, p. 17.

61. D'après la terminologie et la doctrine de l'armée russe, une guerre régionale implique deux ou plusieurs pays (ou groupes de pays) de la même région, qui visent des objectifs politico-militaires importants. Une guerre de grande ampleur implique un grand nombre de pays de différentes régions à travers le monde (dont des puissances mondiales), qui visent des objectifs politico-militaires radicaux et mobilisent toutes les ressources matérielles et humaines disponibles. (*Voennaâ doktrina 2000, Voennaâ doktrina 2010, Voennaâ doktrina 2014*).

62. Voir aussi les déclarations de Poutine : « Putin : konflikt Rossii i NATO priblizit veroâtnost' tret'ej mirovoj vojny » [Poutine : le conflit entre la Russie et l'OTAN augmentera le risque d'une troisième guerre mondiale], *Vedomosti*, 18 mars 2024, disponible sur : www.vedomosti.ru ; « Putin zaâvil o gotovnosti k bor'be s NATO do pobedy » [Poutine s'est déclaré prêt à lutter contre l'OTAN jusqu'à la victoire], *Vedomosti*, 18 octobre 2024, disponible sur : www.vedomosti.ru. Ainsi que les déclarations de Beloussov : « Belousov nazval zadačej voennyh podgotovku k vozmožnomu konfliktu s NATO » [Beloussov a déclaré que la tâche des militaires était de se préparer à un éventuel avec l'OTAN], *RBC*, 16 décembre 2024, disponible sur : www.rbc.ru.

63. Voir D. Minic, « La dissuasion nucléaire russe à l'épreuve de la guerre en Ukraine », *Russie. Eurasie. Reports*, n° 49, Ifri, octobre 2025 ; D. Minic, « Dissuasion nucléaire et dissuasion stratégique russes : théorie, doctrine, pratique et perspectives (1993-2024) », *Les Champs de Mars*, Presses de Sciences Po, n° 2, 2022, p. 85-128.

64. Voir D. Minic, « Dissuasion nucléaire et dissuasion stratégique russes : théorie, doctrine, pratique et perspectives (1993-2024) », *op. cit.*

achevée, si nécessaire et si possible – autrement dit, si l'Europe est divisée et n'a pas fait l'effort de construire une dissuasion conventionnelle crédible –, par une nouvelle SVO.

La pratique stratégique russe n'est pas aisée à interpréter, à anticiper et à contrer pour les pays occidentaux, dont l'approche – contrairement à ce que croit souvent Moscou – est davantage réactive et moins intégrée. L'Europe devrait affiner sa compréhension des cadres cognitifs des élites militaires et politiques au pouvoir en Russie afin de mieux exploiter les croyances, les perceptions, les faiblesses conceptuelles et les erreurs pratiques qui découlent de la culture politique et stratégique russe et, ainsi, de mieux anticiper les actions stratégiques de la Russie.

La perspective d'une confrontation militaire entre la Russie et l'Europe

Scénarios de confrontation directe

Les intentions belliqueuses de la Russie à l'encontre de l'Europe ne sont pas des vains mots. La Russie se prépare effectivement à assumer une forme d'affrontement militaire avec des membres de l'OTAN⁶⁵. Si la durée réaliste nécessaire à la réalisation de cet objectif fait l'objet d'un vif débat parmi les chercheurs et les spécialistes du renseignement, personne ne remet en question la préparation de la Russie à la guerre. Il convient également de ne pas oublier que, malgré l'usure massive subie en Ukraine et l'érosion capacitaire dans certains domaines, la structure de force russe est d'ores et déjà plus massive qu'elle ne l'était en 2022⁶⁶. La reconstitution d'une capacité générale de combat à grande échelle est également plus rapide qu'initialement anticipé.

Deux facteurs clés sont jusqu'ici parvenus à dissuader la Russie de s'attaquer militairement à l'Europe. Le premier est la cohésion interne de l'OTAN, en premier lieu par le maintien d'un lien transatlantique fort au travers du rôle des États-Unis dans la défense du continent, mais aussi par l'entente qui existe malgré tout entre les Européens sur leurs valeurs et leurs intérêts de sécurité les plus fondamentaux. Cette cohésion fait de l'OTAN un obstacle militaire redoutable, suffisant pour dissuader le Kremlin de toute attaque ouverte. Le second facteur est la résistance ukrainienne, qui consomme aujourd'hui la majeure partie des forces russes disponibles, les privant des marges excédentaires nécessaires pour alimenter le district militaire ouest (anciennement district militaire de Léninegrad), sans même

65. « Opdateret vurdering af truslen fra Rusland mod Rigsfællesskabet » [Évaluation actualisée de la menace que représente la Russie pour le Royaume danois], Service de renseignement militaire du Danemark, 9 février 2025.

66. Déclaration du Général C.G. Cavoli, Commandement des forces des États-Unis en Europe, Commission des forces armées de la Chambre des représentants des États-Unis, 10 avril 2024.

parler d'ouvrir un nouveau front. Si l'un de ces facteurs, voire les deux (la cohésion de l'OTAN et la résistance ukrainienne), venait à disparaître, le Kremlin pourrait alors réévaluer les coûts et bénéfices potentiels d'une agression ouverte.

En partant de ce contexte, les méthodes d'analyse prospective permettent d'envisager un vaste éventail de scénarios de confrontation. En se limitant au champ du plausible, il convient de mettre en avant quatre grandes familles de scénarios, qui n'englobent pas toutes les options possibles, mais en esquissent l'étendue et la portée :

- une attaque locale voire régionale, ou « appropriation de terres », dans la région nordique-baltique ou la région de la mer Noire afin de créer un fait accompli ;
- une attaque à l'encontre d'un pays non membre de l'OTAN ou de l'UE, comme la Moldavie, l'Arménie ou même la Géorgie ;
- une attaque de grande ampleur à l'encontre des pays de l'OTAN sur plusieurs fronts ;
- une confrontation locale ou de grande ampleur à la suite d'une escalade non contrôlée vers une guerre hybride, potentiellement dans le cyberspace, l'espace extra-atmosphérique ou l'espace maritime.

Jusqu'à présent, le sens commun a conduit à écarter la plupart de ces scénarios en raison de la solidité de la dissuasion conventionnelle et nucléaire de l'OTAN. Encore une fois, tant que la cohésion de l'Alliance demeure, cette dissuasion devrait être préservée et l'opportunité pour la Russie de lancer une agression militaire ouverte ne devrait pas se présenter. Néanmoins, l'inconstance de la politique déclaratoire américaine sur sa détermination à défendre l'Europe et la réduction effective de sa posture de force pourraient apparaître comme une ouverture. Seules la résistance ukrainienne et la cohésion de l'Europe constitueraient alors encore les ultimes garde-fous. Si l'un ou l'autre venait à plier, la tâche serait considérablement facilitée pour Moscou. Dans tous les cas, néanmoins, une analyse plus détaillée de l'équilibre militaire s'avère nécessaire.

Analyse du rapport de force et équilibre militaire

Si l'analyse du rapport de force est le point de départ du travail de *net assessment*, celui-ci ne se résume justement pas à une simple comparaison quantitative des effectifs militaires, des chars de combat, des avions (habités ou non) ou même des satellites. La formation du personnel, ainsi que la qualité et la performance de l'équipement doivent également être prises en compte, tout comme leur préparation et leur disponibilité générale (à la fois opérationnelle et stratégique). Les réserves de munitions, l'équipement modulaire de mission (générateurs, radars, conteneurs,

systèmes de guerre électronique, etc.), l'infrastructure et la logistique (entretien, moyens de mobilité stratégiques et opérationnels) des forces respectives sont autant d'éléments importants à prendre en compte. Enfin, les stratégies de compensation (*offset*) doivent être examinées, en particulier lorsque les atouts d'un segment ou même d'une composante entière (terre, air, mer, espace, cyberspace) peuvent, dans certaines circonstances, compenser ou annuler les faiblesses d'un autre⁶⁷. Dans le cas d'un *net assessment* des forces militaires de l'Europe et de la Russie, trois catégories sortent du lot : les forces terrestres, où la Russie dispose d'un avantage visible ; les forces aériennes, où l'Europe a sans doute le dessus ; et les « communs⁶⁸ » militaires (mer, espace, cyberspace) où l'Europe pourrait également l'emporter.

Un avantage russe dans le domaine aéroterrestre ?

La culture stratégique russe est traditionnellement orientée vers la puissance terrestre. Il n'est donc pas surprenant qu'il s'agisse du domaine dans lequel la puissance militaire russe est la plus importante : les forces terrestres russes, une structure de force autour de 15 et 20 corps d'armée ou « armées interarmes », pour environ 550 000 soldats. Il faut y ajouter d'autres branches comme les 45 000 parachutistes de troupes aéroportées (VDV), les 10 000 fusiliers marins de l'infanterie navale et les 340 000 à 440 000 soldats de la garde nationale (*Rosgvardiya*) – dont seule une petite partie, de l'ordre de 30 000 à 50 000 hommes, est équipée pour des opérations de combat de haute intensité. Au total, les forces terrestres pourraient donc atteindre jusqu'à 950 000 soldats. En comparaison, les effectifs terrestres de pays européens de l'OTAN (hors Turquie) atteignent à peine 750 000 soldats⁶⁹.

Cet écart est d'autant plus frappant si l'on prend en compte la disponibilité politique et la préparation au combat : tandis que la Russie a démontré en Ukraine son aptitude à ponctionner une portion significative de sa structure de force (jusqu'à environ 60 %), il est douteux que les forces européennes présentent une telle disponibilité politique, stratégique et opérationnelle étant donné la fragmentation politique et de problèmes de préparation opérationnels (voir ci-après). En 2025, 20 pays membres de l'OTAN et de l'UE sur 30 disposent de volumes de forces terrestres professionnelles inférieurs à 15 000 soldats. À l'exception des États situés sur la ligne de front qui pourraient mobiliser les réservistes et leurs gardes nationales, les autres petits contributeurs seraient pour la plupart dans l'incapacité d'envoyer plus de deux bataillons loin de leurs frontières. En cas d'opération majeure, le gros des effectifs terrestres devrait ainsi être fourni par seulement six pays (la France, le Royaume-Uni, l'Allemagne, la Pologne,

67. *Allied Joint Doctrine*, OTAN/Allied Joint Publication (AJP-01), Édition F, décembre 2022.

68. B. Posen, « Command of the Commons: The Military Foundation of U.S. Hegemony », *International Security*, vol. 28, n° 1, été 2003, p. 5-46.

69. *Military Balance 2025*, IISS, 2025.

l'Italie et l'Espagne). L'expérience russe de mobilisation et de compensation des pertes a également pu rendre la Russie plus résiliente que l'Europe pour constituer des forces sur les court et moyen termes.

L'Europe peut encore tirer parti de la supériorité classique de la défense sur l'offensive dans la guerre terrestre. Cette logique pousse les alliés du flanc oriental de l'OTAN — en particulier la Pologne et les États baltes — à fortifier leurs frontières avec des fossés antichars, des « dents de dragon », de vastes champs de mines, ainsi que des capteurs et des effecteurs anti-drones. Ces ceintures défensives visent à compenser une infériorité numérique locale en créant une zone de « défense en profondeur » destinée à ralentir et à user une offensive russe. Leur efficacité ne doit toutefois pas être surestimée : des fortifications statiques peuvent retarder, mais rarement arrêter, une attaque de grande ampleur menée avec des forces interarmes. Une fois franchies ou contournées, elles perdent une grande partie de leur valeur dissuasive. Leur succès repose en définitive sur la disponibilité de réserves mobiles, sur la résilience logistique et sur un commandement et un contrôle intégrés — transformant les frontières fortifiées en première couche d'une posture de défense plus large, capable de manœuvre⁷⁰.

Bien qu'il soit plus difficile de le quantifier, les forces européennes devraient, en revanche, bénéficier d'un avantage qualitatif grâce à leur maîtrise de la tactique interarmes et à la qualification de leur personnel de tous niveaux. Tandis que les conscrits russes ordinaires suivent un entraînement de base d'un à deux mois, les normes de l'OTAN prescrivent habituellement une formation initiale de six mois⁷¹. De même, la Russie entend transformer en six mois des civils diplômés en officiers subalternes, alors que ce même processus prend en général un ou deux ans dans la plupart des armées européennes⁷². En outre, le taux d'encadrement dans les armées russes est notoirement faible avec environ 25 % d'officiers et de sous-officiers, là où les normes européennes sont plus proches des 40 à 50 %⁷³. L'armée russe reconnaît d'ailleurs manquer chaque année d'environ 2 000 à 2 500 officiers dans ses troupes de combat terrestre⁷⁴.

Un autre facteur moins visible est celui des moyens d'appui essentiels, qui confèrent à une troupe sa cohérence et sa capacité de combat. À cet égard, les armées européennes ont été sous-dotées en plusieurs capacités importantes, qui jusqu'à présent ont été fournies par les États-Unis. La première lacune concerne la puissance de feu, et notamment l'artillerie

70. J. C. Daly, « Poland to Build Fortifications on Eastern Border by 2028 », *Eurasia Daily Monitor*, vol. 21, n° 153, 22 octobre 2024.

71. M. Connell, B. Lennox et P. Schwartz, « Training in the Russian Armed Forces: An Assessment of Recent Reforms and their Impact on Russian Operations in Ukraine », Center for Naval Analyses, 2023.

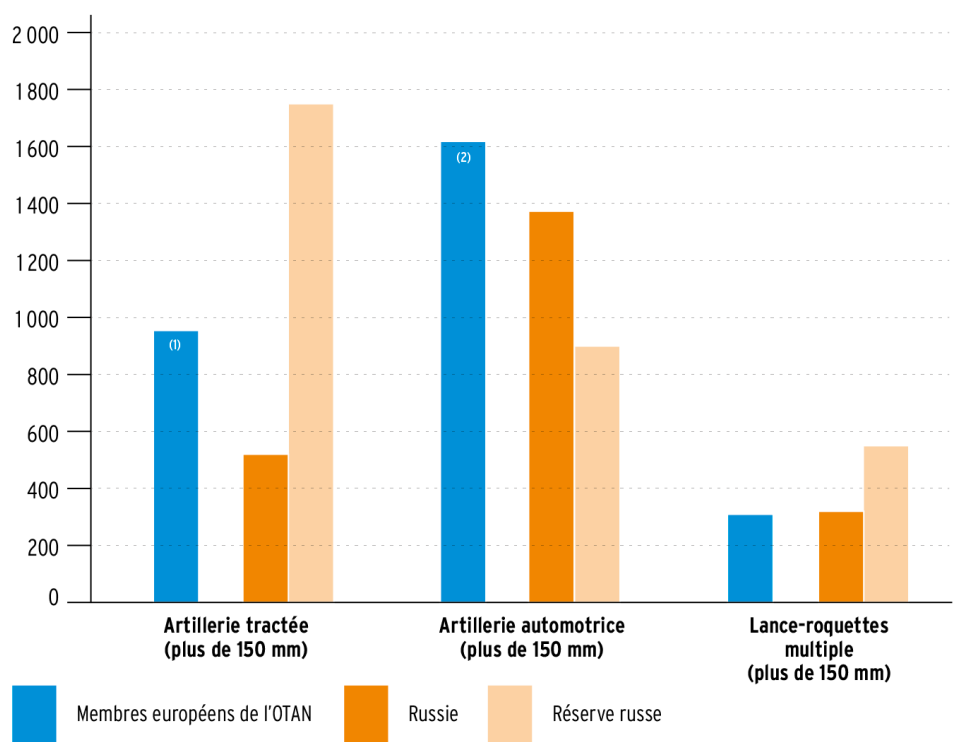
72. P. Luzin, « Russia Faces Significant Future Deficit in Officers Corps », *Eurasia Daily Monitor*, vol. 21, n° 135, 19 septembre 2024 ; entretiens avec des officiers de l'armée française.

73. J. Van Bladel, « The Russian Soldiers' Question Revisited », *Egmont papers*, Egmont Institute 19 mai 2022.

74. Y. E. Fedorov, « Les effectifs de l'armée russe après deux ans et demi de guerre en Ukraine », *Russie. Eurasie. Reports*, n° 48, Ifri, novembre 2024.

canons et roquettes, ainsi que des drones de frappe (de courte et moyenne portées) en quantité suffisante. Seule une poignée de pays en Europe (la Pologne, la Roumanie et les États baltes, à la hauteur de leurs capacités) tentent actuellement d'y remédier. Non seulement les parcs européens sont moindres que ceux des Russes, mais il manque aussi aux forces militaires des pays européens davantage d'unités ISTAR (renseignement, surveillance, acquisition d'objectifs et reconnaissance) ; là encore, l'écart entre l'Europe et la Russie est considérable en raison de l'utilisation massive de drones par les forces terrestres de l'armée russe. Les missiles anti-aériens de faible à moyenne portée constituent un autre élément clé et un avantage important pour la Russie, créant un environnement dense et hautement létal.

Graphique 9 : Comparaison des rapports de puissance de feu des forces terrestres Europe-Russie



Source : IISS, *Military Balance*, 2025.

Source : IISS, *Military Balance* 2025.

⁽¹⁾ dont 60% sont des obusiers tractés roumains et grecs vieillissants.

⁽²⁾ dont 50% sont des obusiers automoteurs grecs.

Parmi les autres capacités d'appui en quantité et en qualité insuffisantes dans les armées européennes, se trouvent les moyens de guerre électronique. Au sein de l'armée russe, leur utilisation est largement répandue de la brigade au bataillon, alors qu'il s'agit d'une ressource rare et précieuse parmi les forces terrestres européennes, souvent cantonnée, dans le meilleur des cas, à un seul régiment par corps d'armée.

La mobilité et notamment les moyens d'acheminement et de franchissement aussi bien stratégique qu'opératif et tactique, constitue une autre capacité à renforcer rapidement. La Russie dispose de manière

générale d'une bonne mobilité stratégique grâce à un commandement ferroviaire souvent sous-estimé, dont les actions ne souffrent guère d'entrave administrative, tandis que l'Europe se débat avec des contraintes à la fois infrastructurelles et réglementaires pour déplacer des troupes à travers le continent⁷⁵. Au niveau tactique, en revanche, la Russie rencontre davantage de difficultés liées à des obstacles liés au terrain et manque de moyens de génie pour construire des ponts, brecher, déminer ou ouvrir des itinéraires. Cette capacité, bien qu'elle soit mieux maîtrisée en qualité, demeure encore trop rare dans les armées européennes.

Enfin, les autres aspects du soutien, notamment la chaîne de santé et la maintenance, sont des ressources sous très forte contrainte dans les armées européennes. Si les forces terrestres russes souffrent elles aussi d'un corps médical plus que déficient et de faibles niveaux de disponibilité technique opérationnelle, elles ont adopté une approche radicalement différente privilégiant le remplacement des soldats et des machines plutôt que leur entretien.

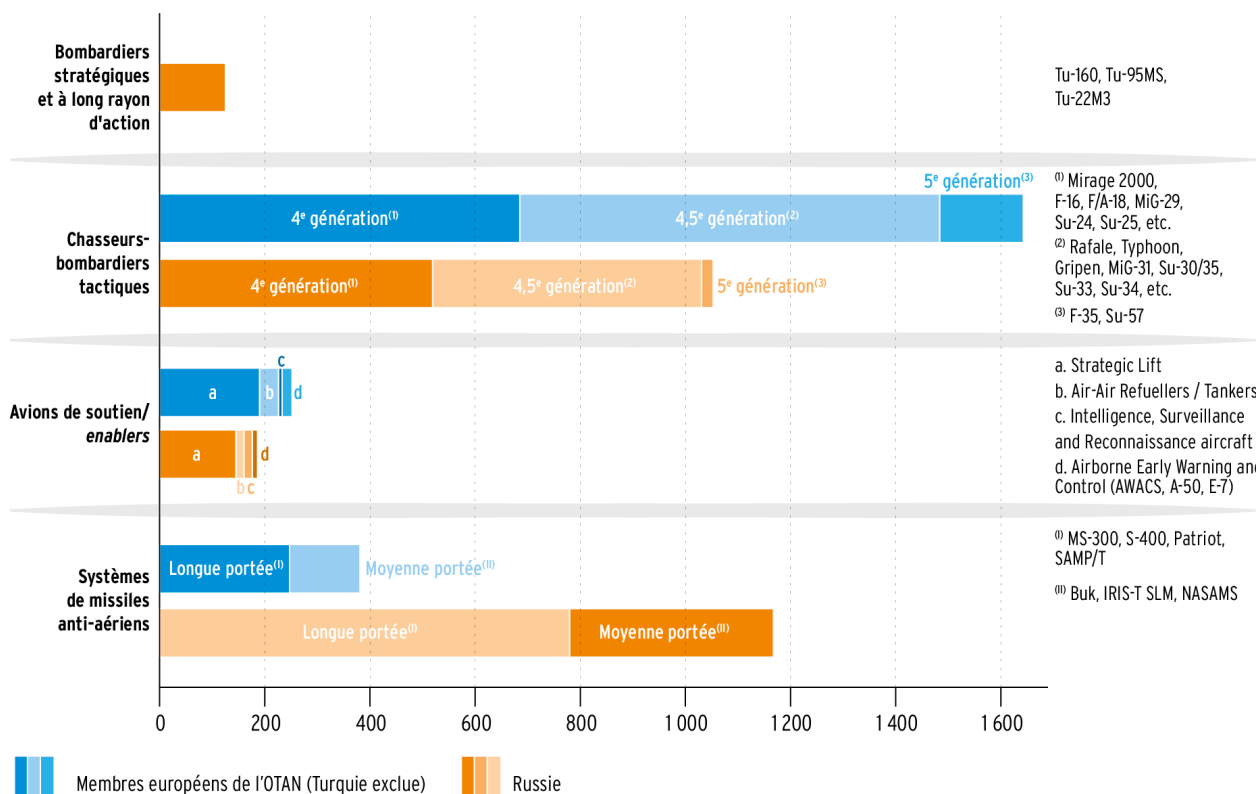
Pour résumer, les forces terrestres européennes souffrent bien d'un désavantage en matière de puissance de feu et d'effectifs, qui peut seulement être en partie compensé par la qualité de l'entraînement. La remise à niveau de sa puissance de feu pourrait être avantageusement associée à une avance significative en termes de puissance aérienne.

Quelle supériorité européenne en matière de puissance aérospatiale ?

En ce qui concerne la puissance aérienne, la situation est plus claire. Les alliés de l'OTAN, même si l'on ne considère que les pays européens, affichent une nette supériorité face à la Russie, aussi bien quantitative que qualitative, disposant de plus de 1 500 avions de combat, contre moins d'un millier. Cet écart est plus spectaculaire encore en matière de préparation opérationnelle et de performance technologique. Certes, la flotte européenne d'avions de chasse sera réduite d'au moins 20 % sur la décennie à venir, mais son avance technologique devrait considérablement augmenter avec le remplacement des appareils de 4^e génération (F-16, Su-27, etc.) par des avions de générations dits « 4.5 » et 5 (tranches modernisées de l'Eurofighter, *Rafale* et Gripen pour les premiers et F-35 pour les seconds). De son côté, il est peu probable que la Russie parvienne à déployer suffisamment d'avions « 4.5 » (MiG-31, Su-35), sans parler des Su-57 de 5^e génération, dans les années à venir.

75. É. Tenenbaum avec la collaboration d'A. Zima, « Retour à l'Est : la France, la menace russe et la défense du "Flanc Est" de l'Europe », *Focus stratégique*, n° 119, Ifri, juin 2024.

**Graphique 10 : Comparaison des capacités aériennes
Europe-Russie**



Source : IISS, *Military Balance 2025*.

Le seul avantage apparent des forces aérospatiales russes (VKS) réside dans sa flotte de bombardiers stratégiques à long rayon d'action, mais dont une grande partie (Tu-95, Tu-160) est réservée pour la mission nucléaire. Enfin, l'Europe comme la Russie souffre d'une insuffisance relative en matière de systèmes aéroportés de détection longue portée (A-50, E-3 Sentry, E-7 Wedgetail, S-100 GlobalEye). Bien que ce segment soit souvent mis en avant comme un trou capacitaire majeur de l'Europe, il convient d'en nuancer les conséquences dans le cadre d'un scénario de confrontation terrestre en Europe continentale étant donné la forte couverture de radars au sol ce qui permet de disposer d'une trame de surveillance relativement fiable.

Les forces aériennes européennes bénéficient aussi d'une plus grande maîtrise des savoir-faire tactiques et opérationnels. La plupart s'entraînent très régulièrement aux patrouilles de combat (CAP) et des opérations aériennes combinées (COMAO) plus complexes, tandis que les VKS russes ne le font qu'occasionnellement. L'incapacité des VKS à acquérir la supériorité aérienne dans le ciel ukrainien après trois ans et demi de conflit et malgré un net avantage matériel indubitable montre leur inaptitude à saisir la nature et

le potentiel militaire d'une campagne aérienne⁷⁶. La raison réside dans leur doctrine structurée depuis des décennies par un scénario d'engagement face à un adversaire (occidental) supérieur dans le domaine aérien. L'attention russe a donc été portée sur l'interdiction de cet espace plutôt qu'à son contrôle ou à sa domination. C'est pourquoi la Russie dispose d'une grande expertise en matière de défense sol-air, en particulier dans le domaine des systèmes SAM, qu'elle parvient relativement bien à intégrer au sein d'un *Integrated Air Defense Systems* (IADS) multicouches avec une trame dense de radars d'alerte, d'engagement et d'effecteurs divers.

Dans l'hypothèse d'un affrontement, la mission prioritaire des armées de l'air européennes sera de contrer l'IADS russe. Si l'implication américaine devait se limiter à un soutien de l'arrière, la neutralisation des défenses aériennes ennemies (SEAD) pourrait s'avérer ardue pour des Européens qui dépendent depuis longtemps des États-Unis. Bien que les missions de SEAD soient désormais réintégrées aux entraînements principaux, elles avaient été délaissées pendant des décennies. Pour les plateformes non furtives, la SEAD suppose l'emploi de missiles antiradar (que seuls quelques pays européens possèdent en quantité limitée) et/ou des moyens de guerre électronique offensive (aujourd'hui quasiment absente du paysage capacitaire européen). Des alternatives existent, comme l'emploi de salves de missiles de croisière à longue portée, combinés à des leurres et des effecteurs dits *one-way attack* (OWA) à bas coût pour saturer les défenses. Des tactiques de pénétration à très basse altitude peuvent également permettre de passer sous les radars, mais au risque de se heurter à la défense basse couche. Néanmoins, aucun de ces modes opératoires n'est aujourd'hui répandu dans les forces aériennes européennes. Le déploiement progressif en Europe des F-35 à signature électromagnétique réduite pourrait considérablement augmenter la survivabilité face à l'IADS russe – même s'il ne faut pas sous-estimer les efforts visant à contrer la furtivité en bande X à travers l'exploitation d'autres pans du spectre.

Par-delà la question de la SEAD, les forces aériennes européennes souffrent aussi de faiblesses moins visibles de prime abord, notamment au regard des stocks de munitions et des parcs d'équipements de mission. Les réserves de munitions sont bien souvent à l'étiage, n'offrant de quoi tenir qu'un temps réduit dans le cadre d'un engagement de haute intensité. Ainsi, la difficulté pourrait moins résider dans la première bataille pour l'acquisition temporaire de la supériorité aérienne que dans la suivante pour la maintenir et l'exploiter. Compte tenu de la masse des forces terrestres russes, les aviations européennes pourraient vite se retrouver à court de munitions si elles veulent cibler et frapper de façon systématique les forces ennemies. Certaines armées de l'air souffrent également d'une mutualisation excessive des équipements de mission (radars, optronique, cellules ISR,

76. J. Bronk, N. Reynolds et J. Watling, « The Russian Air War and Ukrainian Requirements for Air Defence », RUSI, novembre 2022.

brouilleurs d'auto-défense), tant et si bien que sur 100 cellules, il n'est pas rare que seules 50, voire 20 puissent être entièrement équipées au même moment. Cela pourrait significativement limiter la portée de leur supériorité en matière de puissance aérienne.

Enfin, l'Europe doit aussi prendre en compte les évolutions capacitaires russes récentes liées au blocage tactique en Ukraine. Ce dernier a incité les VKS à recourir massivement à des salves mixtes de drones OWA bon marché, de missiles de croisière et de missiles balistiques. Produites par une industrie de la défense à plein régime, ces munitions représenteront, dans un scénario de confrontation, une menace significative pour les bases aériennes européennes et pour toute cible stratégique à portée de la Russie. En effet, le système de défense aérienne et antimissile intégrée (IAMD) de l'OTAN, notoirement sous-doté depuis des années, n'est pas dimensionné pour offrir un « bouclier aérien » durable face à une campagne de frappe à longue portée, notamment au plan balistique. Les intercepteurs coûtant en moyenne deux fois plus cher que les véhicules d'attaque, l'économie des « échanges de salves⁷⁷ » doit être présente à l'esprit des décideurs politiques et militaires.

Pour résumer, l'Europe a les moyens de conserver l'avantage en matière de puissance aérienne, même sans contribution américaine majeure, à condition qu'elle remédie rapidement à ses lacunes en matière de SEAD, de stocks de munitions et de défense aérienne et anti-missile.

Les espaces communs : mer et espace

Dans le domaine naval, l'Europe dispose d'un avantage quantitatif indiscutable avec plus d'une centaine de grands bâtiments de surface, soit trois fois plus que la marine russe. Cette supériorité est aussi qualitative, tant en termes de préparation opérationnelle, de moral et d'entraînement des équipages que de disponibilité technique et même de performance des équipements. Toutefois, la géographie du théâtre d'opérations Russie-Europe permet difficilement de faire de cette supériorité un atout décisif. La Russie est entourée de quelques mers étroites, qui pourraient facilement lui être interdites, mais qui s'avéreraient aussi dangereuses à approcher pour ses adversaires : en cas de confrontation, la mer Baltique, la mer Noire et la mer de Barents se prêtent bien aux stratégies de déni d'accès et d'interdiction de zone (A2/AD).

Tout comme pour le domaine aérien, la doctrine maritime russe est davantage axée sur l'interdiction que sur le contrôle ou la suprématie. C'est pourquoi la force de la marine russe réside plus dans ses sous-marins que dans ses bâtiments de surface. Ceux-là pourraient présenter une sérieuse menace au regard des capacités européennes limitées en matière de lutte anti-sous-marine (ASM). Quoi qu'il en soit, grâce à des patrouilles maritimes le long des côtes norvégiennes, islandaises et écossaises et à l'expertise ASM

77. A. Gorremans, « Économie des échanges de salves : vers la fin de la polyvalence des munitions ? », *Notes de l'Ifri*, Ifri, mai 2025.

de certaines forces navales européennes (France, Royaume-Uni, Allemagne, Italie), l'Occident devrait pouvoir conserver le contrôle maritime (et peut-être même la suprématie) sur l'Atlantique nord et ainsi préserver les axes de soutien transatlantiques. Enfin, l'investissement par la Russie des fonds marins (*seabed*) comme nouvel espace de conflictualité constitue également une source de préoccupation alors que les Européens s'y sont engagés plus tardivement et de façon principalement défensive (voir la section sur la guerre hybride).

En ce qui concerne le domaine spatial, le rapport de force est plus nuancé dans la mesure où la Russie a hérité de l'URSS une flotte de satellites militaires conséquente, dépassant celle de l'Europe (100 pour 60), mais cette avance n'est sans doute pas aussi marquée qu'elle le semble⁷⁸. En effet, le secteur spatial russe a durement souffert des sanctions occidentales. La majeure partie de sa flotte de satellites est aujourd'hui vieillissante voire obsolète et les perspectives de modernisation semblent pour le moins douteuses. Les communications par satellite (SATCOM) représentent un domaine en fort développement avec l'internet haut débit qui s'est démocratisé grâce à Starlink et s'est révélé un atout militaire crucial en Ukraine. Si le retard européen a souvent été pointé en la matière, la Russie est encore plus à la traîne. De fait, l'unique autre constellation d'internet par satellite employée en Ukraine est OneWeb, opérée par une entreprise européenne. Dans les années à venir, le programme Iris², soutenu par la Commission européenne, pourrait aussi offrir une alternative à Starlink.

Depuis le lancement de Galileo, l'Europe dispose désormais d'un système de navigation par satellite opérationnel équivalent au système GPS et certainement supérieur au système russe GLONASS⁷⁹. Les lacunes européennes sont davantage localisées au niveau de l'activité ISR spatiale, notamment les radars, ELINT et Early Warning (ce dernier étant totalement absent des inventaires européens). Là encore, l'Europe n'a accès qu'à ce que les États-Unis acceptent de partager avec elle. Enfin, la Russie a rapidement progressé dans le domaine des capacités antisatellite terrestres, ainsi que dans celui des opérations de rendez-vous et de proximité spatiaux avec ses satellites de manœuvre, Nivelir et Luch/Olymp K2, des domaines dans lesquels l'Europe ne s'aventure encore que timidement.

Seuil nucléaire et enjeux de dissuasion

Quel que soit le scénario envisagé, en cas de confrontation, le facteur nucléaire devra être pris en compte et pèsera nécessairement sur le cours du conflit. La Russie ne manque jamais une occasion de rappeler son statut de

⁷⁸ *Military Balance 2025, op. cit.*

⁷⁹ Un problème dont l'armée russe est consciente et qu'elle cherche à résoudre : A. N. Zaliznûk et A. A. Volkov, « Problemy postroeniâ sistemy nazemnogo navigacionnogo obespeçeniâ. Vooružennyh Sil Rossijskoj Federacii v usloviâh novyh vyzovov i ugroz » [Problèmes liés à la mise en place d'un système de navigation terrestre. Les forces armées de la Fédération de Russie face à de nouveaux défis et menaces], VM, n° 6, 2024, p. 54.

superpuissance nucléaire⁸⁰, disposant d'environ 1 700 têtes nucléaires stratégiques déployées et d'environ 2 600 en réserve, dont 1 100 sont considérées comme stratégiques et environ 1 500 « non stratégiques ». Dans la pensée russe, cet arsenal pléthorique a vocation à lui assurer la « supériorité de l'escalade » (*escalation dominance*) à tous les niveaux du spectre stratégique : la compétition, le conflit de zone grise et la guerre conventionnelle locale, régionale et à grande échelle.

La première année de guerre en Ukraine a mis le style de dissuasion de la Russie à rude épreuve. Son approche, fondée sur une rhétorique nucléaire extrêmement agressive et sur des actions concrètes beaucoup plus modérées, vise à amplifier l'effet des menaces à l'encontre d'un Occident considéré comme faible et divisé, tout en évitant une escalade nucléaire incontrôlée. Toutefois, le sang-froid et la solidarité démontrée par les membres de l'OTAN ainsi que la résilience de l'Ukraine ont remis en cause l'efficacité de cette stratégie. Moscou a progressivement ajusté sa posture en étoffant sa rhétorique nucléaire de mesures de dissuasion plus tangibles, comme le montre la décision prise en mars 2023 de déployer des têtes militaires nucléaires tactiques au Bélarus en réponse au niveau croissant d'aide militaire apportée par l'Occident à l'Ukraine⁸¹.

La politique déclaratoire russe a aussi évolué avec la nouvelle doctrine nucléaire de 2024, qui a abaissé le seuil de recours à l'arme nucléaire afin d'intégrer plus explicitement des scénarios de confrontations conventionnelles contre des États non dotés, potentiellement soutenus par des États dotés. Rédigée et publiée dans un contexte relativement lointain, la nouvelle doctrine est essentiellement au service des agressions actuelles et futures du Kremlin dans l'espace post-soviétique et en Europe orientale. L'ambiguïté affichée par Washington et les hésitations de l'Europe alimentent l'agressivité de la dissuasion russe, et en particulier sa composante conventionnelle, dont les actions concrètes deviennent de plus en plus audacieuses

L'expérience de la guerre en Ukraine, notamment l'efficacité des systèmes occidentaux IAMD et ISR, a confirmé les inquiétudes de l'armée russe quant à la vulnérabilité de ses plateformes et à la crédibilité d'une stratégie de frappes nucléaires limitées, notamment avec des armes nucléaires non stratégiques. Néanmoins, la Russie développe déjà des solutions – comme le développement des S-500 et d'armes antisatellites, ainsi que la multiplication des tracteur-érecteur-lanceurs (TEL) – et peut compter sur ses systèmes hypersoniques (comme le Kinjal ou le Tsirkon) ou à portée intermédiaire (comme l'Orechnik), malgré leur coût et leur complexité technique⁸².

80. H. M. Kristensen, M. Korda, E. Johns *et al.*, « Russian Nuclear Weapons », *Bulletin of the Atomic Scientists*, vol. 81, n° 3, 13 mai 2025, p. 208-237.

81. Voir D. Minic, « La dissuasion nucléaire russe à l'épreuve de la guerre en Ukraine », *op. cit.*

82. S. Kaushal et D. Dolzikova, « The Evolution of Russian Nuclear Doctrine », *RUSI*, 12 août 2025.

Pour le moment, la plupart des pays européens bénéficient de la dissuasion nucléaire dite « élargie » des États-Unis, comme l'ont montré – mais pas seulement – des postures spécifiques, telles que les accords de partage nucléaire, comprenant les avions à double capacité (DCA) et le stationnement d'environ 100 bombes nucléaires tactiques B61-12, le Groupe des plans nucléaires (NPG) de l'OTAN et la politique déclaratoire réaffirmant la couverture des alliés des États-Unis. La posture et la politique nucléaire américaines sont complétées par celles des deux puissances nucléaires indépendantes en Europe, le Royaume-Uni et la France, disposant de plusieurs centaines de têtes stratégiques chacune. Dans ce cadre, le Royaume-Uni participe au NPG et la France souligne régulièrement la « dimension européenne » de sa dissuasion⁸³. Dans la récente déclaration de Northwood (juillet 2025) les gouvernements français et britannique insistaient sur le rôle des armes nucléaires pour « dissuader les menaces les plus extrêmes » envers l'Europe et non plus seulement leurs « intérêts vitaux ». Cette déclaration avançait également que, si les puissances nucléaires française et britannique restaient indépendantes, elles pouvaient se coordonner afin de contribuer à la sécurité globale de l'Alliance⁸⁴.

À l'heure actuelle, les postures de dissuasion américaines, françaises et britanniques ont pour effet de protéger l'Europe des intimidations et du chantage nucléaire russe. Si la crédibilité de la dissuasion élargie des États-Unis venait à être sérieusement mise à mal ou à se montrer défaillante, l'Europe souffrirait en revanche d'un déséquilibre stratégique avec la Russie. Le format des dissuasions française et britannique pourrait néanmoins suffire à dissuader les attaques les plus évidentes à l'encontre des intérêts vitaux – dont il est loisible de penser qu'ils incluent une part significative des intérêts vitaux européens, compte tenu des fortes interdépendances. En revanche, apporter une garantie crédible et exhaustive à la totalité du territoire et des intérêts des pays européens impliquerait sans doute des évolutions, tant dans la politique déclaratoire que dans la posture (le cas échéant par des exercices, voire le co-déploiement de forces nucléaires), et potentiellement l'augmentation des arsenaux.

Réformes et possible adaptations futures

Les réformes de 2008 tendaient à transformer l'armée russe en une force plus réduite, plus mobile, plus professionnelle et plus moderne, capable de répondre à l'évolution des perceptions de menaces, alors axée sur les conflits armés, les guerres locales et les menaces hybrides. L'armée n'était donc pas

83. H. Fayet, A. Futter et U. Kühn, « Towards a European Nuclear Deterrent », *Survival*, vol. 66, n° 5, IISS, septembre 2024, p. 67-98.

84. Déclaration du Royaume-Uni et de la République française en matière de politique et de coopération nucléaires, juillet 2025.

préparée à mener la guerre inattendue qui a découlé de la SVO⁸⁵, au cours de laquelle les groupes tactiques de bataillon (BTG) se sont avérés inappropriés et ont subi des pertes matérielles et humaines colossales : au moins 700 000 victimes russes ont été dénombrées, dont au moins 200 000 morts⁸⁶.

L'adaptation organique de l'armée russe dépendra d'au moins trois facteurs : la perception des menaces, les leçons militaires tirées de la SVO – le recours massif aux drones, des formations tactiques réduites, dispersées, autonomes et mobiles, une aviation tactique à longue portée, des tirs indirects de chars et la guerre électronique, avec l'idée de vaincre l'ennemi à distance afin de garantir sa défaite en combat rapproché⁸⁷ – et les limites capacitaires russes, aussi bien économiques, technologiques, logistiques, humaines qu'industrielles. Des membres importants de l'élite militaire russe mettent aussi en garde face au risque de surestimer les menaces militaires et avertissent que les ressources limitées de la Russie et la nature hybride des guerres modernes rendent insensée la focalisation « excessive » sur l'action militaire⁸⁸. D'autre part, bien que Poutine ait approuvé une augmentation « considérable » des besoins en armes, il considère que le nouveau programme d'armement de l'État devra « prendre en compte » les capacités économiques de l'État⁸⁹.

Il est peu probable que la Russie revienne au modèle d'armée qui existait avant la réforme de 2008, ne serait-ce que parce qu'il reposait sur une large quantité de stocks, de réserves, de personnel et de structures logistiques et d'entraînement dont la Russie ne dispose plus aujourd'hui⁹⁰. Il y a également peu de chances pour que les réformes de 2008 soient poursuivies compte tenu de la volonté d'augmenter radicalement les effectifs, des besoins exigés par la SVO, de l'élargissement de l'OTAN et des limitations économiques et

85. Ce qui est très bien compris des élites militaires russes : voir A. D. Gavrillov *et al.*, « Transformaciâ sistemy ugroz nacional'noj bezopasnosti Rossii i special'naâ voennaâ operaciâ » [Transformation du système des menaces à la sécurité nationale de la Russie et l'opération militaire spéciale], *op. cit.*, p. 14-15.

86. P. Luzin, « Russia's Year of Truth : The Soldier Shortage », CEPA, 22 janvier 2025, disponible sur : <https://cepa.org> ; « Russia's War in Ukraine and the Prospects for Peace », CSIS, 24 février 2025, disponible sur : www.csis.org ; « Russian Losses in the War with Ukraine », Mediazona, consulté en juin 2025, disponible sur : <https://en.zona.media>.

87. V. V. Trušin, « Zadači voennoj nauki v usloviâh special'noj voennoj operacii » [Les fonctions de la science militaire dans le contexte de l'opération militaire spéciale], *op. cit.*, p. 9-10, p. 12-15 ; A. V. Seržantov et D. A. Pavlov, « Novoe soderžanie i sušnost' voennyh operacij v sovremennyh usloviâh » [La nouvelle teneur et l'essence des opérations militaires dans les conditions contemporaines], *op. cit.*, p. 46-47, p. 49-50. Voir aussi D. Minic, « Que pense l'armée russe de sa guerre en Ukraine ? Critiques, recommandations, adaptations », *op. cit.*

88. V. B. Zarudnickij, « Tendencii izmeneniâ sistemy obespečeniâ voennoj bezopasnosti gosudarstva v usloviâh novoj geopolitičeskoj karty mira » [Les tendances de l'évolution du système d'assurance de la sécurité militaire de l'État dans le contexte de la nouvelle carte géopolitique du monde], *op. cit.*, p. 8-11.

89. V. V. Putin, « Zasedanie Voennno-promyšlennoj komissii » [Réunion de la Commission militaro-industrielle], 19 septembre 2023, disponible sur : <http://kremlin.ru>.

90. M. Grisé, M. Cozad, A. Dowd *et al.*, « How Will Russia Reconstitute Its Military After the Ukraine Conflict? », RAND Corporation, 27 mars 2025, p. 62-89 ; D. Massicot et R. Connelly, « Russian Military Reconstitution: 2030 Pathways and Prospects 2024 », Carnegie Endowment for International Peace, septembre 2024, p. 29-32. Voir aussi : A. Dyner, « The Next Reform of Russia's Armed Forces: Is It a New Threat or Just for Appearances? », PISM, 1^{er} mars 2023, disponible sur : www.pism.pl.

technologiques de la Russie. Il semble plus probable que la Russie poursuive les réformes annoncées par Choïgou dès 2022, à savoir une massification (le retour à une structure largement divisionnaire) combinée à des développements qualitatifs spécifiques (ASU, intégration de l'IA, fabrication d'armes avancées), bien que la capacité de la Russie à les mener à bien soit très incertaine⁹¹.

L'augmentation des effectifs pour les porter à environ 1,5 million de soldats (décret de Poutine, automne 2024) nécessiterait le recrutement de 350 000 à 400 000 soldats supplémentaires et ferait doubler la taille des forces armées par rapport à leurs effectifs au début du conflit⁹². Si la mobilisation cachée actuelle de *mobiki* et de *kontraktniki*⁹³ permet de tenir le front et même d'avancer en Ukraine, les objectifs quantitatifs des réformes et les niveaux d'attrition⁹⁴ et de recrutement⁹⁵ pourraient forcer le Kremlin à mener une nouvelle mobilisation officielle afin de pouvoir espérer à la fois vaincre l'armée ukrainienne et construire une force de combat crédible au nord-ouest du pays, en réponse à l'élargissement de l'OTAN⁹⁶.

En ce qui concerne l'Europe, trois enjeux englobent une future adaptation militaire : les plans de défense, la spécialisation par pays et une stratégie des capacités. Les plans ont déjà subi une évolution significative depuis 2019 avec d'un schéma directeur par le Commandant suprême des forces alliées en Europe (SACEUR) et la re-crédation de plans régionaux sur un schéma inspiré de la période de la guerre froide. Ces plans doivent maintenant intégrer l'exigence américaine de voir les Européens « prendre à leur charge la sécurité conventionnelle sur le continent⁹⁷ ». Si à cet égard la contribution américaine devait être revue à la baisse de façon substantielle, il pourrait être nécessaire pour les Européens de revoir une grande partie de ces plans, car il serait impossible de remplacer chaque capacité américaine perdue par une capacité européenne équivalente.

Le deuxième axe de transformation est la spécialisation par pays qui émerge actuellement en Europe. Des pays frontaliers de la Russie en Europe du Nord et en Europe centrale orientent déjà leurs efforts vers la construction d'une défense territoriale reposant sur la conscription, qui semble, sous cette forme, moins adaptée à des pays situés à l'ouest et au sud de l'Europe. Si ces derniers pourraient bénéficier de certains aspects du modèle de « défense

91. *Ibid.* ; M. Grisé *et al.*, « How Will Russia Reconstitute Its Military After the Ukraine Conflict? », p. 51-53, p. 57-64 ; D. Massicot et R. Connelly, « Russian Military Reconstitution: 2030 Pathways and Prospects 2024 », *op. cit.*, p. 22-23.

92. I. Fedorov, « Les effectifs de l'armée russe après deux ans et demi de guerre en Ukraine », *Russie.Eurasie.Reports*, n° 48, Ifri, 2024, p. 7-8, p. 21.

93. M. Klein, « How Russia Is Recruiting for the Long War », German Institute for International and Security Affairs (SWP), 27 juin 2024, disponible sur : www.swp-berlin.org.

94. Compte X du ministère de la Défense britannique : <https://x.com> et <https://x.com>.

95. « Russian Force Generation and Technological Adaptations Update April 15, 2025 », Institute for the Study of War (ISW), 15 avril 2025, disponible sur : www.understandingwar.org.

96. I. Fedorov, « Les effectifs de l'armée russe après deux ans et demi de guerre en Ukraine », *op. cit.*, p. 6, p. 20.

97. « Opening Remarks by Secretary of Defense Pete Hegseth at Ukraine Defense Contact Group », *op. cit.*

totale », ils doivent avant tout faire l'effort sur leur capacité à projeter des renforts vers l'est et le nord. L'Allemagne pour sa part a vocation à devenir une plaque-tournant facilitant cette mobilité. Ces évolutions sont en cours, mais elles peuvent générer de la friction dans la mesure où les États frontaliers du conflit ont le sentiment de porter le gros du fardeau pendant que la « cavalerie » ouest-européenne prend son temps.

Enfin, l'Europe devra faire preuve d'innovation dans l'exploitation de ses asymétries militaires avec la Russie notamment dans les domaines aérien, naval, spatial et potentiellement cyber. Une telle stratégie militaire consisterait à déplacer le champ de bataille des atouts-maîtres de la Russie – puissance de feu, guerre d'usure terrestre, etc. – vers des terrains où la Russie maîtriserait moins l'échelle de l'escalade. Pour autant, l'Europe ne devrait pas systématiquement considérer qu'elle a l'avantage technologique : la militarisation de l'IA en est un bon exemple dans la mesure où la Russie, forte de son expérience en Ukraine, se montre bien moins réticente que l'Europe à introduire des armes autonomes sur le champ de bataille.

Stratégie des ressources et industrie de la défense

Budget de la défense

Les dépenses russes liées à la défense n'ont cessé d'augmenter, passant de 3,5 % du PIB en 2021 à plus de 6,6 % en 2025, ce qui représente plus d'un tiers du budget fédéral total. Si, en termes absolus, les dépenses ont été estimées en 2024 à environ 13 000 milliards de roubles, soit 145 milliards de dollars, en termes de parité de pouvoir d'achat avec l'Occident, ces dépenses s'élevaient plutôt à 460 milliards de dollars, un chiffre relativement équivalent aux dépenses militaires cumulées des alliés européens de l'OTAN cette même année⁹⁸. Si ces chiffres sont impressionnants, ils sont encore loin des 12 à 13 % du PIB dépensés dans la défense à la fin de l'époque soviétique. Avec un déficit budgétaire maîtrisé autour de 3 % du PIB, la Russie reste capable de se financer avec ses ressources propres grâce à ses exportations d'hydrocarbures et ses recettes fiscales liées à l'inflation⁹⁹. Cela exige d'importants sacrifices de la population. Quoi qu'il en soit, l'emprise du Kremlin sur la politique et la société russes est suffisamment forte pour que l'économie, la qualité de vie et le bien-être de la population soient, comme cela a souvent été le cas dans l'histoire de la Russie, sacrifiés au profit des ambitions politiques de Moscou. Cette situation illustre une claire asymétrie politique et philosophique avec l'Europe.

98. *Military Balance 2025*, op. cit., p. 161.

99. R. Conolly, « Russia's Wartime Economy Isn't as Weak as it Looks », RUSI, janvier 2025, disponible sur : www.rusi.org.

À l'exception de l'Ukraine, l'Europe a en revanche conservé une économie de paix, en dépit de certaines déclarations affirmant le contraire. Le choc causé par l'invasion russe de 2022 a poussé les gouvernements européens à annoncer une augmentation de la part des dépenses militaires qui avait été fixée à 2 % du PIB une décennie plus tôt au sommet de Newport. Tandis que de nombreux pays d'Europe centrale ont augmenté leur contribution à 2,5, 3, voire 4 % de leur PIB, les États d'Europe de l'Ouest et du Sud avancent plus lentement. Malgré l'appel à la *Zeitenwende* (« changement d'époque ») en Allemagne, ou à une « économie de guerre » en France, ces deux pays ont seulement atteint la cible de 2 % de leur PIB en 2024. L'Italie, l'Espagne et le Portugal en sont encore loin. Depuis lors, le sommet de l'OTAN qui s'est tenu à La Haye en 2025 a décidé de porter la nouvelle cible à 5 % du PIB, dont 3,5 % alloués à la défense proprement dite (personnel, équipement, infrastructure) et 1,5 % aux dépenses de « résilience ». Si cet engagement est suivi d'effet, la défense européenne s'en trouverait profondément transformée – quand bien même l'entraînement industriel resterait à discuter (cf. *infra*) –, et son financement serait sans doute suffisant pour contrer la menace russe.

Si certains pays incitent à redoubler d'efforts, la perspective d'une augmentation générale des dépenses de défense en Europe reste toutefois entachée d'incertitudes. En effet, celles-ci se heurtent aux effets du vieillissement démographique et de l'augmentation structurelle des dépenses sociales (soins de santé, retraites), ainsi qu'aux engagements en matière de transition environnementale. Dans le cadre du programme *ReArm Europe* annoncé en 2025, la Commission européenne a commencé à explorer les moyens d'inciter ses États membres à rehausser leur effort de défense en activant la clause abrogatoire du Pacte de stabilité et de croissance sur le déficit public, mais tous ne sont pas intéressés. Les pays les plus endettés comme la France, l'Italie ou l'Espagne semblent aujourd'hui peiner à mettre en place des réformes fiscales et/ou obtenir de l'UE l'émission d'*Eurobonds* permettant d'accroître les dépenses militaires.

Industrie de la défense

Face aux niveaux d'usure de ses troupes en Ukraine et à l'éventualité d'une mobilisation massive de l'industrie de défense européenne en faveur de Kiev, la Russie a pris des mesures, dès 2022, pour se diriger vers une économie de guerre et augmenter sa production industrielle militaire¹⁰⁰. Moscou a privilégié la quantité, la puissance et des coûts réduits, notamment grâce à la remise en état et la modernisation de ses vastes stocks, qui constituent la majeure partie (80 à 90 %) des armes fournies aux forces armées russes en

100. O. Danylyuk et J. Watling, « Winning the Industrial War Comparing Russia, Europe and Ukraine, 2022–24 », RUSI, avril 2025, p. 21, p. 26 ; D. Massicot et R. Connelly, « Russian Military Reconstitution: 2030 Pathways and Prospects 2024 », *op. cit.*, p. 39-40.

Ukraine¹⁰¹. D'autre part, la Russie est parvenue à augmenter radicalement sa production d'obus (passant de 250 000 obus de 152 millimètres [mm] en 2022 à plus de 1,3 million en 2024) et de drones (plus d'un million en 2024). L'industrie des missiles est sans doute la plus impressionnante : la production de missiles de croisière Kh-101 est passée de 420 en 2023 à 500 en 2024. L'augmentation de la production des missiles balistiques 9M723 Iskander est encore plus radicale, passant de 250 en 2023 à 700 en 2024. L'industrie militaire russe serait aussi parvenue à tripler sa production de missiles hypersoniques Kinjal entre 2024 et 2025¹⁰². Tout cela n'aurait pas pu survenir sans les décisions cruciales de Moscou en 2022 relatives à son industrie de défense, qui a recruté au moins 500 000 nouveaux employés et bénéficié de 90 % des machines-outils nouvellement importées.

L'industrie russe est néanmoins confrontée à de sévères difficultés. Dans le secteur des véhicules blindés, par exemple, l'épuisement des réserves pourrait représenter un défi majeur d'ici 2026 étant donné le rythme d'attrition de ces véhicules, pour la plupart issus de stocks remis à neuf et datant de la guerre froide ; en outre, le complexe militaro-industriel russe (VPK) ne dispose que de capacités limitées pour produire de nouveaux équipements – environ 200 véhicules de combat d'infanterie, 50 canons d'artillerie et 200 chars de combat par an¹⁰³. En prévision, l'armée russe a déjà réduit sa consommation d'obus d'artillerie¹⁰⁴ et limité son utilisation de chars de combat. Une augmentation de la production russe d'armement nécessiterait une autre vague de conversion d'usines civiles, la création de nouvelles usines ou encore une augmentation des capacités des usines existantes, ce qui nuirait alors à la production actuelle et à la capacité de réparation, qui est essentielle pour supporter les taux d'attrition subis en Ukraine¹⁰⁵. La Russie pourrait aussi augmenter sa dépendance à l'importation d'équipement militaire fabriqué dans un pays allié. Seule l'industrie de la République populaire de Chine (RPC) semble suffisamment importante pour pouvoir se lancer dans une telle entreprise. Toutefois, si la

101. O. Danylyuk et J. Watling, « Winning the Industrial War Comparing Russia, Europe and Ukraine, 2022–24 », *op. cit.*, p. 22-23 ; D. Massicot et R. Connelly, « Russian Military Reconstitution: 2030 Pathways and Prospects 2024 », *op. cit.*, p. 38-40.

102. O. Danylyuk et J. Watling, « Winning the Industrial War Comparing Russia, Europe and Ukraine, 2022–24 », *op. cit.*, p. 24-25 ; Ů. Ovčinnikova, « Putin zaâvil o planah narastit' v 10 raz vypusk dronov v 2024 godu » [Poutine a déclaré son intention de multiplier par dix la production de drones en 2024], RBC, 19 septembre 2024, disponible sur : www.rbc.ru ; « Russian Force Generation and Technological Adaptations Update April 15, 2025 », *op. cit.* ; D. Massicot et R. Connelly, « Russian Military Reconstitution: 2030 Pathways and Prospects 2024 », *op. cit.*, p. 41 ; K. Post, « Exclusive: Russia's Ballistic Missile Production Up at Least 66 % Over Past Year, According to Ukrainian Intel Figures », *Kyiv Independent*, 3 juin 2025, disponible sur : <https://kyivindependent.com>

103. P. Luzin, « Russia's Year of Truth: The Missing Military Hardware », CEPA, 22 janvier 2025, disponible sur : <https://cepa.org> ; « Russia's Weakness Offers Leverage », 19 février 2025, disponible sur : <https://understandingwar.org> ; *op. cit.*, D. Massicot et R. Connelly, « Russian Military Reconstitution: 2030 Pathways and Prospects 2024 », *op. cit.*, p. 41-42.

104. *Ibid.* ; « Russia's Weakness Offers Leverage ».

105. D. Massicot et R. Connelly, « Russian Military Reconstitution: 2030 Pathways and Prospects 2024 », *op. cit.*, p. 41-43.

RPC accroît son soutien à l'effort de guerre russe, elle peine encore à livrer à Moscou des plateformes de combat complètes et assemblées.

De son côté, l'Europe a peiné à traduire l'augmentation de ses dépenses par une hausse proportionnelle de sa production industrielle. Après des décennies de commandes réduites après la fin de la guerre froide, la base industrielle et technologique de défense européenne (BITDE) a adapté son outil productif à un métabolisme à faible rendement. Sa capacité de production était donc faible et incapable de répondre à une soudaine hausse des commandes au lendemain de l'attaque russe. Le secteur des missiles offre un bon exemple : au cours des dix années ayant précédé l'invasion à grande échelle de l'Ukraine, les commandes annuelles moyennes (à la fois pour le marché intérieur et à l'export) aux manufacturiers européens dépassaient rarement les quelques centaines pour les armes offensives et les quelques milliers pour les intercepteurs anti-aériens et antimissile. Cette moyenne démontre une capacité de production européenne (qui se calque en toute logique sur la demande du marché), largement inférieure à ce qui serait nécessaire en cas de confrontation militaire avec la Russie. Les aspects économiques de la « compétition de salves¹⁰⁶ » sont ici essentiels dans la mesure où plusieurs intercepteurs sont nécessaires pour abattre un missile entrant. Ainsi, une production annuelle de 1 500 à 2 000 intercepteurs (toutes portées confondues) est ainsi entre deux et quatre fois moindre que ce qui serait nécessaire pour protéger l'Europe d'un arsenal russe fort de 2 000 à 3 000 missiles à longue portée par an.

Tableau 2 : Production de missiles et de munitions en 2025

Munitions	Production annuelle russe (est. 2025)	Types d'intercepteurs	Nbre nécessaire pour intercepter le total russe (est. 2:1) ⁽¹⁾	Production occidentale totale (est. 2025) ⁽²⁾	Part disponible pour l'Europe (est. 50%) ⁽³⁾
Missiles balistiques (Iskander-M, Kinzhal, etc.)	800-1 000	Missiles anti-balistiques (PAC-3 MSE, Aster 30BINT)	1 600-2 000	1 000-1 100	500-550
Missiles de croisière (Kh-101, Kalibr, Kh-59, Oniks, etc.)	1 300-2 000	Missiles sol-air			
		Missiles Air-Air	3 000-4 000	2 000	1 000
Munition téléopérées longue portée (Geran-2, Lancet, etc.)	30 000-50 000	Artillerie anti-aérienne/roquettes air-air	?		

⁽¹⁾ Estimation prudente qui varie en fonction des caractéristiques techniques et tactiques : l'interception balistique nécessite généralement un rapport supérieur à 2, tandis que l'interception de missiles de croisière peut nécessiter un rapport inférieur à 2:1.

⁽²⁾ Les chiffres réels étant classés, les chiffres suggérés sont reconstitués à partir des commandes passées aux entreprises de défense américaines et européennes, divisées par le délai contractuel jusqu'à la livraison finale.

⁽³⁾ La part disponible pour les clients européens est une estimation approximative et prudente prenant en compte la priorité nationale américaine et les engagements des entreprises européennes en matière d'exportation hors d'Europe.

Sources : Fabian Hoffman, *Missile Matters*, 2025; IISS, 2025.

Sources : Fabian Hoffman, *Missile Matters*, 2025; IISS, 2025.

106. A. Gorremans, "Économie des échanges de salves : vers la fin de la polyvalence des munitions ?", *Notes de l'Ifri*, Ifri, mai 2025, disponible sur : www.ifri.org.

Si l'invasion à grande échelle de l'Ukraine a aidé à accélérer le rythme de production, la BITDE met du temps à sortir de sa léthargie. Cela s'explique tout d'abord par le fait que l'urgence des besoins ukrainiens a poussé les pays européens à puiser d'abord dans leurs stocks quand ils en avaient, puis à se tourner vers des fournisseurs qui disposaient de matériels sur étagère ou qui étaient prêts à les livrer en urgence, ce qui était rarement le cas des fournisseurs européens, d'où une hausse des commandes auprès d'entreprises d'armement américaines, coréennes, turques et israéliennes. Ensuite, de nombreux acteurs de la BITDE n'ont pas su voir la tendance de fond et ont souvent misé sur le fait que la guerre ne durerait pas. De manière plus générale, l'industrie européenne a eu du mal à répondre à un changement de philosophie en faveur de plus de quantité, plus rapidement et de qualité « suffisante » là où ils avaient misé depuis des décennies sur des armes de haute technologie et taillée sur mesure pour un besoin limité. Enfin, le catalogue de l'industrie de défense européenne souffre malgré tout de quelques lacunes, rares mais réelles, qui ne peuvent être aisément comblées : les avions à surface équivalente radar (SER) réduite, dits de 5^e génération, la défense anti-aérienne et antimissile à longue portée (en particulier pour le segment antibalistique), l'artillerie roquettes et missiles de moyenne ou longue portée (de 50 à 300 km) et les drones courte ou moyenne portée.

De plus en plus conscients de ces lacunes à partir de 2022 et 2023, les Européens ont tenté de reconsolider la BITDE à l'aide de stratégies à moyen et long termes. La stratégie de 2024 pour l'industrie européenne de la défense (EDIS), ainsi que l'instrument qui lui est associé (EDIP), vise à lutter contre la fragmentation industrielle en incitant les États membres à se lancer dans un développement conjoint et même un approvisionnement conjoint. Néanmoins, les montants que l'UE semble capable de réunir dans les cadres financiers pluriannuels (CPF) actuels et futurs restent peu limités, représentant moins de 1 % des budgets nationaux alloués à l'investissement en matière de défense (acquisitions et R&D). C'est loin d'être suffisant pour changer la donne.

Chaîne d'approvisionnement et « arrière stratégique »

Dans un monde globalisé régi par des chaînes d'approvisionnement complexes et fortement internationalisées, des États ou des groupes d'États, aussi importants et stratégiquement autonomes soient-ils, ne peuvent pas maintenir une industrie de la défense sans des partenaires globaux constitutifs d'un « arrière stratégique » industriel et technologique, allant des matières premières aux solutions logicielles les plus avancées.

À première vue, l'Europe semble bénéficier d'un « arrière stratégique » bien plus solide et diversifié que la Russie. Pratiquement aucune sanction ou embargo ne vient limiter son importation de biens liés à la défense et sa chaîne d'approvisionnement globale repose sur une grande variété de

fournisseurs. Cette intégration a toutefois un revers de la médaille : l'industrie de la défense européenne dépend fortement de produits importés essentiels bien au-delà des matières premières. En outre, le potentiel industriel de défense de l'Europe dépend également de sa capacité à reconvertir ses industries civiles en production de guerre. Alors que la Russie a démontré à plusieurs reprises sa capacité institutionnalisée à réorienter les secteurs de l'automobile, de la mécanique et d'autres industries civiles vers la production d'armement, l'Europe souffre d'une désindustrialisation galopante, comme l'a souligné le rapport Mario Draghi de 2024¹⁰⁷.

Pour ce qui est de la défense au sens strict, l'« arrière stratégique » le plus dimensionnant pour l'Europe réside dans son partenariat ancien et très multiforme avec les États-Unis, leader mondial incontesté en termes de technologie militaire. Si les Européens n'ont pas forcément accès à tous les derniers produits de la technologie militaire américaine, ils sont en général les premiers à en bénéficier, soit par le biais des *Foreign Military Sales* (FMS) négociées d'État à État ou des *Direct Commercial Sales* auprès des fournisseurs privés, toutes deux approuvées par le Pentagone. Mais par-delà les matériels (plateformes et munitions), l'arrière américain fournit aussi des renseignements, des services d'accès – comme Starlink –, ainsi que des solutions logicielles, de plus en plus souvent augmentées par l'IA. Une telle assistance de fond ne peut constituer qu'un atout stratégique majeur et décisif dans le scénario d'une confrontation entre l'Europe et la Russie, même si Washington venait à s'abstenir d'intervenir directement.

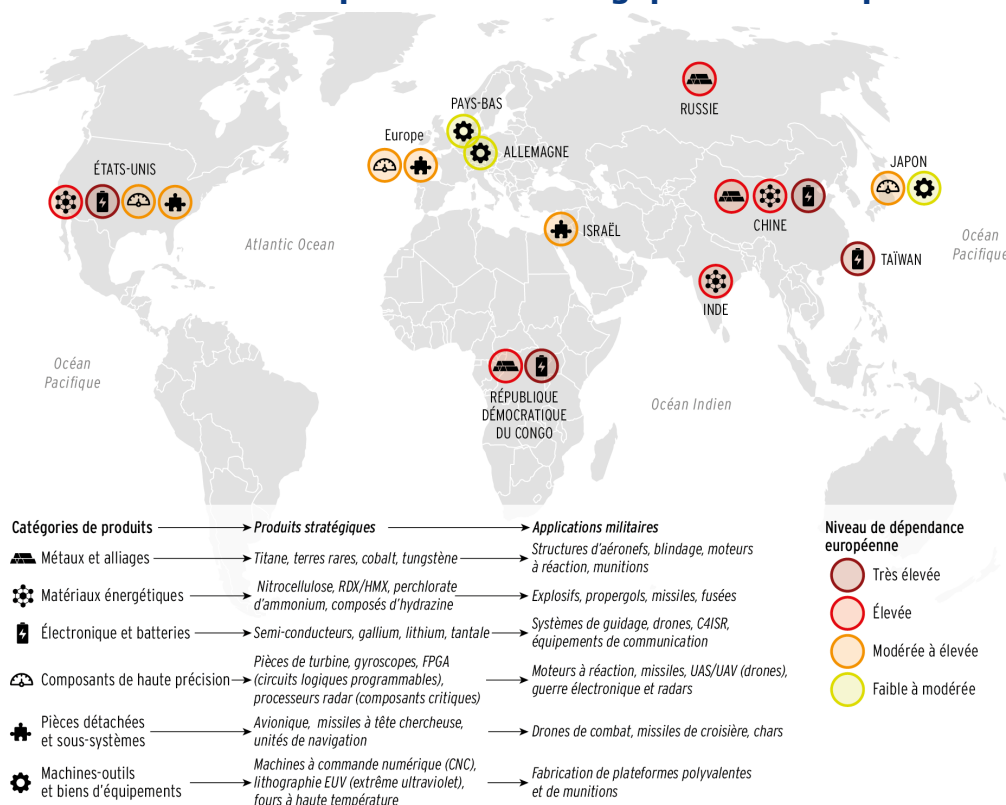
À l'inverse, cet avantage pourrait se muer en vulnérabilité si la divergence politique continuait à se creuser entre les deux rives de l'Atlantique. La rupture d'approvisionnement d'un soutien américain à l'Europe aurait un effet structurel paralysant étant donné le degré de dépendance. Une part importante des équipements américains est soumise à la réglementation ITAR de contrôle export, mais aussi à un contrôle de leur utilisation et parfois à une maintenance outre-Atlantique – y compris en ligne, comme dans le cas du système ODIN du F-35, qui communique avec un *cloud* de maintenance situé aux États-Unis et sans lesquels l'avion est tout simplement inutilisable. Par-delà ce facteur américain essentiel, l'Europe bénéficie également de partenariats stratégiques croissants avec d'autres pays tels que la Corée du Sud, le Japon et l'Australie, ainsi que, dans une moindre mesure, la Turquie, l'Inde, le Brésil et Israël. Néanmoins, si les premiers sont eux-mêmes dépendants de la technologie américaine, les seconds ne peuvent offrir une alternative que sur des segments de niche. Dans les décennies à venir, et en attendant qu'une autonomie stratégique profonde n'émerge, l'Europe n'a donc d'autre choix que de maintenir le lien transatlantique aussi fort que possible.

107. « The Draghi Report on EU Competitiveness », Commission européenne, septembre 2024, disponible sur : <https://commission.europa.eu>.

L'arrière stratégique, industriel et technologique de la Russie semble au premier coup d'œil moins profond que celui de l'Europe. Moscou s'efforce de devenir plus indépendant dans des domaines clés, comme la fabrication de nitrocellulose, non pas à partir de coton mais de bois et de lin¹⁰⁸. Pour le reste, Moscou peut compter sur des partenaires anti-occidentaux qui s'avèrent relativement stables et déterminés, une entente fluide de pays comme l'Iran, le Bélarus, la Corée du Nord et, surtout, la Chine, parfois désignés comme un « axe du bouleversement¹⁰⁹ ». Moscou a également su s'appuyer sur de nombreux pays plus neutres, non alignés ou multi-alignés, qu'il qualifie de « majorité globale¹¹⁰ ».

L'Europe ne devrait pas sous-estimer la détermination idéologique de Moscou et de Pékin à construire un nouvel ordre international – au sein duquel l'Occident ne jouerait plus qu'un rôle mineur –, ni la force de leur partenariat, qui n'est ni opportuniste ni pragmatique¹¹¹.

Carte 1 : Dépendances stratégiques de l'Europe



Sources : James Hackett et al., *Critical Raw Materials and European Defence*, IISS, Mars 2025 ; Parlement européen, 2024 ; Kevin Lefebvre, Pauline Wibaux, "Import Dependencies: Where Does the EU Stand?", CEPII, Septembre 2024 ; Entretiens des auteurs, 2025

108. O. V. Danylyuk et J. Watling, « Winning the Industrial War Comparing Russia, Europe and Ukraine, 2022–24 », RUSI, avril 2025, p. 24-25.

109. A. Kendall-Taylor et R. Fontaine, « The Axis of Upheaval: How America's Adversaries Are Uniting to Overturn the Global Order », Center for a New American Security, 23 avril 2024, disponible sur : www.cnas.org.

110. Voir le chapitre 4 de cette étude : « Alliances et positionnement international : la course au soutien stratégique dans le monde », p. 124.

111. D. Minic, « Logiques et perspectives du partenariat russo-chinois », in T. de Montbrial et D. David (dir.), *Ramses 2024. Un monde à refaire*, Paris, Dunod/Ifri, 2023 ; D. Minic, « La Russie a-t-elle des alliés ? », in T. de Montbrial et D. David (dir.), *Ramses 2025. Entre puissances et impuissance*, Paris, Dunod/Ifri, 2024 ; D. Minic, « La Russie et ses soutiens à l'heure de Trump II », in T. de Montbrial et D. David (dir.), *Ramses 2026. Un nouvel échiquier*, Paris, Dunod/Ifri, 2025.

Depuis 2022, l'Iran, le Bélarus et la Corée du Nord sont devenus des fournisseurs essentiels en équipement militaire et en munitions pour soutenir l'effort de guerre de la Russie : obus d'artillerie, missiles balistiques, chars de combat, canons automoteurs, obusiers, bombes aériennes, équipement individuel, missiles guidés antichars, camions, mais aussi drones (comme le Shaded-136) et des troupes (10 000 soldats nord-coréens)¹¹². La Chine joue désormais un rôle central dans le développement de l'industrie de défense russe, permettant à Moscou de poursuivre sa guerre en Ukraine¹¹³. Tandis que les sanctions occidentales se sont renforcées, Pékin n'a cessé d'augmenter chaque année son commerce avec la Russie jusqu'à devenir son fournisseur principal de biens à double usage – comme les machines-outils, roulements à billes, semi-conducteurs ou encore nitrocellulose, un composant clé dans la fabrication d'explosifs. Les données douanières de 2023 montrent que la Chine représentait 90 % des importations russes de biens soumis aux contrôles à l'exportation du G7, avec des exportations mensuelles de plus de 300 millions de dollars en technologies à double usage. Les machines-outils à elles seules représentent presque 40 % de l'augmentation annuelle de ces exportations, soulignant le rôle crucial de la Chine dans le maintien de la machine de guerre russe¹¹⁴.

Les incertitudes gravitant autour de l'alliance européenne avec les États-Unis et le succès parallèle de Moscou dans le maintien, le développement ou l'approfondissement d'alliances et de partenariats nouveaux avec le « reste du monde » augmentent le risque d'une situation asymétrique pour l'Europe, ce qui aurait été impensable encore quelques années plus tôt.

Stratégies indirectes et hybrides

La menace actuelle : la guerre psychologico-informationnelle russe

La Russie a recours à tout un arsenal de méthodes et moyens non militaires (politiques, psychologiques, cybernétiques, diplomatiques, économiques, énergétiques, financiers, culturels, mais aussi la manipulation des flux migratoires, etc.) et militaires indirects (espionnage, sabotage, assassinats, terrorisme, recours à des forces spéciales, des forces paramilitaires et irrégulières, activités de dissuasion stratégique, recours dissimulé à la

112. E. Howell, « North Korea and Russia's Dangerous Partnership », Chatham House, 4 décembre 2024, disponible sur : www.chathamhouse.org ; J. G. Waller, E. Wishnick, M. Sparling et M. Connell, « The Evolving Russia-Iran Relationship Political, Military, and Economic Dimensions of an Improving Partnership », Center for Naval Analysis, janvier 2025, disponible sur : www.cna.org ; D. Massicot, M. Grisé, K. Jukneviute *et al.*, « Cooperation and Dependence in Belarus-Russia Relations », RAND Corporation, 20 juin 2024, disponible sur : www.rand.org.

113. E. Wishnick, « The Sino-Russian Partnership: Cooperation without Coordination », *China Leadership Monitor*, n° 83, mars 2025, disponible sur : www.prcleader.org.

114. Y. Gaber, Y. Poita et G. Vasadze, « Support of the Sanctions Regime Against Russia by Türkiye and Countries of the South Caucasus and Central Asia », PRISM, septembre 2022.

violence armée, etc.) afin d'affaiblir l'Occident dans tous les domaines et sur tous les continents. Si les stratégies russes ont théorisé (et sans doute surestimé) les effets cumulés de ces actions – censées constituer une vraie guerre et préparer le terrain à de potentielles opérations de combat –, c'est à la confrontation psychologico-informationnelle que le rôle le plus important a été assigné.

La conception russe de la guerre informationnelle est psychologico-subversive ; les outils cybernétiques sont essentiellement conçus comme des vecteurs d'impacts psychologico-informationnels¹¹⁵. En s'appuyant sur l'expérience soviétique, la mentalité obsidionale, une observation tronquée des doctrines et stratégies occidentales, et des réflexions épistémologiques sur la guerre après 1991, la conception russe de la guerre informationnelle considère postule que celle-ci peut atteindre des objectifs politiques décisifs, même en temps de paix. Plus qu'une simple forme de subversion, cette confrontation vise à transformer de manière radicale les individus et les groupes sociaux ciblés en manipulant leurs émotions et leur psyché. Considéré comme potentiellement comparable aux effets d'un déploiement de troupes à grande échelle, l'impact psychologico-informationnel permet de gagner en altérant l'état d'esprit de l'ennemi sans avoir à le dominer, en détruisant les « fondations d'un État » et en provoquant un changement de régime¹¹⁶. Ses armes, qui « ne tuent pas mais gagnent », et ses cibles sont larges. La confrontation psychologico-informationnelle vise à désinformer et désorienter la population de l'adversaire, à contraindre ou à inciter les élites de l'ennemi à prendre des décisions favorables à l'agresseur, à instiller des doutes parmi la population de l'ennemi sur la légitimité des politiques des élites, à pousser la population à commettre des actes antisociaux, à mener des grèves et des actes de désobéissance civile, à provoquer et à cultiver des luttes politiques internes, y compris armées, et à remettre en question les valeurs et le mode de vie de l'adversaire¹¹⁷.

Moscou, qui aspire à affaiblir et diviser l'Occident, ainsi qu'à ramener une partie de l'Europe sous son influence, mène une confrontation informationnelle permanente à l'encontre du monde occidental. La Russie soutient d'une part des discours populistes qui s'opposent à l'UE, à l'OTAN et aux États-Unis, et d'autre part des discours qui valorisent la politique, la puissance, les élites et la société russes. La guerre en Ukraine a entraîné

115. D. Minic, *Pensée et culture stratégiques russes*, op. cit., p. 40-47.

116. V. V. Gerasimov, « Organizaciâ oborony Rossijskoj Federacii v usloviâh primeneniâ protivnikom 'tradicionnyh' i 'gibridnyh' metodov vedeniâ vojny » [L'organisation de la défense de la Fédération de Russie dans le contexte de l'emploi par l'adversaire de méthodes "traditionnelles" et "hybrides" de conduite de la guerre], VAVN, vol. 55, n° 2, 2016, p. 20-22 ; A. V. Kartapolov, « Uroki voennyh konfliktov, perspektivy razvitiâ sredstv i sposobov ih vedeniâ. Prâmye i neprâmye dejstviâ v sovremennyh meždunarodnyh konfliktah » [Les leçons des conflits armés, les perspectives de développement des moyens et des méthodes de leur conduite. Les actions directes et indirectes dans les conflits internationaux contemporains], VAVN, vol. 51, n° 2, 2015, p. 29. Déclaration de Guerassimov à l'Académie de l'État-major général, 2 février 2017 (cité dans A. M. Il'nickij, « Mental'naâ vojna Rossii » [La guerre psychologique de la Russie], VM, n° 8, 2021, p. 24).

117. D. Minic, *Pensée et culture stratégiques russes*, op. cit., p. 34-61.

l'intensification de cette confrontation, dont l'un des principaux objectifs est d'isoler l'Ukraine de toute forme de soutien occidentale et de soutenir les opérations militaires russes en cultivant la peur et le pacifisme. La Russie, comme l'URSS avant elle, sait tirer profit des conditions inhérentes aux régimes démocratiques et libéraux européens : indépendance des médias, pluralisme politique, liberté de pensée et d'expression, élections, état de droit et séparation des pouvoirs. La démocratie est complexe, exigeante et relativement transparente ; elle expose les fractures sociales, les inégalités économiques, les questions d'identité et les divisions politiques, qui peuvent être discutées publiquement dans le cadre de débats potentiellement performatifs.

Ces actions peuvent être à la fois opportunes et autonomes, ainsi que mûrement réfléchies, organisées et coordonnées au sein de réseaux comme Portal Kombat, RRN, Mriya, Lakhta, Copy Cop ou Storm-1516, un réseau récemment découvert spécialisé dans le discrédit du gouvernement ukrainien au sein des opinions publiques occidentales. Combinant photos, vidéos, faux rapports, deepfakes, mises en scène et même tentatives de parasitage de *large language models* (LLM), tous soutenant de fausses informations et cultivant des théories du complot, les actions informationnelles menées par Moscou sont de plus en plus élaborées et sont exécutées de manière séquencée et intégrée avec l'aide de nombreux acteurs hétérogènes. Elles impliquent des acteurs directement (Direction générale des renseignements [GRU], Service fédéral de sécurité de la fédération de Russie [FSB], diplomates, politiciens, médias contrôlés par l'État) ou indirectement (ex-entourage de Prigojine et de Douguine, médias liés aux services de renseignement russes, médias biélorusses) liés au gouvernement russe, ainsi que des intermédiaires pro-russes, qu'ils soient conscients ou non d'être instrumentalisés ou de servir les intérêts du Kremlin (médias, influenceurs, politiciens, scientifiques, militaires à la retraite, associations)¹¹⁸.

L'approche stratégique proactive et coercitive de la Russie, imperméable aux dilemmes moraux, représente un atout asymétrique considérable vis-à-vis des régimes démocratiques européens, dont la nature même amplifie les effets des stratégies indirectes de la Russie et entrave la capacité de l'Europe à se défendre et à riposter sans compromettre ses valeurs.

La réponse européenne

Les Européens, que ce soit à travers l'UE ou l'OTAN ou bien en tant qu'États-nations, ne sont pas restés passifs face à la campagne de subversion conduite par la Russie sous le seuil de l'article 5. Ils ont commencé à développer des

118. « Analyse du mode opératoire informationnel russe Storm-1516 », Rapport technique, SGDSN, disponible sur : www.sgdsn.gouv.fr. Voir aussi : T. Constantino, "Russian Propaganda Has Now Infected Western AI Chatbots — New Study", Forbes, 10 mars 2025, disponible sur : www.forbes.com.

instruments défensifs dans les quatre principaux domaines (souvent interconnectés) que recouvrent les menaces hybrides : manipulations de l'information et ingérences étrangères (propagande, désinformation, etc.), actions clandestines (espionnage, sabotage, corruption, compromission, assassinats ciblés, etc.), arsenalisation des flux (énergétiques, commerciaux, migratoires) et intimidation militaire (rhétorique nucléaire, exercices agressifs, etc.).

L'UE, en premier lieu, a multiplié les initiatives institutionnelles afin d'éliminer les menaces hybrides, depuis la création d'une *Fusion Cell* de coordination contre les menaces hybrides jusqu'à la constitution d'une *Hybrid Toolbox* en juin 2022 et au déploiement dans les États membres ou partenaires d'équipes d'intervention rapide en cas de menaces hybrides¹¹⁹. L'OTAN, pour sa part, cherche à sensibiliser les Alliés au travers de centres d'excellence dédiés à la cyberdéfense, aux communications stratégiques, à la sécurité énergétique ou encore à la lutte contre les menaces de manipulation et d'ingérence de l'information étrangères (*Foreign Information Manipulation and Interference*, FIMI). À la fois au sein de l'UE et de l'OTAN, diverses instances de sécurité assurent le partage de renseignements et de bonnes pratiques contre l'influence subversive, et diffusent les mesures de résilience (sécurité des infrastructures critiques, diversification des approvisionnements¹²⁰). Les organisations régionales viennent ainsi compléter et accompagner les initiatives des États qui visent à renforcer la résilience de leur société, comme la lutte contre la désinformation en ligne portée par l'agence VIGINUM en France ou encore les concepts de « défense totale » en Finlande et en Suède¹²¹.

Si la réponse de l'Europe a jusqu'à présent été légitime, elle est aussi restée avant tout réactive et, d'une certaine manière, excessivement prudente, en se concentrant majoritairement sur des mesures défensives. L'Europe pourrait adopter une approche plus ferme dans les quatre domaines des opérations hybrides.

Concernant les FIMI, elle pourrait passer de la simple interdiction à la lutte active et à l'entrave assumée des médias alignés sur le Kremlin, tout en amplifiant ses propres messages à travers des offensives à l'instar de ce que fut, durant la guerre froide, Radio Free Europe, actuellement affaiblie par les coupes budgétaires américaines.

119. « Council Conclusions on a Framework for a Coordinated EU Response to Hybrid Campaigns », Communiqué de presse, 603/22, 21 juin 2022 ; « Hybrid threats: Council Paves the Way for Deploying Hybrid Rapid Response Teams », Communiqué de presse, 21 mai 2024.

120. « Joint Staff Working Document 8th Progress Report on the Implementation of the 2016 Joint Framework on Countering Hybrid Threats », SWD (2024) 233, Bruxelles, Service européen pour l'action extérieure, 10 octobre 2024.

121. « New Total Defence Resolution for a Stronger Sweden », Communiqué de presse du ministère de la Défense suédois, 15 octobre 2024 ; Service de vigilance et protection contre les ingérences numériques étrangères, SGDSN, 22 novembre 2022.

Pour ce qui est des actions clandestines russes, l'Europe pourrait intensifier la répression judiciaire dans une optique plus dissuasive et préventive sur le modèle de la justice antiterroriste développé après 2015. Les États les plus allants pourraient également mener des opérations clandestines en Russie, à la manière des opérations des services de renseignement ukrainiens.

En ce qui concerne l'arsenalisation stratégique des flux, l'Europe devrait retourner l'outil à son avantage : l'application des 19 paquets de sanctions de l'UE pourrait être plus rigoureuse et faire preuve d'une certaine créativité dans leur mise en œuvre – en particulier concernant les exportations hydrocarbures, le gel d'avoirs russes et les biens à double usage – sans compromettre les normes légales. Enfin, en réponse aux postures de provocation et d'intimidation (dont les incursions de drones dans l'espace aérien), l'Europe a renforcé son dispositif militaire en temps de paix et ses exercices de grande ampleur, mais elle pourrait aller plus loin en augmentant ses niveaux d'alerte et ses règles d'engagement en projetant une posture de dissuasion plus manifeste.

Conclusion

La Russie représente pour l'Europe une menace militaire sur le long terme, non seulement par ses intentions, mais aussi par son potentiel. Les dirigeants russes ont clairement exprimé leur volonté de menacer la souveraineté et la sécurité de l'Europe par des moyens coercitifs, y compris par le recours à la puissance militaire. Malgré les pertes colossales subies en Ukraine, une R&D sous-financée et une capacité industrielle détériorée, la machine militaire de la Russie reste puissante et compétente. Elle s'est montrée capable d'endurer des épreuves inhérentes à un conflit armé prolongé et peut continuer à mobiliser des ressources humaines et financières, avec le soutien d'une « base arrière stratégique » relativement solidaire dont fait partie, entre autres, la RPC. Son statut et son arsenal nucléaires contribuent à la perception russe d'une domination dans l'escalade vis-à-vis des États européens qui ne disposent pas d'armes nucléaires.

Deux facteurs cruciaux empêchent pour le moment la Russie d'étendre son agression ouverte au-delà des frontières de l'Ukraine : la cohésion de l'Alliance dont l'engagement des États-Unis est un facteur clé et la résistance de l'Ukraine, qui retient la majeure partie des forces armées russes, les empêchant de se lancer sur un nouveau front militaire. Si l'un de ces deux piliers venait à faiblir – que ce soit en raison de changements annoncés dans la posture et la politique des États-Unis, pris dans une autre guerre, ou parce que la résilience ukrainienne aurait cédé à cause d'un épuisement de l'aide européenne –, le risque d'une confrontation directe entre la Russie et l'Europe augmenterait considérablement.

D'un point de vue strictement militaire, la position de l'Europe est loin d'être optimale. Ses forces terrestres manquent de capacités d'appui et de soutien cruciales, notamment en matière d'artillerie longue portée, de défense sol-air et de mobilité stratégique. Elle peine également à accroître son stock de munitions, la disponibilité opérationnelle de ses équipements et la disponibilité générale de ses forces du fait de tensions sur les ressources humaines et de la fragmentation politique. Ces défaillances peuvent en partie être compensées par les avantages comparatifs dont dispose l'Europe dans les domaines aérien, naval, spatial et potentiellement cyber, à condition qu'elle parvienne à combler ses pénuries de munitions. La supériorité en mer, dans l'espace et, éventuellement, dans le cyberspace pourrait également être mise à profit si l'Europe se montre prête à utiliser ces domaines de manière plus offensive.

Contrairement à la Russie, le potentiel économique et technologique de l'Europe demeure largement intact et, même si le continent peine à gagner en compétitivité, il bénéficie d'une profondeur géoéconomique plus solide et d'une meilleure intégration au système international. L'analyse en *net assessment* suggère donc l'adoption d'une stratégie européenne visant à combler ses lacunes capacitaires, tout en exploitant la supériorité existante dans les espaces communs afin de façonner eux-mêmes le théâtre dans les différents domaines de lutte.

Pour ce faire, l'augmentation des budgets ne sera pas à elle seule suffisante. Il sera nécessaire d'établir une stratégie industrielle et économique de défense à même de soutenir des opérations de haute intensité dans la durée, de reconstituer des stocks, de consolider la génération de forces et de reconstruire la capacité de production. Tout cela est largement à la portée des ressources économiques, de la compétence militaire et du savoir-faire industriel de l'Europe. Il ne manque aujourd'hui que la volonté politique de prendre les nécessaires (et difficiles) décisions budgétaires en accord avec ces objectifs. L'intégration plus étroite de l'Ukraine au sein de l'ordre de sécurité européen ne pourra que consolider cette stratégie. En résistant avec succès à la menace russe, celle-ci montre la voie au reste de l'Europe qui dépend désormais de l'Ukraine pour sa sécurité autant que l'Ukraine dépend de l'Europe.

Qu'un conflit de grande ampleur éclate ou non, l'Europe continuera de faire face à une guerre hybride prolongée avec la Russie – à travers la désinformation, les actions clandestines, les cyberattaques, la manipulation des flux énergétiques, commerciaux et migratoires, et d'autres types d'actions. Ces opérations sont loin d'être inoffensives : elles tendent à ébranler les sociétés de l'intérieur, à affaiblir la volonté de résister et, potentiellement, à permettre à Moscou de réaliser ses objectifs sans prendre le risque de se lancer dans une autre confrontation militaire directe. Jusqu'à là, la réponse de l'Europe a été essentiellement défensive et excessivement prudente. Il est impératif que les contre-mesures européennes deviennent plus fermes, plus innovantes et plus décidées. Si l'on examine les risques

d'escalade, il est nécessaire de garder à l'esprit que le choix de la Russie de se maintenir en deçà du seuil de l'agression ouverte signifie que la dissuasion fonctionne toujours. Afin de préserver cette crédibilité de dissuasion, l'Europe doit non seulement tenir ses positions dans l'ombre du conflit hybride, mais elle doit aussi se montrer prête à se battre au grand jour.

	Russie	Europe
Forces	• Une force militaire structurée, soutenue par un système de mobilisation solide et par une base industrielle et technologique de défense appuyée par des partenaires de premier rang (la Chine). • Un avantage en puissance de feu, notamment dans le domaine terrestre. • Endurance au combat : résilience politique et sociale face à des niveaux de pertes élevés. • Domination perçue en cas d'escalade, liée à un arsenal nucléaire supérieur. • Désinhibition dans l'emploi d'attaques hybrides et de la guerre indirecte.	• Formation et qualité du personnel supérieures dans tous les corps militaires et à tous les niveaux de commandement. • Supériorité dans les domaines aérospatial et maritime. • Haut niveau de coopération et d'interopérabilité entre les forces, conforme aux standards de l'OTAN. • Investissements R&D plus importants et base technologique de défense renforcée, soutenus par un arrière stratégique supérieur (États-Unis, partenariats Asie-Pacifique).
Vulnérabilités	• Qualité du commandement généralement faible à différents niveaux, avec de nombreuses lacunes. • Manque d'agilité tactique, opérationnelle et même doctrinale. • Perte progressive de l'avance technologique en raison d'un sous-investissement dans la R&D de défense. • Infériorité dans les domaines aérospatial et maritime.	• Fragmentation politique entravant la génération efficace de forces et entraînant une incertitude sur les ressources militaires. • Investissements industriels et technologiques fragmentés et incohérents, conduisant à une capacité de production sous-optimale. • Infériorité relative dans le domaine terrestre en raison d'un manque de puissance de feu. • Insuffisance générale en munitions, maintenance et réparation (M&R) et certaines capacités spécialisées. • Dépendance accrue aux États-Unis pour le commandement et contrôle (C2), le renseignement, surveillance et reconnaissance (ISR), ainsi que la gestion de l'escalade nucléaire.

Systèmes politiques et résilience sociétale

Tatiana Kastouéva-Jean et Paul Maurice

Le terme « résilience » s'applique avec plus de pertinence à la société ukrainienne, qui démontre sa capacité à tenir collectivement face à la violence de la guerre en maintenant la cohésion sociale, les liens de solidarité et la continuité des activités essentielles depuis plus de trois ans. Pour la majorité de la population russe, il s'agit plutôt d'une question de résignation, d'adaptation et même, pour certains, d'adhésion à la politique du Kremlin – d'autant plus que ce dernier a habilement amorti plusieurs chocs financiers et psychologiques, notamment en choisissant de parler d'une « opération militaire spéciale » (SVO) plutôt que d'une guerre, même si, paradoxalement, le discours principal autour de la SVO exploite la mémoire de la victoire de l'URSS pendant la Seconde Guerre mondiale.

Le long conditionnement depuis l'arrivée au pouvoir de Poutine et l'absence d'alternatives politiques s'accompagnent d'un discours qui exploite le souvenir de la victoire de l'URSS sur l'Allemagne nazie lors de la Seconde Guerre mondiale. En valorisant ce passé glorieux, ce discours joue sur un sentiment nationaliste déguisé en patriotisme et exacerbe le sentiment anti-occidental, avec des résultats relativement efficaces : d'après les sondages d'opinion, tout au long de ces presque quatre ans de guerre, le soutien à la SVO a oscillé entre 70 et 80 % de la population russe, tout comme la popularité de Vladimir Poutine¹²². Si les sondages directs doivent être interprétés avec beaucoup de prudence dans un régime autoritaire, marqué par l'absence d'alternatives politiques, les réponses aux questions indirectes indiquent que la majorité des Russes considèrent que le pays va dans la bonne direction, ressentent principalement de la fierté pour leur pays, n'ont pas peur des sanctions et abordent l'avenir avec confiance¹²³. Après le départ de centaines de milliers de personnes (qui ont fui le déclenchement de la guerre, les répressions ou les mobilisations partielles), le taux de personnes souhaitant émigrer est à son plus bas niveau¹²⁴. La guerre a permis au Kremlin de donner la priorité aux questions géopolitiques, au détriment des

122. Sondage du Centre Levada, 6 mai 2025, disponible sur : www.levada.ru.

123. Divers sondages du Centre Levada depuis le début de la guerre.

124. Sondage du Centre Levada, 27 mai 2025, disponible sur : www.levada.ru. Ce même sondage note l'attitude négative des personnes qui sont restées dans le pays à l'égard des exilés, ce qui pourrait bien constituer une ligne de fracture au sein de la société russe de l'après-Poutine, si les personnes exilées prenaient le chemin du retour.

objectifs de développement socio-économique. Il peut poursuivre ses objectifs stratégiques sans se préoccuper dans l'immédiat des coûts humains ou économiques. Toutefois, la question principale est celle de la viabilité à moyen et long termes de cette politique et de la capacité à financer simultanément les recrutements et équipements destinés au front, la stabilité macro-économique et la paix sociale dans un contexte de sanctions.

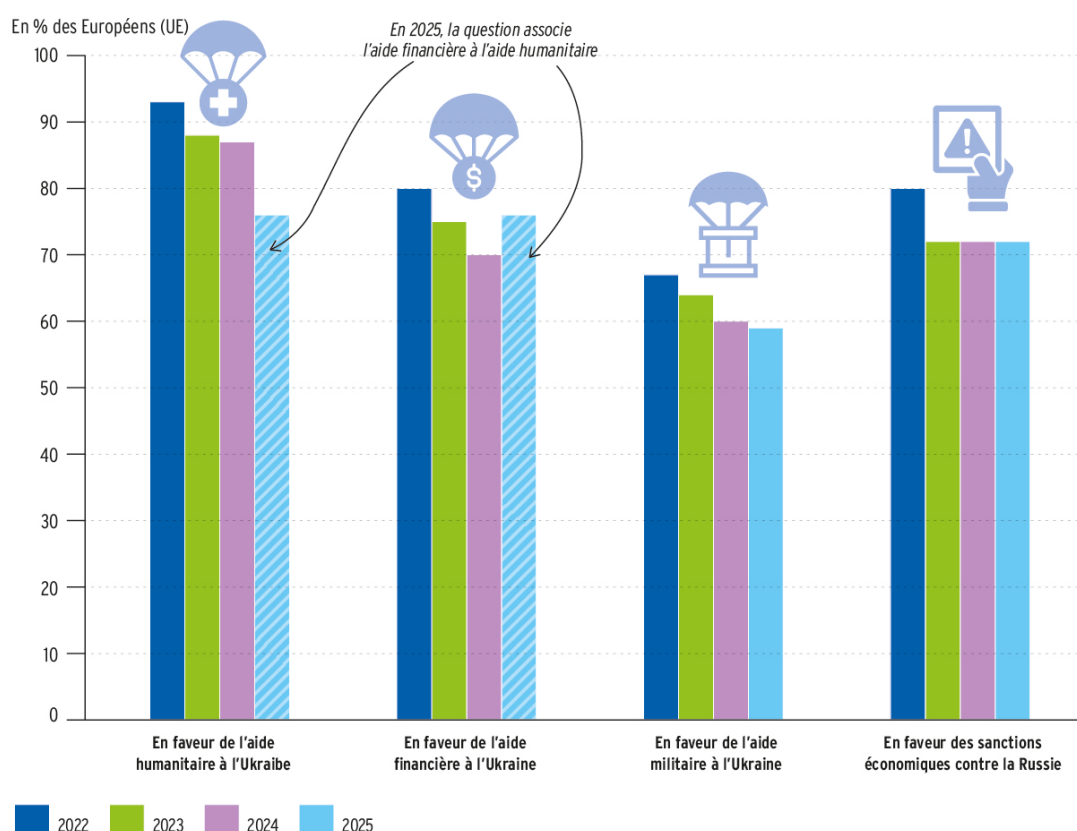
Traditionnellement, l'UE a promu son modèle (économie sociale de marché, normes environnementales, droits démocratiques, état de droit) comme un exemple destiné à se diffuser à travers sa politique d'élargissement ou son influence normative qui crée un « effet Bruxelles¹²⁵. Depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie et la multiplication des crises, le modèle européen est non seulement promu mais défendu : l'accent est mis sur l'autonomie stratégique, la réindustrialisation, la protection du marché unique et le bouclier démocratique. La résilience de l'Europe face à la Russie repose sur deux piliers fondamentaux, qui favorisent d'autres facteurs : premièrement, l'engagement constant à soutenir l'Ukraine, tant au sein de l'opinion publique que chez les décideurs politiques, malgré certaines oppositions politiques; et, deuxièmement, une adhésion structurelle au modèle démocratique, qui se trouve consolidée lorsqu'elle est mise en contraste avec l'autoritarisme russe, y compris au sein même des électors et courants d'opinion favorables à la Russie.

L'Europe est caractérisée par une diversité politique et économique et semble, à première vue, peiner à unifier les États (membres de l'UE ou non) autour d'une stratégie cohérente. Bien que les populations européennes soient habituées à un niveau de vie élevé et tolèrent généralement moins bien les perturbations prolongées, telles que les crises économiques ou énergétiques causées par les conflits, elles ont majoritairement accepté depuis 2022 les sacrifices nécessités par la réduction de la dépendance aux hydrocarbures russes, le renforcement substantiel des capacités de défense, ainsi que l'augmentation des investissements dans les technologies militaires, et ce, malgré un contexte de défis économiques, politiques et sociaux considérables. Toutefois, même en l'absence d'un « récit » unifié et homogène, la détermination de l'Europe qui s'exprime au niveau d'une très large majorité de ses décideurs politiques (dirigeants nationaux et européens, parlementaires) indique qu'une grande majorité de la population européenne fait preuve d'un niveau élevé d'acceptation et de compréhension devant la nécessité d'une solidarité européenne face à la Russie – aussi bien en son sein que vis-à-vis de l'Ukraine –, le modèle russe étant largement perçu comme contraire au mode de vie et aux valeurs européens, inscrits dans le passé et l'avenir de l'Europe (paix, démocratie, état de droit, prospérité économique, alternance politique, liberté individuelle et politique).

125. A. Bradford, *The Brussels Effect: How the European Union Rules the World*, New York, Oxford University Press, 2020.

Les motivations du soutien à l'Ukraine varient d'un pays européen à l'autre et selon l'orientation politique des citoyens¹²⁶. Malgré ces différences, les soutiens restent forts et convergents, ce qui démontre la capacité de l'Europe à construire sa société dans un cadre démocratique et de manière durable, le débat public permettant la formation d'une opinion publique au fil du temps. Paradoxalement, l'invasion de l'Ukraine par la Russie et la confrontation du modèle européen à celui de la Russie ont permis à l'Europe de retrouver sa « raison d'être » (la paix et la démocratie¹²⁷) et de faire preuve d'innovations démocratiques pour renforcer ce modèle face à ses concurrents.

Graphique 11 : Évolution du soutien des Européens à l'Ukraine (2022-2025)



Source : Eurobaromètre.

126. « Ukraine : le soutien des Européens se renforce dans l'adversité », Destin Commun/More in Common France, Enquête multi-pays (États-Unis, Royaume-Uni, Allemagne, Pologne, France), mars 2025, disponible sur : www.destincommun.fr.

127. C. Lequesne, « Ukraine : l'Europe retrouve-t-elle sa raison d'être ? », CERi, Sciences Po, avril 2022, disponible sur : www.sciencespo.fr.

La population et les élites russes sont conditionnées pour une confrontation durable, contrairement à l'Europe

Système autoritaire centralisé contre pluralisme et institutions démocratiques

La guerre en Ukraine est une conséquence directe de l'évolution autoritaire du régime de Poutine au cours des vingt-cinq dernières années. L'État est capturé et les principaux secteurs lucratifs sont contrôlés par différents clans dont Vladimir Poutine est l'arbitre. Chaque défi rencontré (les guerres de Tchétchénie, les actes terroristes comme celui de Beslan en 2004, les manifestations sociales dans tout le pays comme en 2011-2012, etc.) a été l'occasion de resserrer la vis et de soumettre les institutions et la société à un contrôle de plus en plus strict afin d'éliminer tout risque pour le système, qui ne tolère aucune perspective d'alternative et ne prépare pas la transition du pouvoir. La modification de la Constitution en 2020 à la sortie de la pandémie de Covid-19, qui permet à Poutine de rester au pouvoir jusqu'en 2036, n'a pas rencontré de sérieux obstacles et a probablement servi de test, convainquant le Kremlin qu'il était en mesure d'imposer n'importe quelle décision car il dispose de suffisamment de bâtons (répression) et de carottes (argent) pour gérer d'éventuelles protestations, *a fortiori* dans le contexte d'un environnement stratégique présenté comme hostile depuis l'annexion de la Crimée en 2014.

En Russie, la prise de décision stratégique est centralisée, rapide et sans contraintes : le Parlement, les partis politiques, les médias, le pouvoir judiciaire et la société civile ne peuvent pas faire rempart. La guerre a renforcé ces caractéristiques, en parachevant l'autoritarisme du régime mis en place par Vladimir Poutine. Le cœur du processus de décision est composé d'un cercle très restreint¹²⁸ de personnes relativement âgées (l'âge moyen des membres du Conseil de sécurité russe avoisine les 65 ans), dont beaucoup sont issues des services de sécurité (*siloviki*) et partagent la même expérience soviétique, des liens supposément criminels ou mafieux datant des années 1990¹²⁹ et la même vision du monde (et souvent des idées complotistes, comme en témoignent les discours publics de Nikolaï Patrouchev, ancien président du Conseil de sécurité russe) ainsi que de l'Occident. Ces élites appartenant au premier cercle ont tout intérêt à perpétuer le régime de Poutine pour préserver leur impunité et assurer leurs revenus et l'avenir de leurs enfants. La question de la qualité de

128. La réunion filmée du Conseil de sécurité du 21 février 2022 a montré que la majorité des membres n'étaient pas au courant de l'invasion qui se préparait.

129. G. Ackerman et S. Courtois (dir.), *Le Livre noir de Vladimir Poutine*, Paris, Perrin/Robert Laffont, 2022 ; C. Belton, *Putin's People: How the KGB Took Back Russia and Then Took on the West*, New York, Farrar, Straus and Giroux, 2020 ; F. Thom, *Comprendre le poutinisme*, Paris, Desclée de Brouwer, 2018.

l'information reçue par Vladimir Poutine demeure : est-il enfermé dans une chambre d'écho où différents individus et institutions rivalisent pour lui dire ce qu'il a envie d'entendre ? La décision de lancer la SVO, qui visait à changer le régime de Kiev, est clairement le fruit de la désinformation subie par Poutine ainsi que de son erreur d'évaluation de la capacité de résistance des Ukrainiens et de la détermination de l'Europe à les soutenir.

Presque aucun membre du second cercle d'élites politiques, économiques ou militaires n'a démissionné ni dénoncé la politique de Poutine. Même s'ils ont pu être choqués par la décision d'envahir l'Ukraine et considérer qu'il s'agissait d'une erreur de calcul, la meilleure façon de garantir leur place dans le système est de maintenir leur loyauté, tandis que s'opposer pourrait comporter de sérieux risques. Leur priorité – se préserver – serait mieux servie par une victoire russe en Ukraine, car une défaite pourrait provoquer une déstabilisation du système et remettre en cause leur statut. D'autres facteurs les incitent à rester fidèles : la peur de la répression, le peu de choix laissés par les sanctions occidentales, la possibilité d'obtenir des profits supplémentaires et de nouveaux actifs, et un certain ressentiment à l'égard de l'Occident, de toute évidence plus répandu qu'avant l'invasion¹³⁰.

Toutefois, les risques et pressions auxquels sont confrontées les élites ont augmenté depuis le début de la guerre, comme en témoignent les multiples arrestations de gouverneurs et d'autres représentants officiels, une série d'assassinats d'anciens responsables publics et de hauts dirigeants du privé en Russie et à l'étranger¹³¹, le suicide de l'ancien gouverneur de la région de Koursk, Roman Starovoït, le départ contraint du vice-président de l'administration présidentielle et proche de Vladimir Poutine Dmitri Kozak, etc. La mutinerie de Prigojine en juin 2023 a constitué un moment d'incertitude pour le système, la question étant de savoir si les élites demeurent fidèles à leur leader tant qu'il est capable de contrôler le système ou si elles cherchent à perpétuer le régime qu'il incarne. Poutine a géré la situation en recourant de manière démonstrative à la violence (en faisant assassiner Prigojine) et regagné ainsi la loyauté des élites.

130. Divers rapports et articles publiés par A. Pertzev, F. Roustamova et T. Stanovaya, des journalistes et politistes qui s'entretiennent régulièrement avec les élites, ainsi que leurs entretiens personnels avec l'auteur.

131. Liste publiée par *Meduza*, 7 juillet 2025, disponible sur : <https://meduza.io>.

Infographie 1 : Membres permanents du Conseil de sécurité de la Fédération de Russie (2025)



Source : kremlin.ru.

Source : Kremlin.

L'arrivée au pouvoir de Trump semble donner de l'espoir aux élites¹³² : certains y voyaient une occasion de sortir de la guerre par le haut, mais l'implication personnelle et l'intransigeance de Poutine sont en train de compromettre cette opportunité¹³³. À ce jour, ces groupes n'ont aucun pouvoir d'influence sur les décisions et ont généralement peur de s'exprimer publiquement, à l'exception de critiques – parfois très acerbes – sur les sombres perspectives économiques du pays. Dans un récent

132. Eurasia Daily, January 22, 2025, <https://eadaily.com>.

133. J. Kruse, « 2025 Worldwide Threat Assessment », Defense Intelligence Agency, May 2025.

entretien, Dmitri Rogozine¹³⁴, sénateur de Zaporojie (région de l'Ukraine occupée) et ancien directeur de l'agence spatiale Roskosmos, impliqué dans les opérations de drones sur le front, a reconnu publiquement que la SVO était « dans une impasse sans pouvoir atteindre ses objectifs ». Venant d'un fidèle de Poutine, cette prise de parole exceptionnelle trahit les doutes et le mécontentement qu'éprouvent les élites et qui pourraient devenir de plus en plus visibles dans les prochains temps. La question est de savoir si ces groupes inciteront Poutine à mener une nouvelle « mobilisation partielle » (comme l'y appellent de nombreux canaux Telegram Z-patriotiques) afin d'obtenir une percée sur le front, à négocier ou à poursuivre la guerre d'attrition le plus longtemps possible en espérant une implosion politique interne à Kiev ou un revirement de l'Europe dans son soutien à l'Ukraine.

Jusqu'à présent, le système de Poutine a fait preuve de stabilité en temps de guerre. Contrairement à l'Ukraine, la Russie n'a déclaré ni la guerre ni la loi martiale, et les élections régionales, municipales et même l'élection présidentielle (mars 2024) se sont tenues selon le calendrier prévu. Cependant, les prochaines élections législatives de 2026 semblent déjà préoccuper l'administration présidentielle, qui ne sait pas si elle devra les préparer dans des conditions de guerre ou de paix¹³⁵. Il est peu probable que ces élections soient contestées, à moins d'une détérioration profonde et brutale du contexte économique ou d'une catastrophe majeure, naturelle ou causée par l'homme peu avant les élections. Les élections régionales et municipales de septembre 2025 ont été plutôt rassurantes pour les autorités. Dernier test avant les législatives de 2026, ces élections indiquent qu'il y a à l'heure actuelle peu de potentiel de contestation et que le système contrôlé par le Kremlin reste stable : la domination du parti Russie unie s'est confirmée et même renforcée dans plusieurs parlements régionaux, la participation électorale a été respectable (46-47 % en moyenne, + 8 % par rapport à une campagne similaire en 2022) grâce à la mobilisation habituelle des *budgetniki* (personnes dont les salaires dépendent du budget d'État) et des retraités, tandis que les autres partis parlementaires (Parti communiste, Parti libéral-démocrate de Russie, Russie juste) ont vu leur électorat s'éroder progressivement et que le parti Nouvelles personnes, dernier né du système politique russe contrôlé, a eu du mal à décoller en dépit de quelques succès localisés. En 2025, environ 1 000 participants et anciens combattants de la SVO ont été élus à différents niveaux (2,6 fois plus qu'en 2024), soit environ 62 % de tous les candidats SVO inscrits, la plupart représentant le parti au pouvoir, Russie unie. Néanmoins, ils ne représentent que 1,4 % de l'ensemble des candidats¹³⁶. Pour la prochaine élection présidentielle (2030), la possibilité d'un transfert du pouvoir à un successeur désigné ne peut être totalement exclue, surtout si la santé du président russe, vieillissant, se détériore. Mais transférer tous les pouvoirs

134. Déclaration sur VK, 19 septembre 2025, disponible sur : <https://vk.com>.

135. A. Pertzev, « Hopes for a Successor », Riddl, 9 mai 2025, disponible sur : <https://ridl.io>.

136. *Novaya Gazeta*, 10 septembre 2025, disponible sur : <https://novayagazeta.eu>.

accumulés depuis plusieurs décennies à un successeur risque de mettre en péril le système ainsi que la sécurité de Poutine, alors qu'un transfert partiel (une configuration où Poutine resterait, par exemple, à la tête du Conseil d'État, ce qui a été beaucoup discuté en 2018) pourrait diviser les allégeances – comme à l'époque du tandem Poutine-Medvedev en 2008-2012 –, une situation que Poutine préférerait sans doute éviter.

À ce stade, les discussions sur la transition restent théoriques : de toute évidence, Poutine n'a pas l'intention de quitter le pouvoir, comme en témoigne sa conversation avec le président chinois sur la longévité et l'immortalité, qui a été captée par les micros des journalistes au début du mois de septembre 2025 à Pékin¹³⁷. La possibilité que Poutine demeure président jusqu'en 2036 (quand il aura 84 ans) reste plausible, car elle est autorisée par la révision de la Constitution de 2020. Les élections de 2030 constitueront néanmoins un moment critique et dépendront de l'issue de la guerre et de l'évolution de la situation socio-économique. C'est dans cette absence totale de visibilité sur la Russie post-Poutine que réside la fragilité du régime à long terme : en l'absence d'institutions fonctionnelles et de règles de transition claires, le chaos engendré par un affrontement éventuel entre les différentes factions laisse envisager des scénarios de déstabilisation. Ni une transition pacifique ni la pérennisation du régime sous sa forme actuelle ne sont garanties.

L'Europe, et plus particulièrement l'UE, tire sa force, mais aussi sa faiblesse, de son système démocratique pluraliste, de ses institutions supranationales robustes et de l'attractivité de son modèle de société, bien loin du modèle russe autoritaire et centralisé. Le système politique démocratique, même s'il est de plus en plus critiqué, permet, notamment aux plus critiques de se projeter à court ou à moyen terme. Les citoyens européens qui espèrent un futur changement politique, même si le changement qu'ils souhaitent est celui d'un parti eurosceptique ou populiste, acceptent le système démocratique et y placent leurs espoirs, ce qui renforce paradoxalement la légitimité du système démocratique.

En dépit de sa lenteur (décisions unanimes requises), le système décisionnel de l'UE permet de formuler une réponse collective que la Russie, qui s'appuie sur un leadership centralisé, ne peut égaler. Tandis que la propagande russe et ses relais médiatiques en Europe (en particulier sur les réseaux sociaux) présentent cela comme la principale faiblesse de l'UE, cette réponse collective lui confère une légitimité beaucoup plus forte qui lui permet de résister à l'épreuve du temps. De plus, à l'exception de la Slovaquie et de la Hongrie, les changements politiques inhérents à la démocratie (qui ont parfois porté au pouvoir des partis populistes, par exemple aux Pays-Bas ou en Italie) n'ont pas ébranlé le soutien des États

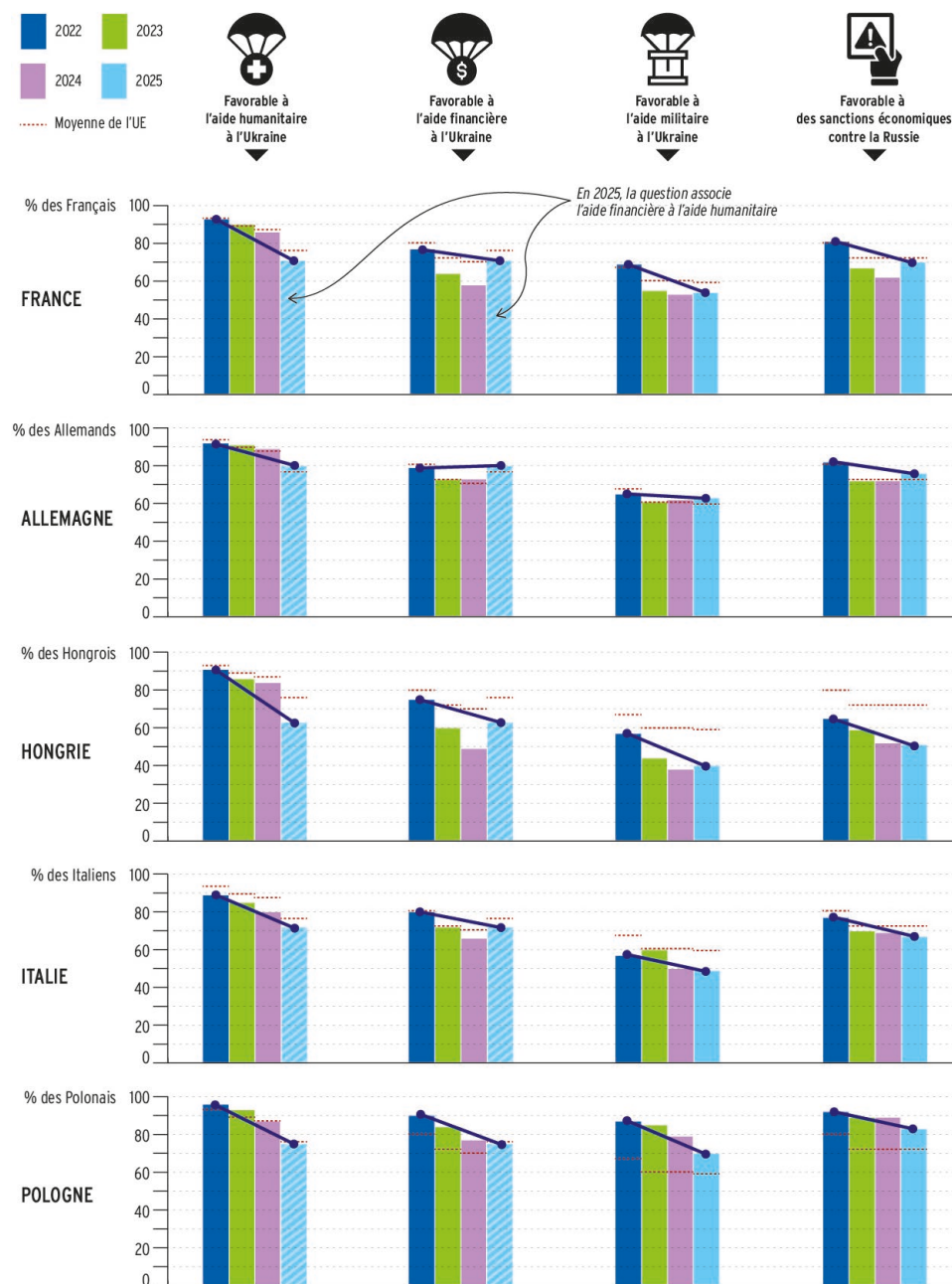
137. L. Kent, A. Chernova et N. Kennedy, « Xi and Putin Overheard Talking About Immortality and Organ Transplants », CNN, 3 septembre 2025, disponible sur : <https://edition.cnn.com>.

européens à l'Ukraine : les motivations et les arguments diffèrent et évoluent, mais la volonté politique et l'acceptation publique se renforcent.

L'évolution des chiffres de l'opinion publique depuis février 2022 ne doit pas être interprétée comme une baisse du soutien à l'Ukraine, mais plutôt comme un renforcement à long terme d'une opinion publique européenne résiliente, qui considère que son mode de vie européen doit être préservé : le soutien était très élevé en février 2022 du fait de l'émotion provoquée par les violences au début de la guerre. Il a certes décliné au fur et à mesure de l'évolution du conflit, mais il est resté largement majoritaire en Europe et a même connu des phases de reprise. Il est vrai que la situation, lorsque l'on y regarde de plus près, varie selon les sociétés européennes, et notamment en fonction des relations historiques spécifiques de chacune avec la Russie. Certaines sociétés (la Pologne, les États baltes) sont disposées à accepter une baisse de leur niveau de vie pour soutenir l'Ukraine et, à terme, assurer la sécurité sur l'ensemble du continent européen. D'autres, afin de préserver leur niveau de vie habituel, indiquent qu'elles seraient prêtes à négocier avec Moscou aux dépens de l'Ukraine (Hongrie, Slovaquie, Autriche, ou certains *Länder* de l'est de l'Allemagne) et, *in fine*, au détriment de la sécurité de l'Europe. Cela montre toutefois la vitalité de la démocratie, où l'opinion publique évolue et fluctue sous l'effet de facteurs cycliques et structurels. Une écrasante majorité d'Européens s'accorde à dire que la Russie est responsable du conflit et que Vladimir Poutine est un dictateur (82 % en Pologne, 73 % au Royaume-Uni, 64 % en Allemagne, 63 % en France). Dans l'épreuve, le soutien européen à l'Ukraine s'est renforcé : 57 % des Français y sont favorables, même sans les États-Unis. C'est aussi le cas de 54 % des Allemands, et même des deux tiers des Polonais et des Britanniques. Le soutien français à une éventuelle adhésion de l'Ukraine à l'UE a considérablement augmenté au cours de l'année écoulée : 46 % y sont désormais favorables, contre seulement 34 % en février 2024. En Allemagne, 43 % de la population partage également cet avis (+ 3 points depuis début 2024)¹³⁸.

138. « Ukraine : le soutien des Européens se renforce dans l'adversité », Destin Commun/More in Common France, Enquête multi-pays (États-Unis, Royaume-Uni, Allemagne, Pologne, France), mars 2025, www.destincommun.fr.

Graphique 12 : Soutien des opinions publiques européennes à l'Ukraine



Source : Eurobaromètre.

L'Europe est désavantagée par rapport à la Russie, qui est conditionnée pour l'endurance. Pour compenser cette lacune, l'Europe doit renforcer sa cohésion, investir dans son autonomie stratégique et sensibiliser ses populations à la nécessité d'une résilience à long terme.

Russie : la société s'adapte à la guerre, mais avec une forte polarisation

Les « bâtons » : les outils du contrôle social

Pour contrôler la société, le régime russe utilise une panoplie d'outils, qui sont essentiellement de trois types : 1) la propagande et le contrôle des narratifs, constamment adaptés ; 2) la répression ciblée et l'élimination de l'opposition ; 3) la cooptation et les récompenses de la fidélité.

Dans un documentaire datant de mai 2025¹³⁹, Poutine reconnaît qu'il aurait été « irréaliste de commencer l'opération militaire spéciale en 2014, car le pays n'était pas prêt pour la confrontation avec l'Occident collectif ». En effet, les huit années qui ont précédé l'invasion à grande échelle de l'Ukraine ont été efficacement mises à profit pour préparer l'opinion publique, en dépeignant sans relâche l'Ukraine comme un État sous « régime nazi » manipulé par l'« Occident collectif » agressif et russophobe. La guerre a suspendu toute critique du pouvoir (décisions arbitraires, injustice sociale, corruption) et a rapproché l'État de la population grâce au grand récit national véhiculé par la propagande, qui exploite le terreau fertile créé par l'effondrement de l'URSS, la perte de contrôle sur l'ancienne sphère d'influence et le déclassement stratégique international. Ce conditionnement progressif, opéré sur le long terme, a largement préparé le terrain à l'acceptation de l'OVS, présentée comme un acte défensif – forcé mais nécessaire. Les dépenses consacrées à la propagande d'État (médias, chaînes de télévision fédérales, promotion de contenus pro-Kremlin sur Internet) ont atteint de nouveaux sommets selon le dernier projet de budget (146,3 milliards de roubles, soit 1,77 milliard de dollars – en hausse de 6,6 % par rapport à l'an dernier et jusqu'à 28 % par rapport à 2021¹⁴⁰), même si certains de ces médias (chaînes de télévision) perdent progressivement leur audience¹⁴¹. Environ 25,96 milliards de roubles (317 millions de dollars) seront consacrés à l'Institut pour le développement d'Internet, l'un des principaux instruments du Kremlin pour produire de la propagande destinée à la jeunesse.

Avec la mort d'Alexeï Navalny en prison (février 2024) et l'exil forcé ou l'emprisonnement d'autres leaders, l'opposition libérale a été décimée. Un arsenal de lois répressives menaçant la liberté, l'intégrité physique et l'exercice de plusieurs professions a réduit au silence les voix dissidentes dans le pays. En septembre 2025, le rapport de la Rapporteuse spéciale pour

139. P. Zaroubin, documentaire « Russie. Kremlin. Poutine. 25 ans », Rossiya 1, 4 mai 2025.

140. « More Taxes for More War: Unpacking Russia's 2026 Budget », *Moscow Times*, 7 octobre 2025, disponible sur : www.themoscowtimes.com.

141. Sondage du Centre Levada, 11 septembre 2025, disponible sur : www.levada.ru.

les droits de l'homme dans la Fédération de Russie, Mariana Katzarova¹⁴², a recensé 3 850 poursuites pénales (y compris à l'encontre de mineurs) pour des motifs politiques ; 1 040 personnes et entités ont été désignées comme « agents de l'étranger » et 245 organisations étrangères et internationales ont été déclarées « indésirables ». Entre 2024 et 2025, au moins 258 cas de torture ont été documentés, avec une impunité quasi totale pour les forces de l'ordre. Les prisonniers politiques représentent entre 20 et 30 % de l'ensemble des personnes en détention provisoire, ce qui illustre à quel point le système pénal est utilisé pour réprimer la dissidence. Le rapport conclut que le niveau de contrôle idéologique est désormais comparable à celui de la fin de l'ère soviétique, mais avec des méthodes beaucoup plus brutales. Depuis le début de la guerre, la discrimination, la violence, la censure des médias et d'internet (en 2025, plus de 1,2 million de ressources électroniques ont été bloquées en Russie) ne sont pas de simples abus, mais constituent une politique délibérée de l'État. Elles font partie d'un système établi de violence politique, intégré au modèle même du pouvoir.

Une résistance discrète existe cependant dans le pays. Différents groupes de personnes (journalistes, défenseurs des droits humains, artistes, écrivains et simples citoyens) s'efforcent à leurs risques et périls de maintenir des liens horizontaux entre eux et avec les exilés. Une minorité d'opposants à la guerre (on peut parler d'environ 15 % si l'on recoupe les différents sondages) s'est fait connaître dès les premiers jours de la guerre par des manifestations spontanées dans les rues, la signature de pétitions contre la guerre, voire des actes de sabotage. Ces opposants ont pu être vus lors des funérailles d'Alexeï Navalny ou lors de la collecte de signatures pour le candidat anti-guerre à l'élection présidentielle de 2024, Boris Nadejdine, dont la candidature a été invalidée. Ils utilisent un VPN pour accéder à des informations libres et à des chaînes YouTube d'opposition. On pourrait les voir ressurgir publiquement si le régime s'affaiblissait et que la répression s'estompait. Pendant ce temps, l'espace de résistance silencieuse et clandestine qui était encore possible au début de la guerre (expositions anti-guerre ou lectures de poésie dans des appartements privés, livres ou pièces de théâtre d'auteurs anti-guerre, activités semi-clandestines de quelques associations régionales telles que Revolt-Center à Syktyvkar, etc.) ne cesse de se réduire avec les arrestations, la criminalisation de toute activité non autorisée, la labellisation hebdomadaire d'« agents de l'étranger » et l'exil des personnes les plus engagées, les plus éduquées et les plus jeunes. Les échanges sociaux deviennent tendus en raison de la peur de la dénonciation,

142. M. Katzarova, « Situation des droits de l'homme en Fédération de Russie Rapport de la Rapporteuse spéciale sur la situation des droits de l'homme en Fédération de Russie », Conseil des droits de l'homme, Soixantième session, A/HRC/60/59, 8 septembre-3 octobre 2025.

et si la société civile, qui partage des valeurs démocratiques et libérales, est encore vivante, elle est rendue presque invisible publiquement¹⁴³.

Les « carottes » : amortissement des chocs économiques et sociaux et « récompenses »

En 2025, il devient de plus en plus difficile d'ignorer les différents chocs et tensions, directs et indirects, provoqués par la guerre (frappes de drones ukrainiens, pénurie d'essence dans les stations-service, difficultés de déplacement en avion vers les destinations intérieures ou à l'étranger, impossibilité de passer des appels sur WhatsApp, inflation, augmentation des impôts, etc.), qui obligent à une adaptation constante. Toutefois, pendant longtemps, la majorité des Russes n'avait pas été directement confrontée aux conséquences militaires, économiques et sociales de la guerre. En août 2025, ils étaient encore 40 % à déclarer qu'ils n'étaient pas personnellement touchés par la guerre, contre 22 % qui se disaient très fortement touchés (16 % en janvier 2023¹⁴⁴). Dès le début de la guerre, le gouvernement a amorti certains chocs : il a permis aux entrepreneurs russes de contourner facilement les sanctions en autorisant les « importations parallèles » dès le déclenchement de la guerre et il ferme les yeux, voire encourage, la violation des droits de propriété concernant les produits occidentaux¹⁴⁵. Ces mesures ont permis de compenser les différents manquements, d'atténuer la frustration et de préserver un sentiment de normalité.

Tandis que la guerre a relativement peu affecté les grands centres urbains, elle a offert des opportunités économiques et sociales à la périphérie russe, qui a envoyé plus de personnes au front, grâce à des rémunérations et primes généreuses, plusieurs fois supérieures aux salaires moyens dans les régions économiquement dépressives. L'« économie de la mort », (*Deathonomics* ¹⁴⁶) a fait de la mort un choix rationnel pour les hommes russes, et l'argent est devenu le premier motif d'engagement¹⁴⁷. Les autorités russes affirment que de 30 000 à 35 000 contrats sont signés chaque mois et la perspective de négociations avec l'arrivée de Trump a même temporairement encouragé les vocations, en donnant une impression de réduction des risques face à des gains considérables¹⁴⁸. En plus des soldes et primes versés aux engagés volontaires, des avantages sociaux sont offerts à leurs épouses et à leurs enfants. La guerre

143. *The Invisible Voices of the Russian Protest*, Report of the Association "D'Est", novembre 2023, disponible sur : <https://mcusercontent.com>.

144. Sondage du Centre Levada, 9 août 2025, disponible sur : www.levada.ru.

145. V. Inozemtsev, « The Rise of an 'Alternative Globalization' », Middle East Media Research Institute (MEMRI), décembre 2024, disponible sur : www.memri.org.

146. Terme proposé par l'analyste politique Vladislav Inozemtsev dans « Putinskaya "smertonomika" » [La « mortonomie » de Poutine], Riddle Russia, 10 juillet 2023, disponible sur : <https://ridl.io>.

147. Voir O. Gerassimenko, « 'Hocu synu podat' primer, chtoby znal chto boât'sâ nechtego' : zachtem na tretij god vojny rossiâne edut v okopy » [Je veux donner un exemple à mon fils, pour qu'il sache qu'il n'y a rien à craindre : pourquoi les Russes vont au front pour la troisième année de guerre], reportage depuis un centre de recrutements sous contrats, *Verstka*, 15 octobre 2024, disponible sur : <https://verstka.media>.

148. J. Kluge, « Treacherous Hope: "Peace Talks" and Payouts Boost Russian Recruitment », Substack, 13 avril 2025, disponible sur : <https://janiskluge.substack.com>.

est ainsi devenue un « ascenseur social » pour plusieurs catégories de personnes¹⁴⁹. La question est de savoir s'il y aura encore suffisamment de volontaires si les soldes et les rémunérations ne peuvent plus être versés ou augmentés au même rythme et qu'une tendance à une double diminution commence déjà à se manifester dans certaines régions.

Deux chocs ont profondément déstabilisé les Russes mais ont finalement été absorbés. Le premier a été la « mobilisation partielle » de septembre 2022, qui a déclenché localement plusieurs émeutes, rapidement maîtrisées, et provoqué la fuite de milliers de personnes à l'étranger. Depuis, le gouvernement s'efforce d'en éviter une autre. Il privilégie les rémunérations généreuses, ciblant des volontaires recrutés essentiellement dans les régions périphériques ou dans les prisons (la population carcérale est passée de 433 000 avant la guerre à 313 000 au début de l'année 2025¹⁵⁰), offrant ainsi aux personnes faisant l'objet de poursuites pénales la possibilité de se racheter en allant au front. Toutefois, il ne fait aucun doute que si le Kremlin décide qu'une nouvelle mobilisation est nécessaire, tout a été préparé pour cette éventualité : les registres des personnes admissibles à la mobilisation ont été numérisés, la loi visant les personnes cherchant à y échapper a été durcie, et les listes de personnes exemptées de mobilisation dans les entreprises ont été réduites. Parallèlement, une nouvelle disposition de la législation russe permet de recruter des réservistes tout au long de l'année, sans attendre une déclaration officielle de mobilisation ou un état de guerre. Le second choc a été l'invasion de la région de Koursk par les Ukrainiens, dont la libération a nécessité le recours aux forces nord-coréennes afin d'éviter d'affaiblir la ligne de front dans le Donbass. À l'instar des drones qui frappent le territoire russe, ce choc a finalement été tourné en faveur du Kremlin pour alimenter le ressentiment contre les Ukrainiens.

Les généreuses rémunérations versées aux soldats, conjuguées au discours sur le devoir patriotique des hommes, également porté par une société russe très machiste, influencent la manière dont la population perçoit les pertes élevées au front, les rendant plus acceptables. Les chiffres officiels sont dissimulés par les autorités mais restent très visibles dans tous les cimetières russes. La situation politique est très différente de celle de la guerre en Afghanistan (15 000 morts entre 1979 et 1989) et en Tchétchénie (le décompte officiel recense 11 000 soldats russes tués en 1995-1996 et 1999-2000), où les comités de mères de soldats étaient libres de mener des actions politiques avec le soutien de la société et des médias pour influencer le gouvernement. Le mouvement des femmes mobilisées contre la SVO a été invisibilisé, intimidé ou coopté. Des associations loyalistes, pro-guerre,

149. M. Laruelle, « La guerre comme ascenseur social. L'impact socio-économique du keynésianisme militaire russe », *Russie. Eurasie. Visions*, n° 139, Ifri, juin 2025, disponible sur : www.ifri.org.

150. E. Trifonova, « Тюремное население продолжает исходить. Количество заключённых сокращается – в отличие от числа уголовных дел' » [La population carcérale continue à fondre. Le nombre des prisonniers se réduit, à la différence du nombre de poursuites criminelles], *Nezavissimaya Gazeta*, 26 février 2025, disponible sur : www.ng.ru.

voient même le jour : des activités bénévoles, comme des collectes d'argent, des dons de biens¹⁵¹ pour le front ou des cours de pilotage de drones pour les femmes, sont soutenues par l'État. Loin d'être une menace pour le pouvoir, cette forme d'activisme en est au contraire sa ressource¹⁵².

Au-delà des groupes pro-guerre et anti-guerre, la majorité des Russes optent pour des stratégies d'évitement, se repliant sur leur vie professionnelle et personnelle et s'éloignant autant que possible de l'État, de la politique et de la guerre. Le risque de dénonciation et une certaine fatigue psychologique font que les Russes parlent très peu de la guerre entre eux, persuadés que « le petit peuple ne décide de rien » et que « l'État sait mieux ce qu'il faut faire ». L'état d'angoisse cachée de la société russe est visible à travers le recours croissant aux antidépresseurs¹⁵³ et aux consultations de psychothérapeutes, en particulier chez les populations éduquées des centres urbains¹⁵⁴.

Beaucoup peuvent émettre des jugements contradictoires : certaines personnes critiques envers Poutine et sa politique intérieure peuvent soutenir sa politique étrangère et la guerre ; celles qui se disent anti-guerre peuvent profiter des opportunités qu'elle offre (en allant, par exemple, reconstruire les territoires ukrainiens occupés). La part de ceux qui soutiennent la SVO diminue quand il s'agit d'envoyer un proche à la guerre ; inversement, parmi ceux qui sont favorables à des négociations, peu accepteraient que la Russie rende à l'Ukraine les territoires occupés ou qu'elle lui verse des réparations¹⁵⁵. L'idée d'une responsabilité collective russe dans la guerre est rejetée par la grande majorité de la population. Certains estiment que la guerre a causé plus de mal (pertes humaines), tandis que d'autres, tout en regrettant les pertes, y voient des gains (« libération » des territoires et des Russophones, renforcement de la souveraineté et du prestige international de la Russie, substitution des importations au profit des producteurs nationaux). La majorité (73 %) soutient la position de Poutine : pas de cessez-le-feu tant que les racines du conflit n'auront pas été éliminées. Cependant, la « fatigue de la guerre » augmente régulièrement : dans le dernier sondage Levada, la part des personnes interrogées considérant qu'il est temps d'engager des pourparlers de paix est passée à 66 %, la valeur maximale pour cet indicateur, contre 27 % des personnes interrogées qui pensent que l'action militaire doit se poursuivre – la valeur

151. En 2025, quatre répondants sur dix ont collecté de l'argent et des biens pour aider les soldats participants à la SVO. Près de la moitié des répondants sont prêts à donner 1 000 à 2 000 roubles par mois pour les besoins de l'armée et à augmenter les paiements versés au personnel militaire participant à la SVO. Sondage du Centre Levada, 21 octobre 2025, disponible sur : www.levada.ru.

152. V. Bederson, « Gorizontāl'nye iskrivleniâ : ucastie v deâtel'nosti obshtestvennykh obedinenij i podderzhka rezhima » [Distorsions horizontales : participation et activités des associations et soutien au régime], 14^e projet Chroniki, Riddle, 22 avril 2025, disponibles sur : <https://ridl.io>.

153. « Rossiâne kupili rekordnoe kolichestvo antidepressantov s nachala vojny », [Les Russes ont acheté un nombre record des anti-dépresseurs depuis le début de la guerre], *The Moscow Times*, 17 janvier 2025, disponible sur : www.moscowtimes.ru.

154. D. Tsel'bel', « Rossiâne zahodât v psihoterapiû » [Les Russes s'initient la psychothérapie], *Kommersant*, 16 février 2025, disponible sur : www.kommersant.ru.

155. Sondage du Centre Levada, 2 juin 2025, disponible sur : www.levada.ru.

minimale sur toute la période d'observation. Par ailleurs, au sein des cohortes plus jeunes, le soutien aux pourparlers de paix était de 80 %, contre seulement 13 % pour la poursuite de la guerre. Cet état d'esprit ne peut pas être converti en protestation politique, qui présente un coût très élevé.

Un faible risque de protestations

De manière générale, les manifestations de grande ampleur dans la Russie post-soviétique sont restées limitées et localisées, même lorsqu'elles ont eu lieu durant une période de plus grande liberté politique et de répression moindre. Par exemple, les grandes manifestations de 2011-2012, déclenchées par les protestations contre les élections législatives de décembre 2011, ont atteint un pic de participation à Moscou d'environ 150 000 personnes lors des rassemblements de décembre 2011. Les protestations sociales, telles que celles en défense de la forêt de Khimki, contre les décharges de Shies ou en soutien à Sergey Furgal, le gouverneur arrêté de la région de Khabarovsk (qui ont duré plusieurs mois, un record), sont restées strictement régionales.

La fidélité des *siloviki*, principale force de répression du pays, est importante : généreusement récompensés par le Kremlin, leurs pouvoirs et leur impunité semblent illimités. Le projet de budget fédéral russe pour 2026 alloue environ 3 500 milliards de roubles (43 milliards de dollars) aux forces de l'ordre (le financement de la police, de la Garde russe, des services spéciaux, du parquet et autres), soit 38 milliards d'euros. Cela représente environ 8 % du budget fédéral. À titre de comparaison, les dépenses prévues pour l'éducation et la santé en 2026 sont nettement inférieures : respectivement 1 700 milliards et 1 900 milliards de roubles (soit 18,5 et 20,7 milliards d'euros¹⁵⁶).

Dans les conditions actuelles de propagande et de répression, il est très peu probable que la population russe devienne un moteur de changements politiques dans le pays. Même une action militaire au-delà de l'Ukraine (contre un pays membre de l'OTAN) est peu susceptible de faire descendre les Russes dans la rue : depuis le début, Poutine présente la guerre comme un combat légitime contre l'OTAN. En plus des répressions, le long conditionnement et l'« impuissance apprise » (une formule appliquée au cas russe par l'analyste politique et journaliste A. Kolesnikov) renforcent la ligne dure du Kremlin. Cette loyauté envers l'État, indépendamment de son régime, ainsi que la capacité de faire le dos rond et à s'adapter aux changements imposés par le sommet du pouvoir, font partie de la résilience de la population russe vieillissante (29,8 millions de retraités en 2000 et 34,5 millions en 2023, selon le service fédéral des statistiques Rosstat), encore très conditionnée par les réflexes soviétiques. Il est fort probable que les Russes conserveront leur loyauté envers le Kremlin tout au long de la

156. *Budget dlâ graždan 2025-2027* [Budget pour les citoyens 2025-2027], ministère des Finances, Fédération de Russie, Moscou, 2024, disponible sur : <https://minfin.gov.ru>.

SVO, tandis que la fin de la guerre pourrait l'éroder progressivement si elle s'accompagnait de difficultés économiques et sociales.

Enfin, la Russie est déjà confrontée à la question de l'intégration des anciens combattants à la vie civile. Gardant en mémoire l'expérience des vétérans de la guerre en Afghanistan dans les années 1990, le Kremlin est pleinement conscient des problèmes que cela peut poser : des questions relatives aux prothèses, à l'aide à l'insertion professionnelle, à la criminalisation potentielle, à la reconnaissance sociale et symbolique, qui sont traitées aux niveaux régional et fédéral, auront un impact difficile à estimer avant la fin de la guerre. Si Poutine matérialise son souhait de faire des vétérans de « nouvelles élites », leur présence dans la société pourrait renforcer l'intolérance à l'égard des voix politiques dissidentes dans le pays, ainsi que le rejet de l'Occident. Toutefois, de nouvelles tensions sociales sont susceptibles d'apparaître lorsque les combattants de cette guerre retourneront chez eux en masse après la fin de la guerre. Le ministère russe du Travail a commandé plus de 1,5 million de certificats pour les vétérans au combat¹⁵⁷ (à titre de comparaison, dans les années 1980, on comptait 620 000 anciens combattants de la guerre d'Afghanistan, et leurs communautés affichaient un taux de criminalité élevé). Les régions les plus pauvres qui ont payé le plus lourd tribut à la guerre (Touva, Bouriatie, république de l'Altaï, kraï de Krasnoïarsk, etc.) n'accepteront pas d'être moins bien traitées que les grands centres urbains qui ont envoyé moins de soldats au front. La violence et la criminalité risquent d'augmenter si l'État n'alloue pas suffisamment de fonds aux programmes de réhabilitation et d'intégration des vétérans¹⁵⁸. Les difficultés économiques et le retour probable à de bas salaires pour ceux qui étaient bien payés pendant la guerre pourraient être à l'origine de tensions sociales et infra/intra-régionales, au même titre que l'allocation de fonds considérables aux territoires nouvellement annexés au détriment d'autres régions russes. Les sanctions occidentales, conçues pour exercer un impact durable, peuvent compliquer le financement simultané de la guerre, de la stabilité macroéconomique et de la paix sociale. Le « contrat social » tient pour l'instant, mais les problèmes économiques s'accumulent progressivement, les inquiétudes dans la société et les tensions au sein des élites sont multiples et pourraient finalement se combiner et affaiblir le régime.

157. « Mintrud za vremâ vojny zakazal bolee 300 tysâch udostoverenij dlâ chlenov semej pogibshih voennyh » [Ministère du Travail a commandé depuis le début de la guerre 300 000 certificats pour les membres des familles des militaires tombés au combat], *Verstka*, 27 mai 2025, disponible sur : <https://verstka.media>.

158. Depuis 2022, le nombre de cas de violence domestique impliquant des militaires a presque doublé. Selon des enquêtes journalistiques, des vétérans de guerre en Russie ont commis des crimes contre des civils, faisant plus de 750 morts ou blessés. Cité dans le rapport de la Rapporteuse spéciale sur la situation des droits de l'homme en Fédération de Russie, Mariana Katzarova, *op. cit.*

Europe : réactions institutionnelles et renforcement des solidarités avec un faible risque d'implosion

L'anti-Cassandra : un faible risque d'implosion de l'Union européenne

À l'heure actuelle, le principal risque n'est pas celui de l'implosion de l'UE face à la guerre en Ukraine, mais plutôt celui d'un changement de l'ADN de l'UE avec l'arrivée ou le renforcement de forces populistes qui ont modéré leur discours pro-russe et ont été galvanisées par le changement d'administration aux États-Unis. Les partis populistes pro-russes ou eurosceptiques en Europe (Rassemblement national [RN] et La France insoumise en France [LFI], l'AfD¹⁵⁹ et le BSW¹⁶⁰ en Allemagne, le FPÖ¹⁶¹ en Autriche, La Ligue en Italie, Fidesz en Hongrie) exploitent le mécontentement sur les questions économiques et migratoires, ce qui pourrait éroder la cohésion de l'UE. Ces forces populistes partagent un même rejet de « l'élitisme bruxellois » et, avant l'élection de Donald Trump, se montraient méfiantes vis-à-vis des alliances atlantistes (OTAN, États-Unis). Leur poids politique à travers l'Europe influe à la fois sur le débat politique et sur les programmes politiques des partis traditionnels. Toutefois, malgré leur alignement avec Donald Trump, un problème de cohérence persiste : par exemple, Trump perturbe le paysage politique lorsqu'il fait l'éloge du président français Emmanuel Macron, au grand dam des adversaires populistes de ce dernier en France.

Malgré les tensions internes (inhérentes à tout système démocratique) et la montée en puissance de partis populistes – dont certains ont, paradoxalement et souvent de manière contradictoire, affirmé leurs affinités pro-russes depuis le début de la guerre en Ukraine –, le risque d'implosion de l'UE reste très limité à court et moyen termes. À court terme (2025-2027), le risque d'implosion est faible car l'UE a démontré sa capacité à surmonter des crises majeures (Brexit, crise migratoire de 2015 avec 1,3 million de demandeurs d'asile, guerre en Ukraine) et que des mécanismes tels que l'article 7 du traité de Lisbonne, le Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE) – avec la suspension du droit de vote pour la Hongrie en 2024 – et la conditionnalité des fonds européens – 12 milliards d'euros suspendus pour la Hongrie – contribuent à contenir les tendances autoritaires. À moyen terme (2027-2035), le risque augmente légèrement.

On peut identifier quatre grands scénarios d'implosion de l'UE, même si le risque estimé reste très faible pour chacun d'eux.

159. Alternative für Deutschland : parti d'extrême droite.

160. Bündnis Sahra Wagenknecht : parti créé autour de la personnalité de gauche radicale Sahra Wagenknecht, aux positions sociales très à gauche et sociétales très à droite.

161. Freiheitliche Partei Österreichs (Parti de la liberté d'Autriche) : parti d'extrême droite.

Un scénario d'écclatement de la zone euro, qui reste peu probable dans l'immédiat. De récentes études économiques mettent en évidence la fragilité de plusieurs économies, notamment en France, en Italie et en Grèce, à cause de niveaux d'endettement élevés et d'une faible croissance. Le risque immédiat d'un effondrement systémique est jugé limité, mais l'exposition à une crise de la dette reste un facteur à surveiller. Les experts ne quantifient pas les probabilités d'implosion, mais ils soulignent que l'excès d'endettement, la croissance atone et la volatilité des marchés créent une grande incertitude¹⁶².

Un scénario d'implosion politique liée à la montée du nationalisme. L'accumulation des crises démocratiques, économiques ou migratoires augmente ce risque, notamment avec la montée en puissance de partis d'extrême droite ou populistes en Europe centrale et du Sud (Hongrie, Pologne, Italie, etc.). Après la montée historique de l'extrême droite aux élections européennes de juin 2024, environ 25 % des sièges du Parlement européen sont occupés par des partis nationalistes ou populistes (en France, le RN dépasse les 30 % et l'on observe également des chiffres records en Allemagne, en Autriche et aux Pays-Bas). Cette vague intensifie les tensions au sein de la gouvernance européenne, mais ces partis tendent à abandonner l'idée d'une rupture directe au profit d'un « changement de l'intérieur ». Le risque d'implosion pourrait dépendre donc d'une crise politique déclenchée par la victoire d'un parti extrémiste au niveau national¹⁶³.

Un scénario d'effondrement institutionnel (désengagement, impasse décisionnelle), qui reste très peu envisageable mais qui pourrait se produire si les tendances d'un « chacun pour soi » s'accroissent chez les États et que la solidarité s'estompait. Il s'agit d'un « scénario catastrophe » plausible à moyen terme, mais peu probable à court terme, car la forte interdépendance économique continue d'agir comme un facteur de stabilité.

Un scénario géopolitique enfin, dans lequel l'UE se divise sur des questions majeures comme l'Ukraine ou la Russie. Cela pourrait se produire si l'UE perdait son unité sur des dossiers stratégiques à la suite de changements politiques internes ou externes (désengagement complet des Américains, pression russe, etc.). À ce jour, la probabilité semble très faible, mais cela dépendra de facteurs nationaux et de l'évolution du positionnement d'autres acteurs.

Le risque d'un discrédit progressif de l'UE, et plus particulièrement de la Commission, s'accroît à mesure que ses initiatives sont de plus en plus perçues comme empiétant sur les compétences nationales. Plusieurs facteurs alimentent ce ressentiment. Tout d'abord, certaines propositions de

162. « Autumn 2024 Economic Forecast: A gradual Rebound in an Adverse Environment », Commission européenne, novembre 2024, disponible sur : <https://economy-finance.ec.europa.eu> ; *Études économiques de l'OCDE. Union européenne et zone euro 2025*, Paris, Éditions OCDE, disponible sur : www.oecd.org.

163. « Montée de l'extrême droite en Europe – Faits et chiffres », Statista, 6 mai 2024, disponible sur : <https://fr.statista.com>.

politiques communes — notamment dans les domaines social et énergétique — sont considérées comme une extension des pouvoirs de l'UE au-delà du principe d'attribution énoncé à l'article 5 du Traité sur l'Union européenne (TUE), suscitant des critiques contre une centralisation excessive à Bruxelles. Ce sentiment d'empiètement est renforcé par la multiplication d'initiatives transversales telles que « l'Union des compétences » qui, bien qu'elle soit conçue comme un outil de résilience économique, brouille la frontière entre coordination et harmonisation obligatoire¹⁶⁴.

En réponse, certains États membres cherchent à souligner les limites du mandat de la Commission et défendent avec vigueur le principe de subsidiarité, augmentant ainsi la probabilité de constituer des minorités de blocage au sein du Conseil, notamment sur les questions nécessitant encore une majorité qualifiée élevée. Cette dynamique favorise un climat de méfiance mutuelle : d'un côté, une Commission accusée d'« hyperactivité » législative pour compenser la paralysie décisionnelle ; de l'autre, des gouvernements nationaux prompts à brandir le veto comme instrument politique. La lenteur et la complexité des procédures d'alerte précoce contre les excès de la Commission sapent davantage la confiance dans le fonctionnement démocratique de l'Union. Ce cercle vicieux de méfiance institutionnelle et d'impasse politique pourrait, à terme, menacer la crédibilité même du projet d'intégration européenne.

Moscou s'appuie sur des alliés politiques en Europe, notamment à l'extrême droite et dans la sphère complotiste, pour diffuser ces récits hostiles à la Commission et, plus largement, à l'idée même d'une souveraineté européenne partagée. Les contenus influencés par cette propagande refont souvent surface dans les débats nationaux sur l'élargissement ou les politiques énergétiques communes, accentuant le scepticisme à l'égard de Bruxelles¹⁶⁵.

En août 2025, par exemple, les services de renseignement russes (SVR) ont mené une campagne affirmant que Bruxelles préparait un « changement de régime » en Hongrie, accusant la Commission de comploter pour renverser le gouvernement de Viktor Orbán — une manipulation ensuite amplifiée sur Telegram et X par des réseaux pro-Kremlin¹⁶⁶. Cette stratégie vise à renforcer l'euroscepticisme en Europe centrale et orientale et à favoriser l'émergence de minorités de blocage au sein du Conseil.

Enfin, ces méthodes ont pour but de tester la résilience politique globale de l'Union, de la condamner à la lenteur décisionnelle et de détourner l'attention de la guerre en Ukraine. L'instrumentalisation du discrédit

164. Commission européenne, « Union of Skills: Investing in People for a Competitive European Union », 5 mars 2025, disponible sur : <https://commission.europa.eu>

165. L. Warloutet, « Changement de régime : le texte intégral du rapport soutenu par les cercles pro-Trump pour subvertir l'Union », *Le Grand Continent*, 25 mars 2025, <https://legrandcontinent.eu>.

166. « 'Fake news' : Moscou affirme que l'UE préparerait un 'changement de régime' en Hongrie », Euronews, 18 août 2025, <https://fr.euronews.com>.

institutionnel devient ainsi un outil central de la stratégie russe de fragmentation de l'Europe¹⁶⁷.

Pour qu'il y ait implosion, il faudrait une convergence entre des victoires électorales de partis populistes, une crise économique prolongée et un affaiblissement des institutions européennes. À moyen terme, le risque d'implosion dépendra de la capacité de l'UE à maintenir la croissance économique et à répondre aux attentes des citoyens en matière d'immigration et de sécurité. L'UE se caractérise par sa résilience, mais une succession de crises majeures pourrait accroître le risque de fragmentation.

A contrario, un autre scénario pour 2030 consisterait en un affaiblissement de l'influence populiste en Europe. Lors des élections polonaises du 15 octobre 2023, la Plateforme civique de centre-droit de Donald Tusk, le parti Troisième voie et La Gauche ont remporté à eux trois plus de 53,52 % des voix, contre 35,58 % pour le parti Droit et justice (PiS). Bien que le PiS ait remporté l'élection présidentielle en juin 2025, l'élection de Karol Nawrocki a paradoxalement permis au gouvernement de Donald Tusk de réaffirmer sa légitimité sur le territoire (un vote de confiance renforçant la cohésion interne du gouvernement pro-européen). Des défis subsistent toutefois en raison de divisions internes au sein du gouvernement. En Hongrie, un changement de gouvernement pourrait avoir lieu lors des élections de 2026. Le parti Respect et liberté (TISZA) de Péter Magyar (principal adversaire d'Orbán au sein du système) est actuellement crédité de 51 % dans les sondages, contre 36-37 % pour le Fidesz¹⁶⁸. En Roumanie, l'élection présidentielle du 18 mai 2025, bien que marquée par une forte instabilité, a consacré la victoire du maire libéral et pro-européen de Bucarest, Nicuşor Dan, contre George Simion, candidat nationaliste et eurosceptique. La mobilisation des électeurs, en particulier des Roumains résidant à l'étranger ou ayant la double nationalité (roumaine et moldave), a démontré la résilience des sociétés pro-européennes en matière d'engagement envers l'Europe.

Les populistes : un fort pouvoir symbolique, mais une capacité réelle de nuire limitée

Au niveau du Conseil européen, seules la Hongrie de Viktor Orbán (Fidesz) et la Slovaquie de Robert Fico (Smer) bloquent systématiquement les décisions de l'UE, comme dans le cas du veto mis par la Hongrie concernant les 6,5 milliards d'euros d'aide à l'Ukraine en 2024. En réponse, l'UE a développé des contre-mesures comme la formation de coalitions spéciales, le recours à des financements hors budget ou des mécanismes

167. C. A. Kostov, « L'Europe face à la 'mise à l'épreuve permanente' imposée par la Russie », The Conversation, 17 octobre 2025, disponible sur : <https://theconversation.com>.

168. « Hungarian Opposition Party Has 15-point-lead Ahead of Orbán's Fidesz, Poll Says », Reuters, 18 juin 2025, disponible sur : www.reuters.com.

intergouvernementaux (notamment 50 milliards d'euros pour l'Ukraine en 2023), contournant ainsi l'obstruction hongroise.

Bien qu'il semble englober des partis issus de l'ensemble du spectre idéologique, allant de l'extrême gauche à l'extrême droite, il est peu probable qu'un véritable « front commun » populiste voie le jour. Toutefois, les partis populistes, pris isolément au niveau national (et donc au sein du Conseil de l'UE), constituent des alliés potentiels de la Russie de Vladimir Poutine, et réciproquement. Si ces partis partagent un certain euroscepticisme et une sympathie à l'égard du discours antilibéral de la Russie, leurs priorités divergent.

Au sein de l'extrême droite, le RN en France et l'AfD en Allemagne mettent l'accent sur l'immigration et l'« islamisation » et capitalisent sur le déclin économique, et le Fidesz priorise la souveraineté et les valeurs traditionnelles. Toutefois, l'AfD met l'accent sur la souveraineté économique, le scepticisme à l'égard de l'OTAN et la proximité historique avec la Russie, tandis que le RN adopte une position plus identitaire qui l'éloigne de plus en plus de sa position « souverainiste » antérieure et entretient depuis 2022 une approche plus ambivalente à l'égard de la Russie. Depuis les élections européennes de 2024, les populistes d'extrême droite occupent 25 % du Parlement européen (CRE : 78 sièges, Patriotes : 84, ENS : 25), mais les divisions subsistent. Bien qu'il soit difficile de classer le PiS polonais (CRE) sur le spectre de l'extrême droite, puisqu'il existe d'autres partis clairement d'extrême droite et que ces derniers ont obtenu de bons résultats à la dernière élection présidentielle (*Konfederacja* – « Confédération Liberté et Indépendance » et *Konfederacja Korony Polskiej* – « Confédération de la Couronne polonaise »), il représente pour ses électeurs une forme importante d'euroscepticisme, qu'il exploite dans son discours électoral¹⁶⁹. Le PiS est fortement anti-russe, contrairement au Fidesz hongrois. La force électorale de ces partis dépend largement de leurs contextes nationaux : une coordination européenne reste peu probable malgré le soutien de personnalités comme Elon Musk ou du mouvement *Make America Great Again* (MAGA), puisque les électeurs privilégient les questions intérieures. Cela se reflète notamment dans le soutien mutuel entre Giorgia Meloni et son parti d'extrême droite, Fratelli d'Italia, et Elon Musk, vu comme un idéal libertarien-conservateur.

Les partis européens d'extrême gauche ou de gauche radicale allient souvent anti-impérialisme, attitude anti-OTAN et critique du capitalisme occidental, ce qui influence leur position à l'égard de la Russie. Ils refusent souvent d'attribuer l'entière responsabilité des conflits à Moscou et dénoncent l'élargissement de l'OTAN ainsi que les interventions occidentales. Leur poids électoral moyen est relativement faible (entre 5 et 15 % selon les pays), bien que le soutien soit plus fort dans les pays de l'ancien

169. « Poland Says Berlin and Paris Running EU as an "Oligarchy" », *Deutsche Welle*, 16 août 2022, disponible sur : www.dw.com.

bloc soviétique de tradition communiste ou post-communiste, où les électeurs sont plus sceptiques à l'égard de l'OTAN. Le groupe qui les réunit au Parlement européen, La Gauche (GUE/NGL), est relativement modeste, avec 46 eurodéputés, bien que certains partis se réclamant de gauche n'en soient pas membres, comme le BSW allemand ou le Smer slovaque.

Concernant la Russie, la plupart des partis de gauche radicale prônent la levée des sanctions. La Russie est souvent considérée comme un contrepoids à l'influence américaine et européenne, mais le soutien est généralement limité ou indirect ; davantage symbolique que politique. Il existe toutefois d'importantes différences. Le BSW allemand – et dans une moindre mesure – Die Linke critiquent les sanctions contre la Russie et privilégient une solution diplomatique à la guerre en Ukraine. Certains courants manifestent une sympathie historique à la fois pour l'Union soviétique et pour la Russie contemporaine, qui s'inscrit dans une logique anti-OTAN. Le LFI condamne l'invasion russe mais adopte un discours plus nuancé sur les responsabilités, critiquant également l'OTAN et les politiques occidentales. Bien que le principal intérêt du LFI en matière de politique étrangère porte davantage sur une forte critique d'Israël et sur le soutien aux Palestiniens dans le conflit à Gaza que sur le conflit Ukraine-Russie, la tendance idéologique en arrière-plan reste fortement favorable à la Russie. Dans son texte publié le 14 août 2025 sur la rencontre entre Vladimir Poutine et Donald Trump en Alaska, Jean-Luc Mélenchon aborde la guerre en Ukraine à travers le prisme de la guerre froide et de l'anti-impérialisme. D'après lui, le sommet de l'OTAN de 2008 à Bucarest a constitué un facteur clé de l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Il demande le retrait de « Zelenski » [sic] comme condition à un accord de paix, faisant ainsi écho au discours russe¹⁷⁰.

L'influence russe existe mais elle est limitée. Moscou a soutenu les populistes *via* des prêts financiers (notamment au FN/RN dans les années 2010) et la désinformation, en particulier en Europe centrale et orientale. En Hongrie, les discours pro-russes bénéficient des anciens réseaux soviétiques, et un phénomène similaire s'observe en Allemagne de l'Est. De récentes accusations, telles que la manipulation présumée des élections en Roumanie par la France, traduisent probablement la frustration de la Russie après l'échec des campagnes de désinformation. La méfiance à l'égard de la Russie s'est accrue depuis l'Ukraine et les contre-mesures de l'UE ne font que renforcer son impact. Au niveau européen, les populistes sont également contraints par l'opinion publique : 65 % des Européens soutiennent l'OTAN (88 % en Estonie, 82 % en Pologne), ce qui limite les discours pro-russes.

Les fractures identitaires qui traversent aujourd'hui les sociétés européennes offrent un terrain fertile aux mouvements populistes, même si leur capacité à déstabiliser durablement les États demeure limitée. Ces

170. J.-L. Mélenchon, « En Alaska, le début cruel d'un nouvel ordre du monde », 14 août 2025, <https://melenchon.fr>.

divisions — entre les cultures de l'appartenance, enracinées dans l'identité nationale, et les cultures de l'autonomie, fondées sur les valeurs libérales — influencent les comportements électoraux et accentuent la polarisation politique dans plusieurs pays d'Europe de l'Est et du Sud. Selon le Service de recherche du Parlement européen, la culture demeure à la fois un facteur de division et une force d'unité : si un patrimoine commun peut favoriser l'émergence de valeurs européennes partagées, une gouvernance fragmentée et des politiques culturelles incohérentes ont rendu la politique identitaire vulnérable à l'exploitation par des acteurs extérieurs¹⁷¹.

Les populismes identitaires exploitent ces tensions en opposant une Europe prétendument « enracinée » à une élite cosmopolite présentée comme déconnectée — un récit amplifié par les réseaux de désinformation russes afin de saper la cohésion européenne. La Russie cible délibérément ces clivages culturels et socio-économiques à travers des campagnes numériques qui manipulent les peurs liées à l'immigration, au genre ou à la mémoire historique, dans l'espoir d'affaiblir le soutien populaire à l'Ukraine et à l'Union.

Moscou a cherché à instrumentaliser ces divisions par le biais de campagnes de désinformation ciblées, amplifiant les récits de trahison nationale et de perte culturelle, en particulier en Europe centrale et orientale. Cependant, même si cette stratégie a nourri la méfiance à l'égard de Bruxelles, son influence demeure limitée, la résilience démocratique et la conscience civique ayant permis d'en contenir l'impact sociétal plus large¹⁷².

Les difficultés rencontrées par le système décisionnel de l'UE face à la menace russe

Les institutions européennes, et notamment le Parlement européen, appellent à une réforme du processus décisionnel afin d'augmenter l'efficacité et la réactivité de l'UE dans les crises géopolitiques, dont la menace russe. Parmi les propositions : un recours accru au vote à la majorité qualifiée plutôt qu'à l'unanimité pour certains sujets sensibles comme les sanctions, la politique étrangère et la défense des valeurs fondamentales. Cela permettrait d'éviter les blocages d'un seul État membre et d'accélérer la prise de décision¹⁷³. Le Parlement veut être placé sur un pied d'égalité avec le Conseil, ce qui lui donnerait le droit de proposer des textes réglementaires et d'exercer un plus grand contrôle sur les politiques européennes. L'objectif serait d'accroître la légitimité démocratique et la transparence des décisions européennes, tout en

171. A.-A. Georgescu, « A New Culture Compass for Europe », Service de recherche du Parlement européen, Parlement européen, 27 juin 2025, disponible sur : www.europarl.europa.eu.

172. « The Ipsos Populism Report 2025. A 31-Country Ipsos Global Advisor Survey », Ipsos, juin 2025, disponible sur : www.ipsos.com.

173. « Union européenne : quelles réformes pour rendre possibles de futurs élargissements ? », Vie publique, 26 mars 2024, disponible sur : www.vie-publique.fr.

renforçant la capacité de l'UE à répondre de façon cohérente aux menaces extérieures¹⁷⁴. Le prochain cadre financier pluriannuel (CFP), prévu pour 2028-2034, devra être suffisamment doté pour permettre à l'UE d'atteindre ses objectifs stratégiques, notamment en matière de sécurité, de défense et de réduction de sa dépendance vis-à-vis de la Russie. Il est envisagé de réformer la gouvernance budgétaire pour permettre de mieux allouer les ressources et mieux soutenir les politiques de résilience¹⁷⁵. La Commission européenne propose de simplifier le droit européen, notamment par le biais de paquets « omnibus » visant à réduire les charges administratives et à accélérer la prise de décision. Sont concernés la finance verte, l'investissement et la sécurité économique¹⁷⁶.

L'accord de coalition du gouvernement allemand, qui restera au pouvoir jusqu'aux élections de 2029, prévoit de renforcer la capacité d'action de l'UE en recourant aux « clauses passerelles¹⁷⁷ » afin d'étendre le champ des décisions prises à la majorité qualifiée, notamment en matière de politique étrangère (PESC) et de défense (PSDC), avec l'ambition d'exercer le leadership¹⁷⁸. Pour contrer les résistances de certains États membres, le gouvernement prône une « Europe à plusieurs vitesses », une approche agressive qui n'est pas sans rappeler l'idée de « noyau dur européen » avancée par Karl Lamers et Wolfgang Schäuble en 1994¹⁷⁹. L'Allemagne n'exclut pas de réformer les traités (TUE, TFUE) ainsi que la coopération intergouvernementale (avec le Royaume-Uni et la France).

Pour permettre un nouvel élargissement de l'UE entre 2023 et 2035, les experts et les institutions elles-mêmes estiment que plusieurs réformes majeures sont nécessaires. Premièrement, une réforme du processus décisionnel. Le système actuel, qui prévoit l'unanimité à de nombreuses étapes du processus d'élargissement (plus de 70 votes unanimes sont requis), rend l'adhésion de nouveaux pays difficile et souvent vouée à l'échec. Une simplification du processus est proposée : seules l'ouverture et la clôture des négociations nécessiteraient l'unanimité, tandis que le reste des opérations techniques seraient gérées à la majorité qualifiée. Cela permettrait d'accélérer et de garantir le processus d'adhésion¹⁸⁰. L'arrivée de nouveaux États membres aux structures économiques et agricoles

174. S. Gozi, « Projet de rapport sur les conséquences institutionnelles des négociations d'élargissement de l'Union (2025/2041 INI) », Parlement européen 2024-2029, Commission des affaires constitutionnelles, 6 juin 2025, disponible sur : www.europarl.europa.eu.

175. *Ibid.*

176. « La Commission propose de réduire les formalités administratives et de simplifier l'environnement des entreprises », Commission européenne, 26 février 2025, disponible sur : <https://commission.europa.eu>.

177. « Koalitionsvertrag zwischen CDU, CSU und SPD », p. 138, disponible sur : www.bundesregierung.de.

178. J. Puglierin et J. Cliffe, « From Fence-sitter to Pace-setter: How Merz's Germany Can Lead Europe », Conseil européen pour les relations internationales (ECFR), 6 mai 2025, disponible sur : <https://ecfr.eu>.

179. K. Lamers et W. Schäuble, « Überlegungen zur europäischen Politik », CVCE, 1^{er} septembre 1994, disponible sur : <https://cvce.eu>.

180. O. Bulana et M. Holubytska, « Le chemin de l'Ukraine vers l'Union européenne : réforme, résilience et politique d'élargissement », Fondation Robert Schuman, 23 juin 2025, disponible sur : www.robert-schuman.eu.

différentes nécessitera de réformer les grandes politiques de l'UE, en particulier la Politique agricole commune (PAC) et la politique de cohésion. Cela obligera à des ajustements budgétaires et à une refonte de la répartition des fonds européens¹⁸¹. Un nouveau CFP sera nécessaire pour accompagner l'élargissement. Ce budget devra être simplifié, devenir plus flexible et mieux correspondre aux priorités stratégiques de l'UE, notamment la sécurité, la compétitivité et la transition écologique. Les négociations budgétaires devront tenir compte des perspectives d'élargissement et fournir un soutien durable aux pays candidats¹⁸². Ces derniers doivent être davantage soutenus pour mener à bien les réformes nécessaires à l'adhésion, en particulier sur les questions d'état de droit, de démocratie et d'économie. L'UE doit continuer à promouvoir ses valeurs fondamentales tout au long du processus (« l'élargissement est un processus fondé sur le mérite¹⁸³ »).

Face à ces défis, l'UE s'efforce d'apporter une réponse efficace et pragmatique. La répartition des postes clés au sein de la nouvelle Commission européenne traduit enfin la volonté stratégique de l'UE de renforcer ses capacités de défense face à la menace russe¹⁸⁴. La nomination de responsables venant des États baltes, particulièrement exposés aux pressions russes, montre qu'il y a une conscience accrue des enjeux de sécurité qui touchent la partie orientale de l'UE. Kaja Kallas, vice-présidente de la Commission européenne et Haute-représentante de l'UE pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité (Estonie) et Andrius Kubilius, Commissaire européen à la Défense et à l'Espace (Lituanie) apportent leur expérience politique nationale et leur fine connaissance des défis posés par la Russie, ce qui contribuera à forger une réponse européenne plus solide et mieux adaptée à la réalité du terrain¹⁸⁵. La présence de Kubilius et de Kallas à des postes clés envoie à la Russie un signal clair : l'Europe prend au sérieux la menace sécuritaire et s'organise pour y répondre de manière unie et déterminée. Leur expérience et leur engagement à renforcer la défense européenne permettent de surmonter les divisions internes et de mobiliser les ressources nécessaires pour garantir la sécurité du continent. Sous l'impulsion de cette nouvelle équipe, la Commission a lancé plusieurs initiatives majeures. Le *Livre blanc sur la défense européenne*, un document présenté conjointement par Ursula von der Leyen et Kaja Kallas, fixe des objectifs ambitieux pour combler le déficit de capacité, soutenir l'industrie de la défense, accélérer l'innovation et

181. S. Saurel, « Le budget de l'Union européenne à l'épreuve des élargissements », Le Grand Continent, 17 mai 2025, disponible sur : <https://legrandcontinent.eu>.

182. *Ibid.*

183. « Communication de 2024 sur la politique d'élargissement de l'UE », Commission européenne, 30 octobre 2024, disponible sur : <https://enlargement.ec.europa.eu>.

184. Ł. Maślanka, « The New European Commission: Security and Defence in the Hands of a Baltic Duo », OSW, 18 septembre 2024, disponible sur : www.osw.waw.pl.

185. *Ibid.*

renforcer la préparation aux scénarios de crise¹⁸⁶. Le plan ReArm Europe, doté d'un budget de 800 milliards d'euros, vise à renforcer la défense européenne et à soutenir l'Ukraine face à la menace russe et à l'incertitude concernant le soutien américain¹⁸⁷.

À long terme, le modèle européen est plus attractif que celui de la Russie

Défis démographiques et migrations

Vladimir Poutine n'est pas parvenu à améliorer la situation démographique en Russie, alors même que la question semblait réellement le préoccupait et qu'il l'a présentée comme la priorité dès son arrivée au pouvoir¹⁸⁸. Un certain nombre de mesures ont été mises en place pour augmenter le taux de natalité. Mesure nataliste phare, le « capital maternel » (une importante somme d'argent versée au moment de la naissance qui a d'abord concerné le deuxième enfant, puis le premier), a certes provoqué une légère hausse de la natalité au milieu des années 2010, mais il a surtout contribué à rapprocher les naissances dans le temps, sans inciter les femmes à avoir plus d'enfants. Le taux de fécondité en Russie s'élève actuellement à 1,41, un chiffre comparable à celui des pays européens, et est tiré vers le haut par certaines régions périphériques ou ethniques comme Touva (2,4) et la Tchétchénie (2,66). Le nombre de naissances n'a cessé de diminuer au cours de la dernière décennie et il est peu probable qu'il augmente dans un avenir proche : selon les prévisions du ministère du Travail, le nombre de femmes en âge de procréer passera de 34,2 millions en 2024 à 33,2 millions en 2030 et à 27,4 millions en 2046¹⁸⁹. La Russie affiche l'un des taux de mortalité les plus élevés d'Europe, en particulier chez les hommes. En 2023, l'espérance de vie moyenne en Russie a atteint 73,4 ans (ce qui est le chiffre le plus élevé de l'histoire du pays), mais l'écart entre les femmes et les hommes reste important : les femmes vivent en moyenne 78,7 ans, tandis que les hommes vivent environ 68 ans. À titre de comparaison, l'espérance de vie moyenne en Europe en 2023 est de 81,5 ans, avec 84,2 ans pour les femmes et 78,9 ans pour les hommes. La Russie est le pays le plus touché par le sida en Europe (1 215 145 patients fin 2024, avec 56 000 nouveaux cas enregistrés en 2023

186. « La Commission européenne dévoile le livre blanc pour une défense européenne », SGAE, 20 mars 2025, disponible sur : <https://sgae.gouv.fr>.

187. « La Commission dévoile le Livre blanc pour une défense européenne et le plan "ReArm Europe"/Préparation à l'horizon 2030 », Commission européenne, 19 mars 2025, disponible sur : <https://ec.europa.eu>.

188. Le 15 janvier 2000, Poutine a commencé son discours à l'Assemblée fédérale en déclarant que « le destin et les perspectives de la Russie dépend[ai]ent directement du taux de natalité » et que « la préservation et l'augmentation de la population constitu[ai]ent une priorité nationale suprême ».

189. TASS, 8 juillet 2025, disponible sur : <https://tass.ru>.

et 52 000 en 2024¹⁹⁰). Les cas de sida (et d'hépatite) explosent également dans les tranchées sur le front¹⁹¹ où les soldats sont, par ailleurs, de plus en plus démoralisés à cause des conditions de service, la faible valeur de la vie humaine, l'absence de visibilité de fin de leurs contrats, le traitement humiliant par les supérieurs hiérarchiques, la corruption, etc.¹⁹².

La population en âge de travailler est passée de 88 à 84,7 millions de personnes entre 2000 et 2023. Avec des centaines de milliers de Russes tués sur le front¹⁹³ ou contraints à l'exil, la guerre a exacerbé le problème démographique structurel de la Russie¹⁹⁴, créant ainsi des pénuries de main-d'œuvre sur le marché du travail. À la fin de l'année 2024, plus de 80 % des entreprises russes déclaraient avoir du mal à recruter, dans le contexte d'un marché de l'emploi où le taux de chômage a atteint son plus bas niveau historique en mars 2025, à 2,4 %. La situation a évolué en 2025 : le ralentissement économique actuel entraîne une augmentation du chômage dissimulé (conгés sans solde, réduction de la durée hebdomadaire de travail, etc.).

D'après les projections du scénario moyen de l'Organisation des Nations unies (ONU), si la tendance démographique actuelle se poursuit, la population russe (146,1 millions en 2024) passera à 140 en 2035 (hors régions annexées) et continuera de diminuer pour atteindre 136 millions en 2050¹⁹⁵. Cette question préoccupe manifestement les autorités russes : ainsi, en mai 2025, l'agence fédérale de statistiques Rosstat a cessé de présenter des informations sur les naissances et les causes de décès, après avoir publié en mars des chiffres de natalité au plus bas depuis 200 ans¹⁹⁶ et en septembre 2025, le dernier projet de budget fédéral pour 2026-2028 prévoit des fonds supplémentaires pour des mesures natalistes¹⁹⁷. Cependant, les mesures traditionnelles de promotion de la natalité – financement, prestations sociales, accès facilité au logement, réductions d'impôts – sont en vigueur depuis plusieurs années en Russie, mais n'ont pas donné les résultats escomptés. Il est légitime de douter du succès en temps de guerre de mesures qui n'ont pas donné les résultats attendus en temps de paix.

190. Rapport présenté au XVII^e Congrès russe annuel sur les maladies infectieuses du nom de l'académicien V. I. Pokrovsky, cité par le Centre russe d'information sur le sida, 25 mars 2025, disponible sur : <https://spid.center>.

191. I. Volzhskij, « Special'naâ voennaâ epidemiâ » [Une épidémie militaire spéciale], *Novaïa Gazeta*, 9 septembre 2025, disponible sur : <https://novayagazeta.eu>.

192. Rapporté par différentes chaînes Telegram des blogueurs militaires septembre/octobre 2025.

193. Près d'un million de soldats russes ont été tués ou blessés dans la guerre menée par le pays contre l'Ukraine : S. G. Jones et R. McCabe, « Russia's Battlefield Woes in Ukraine », Center for Strategic and International Studies (CSIS), 3 juin 2025, disponible sur : www.csis.org.

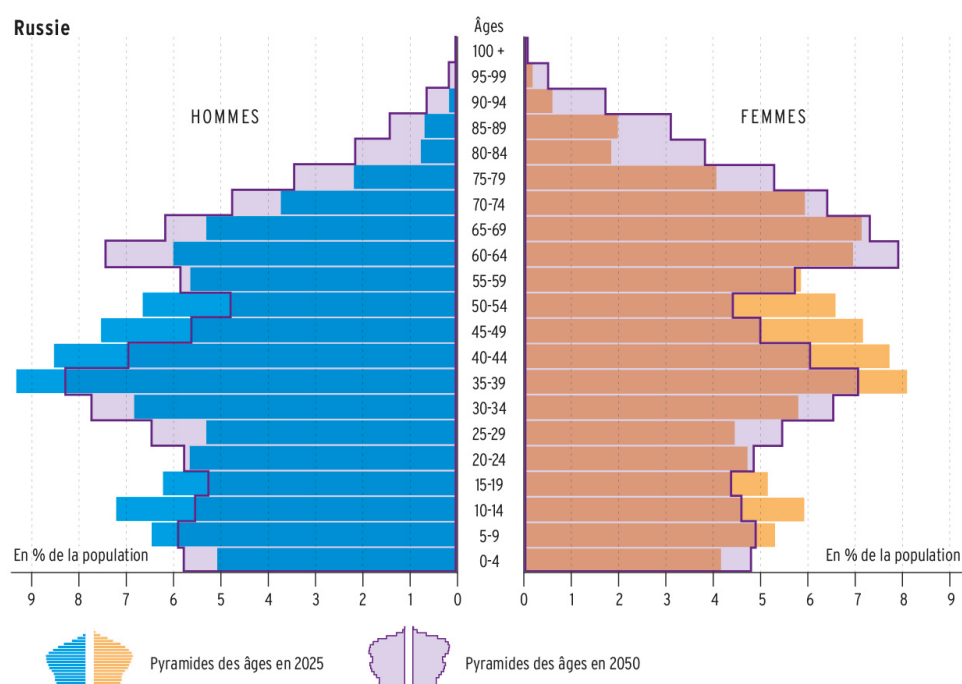
194. T. Kastouéva-Jean, « En Russie, l'impact démographique de la guerre en Ukraine s'ajoute au déclin structurel de la population depuis la chute de l'URSS », *Le Monde*, 12 avril 2025.

195. *2024 Revision of World Population Prospects*, ONU, disponible sur : <https://population.un.org>.

196. The Bell, 18 mai 2025, disponible sur : <https://thebell.io>.

197. *Budget dlâ graždan 2025-2027* [Budget pour les citoyens 2025-2027], *op. cit.*

Graphique 13 : Pyramide des âges et projections à horizon 2050 de la population russe



Source : Nations unies, division de la population.

En l'absence de solutions globales efficaces, chaque gouverneur (dont l'efficacité du travail est évaluée en fonction d'indicateurs comprenant les chiffres de la population, le taux de natalité et l'espérance de vie à la naissance) cherche des solutions, pouvant aller de poursuites engagées à l'encontre des cliniques privées qui pratiquent l'avortement à des aides financières pour les mineures enceintes afin de les inciter à garder leur enfant. La question démographique est étroitement liée à l'idéologie. Le président russe présente la famille nombreuse comme la nouvelle norme. La diffusion d'idées promouvant une vie sans enfants ou de thèmes LGBTQ+ a été interdite en Russie, à la fois pour défendre les valeurs conservatrices et pour des raisons démographiques. Le débat sur l'interdiction de l'avortement est régulièrement relancé, mais l'idée n'est pas très populaire dans la société russe, dont le comportement n'est pas, en réalité, plus conservateur que celui de l'Occident et qui n'apprécie guère l'ingérence de l'État dans cette sphère du privé. Une autre solution est à l'étude, dans laquelle la robotisation et l'automatisation pourraient compenser à l'avenir le déclin démographique et la pénurie de main-d'œuvre. Pour mettre en œuvre un tel scénario, il faudrait réaliser un bond technologique important, ce qui semble difficile dans les conditions économiques et financières actuelles, même si, selon le dernier projet de budget pour 2026-2028, le financement du développement de la robotisation en Russie devrait augmenter considérablement.

L'immigration n'est pas considérée comme une réponse adéquate : l'arrivée de travailleurs étrangers – principalement en provenance de pays d'Asie centrale comme l'Ouzbékistan, le Tadjikistan et le Kirghizistan – est jugée avec méfiance par la population russe, qui est ouvertement xénophobe et hostile à l'immigration (« migrantophobe¹⁹⁸ »). Depuis le milieu des années 2000, les problèmes qu'a connus l'Europe avec la question migratoire ont servi de véritable repoussoir. La politique russe agit peu pour intégrer les migrants ; elle les pousse au contraire vers le communautarisme, ce qui alimente la radicalisation religieuse. Après l'attaque sanglante du Crocus City Hall en mars 2024, commise par des ressortissants tadjiks, plus de 80 000 immigrés en situation irrégulière ont été expulsés, soit deux fois plus qu'en 2023. Malgré ces problèmes, il convient de noter que le marché du travail russe demeure économiquement attractif pour les pays post-soviétiques. La Russie se classe au 4^e rang mondial en termes de nombre de migrants (derrière les États-Unis, l'Allemagne et l'Arabie saoudite), avec 11,6 millions de personnes. Malgré le durcissement des politiques migratoires, le flux de migrants en 2024 (565 000 personnes) a battu le record des trente dernières années et a permis de corriger quelque peu le solde naturel (1,2 million de naissances et 1,8 million de décès)¹⁹⁹.

La population européenne devrait légèrement augmenter dans les années à venir et atteindre un pic d'approximativement 453,3 millions d'habitants en 2026, avant de décliner progressivement pour retomber à 447,9 millions en 2050. D'ici 2035, la population devrait compter environ 450 millions d'habitants, avec une tendance à la stagnation ou à la baisse selon les pays, principalement en raison d'un solde naturel négatif (plus de décès que de naissances), partiellement compensé par l'immigration²⁰⁰. La part de la population active devrait passer de 58,6 à 49,7 %, soit une baisse de neuf points, au profit des plus de 65 ans, dont la part passerait de 21 à 32,5 %. Même si l'immigration reste un sujet politiquement sensible et un facteur potentiel de déstabilisation, notamment dans un contexte de montée des populismes, les gouvernements populistes et anti-immigration, comme ceux de Hongrie et d'Italie, recourent également à l'immigration « choisie », par nécessité. Cette tension entre les besoins économiques et le débat politique rend l'immigration liée à la main-d'œuvre difficile à prévoir, ce qui complique les projections démographiques. La Russie dénonce souvent l'immigration comme une faiblesse de l'Europe. D'après les forces politiques pro-russes, l'immigration de masse conduirait à un « grand remplacement » des populations européennes « de souche » ; l'Europe perdrait ainsi ses valeurs traditionnelles, qui sont prônées par la Russie et ses alliés au sein des gouvernements populistes (Hongrie) et dans la sphère complotiste. Pour la Russie, il s'agit là d'un discours stratégique. Dénoncer l'immigration

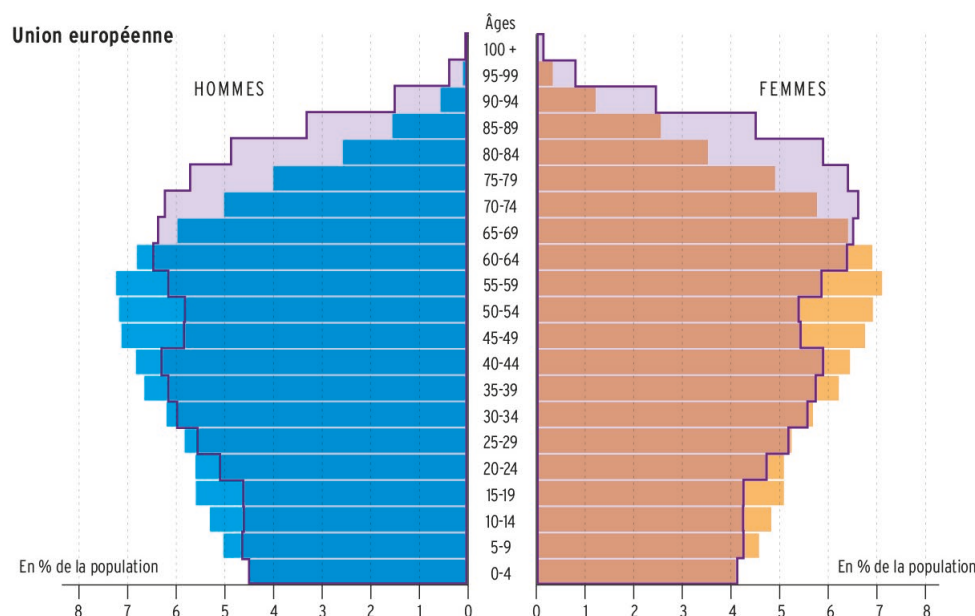
198. Sondage du Centre Levada, 16 mai 2025, disponible sur : www.levada.ru.

199. Projet « Esli byt' tochnym » [Pour être précis], 27 mai 2025, disponible sur : <https://techno.st>.

200. « Projections démographiques dans l'UE », Eurostat, données extraites en mars 2023, disponible sur : <https://ec.europa.eu>.

européenne lui permet de diviser les sociétés et de soutenir les populistes. Toutefois, cette critique masque ses propres difficultés : l'incapacité à attirer des talents qualifiés et la dépendance à l'égard d'une main-d'œuvre peu intégrée. Ces attaques et ce « narratif » russe pourraient suggérer qu'il s'agit en fait paradoxalement d'un atout stratégique pour l'UE, contrairement à la Russie qui peine à relever ses propres enjeux démographiques.

Graphique 14 : Pyramide des âges et projections à horizon 2050 de la population



Source : Nations unies, division de la population.

La montée des partis anti-immigration complique la mise en place d'une coopération européenne sur les questions d'accueil et d'intégration, ce qui exacerbe les divisions entre États membres et au sein des sociétés. Le succès des politiques d'intégration est vu comme un indicateur de la cohésion et des valeurs de l'UE et comme une opportunité de redynamisation économique et sociale, si ces politiques sont mises en œuvre de manière inclusive et ambitieuse²⁰¹. L'augmentation des flux migratoires pose des défis aux politiques d'accueil et d'intégration rapide, notamment en ce qui concerne l'accès au logement, aux soins et à l'éducation²⁰². Avec le Pacte sur la migration et l'asile de 2024, l'UE tente d'apporter une réponse collective afin de répartir plus équitablement les demandeurs d'asile, d'accélérer les procédures et de renforcer la solidarité entre États membres face à la pression migratoire. La réforme vise également à lutter contre l'immigration irrégulière tout en

201. K. Occansey et F. Sivignon, « Migrations et Union européenne : vers une nouvelle vision des politiques migratoires », Avis du Conseil économique, social et environnemental sur proposition de la commission des affaires européennes et internationales, 28 novembre 2023, disponible sur : www.lecese.fr.

202. « Les réponses de l'UE face aux questions de migration et d'asile », Parlement européen, 3 juillet 2024, disponible sur : www.europarl.europa.eu.

respectant les droits des demandeurs d'asile²⁰³. Les difficultés actuelles de mise en œuvre pourraient toutefois la remettre en cause.

Dynamisme de l'innovation et de l'entrepreneuriat

Dans les années 2000, l'État russe a affiché une forte volonté politique d'investir dans la R&D, de stimuler l'innovation et d'améliorer la position de la Russie dans plusieurs classements internationaux (intégrer cinq universités russes dans le top 100 mondial, améliorer ses positions dans « Doing business » de la Banque mondiale et l'indice mondial de compétitivité, etc.). Sous la présidence de Dmitri Medvedev, la Russie avait annoncé un plan de modernisation, décliné en plusieurs programmes financés par l'État (soutien à la recherche universitaire et à la coopération avec les entreprises, création de technoparcs, lancement du Centre d'innovation de Skolkovo, etc.), mais l'élan s'est rapidement brisé avec le retour de Poutine à la présidence.

Les doctrines et stratégies adoptées après le déclenchement de la guerre en Ukraine continuent de fixer des objectifs ambitieux, comme si les circonstances aux niveaux national et international étaient encore favorables, mais l'échec des politiques menées précédemment est difficile à dissimuler. Selon la doctrine russe sur le développement technologique à l'horizon 2030, moins de 12 % des entreprises russes ont innové en 2023, contre 68,8 % en Allemagne, 55,7 % en Italie et 54,8 % en France²⁰⁴. La même doctrine détaille les insuffisances du système national d'innovation, notamment le manque de capital-risque, qui est 43 fois inférieur à la moyenne de l'OCDE. Les capitaux destinés à la recherche et à l'innovation proviennent principalement du budget fédéral, et non des entreprises. Bien que la Russie compte quelques grandes sociétés du numérique (Yandex, Mail.ru), les cinq plus importantes entreprises en termes de capitalisation évoluent toutes dans le secteur de l'extraction de matières premières ou de la banque (Sberbank). Entre 2000 et 2023, la part de l'activité entrepreneuriale dans la structure globale des revenus financiers des ménages russes est passée de 15,4 à 6,9 % (tandis que celle des prestations sociales est passée de 13,8 à 17,9 % sur la même période²⁰⁵).

D'après l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, la Russie a déposé 48 297 brevets en 2023 (dépôts nationaux et internationaux confondus), tandis que ces chiffres sont bien plus élevés pour les pays

203. « Pacte sur la migration et l'asile : un système commun de gestion des migrations à l'échelle de l'Union », Commission européenne, 21 mai 2024, disponible sur : <https://home-affairs.ec.europa.eu>.

204. « Koncepciâ tehnologicheskogo razvitiâ na period do 2030 goda » [Le concept de développement technologique pour la période allant jusqu'à 2030], Gouvernement de la Fédération de Russie, 2023, disponible sur : <http://static.government.ru>.

205. *Rossijskij statističeskij ežegodnik 2024* [Annuaire statistique russe 2024], Rosstat, Tableau 66, p. 150.

européens (133 140 pour l'Allemagne, 52 684 pour la France), sans oublier les trois leaders mondiaux que sont la Chine (1 642 582), les États-Unis (518 791) et le Japon (414 479)²⁰⁶. Toutefois, la Russie a enregistré une augmentation notable par rapport à l'année précédente (+ 31,6 %), ce qui en fait l'un des pays dont le nombre de dépôts a le plus augmenté. En Russie, les investissements internes dans la R&D représentent moins de 1 % du PIB, contre 2,5 % pour la Chine, 3,6 % pour les États-Unis, 2,18 % pour la France et 3,13 % pour l'Allemagne²⁰⁷. Le nombre de chercheurs est passé de 425 954 en 2000 à 338 900 en 2023 (dont 79 000 ont plus de 60 ans). Le nombre de thèses de doctorat rédigées en Russie en 2023 a diminué de 22 % par rapport à l'année précédente (de 10 200 à 8 000)²⁰⁸. Il n'est plus question de politiques publiques visant à favoriser la mobilité étudiante vers les pays occidentaux ni de conditions attractives pour les chercheurs européens. Il est difficile d'imaginer que ces tendances puissent être rapidement corrigées dans le contexte de sanctions, et la doctrine sur le développement technologique constate même franchement la dégradation de certaines tendances.

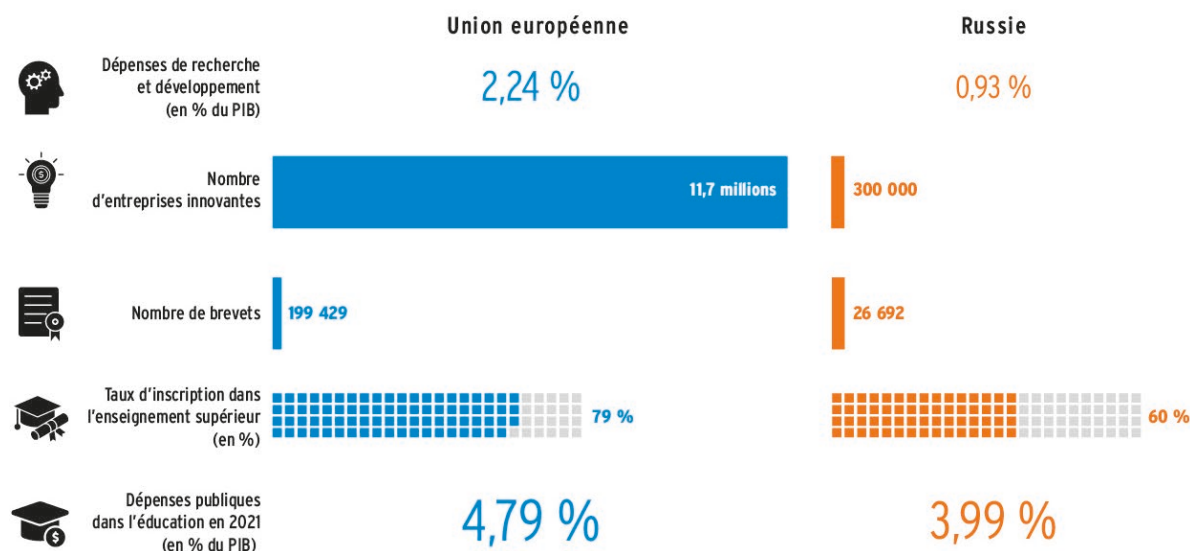
En ce qui concerne l'Europe, selon l'Insee, 46 % des entreprises européennes d'au moins dix salariés dans les secteurs marchands non agricoles ont innové entre 2020 et 2022, un rythme qui est resté stable par rapport à la période 2018-2020. L'Europe se heurte néanmoins à des obstacles. L'investissement en R&D (2,1 % du PIB en 2025, contre 2,8 % aux États-Unis) reste insuffisant, et l'Europe se voit dépassée par la Chine dans ce domaine. Aucune des 15 plus grandes sociétés mondiales du numérique n'est européenne, et des start-ups telles que Skype et Shazam ont été rachetées par des géants américains, montrant ainsi la difficulté de passer de la phase de start-up au développement international. Le capital-risque européen, malgré sa croissance (18 milliards d'euros en 2023), reste marginal par rapport à celui des États-Unis, où les investissements dans les start-ups sont neuf fois plus élevés. La compétitivité est freinée par la fragmentation du marché européen et par la réticence des jeunes entreprises à innover. Seules 8 % des entreprises européennes lancent de nouveaux produits sur leurs marchés, contre un taux beaucoup plus élevé aux États-Unis. L'Europe doit exploiter ses capacités industrielles et technologiques, fabriquer des « champions » paneuropéens (notamment dans les télécommunications) et éviter de se laisser distancer par les États-Unis et la Chine dans la course aux nouvelles technologies.

206. « Indicateurs mondiaux relatifs à la propriété intellectuelle pour l'année 2024 », WIPO, disponible sur : www.wipo.int.

207. *Rossijskij statističeskij ežegodnik 2024* [Annuaire statistique russe 2024], Rosstat, Tableaux de la rubrique « Comparaisons internationales » 26.43 et 26.44, p. 717-619.

208. *The Insider*, 21 février 2024, disponible sur : <https://theins.ru>.

Graphique 15 : Comparaison du niveau d'éducation et d'innovation Europe-Russie (2023)



Sources : Banque mondiale ; Regards sur l'éducation (OCDE) ; Indicateurs mondiaux de la propriété intellectuelle 2024 ; Gouvernement de la Fédération de Russie, 2023 ; Fiche d'information sur la propriété intellectuelle 2023, base de données statistiques de l'OMPI.

L'innovation en Europe, cruciale pour la compétitivité dans un contexte de tensions géopolitiques, est au cœur de récents rapports et déclarations. Dans un discours prononcé à la Sorbonne en avril 2024, Emmanuel Macron a appelé à une Europe plus unie, investissant massivement dans l'innovation pour concurrencer la Chine et les États-Unis. Le rapport Letta, « Much More Than a Market » (avril 2024), propose une « cinquième liberté », destinée à renforcer la recherche et l'innovation. Il souligne que le manque d'intégration des secteurs stratégiques (finance, énergie, télécommunications) freine la compétitivité²⁰⁹. Le rapport Draghi (septembre 2024) insiste sur un investissement annuel de 750 à 800 milliards d'euros pour combler le retard d'innovation sur les États-Unis et la Chine, notamment dans les technologies de pointe, et prône la coordination des politiques européennes²¹⁰. La Déclaration de Budapest, adoptée lors de la réunion informelle du Conseil européen du 8 novembre 2024, engage les 27 États membres dans un nouveau pacte de compétitivité visant à stimuler l'innovation à travers une Union des marchés de capitaux et un Pacte industriel vert d'ici 2026. Malgré ces ambitions, la fragmentation du marché, le sous-financement de la R&D (2,2 % du PIB en 2022) et les divergences politiques viennent entraver la traduction de ces idées en réussite commerciale. Pour renforcer son dynamisme, l'Europe doit investir massivement dans l'innovation verte (14 000 brevets déposés en 2021, leader mondial), harmoniser ses politiques et encourager le capital-

209. « Letta Report "Much More Than a Market" (April 2024) », Commission européenne, disponible sur : <https://european-research-area.ec.europa.eu>.

210. « The Draghi Report on EU Competitiveness », Commission européenne, septembre 2024, disponible sur : <https://commission.europa.eu>.

risque à soutenir ses start-ups et contrebalancer les pressions géopolitiques. L'immigration constitue aujourd'hui un facteur clé pour relever ce défi de l'innovation et de la compétitivité en Europe. Une augmentation de 10 % de la part des immigrés qualifiés dans le total des emplois entraîne une augmentation de 4,1 % du nombre de brevets déposés par entreprise, en particulier dans les secteurs où l'expertise technique et informatique est essentielle²¹¹. Des pôles d'innovation comme Berlin (1 000 start-ups, 30 % de fondateurs étrangers) et Amsterdam (500 start-ups) attirent des talents du monde entier. Le rapport 2025 sur le marché unique et la compétitivité de la Commission européenne promeut l'intégration de compétences étrangères, présentée comme un facteur de résilience et de croissance puisqu'elle permet aux entreprises de renforcer leur expertise et d'augmenter l'efficacité de leurs équipes²¹².

Attractivité sociétale : liberté contre idéologisation

Russie : un cadre idéologique progressivement consolidé autour de l'anti-occidentalisme

L'idéologie de la Russie de Poutine ne représente pas une vision cohérente, rigide et immuable qui viendrait offrir une représentation de l'avenir, comme a pu l'être le marxisme-léninisme. C'est une mosaïque où cohabitent l'« eurasisme » (porté par Poutine, mais en réalité peu comprise et pas vraiment appropriée par les Russes), le « monde russe » (qui inclut la défense des compatriotes à l'étranger, comme dans le Donbass), la « souveraineté démocratique » (toute ingérence dans les affaires intérieures et le rejet des valeurs occidentales imposées) et les valeurs traditionnelles (conservatisme) coexistent. Cet ensemble est fluide et évolue au gré des besoins du moment (« un processus de création de sens dépendant du contexte²¹³ »). L'invasion de l'Ukraine, par exemple, a été justifiée par la nécessité de protéger les Russophones à l'étranger et par la lutte contre le « nazisme » et l'avancée de l'OTAN, chacun étant libre de rejoindre la cause de son choix. Plusieurs piliers de cette configuration idéologique ont toutefois été renforcés depuis le début de la guerre : la primauté du rôle central de l'État et de l'intérêt national sur les intérêts individuels et les droits des citoyens²¹⁴ ; l'affirmation de la Russie à la fois comme grande puissance et comme « État-civilisation » (ce concept a été officiellement intégré dans la Concept de politique étrangère de la Fédération

211. G. Orefice, « L'immigration qualifiée, moteur de l'innovation des entreprises ? », Université Paris-Dauphine PSL, 12 mai 2024, disponible sur : <https://dauphine.psl.eu>.

212. « The 2025 Annual Single Market and Competitiveness Report », Commission européenne, 29 janvier 2025, disponible sur : <https://ec.europa.eu>.

213. M. Laruelle, *Ideology and Meaning-Making under the Putin Regime*, Stanford, Stanford University Press, 2025.

214. « Chaque citoyen a compris qu'il est l'État, et que le présent et l'avenir de ses enfants, de sa famille et de son pays dépendent de lui ». Voir le film documentaire de P. Zaroubin, « Russie. Kremlin. Poutine. 25 ans », *op. cit.*

de Russie, approuvé par le décret présidentiel n° 229 du 31 mars 2023) ; son rôle particulier dans l'espace eurasiatique ; l'opposition au libéralisme occidental et aux valeurs démocratiques ; la défense des valeurs traditionnelles et conservatrices (famille, patrie, foi) face à un Occident décadent ; la souveraineté et un monde multipolaire ; la poursuite de la lutte contre le fascisme et le nazisme. La plupart de ces éléments figurent dans la Constitution russe depuis 2020. Ils alimentent tous le nationalisme et l'idée d'« exceptionnalisme » (des experts évoquent sans ambages un peuple « choisi par Dieu ») et légitiment une politique impérialiste et expansionniste (« la Russie n'a pas de frontières », « là où le pied du soldat russe foule le sol, c'est à nous », dit Poutine).

Le Kremlin bénéficie du soutien total de l'Église orthodoxe russe, dont plusieurs prêtres dissidents ont été bannis²¹⁵. Des symboles et pratiques soviétiques ont été réhabilités, y compris des monuments à l'effigie de Staline, dont l'image orne un bas-relief restauré récemment dans une station de métro à Moscou, tandis que l'aéroport de Volgograd a été rebaptisé Stalingrad. La destruction de toutes les institutions indépendantes et de l'opposition rend les Russes prisonniers de ce carcan idéologique, où le simple fait d'émettre des interrogations équivaut à une trahison. Poutine tente de prouver qu'il est tout à fait possible de vivre sans libertés tant que la sécurité et le niveau de vie sont garantis : c'est exactement l'idée que la rédactrice en chef de RT, Margarita Simonian, défendait en avril 2022, lorsqu'elle vantait le modèle chinois pour la Russie. La construction d'un État policier qui surveille étroitement l'ensemble de la population grâce à des technologies de pointe constitue une source d'inspiration pour le Kremlin.

La guerre en Ukraine offre une occasion de renforcer l'endoctrinement et la militarisation dans les lycées et les universités, tout en réinstaurant de nombreuses pratiques soviétiques comme la « formation militaire initiale » à l'école ou la création d'organisations militaires de la jeunesse comme Yunarmia (qui compte 1,8 million de membres en 2025 et dont 120 000 anciens membres servent dans les forces armées ou les agences de sécurité²¹⁶). Le ciment de l'idéologie de Poutine est le souvenir de la victoire de la Seconde Guerre mondiale : 82 % des Russes citent le Jour de la Victoire, célébré le 9 mai, comme la fête la plus importante, bien avant le Nouvel An ou leur propre anniversaire²¹⁷. Le récit de cette guerre véhicule un certain nombre d'idées qui sont reprises et amplifiées par le discours sur la nécessité de la SVO : « l'Occident est la source de la menace pour la Russie, qui ne fait que se défendre » ; « Moscou gagne toujours, même si l'effort de guerre exige d'énormes sacrifices matériels et humains » ; « la Patrie a le droit d'exiger ces sacrifices, que les citoyens doivent accepter ».

215. K. Rousselet, *La Sainte Russie contre l'Occident*, Paris, Salvator, 2022.

216. TASS, 8 mai 2025, disponible sur : <https://tass.ru>.

217. Centre Levada, « Rossiâne o vazhnyh prazdnikah i planah na 1 i 9 maâ » [Les Russes sur les fêtes importantes et les projets pour le 9 mai], Sondage du Centre Levada, 29 avril 2025, disponible sur : www.levada.ru.

L'idée de nécessité d'une idéologie officielle gagne du terrain dans les cercles intellectuels, et on ne peut pas exclure la possibilité que la prochaine révision de la Constitution (une idée évoquée, par exemple, lors du dernier Forum juridique de Saint-Petersbourg en mai 2025) intègre encore plus d'éléments idéologiques que celle de 2020. Cependant, l'appareil répressif ne cherche pas à imposer à tous un dogme clair et précis (exception faite de la répression des critiques visant directement les forces armées russes et Poutine lui-même) ni le contrôle à tout prix. La question est de savoir si les élites y adhèrent pleinement ou si certains « entrepreneurs idéologiques » le font par opportunisme pour plaire à Poutine et suivre la ligne officielle, espérant une récompense ou une promotion.

À l'exception notable d'une forte homophobie, la société russe n'est pas plus conservatrice que de nombreuses sociétés européennes, à en juger par les taux de divorce (en 2024, 644 000 divorces contre 880 000 mariages, soit le 3^e rang mondial) ou le faible pourcentage de personnes qui vont régulièrement à l'église, même si la grande majorité (jusqu'à 74 %, selon différents sondages du Levada Center) se déclare orthodoxe. Malgré la férocité des critiques contre les valeurs libérales, la Russie peine à s'établir comme un centre mondial du conservatisme. Reste à savoir ce qu'il restera de cette mosaïque idéologique après l'ère Poutine, tournée vers le passé mais présentant moins de cohérence, d'enracinement et d'engagement sincère que le marxisme-léninisme de l'époque soviétique et qui s'est elle-même rapidement évaporée avec la chute de l'URSS ?

L'attractivité de la société européenne

Le modèle européen de société ouverte séduit par son niveau de vie élevé (espérance de vie de 81 ans dans l'UE contre 73,4 ans en Russie – 68 ans pour les hommes et 78 ans pour les femmes) et par ses libertés individuelles (indice de liberté de la presse en 2024 dans l'UE : 20^e/180 en moyenne contre 150^e/180 en Russie). Depuis 2014, 1,5 million de réfugiés ukrainiens ont été accueillis, renforçant l'image de l'UE comme un refuge face à l'agression russe. En réponse à l'agression de la Russie en Ukraine, la Géorgie et la Moldavie se sont déclarées candidates à l'adhésion à l'UE (2024). Cela illustre l'attractivité du modèle européen : 70 % de leurs populations sont favorables à l'intégration européenne (sondages de 2024). L'intégration de 4 millions de migrants non européens (2014-2024) et de 1,5 million de réfugiés ukrainiens conforte l'image de l'UE comme un modèle d'ouverture. Les programmes d'insertion (10 milliards d'euros/an) facilitent l'accès à l'éducation et à l'emploi. L'UE peut ainsi se positionner en opposition à la Russie autoritaire, comme un modèle d'intégration attirant les populations des pays voisins (Balkans, Afrique du Nord). L'accord entre l'UE et le Royaume-Uni de mai 2025, signé à Londres, marque un « nouveau départ » stratégique après le Brexit, qui renforce l'attractivité du modèle européen malgré la sortie du Royaume-Uni de l'UE. En

facilitant les échanges dans le domaine agroalimentaire par le biais d'un accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires, ou « accord SPS », dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), en réduisant les formalités douanières et en intégrant le Royaume-Uni dans des programmes tels qu'Erasmus+ et la Coopération structurée permanente (CSP), l'UE démontre sa capacité à demeurer un partenaire essentiel. Le renforcement de la coopération dans la défense et la sécurité face aux incertitudes géopolitiques, telles que la guerre en Ukraine, met en évidence l'attractivité d'un modèle européen unifié. Les concessions opérées par les Britanniques, comme l'alignement partiel sur les règles européennes, montrent que l'UE conserve son influence normative. Ce partenariat pragmatique, présenté comme une situation « gagnant-gagnant », renforce l'image d'une Europe résiliente et attractive.

Conclusion

Après Poutine : la réconciliation avec l'Europe sera-t-elle possible ?

S'il est peu probable que la Russie modifie sa trajectoire de confrontation tant que Poutine sera au pouvoir, son départ pourrait entrouvrir une fenêtre d'opportunité. Bien que, de manière réaliste, la démocratisation de la Russie paraisse peu envisageable au prochain changement du pouvoir (qui sera probablement saisi par des groupes d'élite en position de force à ce moment-là, c'est-à-dire les *siloviki*) et une politique intérieure plus répressive ainsi qu'une politique étrangère plus agressive ne peuvent être complètement exclues, mais la pacification des relations avec l'Europe (une sorte de « coexistence pacifique » prévoyant le rétablissement de certaines relations commerciales) pourrait bien constituer un scénario attractif pour des motifs économiques. L'UE doit se préparer à une éventuelle transition politique en Russie et développer sa capacité à y répondre rapidement afin de pouvoir interagir avec le nouveau dirigeant ou la nouvelle coalition qui émergera de la succession, en s'appuyant sur une expertise détaillée de l'équilibre des pouvoirs internes à Moscou et sur les faibles signaux envoyés par les élites (notamment économiques et diplomatiques). L'Europe pourrait atténuer certaines sanctions en réponse à des mesures crédibles tout en maintenant des garanties concernant le droit international et en proposant des accords sectoriels pour renouer la confiance, à condition qu'il y ait des avancées concrètes concernant l'Ukraine.

Si les caractéristiques les plus néfastes du système poutinien, telles que la répression, peuvent être atténuées, il n'est vraiment pas certain que la Russie de l'après-Poutine adopte les valeurs européennes. Les élites russes et la classe moyenne voudront sûrement conserver les habitudes de consommation occidentales et la possibilité de voyager en Europe (en 2024, les touristes russes ont obtenu 541 800 visas Schengen, soit 20,7 % de plus

qu'en 2023²¹⁸, même si une grande majorité de Russes ne voyage pas à l'étranger²¹⁹), mais le modèle libéral-démocratique est perçu en Russie comme hypocrite et inefficace, ce qui poussera la Russie post-Poutine à continuer à chercher sa voie spécifique entre l'Europe et l'Asie. Un récent sondage parle de lui-même : pour l'avenir du pays, les Russes interrogés choisiraient le régime soviétique (37 %) ou le régime actuel (41 %) à peu près à égalité, mais seulement 6 % souhaiteraient que la démocratie et le libéralisme prennent racine en Russie²²⁰. Sans une défaite militaire – qui est peu probable –, il y a peu de chances qu'un processus de réflexion sur la mémoire historique et la responsabilité collective s'engage en Russie et qu'elle se tourne vers la voie et les valeurs européennes.

On ne peut exclure la possibilité que l'après-Poutine soit une période chaotique, car la légitimité des élites d'aujourd'hui est conditionnée par leur proximité avec Vladimir Poutine et leur loyauté envers lui, et aucune structure n'est légitime pour prendre des décisions comme avait pu l'être le Politburo soviétique lorsque les secrétaires généraux du Parti communiste décédaient. Toutefois, contrairement à une croyance répandue en Occident, il est très peu probable que la Russie se désintègre (de nombreuses régions ne seraient pas économiquement viables si elles étaient séparées, les Russes sont majoritaires même dans les régions dites ethniques, les mouvements d'indépendance existent, mais sont marginaux, et ce scénario ne s'est pas produit dans la Russie post-soviétique malgré un gouvernement central affaibli, alors même qu'Eltsine appelait à autant d'indépendance que possible). Des troubles sont cependant possibles dans certaines régions, notamment en Tchétchénie où le clan Kadyrov maintient l'ordre par la répression et la redistribution des dotations fédérales. Pour les éviter, le nouveau président devra probablement assurer l'ordre d'une manière similaire à celle de Poutine, et perpétuer la prédation, la corruption et la violation des droits humains dans cette région qui vit en marge du cadre constitutionnel russe.

De son côté, l'Europe, affectée par la guerre, risque d'être beaucoup moins indulgente et ouverte à l'égard des Russes qu'elle ne l'était à l'égard des Soviétiques il y a plus de 35 ans. Les discussions sur « l'après-Poutine » n'existent pour l'instant que dans les cercles de l'opposition en exil, qui vont jusqu'à prôner l'intégration de la Russie dans l'UE²²¹. Ce type de discours minoritaire semble à l'heure actuelle complètement utopique, mais il a le

218. En 2019, les Russes étaient les principaux demandeurs de visas Schengen, avec 4,1 millions de demandes déposées. Voir Interfax, 20 mai 2025, <https://ccifr.link.sendsay.ru>.

219. RIA Novosti, 14 août 2025, disponible sur : <https://ria.ru>.

220. Centre Levada, « Massovye predstavleniâ o predpochtitel'nyh variantah politicheskoy i ekonomicheskoy sistem » [Les représentations des masses sur les préférences en matière des systèmes politiques et économiques], 10 avril 2025, disponible sur : www.levada.ru.

221. V. Inosemtzev, « Evropejskaâ Rossiâ, neochevidnij imperativ XIX veka » [La Russie européenne, l'impératif non évident du XIX^e siècle], CASE, mai 2025, disponible sur : <https://case-center.org>. Ioulia Navalnaïa, veuve d'Alexeï Navalny, condamne la responsabilité de l'Europe qui aurait fermé les yeux sur la corruption et les violations des droits humains en Russie, contribuant ainsi au renforcement du régime de Poutine (voir déclaration du 24 septembre 2025, disponible sur : <https://yulianavalnaya.com>).

mérite d'appeler à réfléchir à la politique européenne vis-à-vis de la Russie après la guerre²²². La réaction de la commission de la Douma chargée de l'ingérence étrangère face à ce type de proposition de l'opposition est très révélatrice²²³ : interprétée comme une tentative de « déstabiliser la société russe » et de « détruire le pays de l'intérieur », elle montre quel scénario le régime exècre, un Maïdan russe nourri par l'attraction exercée par l'Europe sur la population. Mal comprise et dénigrée par les Russes en raison de sa nature et de ses valeurs, l'Europe est désormais perçue comme le principal ennemi de la Russie.

	Russie	Europe
Forces	• Prise de décision centralisée et sans contrainte : verticale et rapide, avec délégation de la gestion des questions économiques et sociales au gouvernement et aux gouverneurs régionaux. • Contrôle de la richesse (rente énergétique) : réorientation rapide des fonds vers les priorités, avec possibilité de confiscation des actifs des entreprises. • Contrôle de la société civile : large éventail d'outils de répression, de cooptation et de propagande permettant de contrôler la société et d'éliminer l'opposition. • Récits idéologiques sans alternative : conçus comme un patchwork évolutif fondé sur le nationalisme/patriotisme et sur la fusion du président, du régime, de l'État et du peuple. • Tolérance historique face aux épreuves et capacité d'adaptation : acceptation des difficultés économiques et des pertes humaines, avec une faible valorisation de l'individu face aux causes collectives.	• L'invasion de l'Ukraine par la Russie ravive la vocation de l'Union européenne, fondée sur la paix et la démocratie. • L'UE se distingue par son modèle pluraliste, la solidité de ses institutions supranationales et son fort attrait sociétal, à l'opposé de l'autoritarisme centralisé de la Russie. • Malgré un processus décisionnel souvent long (unanimité), l'UE parvient à maintenir une réponse collective et à limiter les blocages grâce à des coalitions <i>ad hoc</i> : le risque d'implosion demeure faible. • Le "front populiste" européen reste limité, tandis que la Russie exploite la question migratoire pour diviser l'Europe. • L'UE lutte contre la désinformation, promeut une immigration sélective (rapports Letta/Draghi) et maintient un modèle de société ouvert.

222. Les figures de l'opposition russe associées à Garry Kasparov, Mikhaïl Khodorkovski et d'autres soutiennent l'idée d'un retour de la Russie au sein des institutions européennes et de l'établissement de relations futures entre la Russie et l'Europe fondées sur les valeurs démocratiques européennes. En particulier, en 2025, l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) a créé une plateforme de dialogue avec l'opposition démocratique russe, dans le but de préparer la réintégration de la Russie dans l'espace juridique et les institutions européennes après le départ du régime actuel.

223. Pour la réaction de la Douma, voir : <https://t.me>.

Vulnérabilités

- Tendances démographiques négatives : vieillissement de la population et intolérance envers les migrants.
 - Inégalités sociales et régionales : les régions pauvres et ethniques souffrent davantage de la guerre. L'intégration des anciens combattants constitue un défi.
 - Élites : loyales, mais des discordes sont possibles si le régime s'affaiblit.
 - Régime personnaliste et subordination de toutes les institutions à l'exécutif : incertitudes concernant la transition du pouvoir.
 - Manque de confiance entre les élites et la population et besoin constant d'étendre le contrôle à des coûts croissants.
 - Tendances économiques négatives impactant les questions sociales : hausse des impôts, stagnation ou possible baisse des prestations sociales, diminution du pouvoir d'achat, faibles investissements nationaux et IDE, corruption persistante.
 - Technologie : faible innovation, développement limité des industries de haute technologie, sauf dans certains secteurs comme la défense et le nucléaire civil.
- Le principal risque pour l'UE n'est pas l'implosion, mais une transformation de son ADN sous l'influence de la montée du populisme.
 - Certains gouvernements (Hongrie, Slovaquie) bloquent régulièrement les décisions européennes.
 - Déficit démographique croissant (-3,7 millions/an d'ici 2100) : l'immigration est nécessaire mais politiquement sensible dans un contexte de montée du populisme (risque accru de déstabilisation interne).
 - La compétitivité est freinée par la fragmentation du marché, la réticence à innover et un capital-risque encore très inférieur à celui des États-Unis.

Alliances et positionnement international : la course au soutien stratégique dans le monde

Tatiana Kastouéva-Jean et Paul Maurice

Dans tous les documents doctrinaux russes en matière de politique étrangère, de défense et de sécurité nationale, les relations avec les anciennes républiques soviétiques, ainsi qu'au sein des organisations régionales sous l'égide de Moscou (la Communauté des États indépendants [CEI], l'Organisation du traité de sécurité collective [OTSC] et l'Union économique eurasiennne [UEE]), sont déclarées prioritaires. Cependant, dans la guerre contre l'Ukraine, les États post-soviétiques n'ont pas été les premiers soutiens de la Russie. Seul le Bélarus s'est distingué en mettant son territoire à disposition pour opérer une invasion de l'Ukraine depuis le nord et en acceptant (au prix d'une modification de sa Constitution) le déploiement d'armes nucléaires russes, sans en contrôler l'utilisation²²⁴. Aucun de ces alliés traditionnels de la Russie n'a officiellement reconnu l'annexion de la Crimée en 2014²²⁵, ni celle des quatre régions de l'Est de l'Ukraine occupées en 2022. En même temps, aucun d'entre eux n'a condamné l'agression de la Russie, ni envoyé d'armes ou de soldats en Russie ou en Ukraine (à part l'aide humanitaire à Kiev), probablement par crainte de représailles russes ou de sanctions occidentales. En effet, les alliés post-soviétiques de la Russie se trouvent dans une situation de dépendance vis-à-vis de Moscou et peuvent craindre pour leur propre sécurité.

224. K. Pucek et B. Dee, « Belarus on Thin Ice Future Scenarios and European Policy Dilemmas », *Clingendael Report*, Clingendael, janvier 2025, disponible sur : www.clingendael.org.

225. Celle-ci n'a été reconnue officiellement que par le Venezuela, le Nicaragua, la Syrie, l'Afghanistan, la Corée du Nord et Cuba.

Comment la guerre redéfinit-elle les alliances et les partenariats de la Russie et de l'UE ?

Les succès diplomatiques russes : un réseau de soutiens diversifié

D'autres partenaires présentant un type de régime, d'idéologie et de positions anti-occidentales similaires, tels que la Corée du Nord, l'Iran et la Chine, ont contribué à l'effort de guerre de la Russie. Cette collaboration a hissé leurs partenariats bilatéraux à des niveaux sans précédent depuis le début de la guerre. La qualité nouvelle de ces relations a été soulignée dans les déclarations officielles et les accords de partenariat stratégique signés avec la Corée du Nord (juin 2024) et l'Iran (janvier 2025).

En outre, des pays tels que la Turquie, l'Arménie, la Géorgie, le Kazakhstan, l'Inde et les États du Golfe, s'ils n'adhèrent pas officiellement à la cause russe, jouent un rôle important de facilitateurs économiques. Ils aident en effet la Russie à contourner les sanctions occidentales et en tirent des avantages économiques significatifs en retour. Enfin, de nombreux sympathisants et agents d'influence, y compris au sein du camp occidental, contribuent à affaiblir l'influence internationale des États-Unis et de l'Europe, la cohésion interne de l'UE, ainsi que l'impact des sanctions.

Tous ces positionnements n'ont pas été définis au lendemain de l'invasion de l'Ukraine par la Russie en 2022, mais bien avant : ils sont le résultat d'une proximité idéologique, d'une accumulation de déceptions et de ressentiment envers l'Occident, ainsi que des efforts de Moscou pour développer ses relations avec ces pays tout en creusant le fossé qui les sépare de l'Occident. Depuis les années 2000, la Russie s'appuie sur l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS), créée en 2001, et les BRICS, créés en 2006, pour promouvoir ces pôles alternatifs de croissance économique et de dynamisme démographique afin de faire contrepoids à l'Occident. Dès les années 2000, la Russie sous la présidence de Vladimir Poutine a effacé des dettes datant de l'ère soviétique de plusieurs pays d'Asie, du Moyen-Orient, d'Afrique et d'Amérique latine pour plusieurs dizaines de milliards de dollars (par exemple, 10 milliards de dollars pour la seule Syrie²²⁶). Le président russe s'est également rendu en personne dans plusieurs capitales clés, d'Alger à Téhéran en passant par Ankara et Riyad, dans le but de renouer des coopérations.

Le grand virage vers l'Est est particulièrement notable depuis l'annexion de la Crimée en 2014. Pékin et New Delhi sont devenus les partenaires privilégiés de Moscou depuis la signature d'importants contrats

226. RBC, 25 janvier 2005, disponible sur : www.rbc.ru.

stratégiques dans les domaines militaire et énergétique²²⁷. Ces accords ont finalement permis à Moscou de réduire partiellement sa vulnérabilité vis-à-vis des marchés occidentaux, ce qui s'est avéré crucial après les sanctions massives imposées par l'Occident en 2022. Au-delà de ces partenariats asiatiques, Moscou s'est montré proactif dans d'autres régions du monde, où sa politique est souvent rentrée en collision avec celle des chancelleries occidentales. En 2015, la Russie a volé au secours du président syrien Bachar Al-Assad, en lançant ainsi la plus grande opération militaire de Moscou hors de l'espace post-soviétique depuis la chute de l'URSS. Cela a permis à Moscou de conclure des accords à long terme avec Damas sur une base aérienne à Hmeimim et une base navale à Tartous. En 2019, la Russie a défendu le gouvernement Maduro au Venezuela, condamnant à l'échec les tentatives occidentales de soutenir l'opposition. La même année, le sommet Russie-Afrique a réuni une quarantaine de chefs d'État et de gouvernement africains. L'héritage soviétique de la politique africaine (anticolonialisme et soutien à l'indépendance, octroi de prêts et formations universitaires) a été réactivé, symbolisé par la réouverture de plusieurs ambassades sur le continent africain²²⁸.

La position diplomatique du Kremlin a été renforcée par les contrats signés par les compagnies publiques et privées comme Rosneft, Rosatom ou Lukoil dans les pays cibles, ainsi que par les livraisons d'armes. La diplomatie culturelle et éducative (ouverture de Maisons russes) est allée de pair avec des campagnes d'information anti-occidentales. La crise du Covid a exacerbé la concurrence pour la livraison de vaccins aux pays du Sud. Avant le début de la guerre, Moscou cherchait déjà à se présenter comme un modèle alternatif en promouvant sa vision d'un monde multipolaire que Moscou considère comme organisé autour de trois pôles majeurs, les États-Unis, la Chine et la Russie, chacun doté de zones d'influence exclusive²²⁹. La neutralité, voire le soutien, du « Sud global » vis-à-vis de la guerre menée par la Russie en Ukraine a ainsi des racines profondes.

Contributeurs directs à l'effort de guerre de la Russie

L'Iran et la Corée du Nord sont deux pays qui ont apporté un soutien militaire direct à la guerre de Moscou en Ukraine sans craindre la détérioration de leurs relations avec l'Occident ou de leur image internationale. Ils forment désormais avec la Russie le trio des pays les plus sanctionnés au monde. Leur coopération bilatérale avec la Russie s'est considérablement renforcée depuis

227. Contrat gazier « Power of Siberia 1 » entre Gazprom et la CNPC en 2014 ; contrats d'achat d'avions de chasse SU-35 et de systèmes de défense antiaérienne S-400 par la Chine en 2015 ; acquisition de la raffinerie Essar Oil par Rosneft en 2017 ; contrat pour les S-400 avec l'Inde en 2018, etc.

228. A. Kalika, « Le "grand retour" de la Russie en Afrique ? », *Russie. Nei.Visions*, n° 114, Ifri, avril 2019, disponible sur : www.ifri.org.

229. Les discours annuels de Vladimir Poutine au Club Valdai depuis 2004 reflètent bien sa vision du monde. Voir, par exemple, son intervention au dernier Valdai Discussion Club Meeting, 2 octobre 2025, disponible sur : <http://en.kremlin.ru>.

le début de la guerre, en particulier dans le domaine de la défense. Tous deux ont fourni des armes (drones et missiles balistiques iraniens, munitions nord-coréennes compatibles avec les systèmes d'artillerie russes) et, initiative sans précédent, la Corée du Nord a mis entre 10 000 et 12 000 soldats à la disposition de Moscou pour libérer la région de Koursk. Cela a permis à la Russie de ne pas affaiblir le front mené dans le Donbass et d'éviter (pour l'instant) une nouvelle mobilisation partielle ou générale. Plusieurs rapports attestent de l'importance cruciale de cette aide pour l'armée russe : en 2023, la moitié des obus tirés par l'artillerie russe auraient été fabriqués en Corée du Nord²³⁰. Cela a donné à Moscou un avantage immédiat sur le champ de bataille, tout en laissant aux industries russes le temps de se redéployer en prévision d'une guerre longue. De son côté, l'Iran est allé plus loin que la simple fourniture d'équipements et de pièces détachées, en mettant à disposition de Moscou des conseillers et la technologie nécessaires pour lancer des chaînes de production de drones de type Shahed (Geran 1/Geran 2) à l'usine d'Elabouga au Tatarstan²³¹.

Les relations diplomatiques de Moscou avec ces deux pays se sont intensifiées avec plusieurs visites réciproques de haut niveau depuis 2022 et la signature d'accords de partenariat stratégique. L'accord avec la Corée du Nord va plus loin, avec une clause de défense mutuelle stipulant que chaque partenaire doit venir en aide à l'autre en cas d'agression armée, et ce, par tous les moyens à sa disposition. Les responsables et experts russes saluent désormais la qualité de ces nouvelles alliances, et certains les qualifient de plus étroites et plus concrètes que les partenariats traditionnels avec les pays post-soviétiques²³². Outre la solidarité entre les pays sanctionnés par l'Occident, chaque partenaire en tire des avantages économiques et militaires directs : par exemple, Pyongyang aurait reçu des crédits importants de la part de Moscou et pourrait avoir bénéficié de technologies militaires russes de pointe, particulièrement dans le domaine des missiles balistiques (comme semblent en témoigner les lancements d'octobre 2024²³³).

Bien que la Chine n'ait pas officiellement envoyé d'aide militaire directe (Pékin est toutefois toujours soupçonné d'avoir livré des drones ou des composants de drones à Moscou²³⁴), son soutien est vital pour l'économie russe, y compris son industrie de la défense, ce qui permet de la classer parmi les « contributeurs directs ». La Chine se déclare officiellement neutre, mais

230. « La moitié des obus tirés par l'armée russe en Ukraine l'année dernière ont été fournis par la Corée du Nord », *Le Grand Continent*, 17 avril 2025, disponible sur : <https://legrandcontinent.eu>.

231. « Alabuga Drone Plant: A Case Study of Key Relationships Enabling Iranian Support for Russian Military Production », Iran Watch, 8 novembre 2024, disponible sur : www.iranwatch.org.

232. Voir, par exemple, « Sistema novyh aliansov Rossii » [Le système des nouvelles alliances de la Russie], *Aktual'nye Kommentarii*, 29 octobre 2024, disponible sur : <https://actualcomment.ru>.

233. K. Hird, D. Shats et A. O'Neil, « North Korea Joins Russia's War Against Ukraine: Operational and Strategic Implications in Ukraine and Northeast Asia », Institute for the Study of War, 1^{er} novembre 2024, disponible sur : <https://understandingwar.org>.

234. « How China Is Secretly Arming Russia », *The Telegraph*, 3 septembre 2025, disponible sur : www.telegraph.co.uk.

elle a assuré l'approvisionnement de la Russie en composants et technologies à double usage, notamment en microélectronique, optique, moteurs, turboréacteurs, semi-conducteurs, etc. Elle a augmenté ses achats d'hydrocarbures russes à des tarifs réduits, assurant ainsi des revenus réguliers au budget russe. Les relations sino-russes sont aujourd'hui plus étroites qu'elles ne l'ont jamais été²³⁵. Pékin est désormais le premier partenaire commercial de Moscou avec 30 % des exportations russes et 40 % des importations. Outre la Chine, aucun pays ne peut offrir à la Russie à la fois un marché de cette taille, des facilités logistiques grâce à une longue frontière commune, une monnaie pour les règlements financiers bilatéraux et des technologies nécessaires à un pays en guerre soumis à des sanctions. L'opinion publique russe est de plus en plus favorable à la Chine : en 2024, 65 % des Russes percevaient la Chine comme un « État ami », contre à peine plus de 10 % au début des années 2000²³⁶.

Cependant, dans le contexte de la guerre et des sanctions, au lieu d'équilibrer ses relations avec l'Occident, la Russie a créé de nouvelles dépendances vis-à-vis des pays du « Sud global », principalement la Chine, avec laquelle elle risque de disposer d'une marge de manœuvre de plus en plus réduite. La Chine n'a toutefois pas remplacé l'Europe. Avant la guerre, en 2021, la Russie fournissait 155 milliards de mètres cubes (Gm³) de gaz sur le marché européen *via* des gazoducs. En 2024, elle a vendu 31 Gm³ à la Chine, qui ont transité par le gazoduc Force de Sibérie 1, dont la capacité maximale prévue est de 38 Gm³ de gaz par an. La Russie vise potentiellement à porter ce volume à 45-50 Gm³ par an avec Force de Sibérie 2, s'il est construit. Dans ce cas, elle vendrait finalement à la Chine un tiers de ce qu'elle vendait aux pays de l'UE avant la guerre (sachant que l'UE conserve toujours une partie de ce commerce avec la Russie) et à un prix inférieur. La relation commerciale est très asymétrique (la Russie ne représente que 5 % des importations chinoises et 3 % des exportations en 2024), alors que, parallèlement, Pékin développe des technologies moins consommatrices en hydrocarbures et entretient des relations commerciales beaucoup plus intenses avec l'Occident qu'avec la Russie²³⁷. En 2024, les échanges de biens entre la Chine et l'UE ont atteint 732 milliards d'euros²³⁸, contre 582 milliards de dollars avec les États-Unis²³⁹ et 245 milliards de dollars avec la Russie²⁴⁰. Ces facteurs font que Pékin se montre beaucoup plus prudent dans ses relations avec l'Occident que l'Iran ou la Corée du Nord.

235. De nombreux graphiques et chiffres utiles sont disponibles ici : <https://merics.org>.

236. Sondage du Centre Levada, 5 juin 2025, disponible sur : www.levada.ru.

237. A. Gabuev, « Po-kitajski vyt'. S chem Vladimir Putin ujehal iz Pekina » [Comment hurler ensemble avec les loups chinois. Avec quoi Vladimir Poutine a-t-il quitté Pékin], Carnegie Endowment for International Peace, 5 septembre 2025, disponible sur : <https://carnegieendowment.org>.

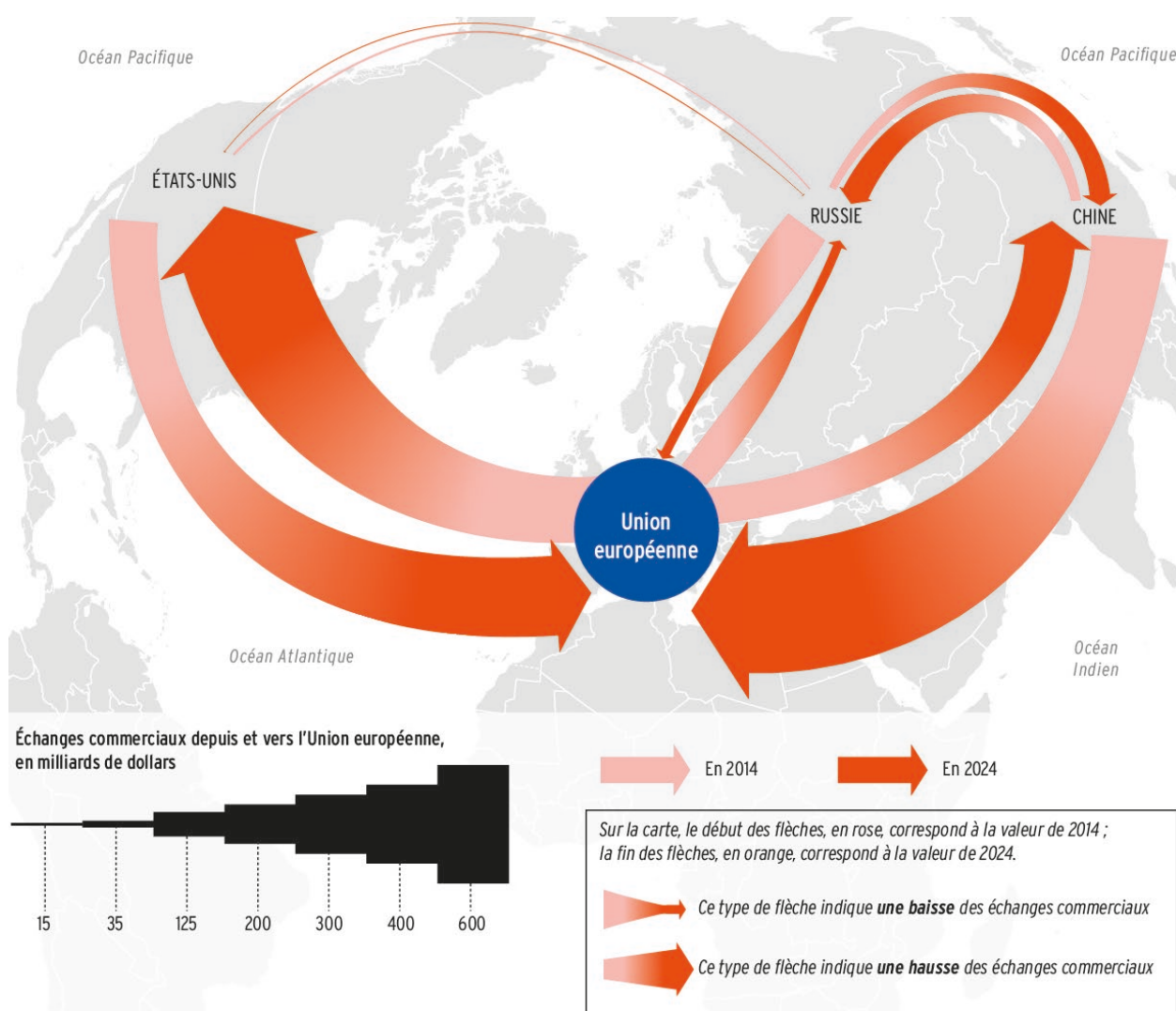
238. « China. EU Trade Relations with China. Facts, Figures and Latest Developments », Commission européenne, disponible sur : <https://policy.trade.ec.europa.eu>.

239. « The People's Republic of China. China Trade Summary », Bureau du représentant américain au Commerce, disponible sur : <https://ustr.gov>.

240. « China-Russia 2024 Trade Value Hits Record High – Chinese Customs », Reuters, 13 janvier 2025, disponible sur : www.reuters.com.

Les investissements annuels de la Chine en Russie ont chuté de deux tiers depuis le début de la guerre (passant de 1,2 milliard de dollars par an entre 2011 et 2018 à 400 millions de dollars par an en 2022 et 2023²⁴¹), ce qui s'explique à la fois par le risque de sanctions secondaires et par l'incertitude économique et politique en Russie (dont la corruption, le climat peu propice aux affaires, la confiscation d'actifs occidentaux, etc.).

Carte 2 : Évolution des flux commerciaux mondiaux (2014-2024)



Source : Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED).

Pour consolider son partenariat avec la Chine, Moscou est même prêt à céder des territoires (comme une partie de l'île Bolchoï Oussouri) ou à créer des conditions de transit favorables (comme le passage par le port de Vladivostok ou par la route maritime du Nord pour les bateaux chinois).

241. H. Simola, « Russia's Ever-Increasing Economic Dependence on China », *BOFIT Policy Brief*, n° 10/2025, The Bank of Finland Institute for Emerging Economics, mai 2025, disponible sur : <https://publications.bof.fi>.

Malgré la nature de plus en plus stratégique du partenariat²⁴², la Russie a de moins en moins à offrir à la Chine en termes d'armements de pointe, alors qu'elle est poussée à partager ses technologies les plus avancées en surmontant les anciennes réticences. L'expérience directe du combat de l'armée russe et sa connaissance des équipements occidentaux intéressent beaucoup Pékin, friand des exercices militaires conjoints avec Moscou dont plusieurs ont eu lieu depuis 2022. Leur coopération militaire est pourtant loin d'une véritable intégration et d'une interopérabilité efficace, ce qui reflète probablement l'existence d'un certain niveau de méfiance.

Depuis le début de la guerre, la Chine cherche à éviter l'impact des sanctions secondaires et à préserver son image d'acteur responsable auprès des pays du « Sud global », en faisant des déclarations de principe pour le rétablissement de la paix, sans toutefois proposer de mécanismes concrets de mise en œuvre, ni condamner la Russie²⁴³. Cela permet à Moscou de vanter la position « objective et impartiale » de la Chine sur la question ukrainienne. La présence du président chinois, invité d'honneur, au défilé militaire du 9 mai 2025 sur la Place Rouge (auquel ont participé des soldats chinois) et la présence de Poutine au défilé militaire à Pékin en septembre 2025 sont des signaux clairs à l'Occident que toute tentative de semer la discorde entre la Russie et la Chine (« stratégie Kissinger/Nixon inversée ») est vouée à l'échec. En effet, la Chine considère la Russie comme un partenaire idéologiquement proche et indispensable pour former un front uni contre l'Occident et instaurer un nouvel ordre mondial²⁴⁴. Dans un article publié en russe en mai 2025, le président Xi a souligné le soutien supposé de la Russie à la réunification de la Chine continentale avec Taïwan²⁴⁵. La potentielle escalade entre Washington et Pékin pourrait rendre la Russie, membre du Conseil de sécurité de l'ONU, d'autant plus précieuse comme partenaire aux yeux de la Chine. Celle-ci pourrait alors enfin accepter la demande de la Russie de construire le gazoduc Force de Sibérie 2, un projet également motivé par l'instabilité récurrente au Moyen-Orient et le besoin de réduire la dépendance au GNL américain ou australien. Un pas important dans ce sens a été fait lors du sommet de l'OCS en août/septembre 2025, bien que l'accord soit encore loin d'être finalisé²⁴⁶. Ce même sommet a révélé un

242. I. Facon, « La coopération militaire et de sécurité sino-russe. Des accents plus stratégiques », *Annuaire français de relations internationales*, Université Panthéon-Assas/Centre Thucydide, 2024, p. 435-448.

243. M. Julienne, « Reconnect China Policy Brief 20 – The China-Russia Partnership and the Ukraine War: Aligned But Not Allied », *Policy Briefs*, Reconnect China, février 2025, disponible sur : www.reconnect-china.ugent.be.

244. D. Minic, « La Russie et ses soutiens à l'heure de Trump II. Quelle entente avec la Chine, la Corée du Nord, l'Iran ? », in T. de Montbrial et D. David (dir.), *Ramses 2026. Un nouvel échiquier*, Paris, Ifri/Dunod, 2025, p. 202-205 ; A. Ekman, *Chine-Russie. Le grand rapprochement*, Paris, Gallimard, 2023.

245. « Predsedatel' KNR Si Cin'pin : 'Uroki proshlogo vo imâ budushego' » [Président de la République populaire de Chine Xi Jinping : « Les leçons du passé au service de l'avenir »], *Rossiïskaïa Gazeta*, 7 mai 2025, disponible sur : <https://rg.ru>.

246. Lors du sommet de l'OCS en septembre 2025, une déclaration politique très médiatisée a été faite concernant l'intention de promouvoir le projet Force de Sibérie 2. Cependant, le mémorandum

nouvel élément de proximité idéologique : la Chine et la Russie partagent désormais le même discours sur la Seconde Guerre mondiale, au cours de laquelle elles ont combattu ensemble contre l'Allemagne et le Japon. Malgré la guerre, la Chine a signé plusieurs accords avec la Russie dans les domaines de l'énergie, des paiements transfrontaliers, de la coopération dans l'Arctique et de l'IA. Bien qu'il ne s'agisse pas d'une alliance formelle, cette relation ne cesse de gagner en portée et en profondeur, et devient un élément important du système international²⁴⁷. Elle n'est toutefois pas exempte de méfiance, comme le prouve la fuite de documents des services de renseignement russes sur les activités clandestines chinoises en Russie, allant du recrutement de scientifiques aux tentatives d'accéder à des technologies militaires, en passant par la collecte d'informations sur les opérations russes en Ukraine²⁴⁸.

Les pays facilitateurs : l'intérêt économique avant tout

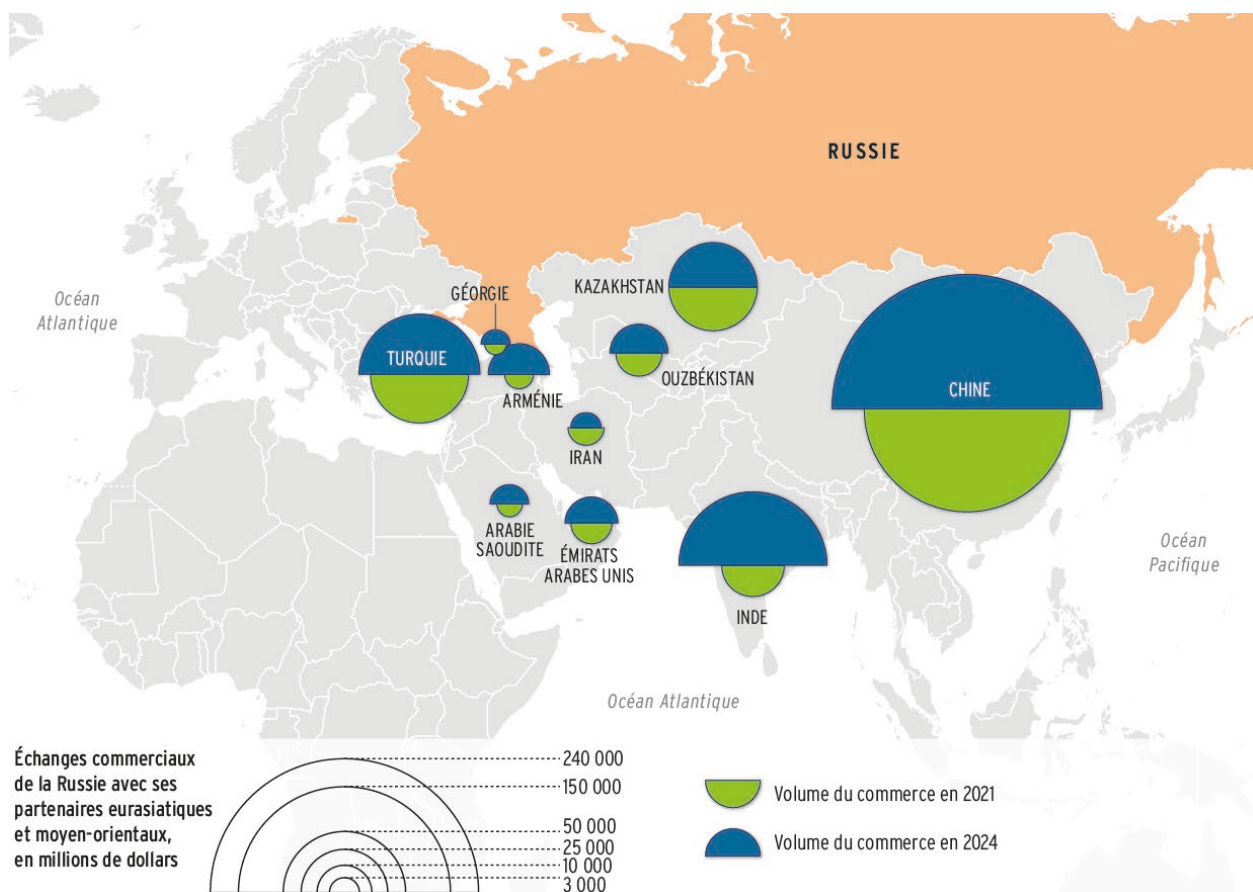
Sans soutenir directement la cause de la Russie dans la guerre en Ukraine (et parfois à l'encontre de la solidarité de leurs populations envers les Ukrainiens, comme c'est le cas en Géorgie), plusieurs pays aident la Russie à contourner les sanctions sur les produits occidentaux et soulagent l'étau économique en achetant des hydrocarbures russes. Les échanges commerciaux entre la plupart de ces pays et la Russie, d'une part, et l'Europe, d'autre part, ont augmenté depuis 2022, ce qui témoigne de leur position d'intermédiaires importants dans ces échanges. Outre la Chine, certains pays ont acquis une importance économique particulière pour Moscou depuis le début de la guerre, les Émirats arabes unis (EAU), l'Arabie saoudite, la Turquie et l'Inde étant en tête de liste.

« juridiquement contraignant » signé n'a pas encore été suivi d'un contrat à part entière ni d'un accord sur les prix. La partie chinoise a démontré sa volonté de participer exclusivement selon ses propres conditions, en insistant sur le prix bas, égal aux prix du marché intérieur russe, et en recherchant des engagements minimaux sur les volumes d'achat.

247. B. Lo, « Convergence and Divergence: China-Russia Relations in the Age of Trump », New Eurasian Strategies Center NEST, 3 juillet 2025, disponible sur : <https://nestcentre.org>.

248. I. van Brugen et J. Feng, « Maps Show Russian Territory China Could Annex Amid FSB "Suspicion" », *Newsweek*, 9 juin 2025, disponible sur : www.newsweek.com.

Carte 3 : Évolution du volume des échanges commerciaux entre la Russie et une sélection de pays du « Sud Global » (2021-2024)



Source : CNUCED.

Les EAU sont devenus une véritable plaque tournante économique et financière, en particulier pour les échanges de la Russie avec l'Afrique (or et diamants²⁴⁹). Le volume des échanges économiques entre la Russie et les EAU a presque triplé entre 2019 et 2023 (passant de 3,5 milliards de dollars à 9,5 milliards de dollars). Cela s'explique certainement en grande partie par les importations parallèles (y compris les équipements à double usage), ainsi que par le développement de relations bilatérales, lié à l'implantation d'hommes d'affaires et d'entreprises russes à Dubaï et à Abu Dhabi, dont les infrastructures et les services développés minimisent les risques juridiques et logistiques liés aux sanctions. Des sociétés intermédiaires enregistrées aux EAU vendent du pétrole russe, alors que des pétroliers russes utilisent les ports émiratis. Outre leur médiation économique et financière, les EAU, l'Arabie saoudite et le Qatar jouent un rôle sans précédent dans cette guerre comme intermédiaire dans les échanges de prisonniers entre Moscou et Kiev (plus de 4 300 militaires et civils ukrainiens et russes ont été échangés avec

249. T. Vircoulon, « Les effets contradictoires des sanctions occidentales sur les relations économiques entre la Russie et l'Afrique subsaharienne », *Briefings de l'Ifri*, Ifri, 28 mai 2025, disponible sur : www.ifri.org.

l'aide des EAU²⁵⁰). Ces pays acquièrent une crédibilité nouvelle et se taillent ainsi une réputation de médiateurs discrets et efficaces. Même si les relations ne sont pas toujours au beau fixe, l'Arabie saoudite a contribué à maintenir les prix du pétrole grâce aux mécanismes de l'OPEP+, qui sont essentiels à la stabilité du modèle économique russe²⁵¹. Si les Émirats n'ont pas hésité à rejoindre les BRICS+, l'Arabie saoudite a manifesté de l'intérêt, avant finalement d'y renoncer.

La Turquie occupe l'une des positions les plus complexes et les plus ambivalentes²⁵² : membre de l'OTAN, elle n'a pas imposé de sanctions à la Russie et entretient des relations constructives avec les deux parties au conflit²⁵³. Elle est à la fois un importateur important d'hydrocarbures russes et un fournisseur de drones à l'Ukraine, dont elle soutient fermement l'intégrité territoriale. Les nombreuses tensions avec la Russie n'ont toutefois pas plombé les échanges commerciaux. Cette position unique lui a également permis de jouer le rôle de médiateur direct entre la Russie et l'Ukraine en 2022 sur son territoire. La Turquie défend avant tout ses propres intérêts, et ses positions se sont récemment renforcées au Moyen-Orient depuis la chute du régime d'Assad, soutenu par la Russie et l'Iran, et dans le Caucase du Sud avec la victoire de l'Azerbaïdjan sur l'Arménie dans le conflit du Haut-Karabakh.

L'Inde, comme la Chine, a augmenté ses achats d'hydrocarbures russes depuis le début de la guerre, et ce à des prix avantageux. Après que Trump a menacé l'Inde d'augmenter les droits de douane en été 2025 pour la « punir » pour l'achat des hydrocarbures russes, Delhi a publiquement réaffirmé son intention de continuer à acheter du pétrole russe pour des raisons de sécurité énergétique et de coût (stabilité des prix intérieurs²⁵⁴). Les principaux raffineurs privés indiens (Reliance, Nayara Energy) ont même annoncé une augmentation prévue de 10 à 20 % des achats de pétrole russe pour septembre 2025 par rapport à août de la même année, ce qui représente 150 000 à 300 000 barils supplémentaires par jour. La Russie est désormais le premier fournisseur de pétrole brut de l'Inde, avec des parts de marché dépassant 36 % en mars 2025, contre seulement 2 % avant la guerre en Ukraine²⁵⁵. Néanmoins, les choses risquent encore d'évoluer prochainement pour l'achat de gaz russe par l'Inde en raison de la pression exercée par Trump²⁵⁶. Par ailleurs, l'Inde diversifie

250. Cité par *Realnoye Vremia*, 14 août 2025, disponible sur : <https://realnoevremya.ru>.

251. A. Chaddar, D. Zhdannikov et A. Lawler, « Behind OPEC+ Oil Output Hike, Saudi-Russian Tensions Simmer », Reuters, 2 juin 2025, disponible sur : www.reuters.com.

252. D. Schmid, « Le conflit russo-ukrainien : une opportunité pour la Turquie », *Politique étrangère*, vol. 88, n° 2, Ifri, 2023, p. 11 à 24.

253. R. Suleymanov, « Turkey and the War in Ukraine: How Has Ankara's Foreign Policy Changed Since February 2022? », New Eurasian Strategies Centre, 20 février 2025, disponible sur : <https://nestcentre.org>.

254. Avec l'AFP, « Bras de fer autour du pétrole russe : l'Inde répond sèchement à Donald Trump », *L'Express*, 5 août 2025, disponible sur : www.lexpress.fr.

255. « La Russie devient le plus grand fournisseur de pétrole brut de l'Inde », Business AM, 13 août 2025, disponible sur : <https://fr.businessam.be>.

256. I. Sentner et M. Messerly, « Trump: India Will Stop Buying Russian Oil », *Politico*, 15 octobre 2025, disponible sur : www.politico.com.

désormais ses approvisionnements en armements en se tournant davantage vers les pays occidentaux, alors que pendant les deux décennies précédentes, 65 % de ses achats provenaient de Russie²⁵⁷.

On pourrait citer d'autres pays facilitateurs, mais leur caractéristique commune est que, contrairement à l'Iran et à la Corée du Nord, ils ne sont pas insensibles à la pression exercée par l'Occident. Ils entretiennent en effet des relations très développées avec le monde occidental dans les domaines de la sécurité et de l'économie. Le renforcement des sanctions secondaires peut directement affecter leurs échanges commerciaux avec la Russie. Depuis 2024, la Turquie, par exemple, a bloqué les exportations vers la Russie d'une quarantaine de produits d'origine américaine, dont les semi-conducteurs. Plusieurs banques turques refusent d'effectuer des transactions vers la Russie, et des exceptions ont dû être négociées pour Gazprombank, qui fait l'objet de sanctions. Les gouvernements des pays facilitateurs sont pragmatiques et opportunistes : ils recherchent avant tout d'obtenir des avantages économiques, la diversification de leurs dépendances et le maintien de bonnes relations avec tous leurs partenaires clés, y compris la Russie, plutôt que de former un front idéologique – et économique – total contre l'Occident.

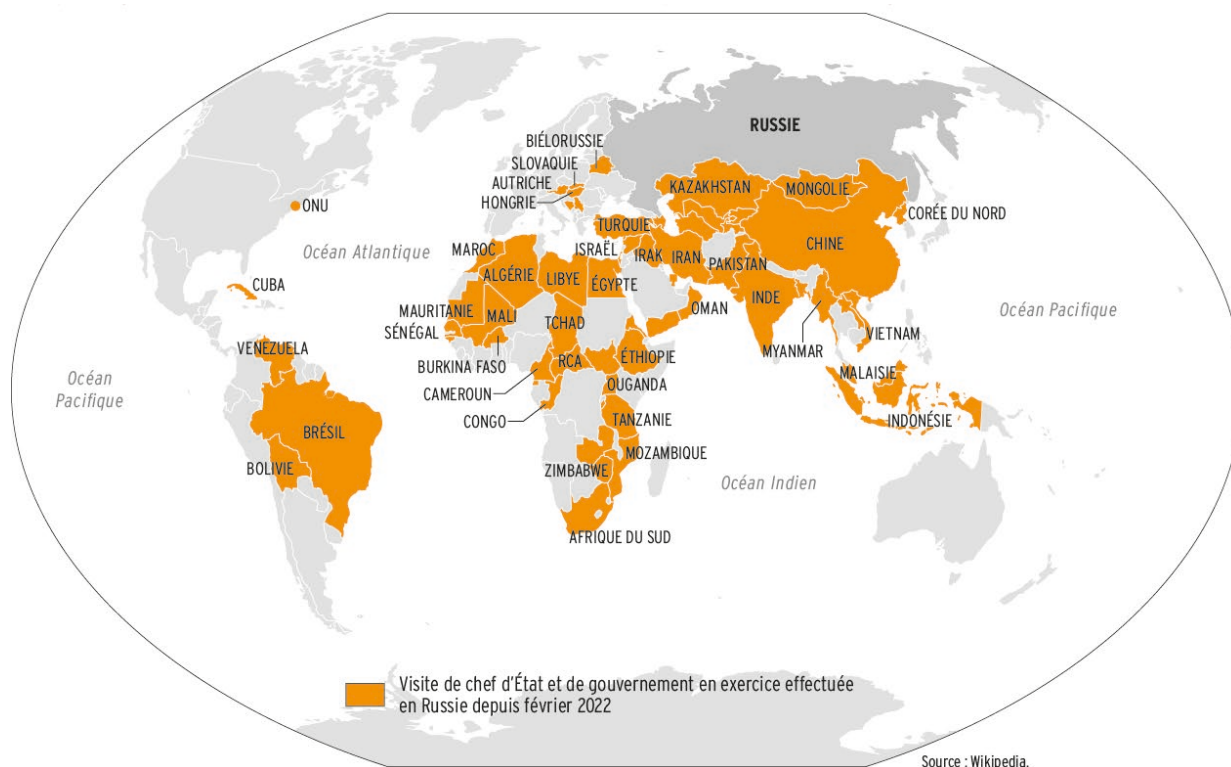
Sympathisants et agents d'influence

Sans fournir d'aide militaire ou économique directe, plusieurs pays d'Afrique, du Moyen-Orient, d'Asie et d'Amérique latine se sont abstenus de condamner officiellement les agissements de la Russie : ils n'appliquent pas de sanctions et ont voté contre – ou se sont abstenus (ou absentés) – lors des votes des résolutions de l'ONU condamnant la Russie. La plupart d'entre eux ont des contentieux particuliers avec l'Occident (colonialisme pour les pays africains, organisation injuste de l'ordre mondial sous la domination américaine, dépendance au dollar, indifférence occidentale à l'égard des conflits régionaux qui les concernent, etc.), ce que Moscou exploite et amplifie habilement par le biais des médias locaux et des structures de coopération russes, qui présentent sa guerre contre l'Ukraine comme une résistance à l'Occident qui serait hypocrite et décadent. Au sein même de l'UE, la Hongrie et la Slovaquie affichent une proximité idéologique avec le régime de Poutine. Les deux dirigeants, Viktor Orbán et Robert Fico, se sont rendus à Moscou depuis le début de la guerre en Ukraine. Leurs déclarations et leurs actions vont à l'encontre des politiques de l'UE et de l'OTAN dont ils sont membres. Cette politique brouille le message européen et permet à Moscou de jouer sur les dissensions européennes. D'autres pays comme l'Autriche font preuve d'une certaine compréhension à l'égard des préoccupations russes et pourraient rejoindre le camp dissident en cas de changement de majorité à la tête du pays.

257. K. Kaushik, « India Pivots Away from Russian Arms, But Will Retain Strong Ties », Reuters, 29 janvier 2024, disponible sur : www.reuters.com.

Des forces politiques constituées soutiennent à des degrés divers l'argumentaire russe dans de nombreux pays européens.

Carte 4 : Visites officielles de chefs d'État et de gouvernement en Russie depuis le début de la guerre en Ukraine



Source : Wikipédia.

In fine, même s'il ne s'agit pas d'alliances formelles, même dans le cas de la Chine, la Russie dispose d'un réseau suffisamment diversifié de partenaires qui lui permettent d'atteindre ses différents objectifs, de maintenir son effort de guerre, de desserrer l'étau des sanctions et d'affaiblir la cohésion et l'influence occidentales. Ces relations sont généralement stables, même si la plupart des partenaires sont sensibles à la pression occidentale, souhaitent préserver leur image à l'international et refusent de franchir ouvertement le seuil de l'aide directe à l'effort militaire russe. La plupart de ces pays souhaiteraient voir la fin de la guerre (qui a contribué à l'inflation, en particulier des produits alimentaires, pour bon nombre d'entre eux), tandis que le sort de l'Ukraine – sa défaite, sa division territoriale, son retour dans l'orbite de la Russie – semble les laisser indifférents. C'est aussi le cas du président américain Donald Trump, dont l'élection a été considérée comme une aubaine pour le Kremlin. Trump pourrait encore devenir l'allié rêvé pour faire pencher la balance en faveur de la Russie, en mettant définitivement fin à l'aide militaire à l'Ukraine et au partage de renseignements au nom de la proximité idéologique et des « grands accords » dans l'Arctique ou au Moyen-Orient, même si, pour l'instant, la stratégie de l'administration Trump, aussi ambivalente soit-elle, ne semble pas s'orienter dans cette direction de manière définitive. Dans tous les cas, la

question majeure est la capacité des Européens à assumer seuls la responsabilité de leur propre sécurité, dont la défense de l'Ukraine fait partie.

La question demeure de l'attitude des pays du « Sud global », qui ne forment pas un bloc monolithique, face à un éventuel conflit direct Russie-OTAN. Très probablement leur comportement se situera dans la continuité de leur position actuelle à l'égard de la guerre en Ukraine. Sensibles au narratif russe, beaucoup attribuent la responsabilité de la guerre à l'élargissement de l'OTAN en la plaçant donc déjà dans la grille de lecture de la confrontation Russie/Occident. Certains acteurs pourraient fournir un soutien diplomatique ou économique limité (ce sera certainement le cas de la Corée du Nord ; celui de l'Iran n'est pas sûr compte tenu du fait que la Russie n'est pas volée au secours du régime iranien en été 2025). Plusieurs États du « Sud global » privilégieront une posture de non-alignement, cherchant à éviter de s'engager dans un conflit global dont ils ne verraient pas directement les bénéfices, mais qui pourrait avoir des effets directs ou indirects néfastes. Compte tenu de leurs intérêts géopolitiques, économiques et stratégiques propres, ils éviteront probablement l'aide militaire directe à la Russie sans couper les liens politiques, économiques et énergétiques avec elle, sans adhérer aux sanctions ou sans la condamner dans l'enceinte de l'ONU. Leur priorité reste la stabilité et le développement national, plus que le soutien aux guerres des grandes puissances. La plus grosse incertitude concerne la Chine dont l'attitude dépendra de l'évolution du rapport de force avec les États-Unis dans les prochaines années. Le pire scénario pour l'Europe serait deux conflits simultanés, l'un en Europe avec la Russie et l'autre en Asie-Pacifique avec la Chine (autour de Taïwan), sans parler d'une nouvelle déstabilisation au Moyen-Orient.

L'UE dans le jeu des alliances : renforcement des noyaux durs et stratégie de de-risking

Alliances traditionnelles et de-risking

L'UE se distingue par son réseau diversifié d'alliances, son attractivité économique et sa capacité à forger de nouveaux partenariats, en contraste avec les alliances de la Russie, qui sont pour la plupart opportunistes et fragiles. L'UE entretient des liens étroits avec l'OTAN qui compte et permet la présence de 100 000 soldats américains en Europe. En 2024, 65 % des Européens soutenaient l'OTAN, avec des pics en Pologne (82 %) et en Estonie (88 %). Depuis 2014, l'OTAN a renforcé son flanc Est (10 000 soldats supplémentaires en Pologne et dans les États baltes). L'UE a conclu des accords avec 74 pays (40 % du commerce mondial), tels que le Japon (commerce bilatéral s'élevant à 150 milliards d'euros) et le Canada (augmentation de 10 % des exportations depuis 2017 avec le *Comprehensive Economic and Trade Agreement*, CETA). Ces partenariats renforcent son influence économique vis-à-vis de la Russie, dont les exportations vers l'UE

ont chuté de 90 % (15 millions de tonnes de pétrole en 2024 contre 150 millions en 2014). En 2023, l'UE a signé un accord avec le Chili pour sécuriser 50 % de ses importations de lithium, réduisant ainsi sa dépendance vis-à-vis de la Chine (qui détient 80 % des terres rares).

Cependant, la dépendance européenne vis-à-vis des États-Unis et des importations de ressources (terres rares, énergie) limite son autonomie et expose l'UE à un risque stratégique. La Chine exploite les divisions européennes et les incertitudes relatives aux politiques du président américain Donald Trump pour étendre son influence. Un scénario de dépendance accrue vis-à-vis de la Chine pourrait se concrétiser en cas d'affaiblissement de l'OTAN. En 2024, la Chine a investi 15 milliards d'euros dans les infrastructures européennes (ports, 5G), en exploitant les divisions internes (par exemple, la Hongrie a mis un veto aux sanctions anti-chinoises). La Chine représente 20 % des importations européennes (400 milliards d'euros en 2024) et investit massivement dans les Balkans (10 milliards d'euros depuis 2014). Une dépendance croissante à la Chine pourrait compromettre l'autonomie stratégique de l'UE, surtout si les États-Unis réduisent leur soutien. Pour contrer ce risque, l'UE élabore une stratégie de « réduction des risques²⁵⁸ ». Par exemple, en 2023, elle a investi 5 milliards d'euros dans les infrastructures 5G européennes, réduisant ainsi la présence de Huawei de 30 %²⁵⁹.

Les relations économiques entre la Chine et l'UE se caractérisent aussi par un déficit structurel pour l'UE, tandis que les relations sino-américaines sont marquées par la rivalité et un découplage progressif.

L'équilibre des alliances traditionnelles de l'UE étant remis en question, celle-ci doit davantage développer sa stratégie de « réduction des risques » (*de-risking*) en renforçant son autonomie stratégique – notamment industrielle – et en renforçant ses liens avec les pays du « Sud global » (accords commerciaux et d'investissement).

Le renforcement des noyaux durs européens

L'évolution des relations transatlantiques et les doutes quant aux motivations du gouvernement Trump dans son soutien à l'Ukraine ont incité les pays européens à diversifier leurs liens et à renforcer les partenariats existants. En Allemagne, certains observateurs considèrent que la politique actuelle des États-Unis sous Trump est le fruit d'une approche personnelle et s'attendent à ce que les relations transatlantiques reviennent à leurs configurations d'origine une fois son mandat terminé. Cependant, ce point de vue est minoritaire. Il semble en effet risqué de miser sur un changement temporaire, car le prochain président américain pourrait s'inscrire dans une

258. P. Anderson et F. Lindberg (dir.), *National Perspectives on Europe's De-risking from China*, European Think-tank Network on China (ETNC), juin 2024, disponible sur : www.ifri.org.

259. T. Rühl, « The "Huawei Saga" in Europe Revisited: German Lessons for the Rollout of 6G », *Notes du Cerfa*, n° 187, Ifri, juin 2025, disponible sur : www.ifri.org.

ligne similaire. Parallèlement, il est largement admis que les relations transatlantiques connaissent une transformation à long terme. L'Allemagne souligne l'importance de préparer les Européens à assumer davantage la responsabilité de leur propre sécurité, ce qui demandera du temps et des efforts soutenus pour renforcer les capacités de défense européennes.

En diversifiant ses liens de partenariat, l'Europe fait preuve de souplesse face à des situations disparates et tire parti des complémentarités entre les États. Les formats en « noyaux durs » visent à renforcer la cohésion européenne face à l'affaiblissement des alliances traditionnelles, en particulier avec les États-Unis, et à contrer l'influence russe, bien qu'ils soient perçus et présentés dans le discours russe comme un point de vulnérabilité.

1. Le Triangle de Weimar, créé en 1991, a joué un rôle clé dans le soutien à l'Ukraine depuis 2014. En 2022, la France, l'Allemagne et la Pologne ont coordonné la livraison d'une aide militaire de 10 milliards d'euros à l'Ukraine, comprenant 200 chars *Leopard 2* (Allemagne et Pologne, après l'autorisation de réexportation accordée par l'Allemagne en janvier 2023), 18 canons *Caesar* (France) et 300 véhicules blindés et chars T-72, ainsi que des chars PT-91 (Pologne). En 2024, ces trois pays représentent 60 % du PIB de l'UE (11 000 milliards d'euros) et 50 % de ses dépenses de défense (180 milliards d'euros), ce qui leur confère un poids stratégique. Toutefois, les divergences en matière d'énergie (l'Allemagne dépend du GNL américain, la Pologne se montre plus favorable à l'énergie nucléaire) limitent leur intégration économique.

2. En 2023, le groupe informel E5 qui regroupe les cinq plus grandes économies européennes (France, Allemagne, Pologne, Italie, Royaume-Uni) a lancé une initiative commune visant à sécuriser les chaînes d'approvisionnement en terres rares, afin de réduire leur dépendance vis-à-vis de la Chine (80 % des importations européennes). Le groupe E5 soutient également la Coopération structurée permanente (CSP), avec 46 projets (budget de 8 milliards d'euros sur la période 2021-2027). Cependant, l'Italie (sous Giorgia Meloni) et l'Espagne restent prudentes sur une autonomisation excessive vis-à-vis de l'OTAN.

3. Les pays nordiques (Suède, Finlande, Danemark) et les États baltes (Estonie, Lettonie, Lituanie) – réunis dans le format NB8+Weimar – sont parmi les plus inquiets face à la Russie, avec des budgets de défense en forte hausse (6 milliards d'euros pour la Finlande en 2024, une augmentation de 50 % depuis 2014). Leur intégration à l'OTAN (Suède et Finlande en 2022-2024) renforce la sécurité du flanc Est de l'UE. En 2024, le NB8 (Nordic-Baltic Eight) a mené avec les pays du format Weimar une initiative coordonnée visant à protéger les infrastructures critiques (câbles sous-marins en mer Baltique) à la suite de sabotages présumés par la Russie (par exemple, le sabotage du câble Estonie-Finlande en 2023). En 2024, cette coalition a livré 1 500 drones militaires et 50 000 obus d'artillerie à l'Ukraine, en contournant les vetos hongrois.

4. La CPE annoncée le 9 mai 2022 par Emmanuel Macron vise à répondre aux conséquences de l'agression russe en Ukraine et à promouvoir une réflexion collective sur les défis européens. Elle repose sur quatre principes : un dialogue égalitaire entre les chefs d'État ; des discussions ouvertes sans engagements contraignants ; une rotation géographique des sommets (alternant entre le pays qui assure la présidence au second semestre, le prochain étant le Danemark, et un pays non membre de l'UE au premier semestre) ; et une attention particulière accordée à l'Ukraine tout en traitant d'autres crises régionales. La CPE, qui est flexible et ne dispose pas de droit de veto, se distingue par l'absence de communiqués officiels et par son indépendance vis-à-vis des États-Unis et de la Russie. Elle n'est pas liée à l'élargissement de l'UE, mais sert d'espace de réflexion pour les pays membres et non membres de l'UE. Le sommet de Tirana en mai 2025 a illustré son succès avec 52 délégations, malgré l'absence du Portugal et de l'Irlande (en raison de contraintes de calendrier). Les discussions ont porté sur la guerre en Ukraine, les tensions transatlantiques avec le retour de Trump et les crises du pourtour méditerranéen. L'Albanie a souligné la consolidation de la CPE en tant que cadre de synergie et moteur d'une « Europe en puissance ».

Deux visions pour l'Ukraine ont émergé : renforcer sa position en vue de négocier (Royaume-Uni) ou donner la priorité à l'arrêt des combats (Italie). La CPE doit soutenir les pays tiers, tels que la Moldavie, face à la désinformation et à l'ingérence russes, tout en évitant de devenir une organisation internationale. Au-delà des crises se pose la question de son rôle dans la construction d'un cadre de sécurité, de paix et de stabilité à un moment où l'ordre d'Helsinki est en lambeaux et où l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) ne remplit pas son rôle, affaiblie depuis qu'elle a échoué à empêcher l'invasion russe de l'Ukraine en 2022. Même si l'UE a ses propres idées, la CPE prolonge et anticipe parfois le débat, notamment sur les menaces hybrides et la lutte contre l'ingérence informationnelle. Un groupe de volontaires pourrait mener l'initiative politique sur l'Ukraine et son avenir, en particulier sur les questions des défis de la reconstruction et de la future architecture de sécurité européenne, pour lesquelles la CPE pourrait servir de laboratoire.

L'administration Trump cherche à fragmenter et à affaiblir l'UE, mais un forum politique européen au plus haut niveau, au-delà de l'UE, peut contribuer à une stratégie autonome régissant la nouvelle relation transatlantique. Ce forum de dialogue paneuropéen a été créé sans les États-Unis il y a trois ans, et les événements récents prouvent qu'il était nécessaire. La CPE ne doit pas remplacer les organisations existantes (telles que l'OTAN), mais son avenir dépend de sa capacité à assurer la sécurité, et non la défense, de l'Europe (le rôle de l'UE avec le programme SAFE, par exemple) avec un objectif stratégique clair, afin de soutenir une UE affaiblie.

Ces formats permettent de la flexibilité et la possibilité de prendre des décisions rapides, sans être freinés par l'exigence d'unanimité européenne. Par exemple, en 2023, le groupe de Weimar a décidé en 48 heures d'accroître l'aide militaire à l'Ukraine, alors que l'UE avait mis trois mois pour approuver 5 milliards d'euros. Les pays du groupe de Weimar et de l'E5 représentent 70 % des dépenses militaires de l'UE et 80 % de son PIB, ce qui leur confère une influence décisive sur une Russie affaiblie (dont le PIB s'élève à 2 000 milliards de dollars, soit 8 % de celui de l'UE).

La présence européenne dans les structures multilatérales clés s'exprime à la fois par le biais des États membres de l'UE et par celui de l'Union elle-même. Cette double approche reflète la stratégie d'alliance collective menée par les Européens pour influencer la gouvernance mondiale.

Au Conseil de sécurité des Nations unies, la France et le Royaume-Uni sont membres permanents et disposent d'un droit de veto, tandis que d'autres pays de l'UE occupent régulièrement un siège de membre non permanent à tour de rôle. L'Allemagne a occupé ce siège à quatre reprises depuis les années 1990 (1995-1996, 2003-2004, 2011-2012 et 2019-2020). Pour la période 2024-2025, quatre pays européens sur les 15 membres du Conseil de sécurité sont concernés (la France, le Royaume-Uni, le Danemark et la Slovénie). De plus, les États membres de l'UE défendent souvent des positions communes, relayées par le haut représentant de l'UE lors des débats annuels entre l'ONU et l'UE. Seuls les États peuvent être membres du Conseil, mais le débat sur un siège unique pour l'UE est régulièrement relancé.

L'UE participe au G7 depuis 1977, aux côtés de l'Allemagne, de la France et de l'Italie, et est représentée par les présidents de la Commission et du Conseil européen. Avec ses États membres, l'UE joue également un rôle majeur au sein du G20, dont elle représente environ un quart du poids.

L'UE est membre à part entière de l'OMC depuis 1995, où la Commission européenne négocie au nom des 27 pays membres. Entre 1995 et 2025, l'UE a été impliquée dans 211 dossiers de règlement de différends, aussi bien au titre de plaignante que de défenderesse²⁶⁰.

La présence européenne au sein de la Cour pénale internationale (CPI) est particulièrement forte grâce à l'engagement de tous les États membres de l'UE et au soutien officiel de l'UE elle-même. La CPI est un pilier du multilatéralisme, et l'UE en est l'un des leaders. Tous les États membres de l'UE sont signataires et parties au Statut de Rome, qui a institué la CPI, représentant ainsi 60 % du nombre total de parties (124 États). Même si l'UE ne peut pas être membre à part entière en tant qu'entité non étatique, elle a conclu un accord de coopération structuré avec la Cour en 2006, ainsi qu'un plan d'action visant à promouvoir son universalité et son bon fonctionnement.

260. « L'Union européenne et l'Organisation mondiale du commerce », Parlement européen, avril 2025, disponible sur : www.europarl.europa.eu.

Cet engagement européen fort illustre l'attachement de l'UE à un ordre international fondé sur des règles et au renforcement du multilatéralisme mondial. L'Ukraine est essentielle pour la crédibilité de l'Europe ; et cette dernière doit montrer les avantages qu'elle peut offrir dans le cadre d'éventuels partenariats.

**Tableau 3 : Participation de l'UE et de la Russie
au sein des organisations internationales**

Nom	Date de création	Participation de l'UE	Participation de la Russie
 Organisation des Nations unies (ONU)	1945	Tous les pays	Oui
 Organisation mondiale du commerce (OMC)	1947	Tous les pays et l'UE comme organisation	Oui
 Fonds monétaire international (FMI)	1945	Tous les pays	Oui
 Groupe de la Banque mondiale (GBM)	1944	Tous les pays	Oui
 Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN)	1949	23 pays	Non
 Organisation mondiale de la santé (OMS)	1948	Tous les pays	Oui
 Organisation de coopération de Shanghai (OCS)	2001	Non	Oui
 Nouvelle Banque de développement	2014	Non	Oui
 Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)	1961	22 pays	Non
 Cour pénale internationale (CPI)	1998	Tous les pays	Non (retrait en 2016)
 Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE)	1973	Tous les pays	Oui
 Conseil de l'Europe (CdE)	1949	Tous les pays	Non (exclue en 2022)
 BRICS BRICS+	2009	Non	Oui

Source : compilation d'après les auteurs.

Néanmoins, les pays européens montrent certaines limites, notamment les fractures au sein de l'UE, leur dépendance à l'égard de l'OTAN et des ressources limitées. Les groupes centraux excluent des pays tels que la Hongrie (10 millions d'habitants, position pro-russe) et la Slovaquie (5 millions, position ambivalente), ce qui risque de creuser davantage les divisions. En 2024, la Hongrie a bloqué une aide de 6,5 milliards d'euros à l'Ukraine, contraignant le groupe E5 à la financer par des fonds bilatéraux. Malgré la CPE, l'UE manque de capacités autonomes (par exemple, seulement 10 % des munitions européennes sont produites localement). Les pays de ces « noyaux durs » dépendent des 100 000 soldats américains stationnés en Europe (2024). Les budgets de défense des pays du NB8 (20 milliards d'euros au total) restent faibles par rapport à celui de la Russie (160 milliards d'euros).

La flexibilité de la prise de décision au sein des institutions européennes s'est renforcée depuis 2022, avec un recours accru à des processus ponctuels qui permettent des décisions plus rapides et plus souples en réponse aux défis contemporains. Ce dynamisme institutionnel récent crée une incertitude stratégique particulièrement avantageuse pour l'Europe dans un contexte international instable. La multiplication des groupes de travail spécifiques, des comités spéciaux et des plateformes entre les institutions et les États membres facilite les discussions ciblées et les compromis rapides, en particulier sur des questions stratégiques telles que l'énergie ou la défense.

Ces organes *ad hoc* sont conçus pour contourner les goulets d'étranglement institutionnels traditionnels, qui peuvent entraîner de longues phases de négociation et des impasses. La prise de décision peut donc désormais être plus rapide. La coexistence d'un cadre institutionnel traditionnel et d'un large éventail de formats *ad hoc* crée une incertitude dans la prise de décision : ni les processus ni les résultats ne sont entièrement prévisibles, ce qui profite aux acteurs européens capables de s'adapter rapidement. Grâce à cette incertitude, l'UE peut exercer une plus grande influence dans les négociations internationales en s'appuyant sur la discontinuité et le pragmatisme institutionnel. En multipliant les organes spécialisés et les procédures accélérées, l'UE acquiert une « capacité de rupture », particulièrement cruciale dans un contexte géopolitique marqué par de multiples crises et la nécessité d'innover sur le plan réglementaire.

Relations entre les institutions européennes et le secteur productif par l'intermédiaire des multinationales

En Europe, les institutions de l'UE entretiennent des liens systématiques, étendus et structurés avec le secteur productif, les multinationales, les organisations professionnelles et les secteurs de la recherche et de l'innovation. Ce modèle de capitalisme « à l'européenne » repose sur une pluralité d'acteurs et des flux d'investissement massifs, contrairement au

capitalisme d'État russe, organisé pour gérer la rente énergétique. Ce modèle a notamment été renforcé par la guerre et les sanctions internationales²⁶¹.

En 2025, environ 38 000 grandes entreprises de l'UE bénéficient directement de mesures de simplification réglementaire ou d'avantages habituellement réservés aux petites et moyennes entreprises, ce qui témoigne d'une forte interaction entre les institutions et les principaux acteurs privés²⁶².

Les multinationales européennes participent aux groupes d'experts de la Commission européenne. En 2024, la BEI a mobilisé un montant record de 100 milliards d'euros pour les champions technologiques, apportant un soutien substantiel aux grandes entreprises industrielles. Les entreprises de taille intermédiaire (ETI) sont progressivement intégrées dans la catégorie des grandes entreprises en raison de la nouvelle directive européenne, ce qui renforce leurs liens avec les institutions. Dans leurs rapports, Enrico Letta et Mario Draghi ont souligné la nécessité de mieux comprendre et reconnaître ces entreprises²⁶³.

Les fédérations professionnelles (BusinessEurope, Copa-Cogeca, Eurochambres, etc.) organisent de multiples contacts avec la Commission européenne et participent régulièrement à des consultations publiques sur les normes, les standards et les politiques industrielles. Les mécanismes de dialogue social, les processus de co-décision et la représentation au sein des institutions européennes sont uniques au monde par leur ampleur.

Les universités européennes déposent de plus en plus de brevets : sur les 100 000 demandes soumises à l'Office européen des brevets (OEB) entre 2000 et 2020, la moitié provenait de seulement 5 % des universités, principalement situées en France, en Allemagne, en Suisse et au Royaume-Uni. En 2025, la BEI a doublé son financement des réseaux électriques et de l'innovation, consacrant plus de 60 % de ses investissements à la transition écologique et technologique. L'indicateur de performance de l'innovation européenne s'est rehaussé de 12,6 points de pourcentage depuis 2018, malgré un léger recul en 2025. Le transfert de technologies et la collaboration avec l'industrie restent concentrés dans les régions dotées de la base industrielle la plus solide, ce qui permet aux universités de convertir leurs découvertes en facteurs de compétitivité économique.

261. « Innovation, Integration and Simplification in Europe », *EIB Investment Report 2024/2025*, BEI, 5 mars 2025, disponible sur : www.eib.org.

262. « Les mesures de simplification permettront aux entreprises de l'UE d'économiser 400 millions d'euros par an », Commission européenne, 21 mai 2025, disponible sur : <https://commission.europa.eu>.

263. « Letta Report "Much More Than a Market" (April 2024) », *op. cit.* ; « The Draghi Report on EU Competitiveness », *op. cit.*

Forces et faiblesses du positionnement russe à l'international

La Russie peut-elle être un chef de file crédible pour le front anti-occidental ?

L'anti-occidentalisme au cœur du positionnement international de la Russie

Depuis Evgueni Primakov, ancien ministre des Affaires étrangères sous Boris Eltsine, la Russie prône l'avènement d'un monde multipolaire : loin d'être nouvelle, cette posture devient de plus en plus agressive à l'égard de l'Occident²⁶⁴ et sous-tend la coopération de la Russie avec la Chine, l'Iran, la Corée du Nord et les régimes autoritaires d'Afrique, d'Amérique latine et du Moyen-Orient. Le virage vers l'Est tant souhaité par Primakov se concrétise en effet sous Poutine, approfondissant le découplage avec l'Occident. Moscou cherche à devenir le noyau d'un groupe de pays non occidentaux dont les intérêts s'opposent à ceux de l'Occident et vise à unir ce front d'opposition à l'ordre international libéral. Il se fonde pour cela sur la critique de l'interventionnisme occidental, la dénonciation des sanctions économiques et la défense des « valeurs traditionnelles ». Le modèle alternatif que propose la Russie en contrepoids aux États-Unis et à l'UE met l'accent sur la souveraineté nationale, la non-ingérence, la multipolarité et le respect des traditions.

Les pays du « Sud global » sont souvent séduits par des éléments tels que la figure d'un leader fort qui n'hésite pas à défendre les intérêts nationaux par la force ou à promouvoir des valeurs conservatrices. En dehors de l'Europe, beaucoup d'acteurs ne comprennent pas les causes profondes de la guerre russo-ukrainienne, la considérant comme une « guerre européenne » qui ne les concerne pas directement, mais qui offre l'occasion de dénoncer l'indifférence occidentale à l'égard d'autres conflits. Tous cherchent à élargir leur marge de manœuvre économique, diplomatique et politique vis-à-vis de l'Occident grâce à leurs relations avec la Russie.

En Afrique, par exemple, la Russie a marginalisé la France en multipliant les accords de défense et en envoyant des sociétés militaires privées (dont la plus connue était le groupe Wagner, partiellement absorbé par Africa Corps), tout en s'appuyant sur une rhétorique de lutte contre le néocolonialisme occidental. Les régimes autoritaires et les junte instables tirent des avantages immédiats, très concrets et pragmatiques de leurs relations avec la Russie : reconnaissance officielle par un membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU (comme pour les Talibans en Afghanistan), services de protection pour les chefs d'État, spécialistes de technologies électorales mis à disposition, services de sécurité, prêts, prix avantageux pour

264. M. Laruelle, « Dé-occidentaliser le monde : la doctrine Karaganov », *Le Grand Continent*, 20 avril 2024, disponible sur : <https://legrandcontinent.eu>.

les matières premières, blé et énergie sans conditionnalité politique. En échange, leur soutien politique, par le biais de votes ou de résolutions favorables à l'Assemblée générale des Nations unies contribue à légitimer les actions de la Russie en Ukraine, relativise l'isolement de la Russie, influence la perception de l'équilibre des pouvoirs et affaiblit la position de l'Occident sur la scène internationale.

La rhétorique anti-occidentale imprègne désormais tous les forums internationaux promus par la Russie, principalement l'OCS et le groupe des BRICS+. La Russie joue un rôle de premier plan au sein des deux et affiche une ambition politique claire : promouvoir un ordre mondial multipolaire et se libérer de la domination occidentale, en particulier celle du dollar. Moscou cherche à faire de cette enceinte un contrepoids au G7 et à renforcer l'influence du « Sud global » sur la scène internationale. Le sommet des BRICS+ à Kazan en 2024 a été un succès symbolique pour la Russie : il a réuni un nombre record de délégations et a symbolisé la capacité de Moscou à unir de nouveaux membres et partenaires autour d'une vision alternative de la gouvernance mondiale, qui donne plus de poids aux pays émergents.

Toutefois, le sommet suivant à Rio en 2025 (auquel les présidents russe et chinois n'ont pas participé, le premier en raison du mandat d'arrêt de la CPI) a mis en évidence les faiblesses du groupe : les divergences (et même des rivalités) internes et les difficultés à formuler des ambitions communes. Les divisions entre certains membres (Chine/Inde, Inde/Pakistan, Égypte/Éthiopie) et l'isolement de l'Iran minent la cohérence du groupe, tandis que la volonté de créer une monnaie commune ou un système de paiement indépendant afin de réduire la dépendance vis-à-vis du dollar et des institutions américaines est dans l'impasse, en raison des différences économiques et de leurs intérêts parfois contradictoires. Les BRICS+ ont renforcé certaines institutions communes, mais le groupe reste une plateforme informelle sans cadre juridique strict et son expansion rapide afin d'inclure des membres trop disparates a plutôt affaibli sa cohésion. Pour ce qui est de l'OCS, lors du dernier sommet qui s'est tenu à Tianjin du 31 août au 1^{er} septembre 2025, la position de la Russie semblait plus faible que celle de la Chine : c'est en effet Pékin qui semble beaucoup plus crédible dans le rôle d'architecte principal d'un nouvel ordre international et d'alternative au système d'après-guerre dominé par les États-Unis.

Outils d'influence

La position internationale de la Russie repose sur une combinaison de divers outils d'influence, allant des prix avantageux de ses matières premières à l'intervention militaire directe, en passant par la corruption des élites et les opérations hybrides sur le sol des pays européens, qui sont de plus en plus nombreuses²⁶⁵. La Russie s'affranchit ouvertement du droit international,

265. S. G. Jones, « Russia's Shadow War Against the West », CSIS, 18 mars 2025, disponible sur : www.csis.org.

alors que l'Europe ne peut pas se permettre de répondre d'une manière symétrique.

La Russie avait bien tenté de développer des outils de *soft power* à l'occidentale dans les années 2000 sous la présidence de Dmitri Medvedev (dans le but d'améliorer la position de la Russie dans les classements internationaux, de développer l'innovation, de promouvoir la culture et la langue russes, d'améliorer l'image du pays, etc.²⁶⁶). Toutefois, avec le retour au pouvoir de Poutine, la Russie s'est tournée vers des outils plus coercitifs ayant un impact immédiat : interventions militaires directes (Crimée, Donbass, Syrie), sabotages (en particulier contre les infrastructures critiques de l'Europe²⁶⁷), cyber-opérations et manipulation de l'information, qui contribuent à la projection d'une image de puissance et à la déstabilisation de ses adversaires.

L'arsenal est particulièrement large dans les pays post-soviétiques : les minorités russes dans ces pays et les travailleurs expatriés en Russie ; les bases militaires (Arménie, Tadjikistan, Moldavie) ; les conflits non résolus (Transnistrie, Abkhazie, Ossétie du Sud) ; et les liens étroits entre les services de sécurité et les dépendances économiques sont exploités et rendent ces pays particulièrement vulnérables à la pression russe. Pour la Russie, il s'agit de l'« étranger proche » où l'influence occidentale doit être réduite autant que possible (la présence croissante de la Chine ou de la Turquie suscite moins de rejet visible). L'ingérence n'est même plus vraiment cachée : depuis 2025, les relations avec des pays comme l'Arménie et la Moldavie (et auparavant l'Ossétie du Sud et l'Abkhazie) sont gérées par le département des affaires intérieures de l'administration présidentielle, dirigé par Sergueï Kirienko²⁶⁸. Des pays comme le Kazakhstan, qui avaient tenté de s'éloigner de l'orbite russe, ont fini par s'en rapprocher encore davantage²⁶⁹. Une partie de la population moldave russophone baigne dans le champ informationnel des chaînes de télévision russes. En Géorgie, le parti d'un oligarque pro-russe a réussi à mettre au pas la société civile pro-européenne. Or, ces deux derniers pays, ainsi que l'Ukraine, sont candidats pour adhérer à l'UE. L'Arménie cherche, quant à elle, à « diversifier ses dépendances », au risque de s'attirer les foudres de Moscou. Parmi les pays post-soviétiques, l'Azerbaïdjan, riche en hydrocarbures et entretenant des liens étroits avec la Turquie, est l'un des rares qui peuvent se permettre de s'opposer

266. T. Kastouéva-Jean, « Le “soft power” russe : discours, outils, impact », *Russie.Nei.Reports*, n° 5, Ifri, octobre 2010, disponible sur : www.ifri.org.

267. C. Edwards et N. Seidenstein, « The Scale of Russian Sabotage Operations Against Europe's Critical Infrastructure », IISS, août 2025, disponible sur : www.iiss.org.

268. A. Pertsev, « General tekhnologij. Cto izmenit peredaca Kirienko otnosenij s postsovetskimi stranami » [Le général de la technologie : comment la prise de fonction de Kirienko va changer les relations avec les pays post-soviétiques], Carnegie Endowment for International Peace, 3 juillet 2025, disponible sur : <https://carnegie.ru>.

269. V. Grantseva et R. Abdrakhmanov, « Le Kazakhstan après le double choc de 2022 : conséquences politiques, économiques et militaires », *Russie.Nei.Visions*, n° 140, Ifri, octobre 2025, disponible sur : www.ifri.org.

frontalement à la Russie (incident de l'avion azerbaïdjanais abattu en 2024 et crise diplomatique à la suite de l'arrestation musclée de citoyens russes d'origine azerbaïdjanaise à Iekaterinbourg en 2025).

La méfiance des pays voisins à l'égard de la politique russe s'est accrue depuis le début de la guerre en Ukraine et les discours sur le colonialisme soviétique et russe se sont intensifiés dans l'espace post-soviétique, où la Russie doit faire face à la montée en puissance de la Chine et d'autres acteurs régionaux ou globaux. Un exemple frappant de cette tendance est l'accord récemment signé entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, négocié avec la participation directe de Donald Trump, sur le corridor TRIPP (*Trump's Route for International Peace and Prosperity*), qui relie l'Azerbaïdjan à sa province de Nakhitchevan via l'Arménie. Ce corridor contourne l'Iran et reconfigure les dynamiques économiques dans la région. Cette médiation américaine est l'un des derniers éléments en date montrant que les pays de la CEI ont perdu confiance en la Russie, qui est perçue comme un partenaire de moins en moins capable de garantir leur sécurité et leurs intérêts.

Faiblesses structurelles et limites de l'attractivité de la Russie

Si la Russie a réussi à s'imposer comme un acteur clé du camp anti-occidental, il est peu probable qu'elle devienne le leader incontesté du « Sud global ». Son discours officiel et ses actions sont parfois perçus comme trop polarisants, et de nombreux pays préfèrent garder une distance égale entre l'Occident et la Russie plutôt que de s'aligner sur Moscou. La « majorité mondiale » n'est pas entièrement anti-occidentale et anti-européenne, et plusieurs pays, comme l'Inde, refusent de choisir entre les deux camps au nom de son multi-alignement.

Contrairement à l'URSS, qui offrait un projet idéologique d'envergure globale, la Russie d'aujourd'hui peine à proposer un modèle politique ou sociétal séduisant. Son régime autoritaire, marqué par la concentration du pouvoir, la corruption endémique, la répression des opposants et la restriction des libertés civiles, suscite la méfiance de nombreux États et sociétés civiles dans les pays qui ne sont pas (ou pas totalement) engagés sur la voie de l'autocratie. La guerre en Ukraine a accentué cette image négative, et la Russie est aujourd'hui associée à l'agression militaire, aux violations du droit international et aux combats violents. Selon l'enquête mondiale du Pew Research Center publiée en juin 2025, 79 % des personnes interrogées dans 25 pays ont une opinion défavorable de la Russie, contre seulement 19 % qui en ont une opinion favorable²⁷⁰. En moyenne, 15 % des personnes interrogées dans 25 pays font confiance à Vladimir Poutine, contre 84 % qui

270. M. Fagan, S. Gubbala et J. Poushter, « Views of Russia and Putin » [Opinions sur la Russie et sur Poutine], Pew Research Center, 23 juin 2025, disponible sur : www.pewresearch.org.

ne lui font pas confiance²⁷¹. La confiance dans le président russe reste très faible à l'échelle mondiale, même si on observe un rebond dans certains pays et parmi les électeurs de droite. Cette situation limite l'influence russe.

À moyen terme, la Russie risque de voir son influence décliner si elle ne parvient pas à moderniser et à diversifier son économie – qui repose sur les exportations d'hydrocarbures – et si elle continue de perpétuer un modèle social rigide et une gouvernance autoritaire fondée sur la répression et la corruption. Moscou est confrontée à d'importants défis internes : stagnation démographique, vieillissement de la population, fuite des cerveaux, inégalités entre les régions et corruption endémique. Le « keynésianisme militaire²⁷² » ne contribue pas à surmonter ces faiblesses structurelles qui pèsent sur sa capacité à innover, à attirer les talents et à moderniser son économie. Son attrait, bien que réel, reste limité par rapport à l'influence technologique et économique des États-Unis, de l'UE ou de la Chine. La plupart de ses alliances reposent davantage sur une convergence d'intérêts pragmatiques et idéologiques que sur un engagement profond envers un projet commun et des valeurs partagées. Si le régime change ou si les relations avec l'Occident se normalisent, l'intérêt de ces pays pour la Russie pourrait s'estomper²⁷³.

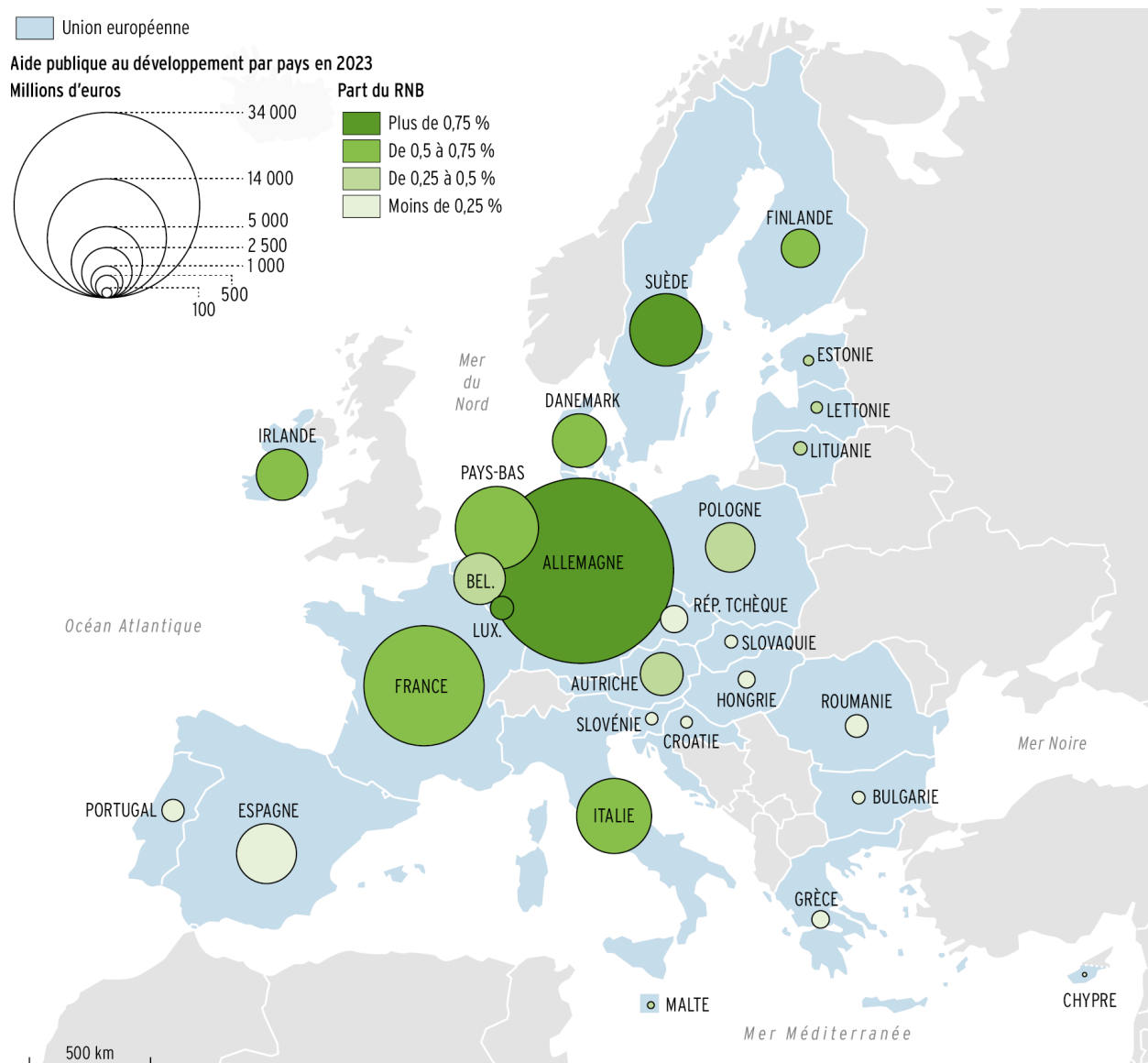
Bien que le soutien de la Russie présente des avantages rapides et tangibles pour les pays partenaires (énergie, blé, nucléaire civil, armes, certaines technologies), son incapacité à financer de grands projets à long terme à l'étranger en fait un partenaire beaucoup moins intéressant que la Chine, avec ses Nouvelles routes de la soie, ou que l'Europe. Elle n'a que peu d'influence réelle sur les prix mondiaux du pétrole, qui sont au cœur de son modèle économique, et sa dépendance vis-à-vis de la Chine (cf. *supra*) s'est accrue. L'aide au développement russe est insignifiante par rapport à celle de l'UE.

271. R. Wike, J. Poushter, L. Silver et J. Fetterolf, « Comparing Confidence in Trump, Macron, Putin and Xi », Pew Research Center, 11 juin 2025, disponible sur : www.pewresearch.org.

272. V. Ishchenko, I. Matveev et O. Zhuravlev, « Military Keynesianism: Who Benefits from the War in Ukraine? », *Policy Memo*, n° 865, PONARS Eurasia, 8 novembre 2023, disponible sur : www.ponarseurasia.org ; S. Aleksashenko, V. Inozemtsev et D. Nekrasov, « Dictator's Reliable Rear: Russian Economy at the Time of War », Center for Analysis and Strategies in Europe (CASE), novembre 2024, disponible sur : <https://case-center.org>.

273. Par exemple, la levée des sanctions contre la Syrie après le changement de pouvoir a immédiatement soulevé la question des bases militaires russes dans ce pays. Voir N. Smagin, « As the New Syrian Regime Gains Legitimacy, It Is Pushing Russia Out », Carnegie Endowment for International Peace, 17 juin 2025, disponible sur : <https://carnegieendowment.org>.

Carte 5 : Volume d'aide au développement par pays membre de l'UE



Source : Conseil de l'Union européenne.

Selon les dernières données disponibles (la Russie n'a pas communiqué ses chiffres à l'OCDE depuis 2022), l'aide publique au développement russe s'élevait à environ 1,2 milliard de dollars avant la guerre, et il est peu probable qu'elle ait augmenté depuis, tandis que l'aide collective apportée par l'UE en 2023 a atteint 95,9 milliards d'euros, soit 42 % de l'aide mondiale. Ceci confirme son statut de premier donateur mondial²⁷⁴. Les contributions russes aux programmes multilatéraux, tels que ceux de l'ONU, ont fortement diminué, passant de 16,28 millions de dollars en 2019 à

274. « Aide publique au développement : l'UE et ses États membres restent le premier bailleur de fonds au monde », Conseil de l'Union européenne, 24 juin 2024, disponible sur : www.consilium.europa.eu.

seulement 0,2 million de dollars en 2024²⁷⁵. Les pays en développement attendent de la Russie un soutien financier pour assurer leur développement économique et social et des investissements dans des infrastructures plutôt que des discours creux sur une alternative à la mondialisation occidentale et un monde multipolaire. La Nouvelle banque de développement des BRICS, créée pour contourner les institutions financières occidentales telles que le FMI et la Banque mondiale, est une tentative de répondre à ces attentes, mais les ressources russes sont actuellement plombées par les pressions économiques internes et le recentrage du budget sur la défense et la sécurité. La Russie peine donc à traduire ses ambitions géopolitiques en projets économiques et financiers efficaces, tangibles et attractifs pour les partenaires. À défaut, sa crédibilité et son influence dans ces pays en développement, déjà minées par la concurrence d'autres acteurs internationaux, risquent de s'éroder davantage.

Au cours de la dernière décennie, la Russie a joué à plusieurs reprises le rôle de médiateur dans divers conflits, mais aucun n'a été entièrement résolu grâce à sa médiation directe. La Russie a tenté de jouer ce rôle en Syrie (processus d'Astana avec la Turquie et l'Iran), en Libye, en Afghanistan et au Yémen, mais aucun de ces conflits n'a été définitivement résolu grâce à ses efforts, même si, dans certains cas, des trêves à court terme ont été signées ou des négociations ont eu lieu. Par exemple, la Russie a réussi à stabiliser temporairement la situation sur la ligne de contact entre les parties au conflit entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan en novembre 2020. Il convient également de noter le succès obtenu dans le maintien du régime du président Tokaïev grâce au déploiement de troupes de l'OTSC (en fait, principalement du personnel militaire russe) au Kazakhstan en janvier 2020. Cependant, les succès de la médiation de l'UE ou des différents États et dirigeants européens sont également limités.

En réalité, la Russie a affaibli sa position avec la guerre, même si le sentiment immédiat peut être différent. Les opérations en Ukraine et la lutte hybride contre l'Occident accaparent tellement la Russie qu'elle est moins présente sur d'autres théâtres et incapable d'apporter son soutien à ses alliés. Engagée dans un conflit de haute intensité en Ukraine, la Russie consacre désormais la majeure partie de ses ressources militaires, industrielles et diplomatiques à soutenir son effort de guerre sur le long terme. Elle voit ainsi s'éroder sa capacité à agir simultanément sur plusieurs théâtres d'opérations, ce qui entraîne une perte d'influence dans plusieurs régions du monde où Moscou avait auparavant cherché à s'imposer. Au Moyen-Orient, la Russie peine à maintenir son rôle et laisse progressivement le champ libre à d'autres acteurs, notamment la Chine, la Turquie et les États-Unis. En 2024, la Russie n'a pas réussi à sauver le régime de Bachar Al-Assad en Syrie des islamistes, ce qui a réduit toutes les réalisations stratégiques de la Russie en Syrie et

275. I. U. K. Klyszcz, « Russia's Self-Serving Aid Policy: Influence, Opacity, and Propaganda », International Centre for Defence and Security, 6 mars 2025, disponible sur : <https://icds.ee>.

remis en question le sort des bases militaires russes à Hmeimim et Tartous. Cette faiblesse est réapparue lors de la « guerre des 12 jours » entre Israël, l'Iran et le Hezbollah en juin 2025 : la Russie a déçu une partie de l'*establishment* iranien en se limitant à un soutien politique et à la condamnation des frappes américaines, sans passer à un soutien plus ferme que Téhéran attendait certainement²⁷⁶.

En octobre 2025, le report du sommet avec les pays arabes à Moscou, qui était en préparation depuis plusieurs mois, a été symptomatique de la perte d'influence de Moscou au Moyen-Orient²⁷⁷. Cette situation risque de se détériorer davantage si Donald Trump parvient à actionner les leviers de pression dont il dispose pour amener les partenaires de la Russie à affaiblir leur soutien : les dernières déclarations de Trump assurant que l'Inde n'achètera plus de pétrole à la Russie doivent être suivies de près. De manière générale, l'activisme des États-Unis, leur capacité à proposer des solutions hors sentiers battus et à s'imposer comme médiateur (Arménie/Azerbaïdjan, Israël/Hamas) sapent le discours révisionniste de Moscou sur la fin de l'ordre international sous domination occidentale, les interventions destructrices de l'Occident belliqueux et le règne du chaos qui justifie le recours à la force²⁷⁸. Face à Trump, Moscou aura de plus en plus de mal à justifier sa position intransigeante dans la guerre en Ukraine.

Sur le continent africain, la Russie montre également ses limites. Malgré sa rhétorique triomphaliste sur son « partenariat anti-occidental » avec les juntes du Sahel, sa capacité à apporter un soutien concret à ces régimes s'amenuise. Le redéploiement des forces Wagner après la rébellion manquée de 2023, suivi de leur intégration partielle sous le contrôle du ministère russe de la Défense, a perturbé les réseaux d'influence établis au Mali, au Niger et au Burkina Faso, tandis que la Chine et la Turquie accentuent leur influence dans la région. Le coût géopolitique de cette impasse se manifeste moins par des ruptures spectaculaires que par une lente érosion des canaux d'influence, des alliances et du prestige qui faisaient du Kremlin, avant 2022, un acteur mondial à part entière.

276. Mais l'isolement international de Téhéran limite sa marge de manœuvre et la Russie reste un partenaire majeur, même si les deux pays sont concurrents dans le domaine du pétrole et du gaz. Voir N. Smagin, « Discontent Amid Despair », Riddle, 5 septembre 2025, disponible sur : <https://ridl.io>.

277. S. Konâšin, « Istoriâ otmenennogo sammita ili konec rossijskogo vliâniâ na Bližnem Vostoke » [L'histoire d'un Sommet annulé ou la fin de l'influence russe au Moyen-Orient], 15 octobre 2025, disponible sur : <https://republic.ru>.

278. A. Baunov, « Porâdok vmesto haosa. Čem mir v Gaze opasen dlâ Kremlâ » [L'ordre à la place du chaos. Pourquoi la paix à Gaza est dangereuse pour le Kremlin], Carnegie Politika, 15 octobre 2025, disponible sur : <https://storage.googleapis.com>.

Quelle est la capacité d'attraction de l'UE ?

Une autonomie stratégique croissante

S'inscrivant dans le cadre de la Politique de sécurité et de défense commune (PSDC) de l'UE, la CSP vise à renforcer l'autonomie stratégique. Elle a été établie en vertu du traité de Lisbonne et activée en 2017 pour réunir les États membres de l'UE afin de renforcer la défense européenne par des engagements contraignants, des projets communs et une intégration accrue. En mai 2023, 26 États y participaient (Malte en était toujours absente). La CSP supervise 68 projets dans des domaines tels que la cybersécurité, les drones et la mobilité militaire, soutenus en partie par le Fonds européen de défense. Elle permet la participation de pays tiers sous certaines conditions et respecte la souveraineté nationale tout en renforçant la coordination. L'initiative SAFE lancée en 2025, dotée de 150 milliards d'euros de prêts garantis, en est l'illustration puisqu'elle finance des achats et des projets communs dans le domaine de l'armement, favorisant ainsi les capacités de défense européennes et réduisant sa dépendance vis-à-vis des États-Unis, malgré les objections de ces derniers.

Les efforts européens en matière d'armement reposent sur une stratégie protéiforme combinant augmentation des budgets, soutien industriel ciblé et gouvernance conjointe dans le cadre de la PSDC. Ils restent toutefois freinés par les disparités entre pays et la nécessité d'un consensus sur les décisions importantes.

Le plan *ReArm Europe* symbolise l'engagement en faveur d'un réarmement coordonné et à grande échelle. Lancé en mars 2025, celui-ci vise à augmenter considérablement les dépenses militaires des États membres, avec un financement de 800 milliards d'euros de 2025 à 2028. Cela comprend une dérogation au pacte de stabilité, ce qui permet de creuser les déficits publics pour la défense (SAFE). L'objectif est de combler les lacunes européennes en matière de capacités, d'améliorer la préparation de l'armée et de soutenir des partenaires tels que l'Ukraine.

Les forces armées européennes restent inégales. La Pologne est le pays qui intensifie le plus rapidement ses efforts, avec pour objectif de devenir la première force terrestre d'Europe, avec un budget de défense représentant environ 4 % du PIB en 2025 et d'ambitieux objectifs en matière d'équipements lourds (chars, artillerie). Les États baltes se sont placés dans son sillage, avec des budgets de défense allant de 2,9 % à 3,4 % de leur PIB.

L'Europe est confrontée au défi d'harmoniser les efforts militaires de ses pays membres tout en respectant la souveraineté nationale de chacun d'entre eux, ce qui complique la coordination et la mise en commun des capacités. Le financement est une question clé et certaines propositions visent à porter les budgets de défense à 3,5 %, voire 5 % du PIB dans certains pays d'ici 2030.

Attractivité pour les pays du « Sud global »

Les Européens, comme de nombreux pays du « Sud global », cherchent à poursuivre la mondialisation grâce à un système commercial ouvert et se présentent comme un pôle d'attraction majeur pour les investisseurs étrangers en 2025, tandis que la Russie vise à la saper. La Russie semble en passe de dépasser l'Europe, non pas grâce à la solidité de ses performances, mais parce que l'Europe perd en efficacité. Treize des vingt pays les plus attractifs pour les IDE se trouvent en Europe, avec en tête des pays comme le Danemark, la Suède et le Royaume-Uni, ce qui démontre la confiance des acteurs internationaux dans un environnement économique stable, doté de règles claires et d'infrastructures de haute qualité. Cette attractivité repose en grande partie sur l'engagement de l'UE à maintenir un cadre réglementaire transparent et favorable aux entreprises, garantissant la stabilité dans un monde de plus en plus marqué par les tensions.

Tableau 4 : Flux d'investissements directs étrangers (2024)

Catégorie	Europe	Russie
Flux d'IDE entrants (2024)	198 milliards \$	3,3 milliards \$
Flux d'IDE sortants (2024)	487,5 milliards \$	11,7 milliards \$
Stocks d'IDE entrants (2024)	16 047,1 milliards \$	216 milliards \$
Stocks d'IDE sortants (2024)	17 376 milliards \$	230 milliards \$

Source : World Investment Report 2025, UNCTAD.

Ce modèle européen contraste fortement avec l'approche de la Russie, qui tend à compromettre la mondialisation en adoptant des stratégies plus fermées, agressives et conflictuelles. L'UE poursuit un cadre de mondialisation ouvert, multilatéral, fondé sur des règles et axé sur une prospérité durable, le renforcement des partenariats internationaux et une approche intégrée des défis mondiaux, tels que le changement climatique, la transformation numérique et la sécurité dans des cadres de coopération. L'UE encourage les investissements dans les infrastructures, la connectivité numérique et le renforcement des capacités avec ses pays partenaires dans le monde entier. Ce modèle donne la priorité à l'inclusion, aux droits humains, à une gouvernance démocratique et à la coopération multilatérale afin de promouvoir une croissance et une stabilité partagées.

L'approche de la Russie, en revanche, se caractérise par une position plus protectionniste et centrée sur la souveraineté, qui rejette souvent les institutions et les normes multilatérales orchestrées par l'Occident. Moscou privilégie un ordre mondial fragmenté et moins intégré, sous prétexte de respecter la souveraineté, et emploie souvent des moyens de pression de divers ordres : géopolitiques, liés aux ressources énergétiques, ou encore militaires,

pour affirmer ses intérêts. Le modèle russe met l'accent sur l'autonomie stratégique et adopte des tactiques conflictuelles, telles que la guerre de l'information et les interventions militaires pour protéger ce qu'il considère comme sa sphère d'influence géopolitique. Cette stratégie tend à perturber les chaînes d'approvisionnement mondiales et le consensus politique, favorisant la division plutôt que la collaboration face aux défis transnationaux. Cette divergence fondamentale reflète des visions concurrentes de l'avenir de la gouvernance mondiale. En consolidant ses partenariats, l'UE renforce son influence en misant sur une continuation de la globalisation.

Les nouveaux types de relations géopolitiques entre l'UE et la Suisse, le Royaume-Uni et la Norvège reflètent une diversification stratégique et pragmatique des alliances en réponse à la Russie. En 2025, l'UE a conclu un ensemble d'accords bilatéraux avec la Suisse visant à stabiliser et à renforcer la coopération dans des secteurs clés tels que l'électricité, la santé, la sécurité alimentaire et la participation aux programmes européens (Erasmus+, Horizon Europe). Ce partenariat pragmatique vise à maintenir la « voie bilatérale » de la Suisse avec l'UE en garantissant la stabilité juridique et en renforçant les échanges malgré les tensions internationales. Pour le Royaume-Uni, après le Brexit, l'UE privilégie un partenariat pragmatique axé sur la sécurité, la coopération économique et la gestion des défis communs (terrorisme, cyberattaques). Avec la Norvège, l'UE renforce la coopération au sein de l'Espace économique européen (EEE) et dans le domaine de la sécurité énergétique, essentielle pour réduire la dépendance aux importations russes. La Norvège reste un partenaire clé de l'OTAN : elle contribue à une défense collective résiliente et favorise un cadre commercial ouvert et stable.

Face à la convergence toujours plus grande des intérêts de la Russie et de la Chine, l'UE a renforcé son engagement dans la région Asie-Pacifique en développant des alliances stratégiques avec des pays tels que le Japon, la Corée du Sud, l'Inde, le Canada et l'Australie. Ces partenariats visent à protéger les intérêts économiques et sécuritaires de l'UE, à contrer la menace que représente le soutien de la Chine à la Russie et à garantir la liberté des routes maritimes essentielles au commerce européen. En s'impliquant dans la région pour la stabiliser, l'UE élargit son réseau d'alliés et renforce son influence sur la scène internationale, en tant que contrepoids de la Russie. Cependant, certains pays, comme l'Inde, anticipent le succès de la Russie et ajustent leurs politiques en conséquence. La plupart des États non occidentaux évitent de subir les coûts liés au fait d'exercer des pressions sur la Russie, et laissent ce fardeau à l'Europe et aux États-Unis. Des progrès ont été réalisés, mais la coopération avec des puissances majeures telles que l'Inde demeure cruciale. Il est essentiel que l'Europe s'élève contre le discours russe dans les pays du « Sud global » et ailleurs, en soulignant le fait que Poutine nourrit des ambitions impérialistes.

L'UE intensifie les négociations et modernise les accords commerciaux avec des partenaires stratégiques tels que le Mexique, le Mercosur, le Chili et les EAU afin de réduire sa dépendance économique et d'étendre son réseau d'influence vis-à-vis de la Russie. En diversifiant ses partenaires commerciaux, l'UE s'assure un accès privilégié à de nouveaux marchés, renforce sa résilience économique et limite la capacité de la Russie à utiliser le commerce ou l'énergie comme moyen de pression. Cette stratégie permet également à l'UE d'offrir une alternative crédible et intéressante aux pays qui seraient tentés d'établir un partenariat exclusif avec la Russie.

La dynamique d'élargissement de l'UE reste le principal levier de transformation pacifique du continent. L'élargissement de l'UE, avec l'intégration progressive des pays de l'ouest des Balkans, peut être un puissant levier géopolitique face à la Russie. L'entrée dans l'UE de nouveaux États, notamment la Moldavie, renforcerait la sécurité et la stabilité du continent en réduisant l'influence russe dans les pays limitrophes et en dotant l'UE d'un réseau d'alliés solides partageant ses valeurs démocratiques et économiques. L'élargissement de l'UE répond à deux objectifs principaux. Premièrement, la logique d'intégration au sein de l'UE : un pays candidat doit satisfaire aux critères de Copenhague (démocratie, état de droit, droits humains, économie de marché) et se soumettre à un processus rigoureux. Ensuite, la perspective d'un partenariat extérieur : avant l'adhésion à part entière, l'UE établit des accords d'association et apporte un soutien progressif afin de faciliter la transition, de stabiliser les régions concernées et de renforcer la coopération économique et politique avec les candidats. Cette approche est particulièrement évidente dans le cas de l'ouest des Balkans, où les pays bénéficient d'un processus de stabilisation et d'association préparant leur future intégration. Cette dynamique d'élargissement permet à l'UE d'étendre son modèle politique, de stabiliser ses frontières et de marginaliser la Russie sur la scène régionale et internationale.

Conclusion

L'Europe est confrontée à d'innombrables difficultés pour maintenir la crédibilité et l'efficacité de ses alliances et les renforcer, mais aussi pour ne pas affaiblir sa position auprès des pays de l'espace eurasiatique. Ceux-ci comptent désormais trois candidats à l'adhésion à l'UE : l'Ukraine, la Moldavie et la Géorgie. Dans ces deux derniers pays, son influence est directement minée par les campagnes de désinformation et les partis politiques pro-Kremlin. Si les dernières élections en Moldavie ont permis de maintenir le cap pro-européen et peuvent être considérées comme un succès européen malgré les moyens investis dans la campagne pro-russe par Moscou, en Géorgie, l'autoritarisme du parti au pouvoir progresse et le pays s'éloigne clairement de l'UE. L'Europe peut soutenir les pays de l'ex-URSS en agissant sur plusieurs fronts : renforcement de la démocratie, protection contre la désinformation, soutien

économique et sécuritaire, résilience énergétique, et accompagnement de la société civile de ces pays dont les populations désirent une coopération accrue avec l'Europe. La volonté politique et les moyens d'action disponibles sont essentiels pour que ces voisins de l'Europe restent stables.

En ce qui concerne le « Sud global », une stratégie de long terme, cohérente et patiente s'impose donc pour refonder une relation de partenariat entre l'Europe et les pays du Sud. Les discours qualifiant la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine de guerre coloniale, portés notamment par les autorités ukrainiennes ou même le président Macron, n'ont trouvé que peu d'écho. L'héritage soviétique et l'image toujours prégnante de l'URSS en tant que puissance anticoloniale demeurent profondément ancrés dans les imaginaires, en particulier sur le continent africain. Les pressions directes se révèlent souvent contre-productives, comme l'a illustré l'épisode des sanctions imposées par l'administration Trump à l'Inde pour ses achats d'hydrocarbures russes.

Cette stratégie doit reposer sur une approche globale dont la guerre en Ukraine ne serait qu'un élément. Le discours européen ne gagnera en crédibilité que s'il s'accompagne d'une attention sincère et durable aux priorités du « Sud global » : développement économique, investissements, sécurité alimentaire, éducation, climat, santé. Autrement dit, il s'agit de démontrer que l'Europe est en mesure d'apporter des réponses concrètes aux besoins structurels du « Sud global », là où la Russie ne propose que des avantages ponctuels sans offrir de perspectives globales et durables de développement.

L'action diplomatique doit par ailleurs être différenciée, adaptée aux intérêts propres, à l'histoire, à la mémoire et aux sensibilités politiques de chaque pays. Il importe également de mettre en lumière les contradictions du discours russe : Moscou dénonce le néocolonialisme tout en créant de nouvelles formes de dépendance, qu'il s'agisse du blé, des armes ou des sociétés militaires privées. La Russie elle-même est, en réalité, devenue dépendante du « Sud global », dont elle recherche les ressources, les débouchés et la reconnaissance diplomatique. Il serait utile aussi de souligner le maigre bilan sécuritaire de la présence du groupe Wagner au Mali ou en Centrafrique, en se fondant sur des analyses solides et factuelles. Enfin, il est nécessaire de diversifier les acteurs et les méthodes. Le message en faveur du droit international porterait davantage s'il était relayé par des voix locales (experts, journalistes, universitaires) ou par certaines figures russes opposées à la guerre, afin de mettre en évidence les dissonances dans le discours du Kremlin.

De même, la coopération doit s'intensifier aussi à travers les organisations régionales telles que l'Union africaine ou la Ligue arabe. Sur le plan méthodologique, il est essentiel d'étudier et de comprendre les stratégies de communication russes (diffusion gratuite de contenus via RT, partenariats médiatiques africains, programmes de formation de

journalistes) afin d'y répondre par des initiatives concurrentes, positives et durables. En somme, l'Europe ne doit pas chercher à « détacher » le « Sud global » de la Russie par la confrontation, mais à attirer durablement ces pays par la cohérence, la constance et la crédibilité de son engagement en faveur du développement et de la stabilité.

En effet, les enjeux à venir de la relation de l'Europe au « Sud global » reposent sur la transformation rapide des équilibres mondiaux, la montée en puissance des BRICS+ et la nécessité, pour l'Europe, de refonder ses partenariats sur la base d'un dialogue d'égal à égal, tenant compte des aspirations à un monde multipolaire et des ambitions stratégiques de ces nouveaux pôles. L'Europe doit composer avec un monde où les alliances Sud-Sud et la logique du multi-alignement prennent de l'ampleur, tout en restant vigilante face aux défis de cohésion et de rivalités internes.

L'UE, souvent divisée face aux acteurs (étatiques et non étatiques) du « Sud global », oscille entre la préservation de ses traditions multilatérales et l'adaptation de sa stratégie à un monde en mutation. Dans ce contexte, ses principaux défis consistent à renforcer les investissements conjoints dans la transition énergétique et la réindustrialisation, à rivaliser avec la Chine pour l'accès aux ressources stratégiques et à assurer un financement durable pour la lutte contre le changement climatique et l'adaptation locale dans le « Sud global ».

L'Europe cherche à réinventer ses modèles de coopération et passe ainsi de l'aide au développement à la co-construction de filières industrielles, de la diplomatie traditionnelle à la gouvernance partagée, afin de ne pas laisser le champ libre à ses concurrents mondiaux. Toutefois, les fragilités démographiques et économiques européennes remettent en cause son attractivité pour de jeunes sociétés du « Sud global » en quête de nouveaux équilibres. L'Europe doit donc accélérer l'adaptation de ses stratégies et renforcer la cohésion de ses politiques extérieures pour rester influente dans un monde multipolaire et pouvoir défendre ses intérêts et ses valeurs.

	Russie	Europe
Forces	• Réseau de soutien large et diversifié : soutien direct à l'effort de guerre, atténuation des sanctions et succès symboliques (votes à l'ONU, BRICS+, parade du 9 mai...). • Discours multipolaire attractif pour le « Sud global ». • Partenariats stratégiques flexibles avec des bénéfices rapides et sans conditionnalité pour les partenaires. • Aucune limitation morale, juridique ou institutionnelle : tout type de soutien à n'importe quel régime est possible. • Axe Moscou-Pékin solide avec proximité idéologique. • Rhétorique anti-occidentale et anti-colonialiste, efficace dans de nombreux pays (ex. Afrique).	• L'Europe bénéficie d'une forte présence (via les États membres de l'UE ou en tant qu'institution) dans les organisations internationales. • Elle s'appuie sur des partenariats stratégiques (OTAN, accords transatlantiques et commerciaux) pour renforcer son influence. • L'UE développe des formats flexibles (Weimar, E5, NB8, etc.), qui produisent de la flexibilité stratégique. • L'UE modernise ses accords commerciaux et multiplie les négociations avec des partenaires clés. • L'élargissement vers les Balkans occidentaux constitue un levier géopolitique contre l'influence russe.
Vulnérabilités	• De nombreux partenariats de la Russie restent opportunistes, transactionnels et sensibles à la pression occidentale. • Absence d'attrait du modèle russe en tant que tel. • Soutien limité aux alliés (par exemple, régime d'Assad en Syrie, Arménie, Iran...). • Dépendance croissante vis-à-vis de la Chine. • Influence en baisse dans de nombreux pays post-soviétiques (Moldavie, Arménie, Azerbaïdjan...) qui cherchent à diversifier leurs partenariats et à se rapprocher de l'Europe et des États-Unis. • Conséquences négatives de l'affaiblissement de l'Iran et du changement de régime en Syrie sur l'influence russe au Moyen-Orient.	• Conséquence de la mise en œuvre de la doctrine « Majorité globale » : discrédit du discours occidental en Afrique, au Moyen-Orient et en Asie du Sud. • Le soutien militaire de l'UE à l'Ukraine n'empêche pas de fortes critiques diplomatiques. • Influence et poids politique de l'Europe érodés dans un monde multipolaire. Elle pourrait devenir moins centrale dans un monde où l'équilibre des puissances se déplace vers l'Asie.

Conclusion

Thomas Gomart et Lucie Mielle

L'évaluation des rapports de force entre l'Europe et la Russie confirme une confrontation multidimensionnelle, appelée à perdurer à court, moyen et long termes. Pour Moscou, la possibilité d'une confrontation militaire directe demeure une hypothèse structurante de sa façon de concevoir l'État. L'élite militaire russe considère, en effet, que la peur qu'elle entend inspirer à tout adversaire devrait suffire à inhiber tout soutien à l'Ukraine.

Si la Russie a démontré une résilience macroéconomique notable entre 2022 et 2024, soutenue par l'expansion rapide du commerce avec la Chine et le développement de voies d'approvisionnement alternatives pour les biens sanctionnés, cet élan a maintenant culminé. L'économie russe dérive vers la stagflation, caractérisée par des déséquilibres croissants, des pénuries de main-d'œuvre et un déclin de l'investissement, laissant présager des perspectives sombres à long terme. Parallèlement, l'Europe a aussi démontré sa résilience en absorbant le choc du découplage énergétique et en se positionnant comme un acteur central de l'électrification mondiale et de l'action climatique. L'UE cherche activement à revigorer et à nouer de nouveaux partenariats commerciaux, accentuant ainsi son intégration géoéconomique.

Cependant, la sécurité immédiate du continent repose sur deux piliers : l'engagement durable des États-Unis envers l'OTAN et la « dissuasion élargie », ainsi que la résistance des Ukrainiens. Depuis février 2022, l'Ukraine se bat et acquiert une expérience unique en Europe de la guerre conventionnelle. En ce sens, elle constitue la ligne de défense avancée du continent. Si l'engagement américain venait à faiblir ou si la résistance ukrainienne s'effondrait, les perspectives d'une confrontation militaire directe avec la Russie sur le sol européen augmenteraient considérablement.

L'Europe doit désormais traduire son potentiel en puissance crédible, en commençant par le renforcement de ses capacités de dissuasion. Bien qu'elle détienne un net avantage qualitatif et quantitatif dans les domaines aérien et maritime, les forces terrestres européennes souffrent de lacunes critiques en matière de frappes dans la profondeur et de stocks de munitions. L'Union doit reconnaître l'avantage comparatif que conserve la Russie dans le domaine des forces terrestres conventionnelles et adopter une véritable stratégie de compensation (*offset strategy*). Ce changement stratégique exige de tirer systématiquement parti de la supériorité européenne dans les

domaines aérien, naval, spatial et cyber afin de déplacer, le cas échéant, le centre de gravité du champ de bataille.

La volonté politique est l'élément décisif. L'Europe doit améliorer son fonctionnement institutionnel. Le risque majeur à moyen terme ne réside pas tant dans un effondrement interne que dans une érosion progressive des valeurs démocratiques, sous l'effet conjugué de la montée des populismes et de la guerre psychologique et informationnelle menée par la Russie, laquelle tire parti de l'ouverture des sociétés pour y semer la division. Face aux agressions hybrides russes, la posture historiquement réactive et défensive de l'Europe n'est plus suffisante. L'UE doit adopter une position plus affirmée et proactive : assurer l'application rigoureuse des sanctions, restreindre la diffusion des médias alignés sur le Kremlin et intensifier les poursuites judiciaires visant les activités clandestines.

Le test ultime de la crédibilité géopolitique de l'Europe réside dans sa capacité à soutenir durablement l'Ukraine. En tirant parti de son puissant réseau d'alliances et en intensifiant ses échanges commerciaux, l'Europe doit affirmer sa vision d'un ordre international fondé sur le respect du droit. Elle possède les ressources industrielles, économiques et militaires, ainsi que l'expertise technologique et le potentiel géopolitique nécessaires pour se défendre face à la Russie. À condition d'en avoir la volonté politique.

Acronymes

A2/AD	Systèmes anti-accès/interdiction de zone
AIE	Agence internationale de l'énergie
AfD	Alternative pour l'Allemagne (Alternative für Deutschland, parti politique allemand)
ASM	Lutte anti-sous-marine
ASU	Unités/Systèmes de systèmes autonomes
BCR	Banque centrale de Russie
BEI	Banque européenne d'investissement
BRICS	Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud
BRICS+	Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud, Égypte, Éthiopie, Indonésie, Iran et Émirats arabes unis
bcm	Milliards de mètres cubes
BSW	Alliance Sahra Wagenknecht (Bündnis Sahra Wagenknecht, parti politique allemand)
CAP	Patrouille aérienne de combat
CEI	Communauté des États indépendants
CFP	Cadre financier pluriannuel
CNPC	Société nationale chinoise du pétrole
COMAO	Opérations aériennes composites
CPE	Communauté politique européenne
CPI	Cour pénale internationale
CSP	Coopération structurée permanente
DCA	Avion à double capacité
DCS	Ventes commerciales directes
E5	Groupe informel des cinq plus grandes économies de l'UE
ECR	Groupe des conservateurs et réformistes européens (groupe politique au Parlement européen)
EDIP	Programme européen pour l'Industrie de la défense
EDIS	Stratégie industrielle de défense européenne

EDTIB	Base technologique et industrielle de défense européenne
ESN	Groupe Europe des Nations souveraines (groupe politique au Parlement européen)
ESPO	Oléoduc Sibérie orientale–Océan Pacifique
FIMI	Manipulation et ingérence d’informations étrangères
FMI	Fonds monétaire international
FMS	Ventes militaires étrangères (<i>Foreign Military Sales</i>)
FPÖ	Parti de la liberté d’Autriche (<i>Freiheitliche Partei Österreichs</i> , parti politique autrichien)
FSB	Service fédéral de sécurité (<i>Federal’naâ služba bezopasnosti</i>)
GLONASS	Système de navigation par satellite russe (<i>Global’naâ navigacionnaâ sputnikovaâ sistema</i>)
GNL	Gaz naturel liquéfié
GPS	Système de positionnement global
GU/GRU	Direction principale du renseignement de l’État-major général (<i>Glavnoe razvedyvat’noe upravlenie</i>). Connue sous le nom de Direction principale (<i>Glavnoe upravlenie</i>) depuis 2010.
IA	Intelligence artificielle
IAMD	Défense aérienne et anti-missile intégrée
IDE	Investissement direct étranger
IFV	Véhicule de combat d’infanterie
IPCEI	Projets importants d’intérêt européen commun
Iris2	Programme de connectivité par satellite de la Commission européenne
ISR	Renseignement, surveillance et reconnaissance
ISTAR	Renseignement, surveillance, acquisition d’objectifs et reconnaissance
ITAR	Réglementation internationale du trafic d’armes
JODI	Initiative de données des organisations conjointes
LFI	La France insoumise (parti politique français)
LLM	Grand modèle de langage
mbd	Millions de barils par jour
MEP	Membre du Parlement européen
MSA	Missile sol-air

NBS	Huit pays nordiques et baltes
NCO	Sous-officier
NPG	Groupe de planification nucléaire
NWF	Fonds de richesse nationale
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OCS	Organisation de coopération de Shanghai
ODIN	Réseau intégré de données opérationnelles
OICA	Organisation internationale des constructeurs d'automobiles
OMC	Organisation mondiale du commerce
OMPI	Organisation mondiale de la propriété intellectuelle
ONU	Nations unies
OPEP+	Organisation des pays exportateurs de pétrole plus
OSCE	Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe
OTAN	Organisation du Traité de l'Atlantique nord
OWA	Attaque à sens unique (véhicules/drones)
PPA	Parité de pouvoir d'achat
PESC	Politique étrangère et de sécurité commune
PIB	Produit intérieur brut
PiS	Droit et justice (<i>Prawo i Sprawiedliwość</i> , parti politique polonais)
PNT	Positionnement, navigation et chronométrie
PSDC	Politique de sécurité et de défense commune
R&D	Recherche et développement
RN	Rassemblement national (parti politique français)
ROEM	Renseignement d'origine électronique
Rosgvardiya	Garde nationale russe
Rosstat	Service fédéral des statistiques de Russie
RPC	République populaire de Chine
RR/\$	Rouble russe par rapport au dollar
RTO	Organisation de Recherche et de Technologie
SACEUR	Commandant suprême des forces alliées en Europe
SAFE	Action de sécurité pour l'Europe
SATCOM	Communication par satellite

SEAD	Suppression des défenses aériennes ennemies
SPFS	Système de transfert de messages financiers (<i>Sistema peredači finansovyh soobšenij Banka Rossii</i> , alternative russe à SWIFT)
SVO	Opération militaire spéciale (<i>Special'naâ voennaâ operaciâ</i>)
TEL	Lanceur-érecteur-transporteur
TFUE	Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne
TSMC	Société de fabrication de semi-conducteurs de Taïwan
TVA	Taxe sur la valeur ajoutée
UE	Union européenne
URSS	Union des républiques socialistes soviétiques
VASP	Véhicule aérien sans pilote
VCI	Véhicule de combat d'infanterie
VDV	Troupes aéroportées russes (<i>Vozdušno-desantnye vojska</i>)
VE	Véhicules électriques
VIGINUM	Agence française de vigilance et de protection contre les ingérences numériques étrangères
VKS	Forces Aérospatiales Russes (<i>Vozdušno-kosmičeskie sily</i>)
VPN	Réseau privé virtuel
VPK	Complexe militaro-industriel (<i>Voenno-promyšlennyj kompleks</i>)

Bibliographie

Ouvrages

- ACKERMAN, G., *Le régiment immortel ou la guerre sacrée de Poutine*, Paris, Premier Parallèle, 2023.
- ADAMSKY, D., *The Russian Way of Deterrence*, Redwood City, Stanford University Press, 2024.
- ALEKSASHENKO, S., *Putin's Counterrevolution*, Washington D.C., Brookings Institution Press, 2018.
- APPLEBAUM, A., *Autocratie(s) : Quand les dictateurs s'associent pour diriger le monde*, Paris, Grasset, 2025.
- BADANIN, R. et RUBIN, M., *Car' sobstvennoj personoj. Kak Vladimir Putin obmanul vseh nas [Le tsar en personne. Comment Vladimir Poutine nous a tous trompés]*, BAbook, 2025.
- BELTON, C., *Putin's People: How the KGB Took Back Russia and Then Took on the West*, New York, Farrar, Straus and Giroux, 2020.
- BERMANN, S., *L'ours et le dragon. Russie-Chine : Histoire d'une amitié sans limites ?*, Paris, Tallandier, 2025.
- BOUCHE, E., *Memorial face à l'oppression russe*, Paris, Plein Jour, 2023.
- BRADFORD, A., *The Brussels Effect. How the European Union Rules the World*, New York, Oxford University Press, 2020.
- CASIER, T., *EU-Russia Relations in Crisis: Understanding Diverging Perceptions*, Londres, Routledge, 2017.
- CLEMENT, K., *Contestation sociale « à bas bruit » en Russie. Critiques sociales ordinaires et nationalismes*, Vulaines-sur-Seine, Éditions du Croquant, 2022.
- COLIN-LEBEDEV, A., *Jamais frères ? Ukraine et Russie : une tragédie post-soviétique*, Paris, Seuil, 2023.
- DAUCE, F., *Être opposant dans la Russie de Vladimir Poutine*, Bordeaux, Le Bord de l'eau, 2016.
- DAUCE, F., *La Russie post-soviétique*, Paris, La Découverte, 2019.
- DELAGIN, M., *Novaâ Rossiâ. Kakoe buduše nam predstoit postroit' [Nouvelle Russie. Quel avenir nous devons construire]*, St. Pétersbourg, Piter, 2024.
- DELAGIN, M., *Preodolenie liberal'noj čumy. Počemu i kak my pobedim! [Surmonter la peste libérale. Pourquoi et comment nous vaincrons !]*, Moscou, Knižnyj mir, 2016.

- DUCHENE, A., *La Russie de Poutine contre l'Occident. La menace russe au-delà de la guerre en Ukraine*, Paris, Eyrolles, 2024.
- DUCLOS, M., (dir.), *Guerre en Ukraine et nouvel ordre du monde*, Paris, Éditions de l'Observatoire, 2023.
- DULLIN, S., *Réflexions sur le despotisme impérial de la Russie*, Paris, Payot, 2025.
- DYNKIN, A. A. (dir.), *Mir 2035. Global'nyj prognoz, [Le monde en 2035. Prévisions mondiales]*, Institute of World Economy and International Relations (IMEMO), Moscou, Magistr, 2017.
- EKMAN A., *Chine-Russie. Le grand rapprochement*, Paris, Tracts Gallimard, n° 52, 2023.
- ELTCHANINOFF, M., *Dans la tête de Vladimir Poutine*, Paris, Actes Sud, 2015.
- FACON, I. (dir.), *Russie-Turquie. Un défi à l'Occident ?*, Paris, Passés composés, 2022.
- FAUCONNIER, C., *Entre le marteau et l'enclume : La fabrication d'une hégémonie partisane dans la Russie de Poutine*, Villeneuve-d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2019.
- FAVAREL-GARRIGUES, G., *La verticale de la peur. Ordre et allégeance en Russie poutinienne*, Paris, La Découverte, 2023.
- FAVAREL-GARRIGUES, G., *La société russe en quête d'ordre en consensus avec Poutine ?*, Paris, Autrement, 2004.
- FEDIUNIN, J. S., *Les Nationalismes russes. Gouverner, mobiliser, contester dans la Russie en guerre*, Paris, Calmann-Lévy, 2024.
- FOUCHER, M., *Ukraine-Russie. La carte mentale du duel*, Paris, Tracts Gallimard, n° 39, 2022.
- GALEOTTI, M., *The Weaponisation of Everything: A Field Guide to the New Way of War*, New Haven, Yale University Press, 2022.
- GALEOTTI, M., *The Vory: Russia's Super Mafia*, New Haven, Yale University Press, 2022.
- GARTON ASH, T., *Europes. Une histoire personnelle*, Paris, Stock, 2025.
- GERASIMENKO, O., *Ne zakryvaj glaza : Vojna i èmigraciâ. Dnevnik žurnalista [Ne ferme pas les yeux : Guerre et émigration. Journal d'une journaliste]*, Freedom Letters, 2025.
- GESSEN, M., *Poutine : l'homme sans visage*, Paris, Fayard, 2022.
- GESSEN, M., *The Future Is History: How Totalitarianism Reclaimed Russia*, New York, Riverhead Books, 2017.
- GILES, K., *Russia's War on Everybody*, Londres, Bloomsbury Academic, 2023.
- DE GLINIASTY, J., *La Russie, un nouvel échiquier*, Paris, Eyrolles, 2022.
- GRAHAM, T., *Getting Russia Right*, Cambridge, Polity Books, 2023.

- GRAN, I., *Z comme zombie*, Paris, Gallimard, 2024.
- GRANTSEVA, V., *Les Russes veulent-ils la guerre ?*, Paris, Les Éditions du Cerf, 2023.
- GREENE, S. A. et ROBERTSON, G. B., *Putin v. the People*, New Haven, Yale University Press, 2019.
- GROZOVSKIJ, B. (dir.), *Kollektivnoe bessoznatel'noe i puti vyhoda iz krizisa [L'inconscient collectif et les voies de sortie de la crise]*, St. Pétersbourg, Aletejâ, 2023.
- GURIEV, S. et TREISMAN, D., *Spin Dictators: The Changing Face of Tyranny in the 21st Century*, Princeton, Princeton University Press, 2023.
- HILL, F. et GADDY, C., *Mr. Putin: Operative in the Kremlin*, Washington D. C., Brookings Institution Press, 2015.
- INGERFLOM, C. S., *Le domaine du maître. L'État russe et sa mission mondiale*, Paris, Presses universitaires de France, 2023.
- INOZEMTSEV, V., *Nesovremennaâ strana. Rossiâ v mire XXI veka [Une nation anachronique. La Russie dans le monde du XXI^e siècle]*, Moscou, Al'pina Pablišer, 2018.
- KAHN, S., *L'Europe face à l'Ukraine*, Paris, Presses universitaires de France, 2024.
- KENIGSBURG, A., *L'Europe de l'Est n'existe pas. Ces pays oubliés où se joue notre avenir*, Paris, Eyrolles, 2025.
- KOLESNIKOV, A., *Novyj mirovoj (bes)porâdok. V ožidanii konca istorii, [Le nouvel (dés)ordre mondial. En attendant la fin de l'histoire]*, Berlin, Kust Press, 2024.
- KORTUNOV, A., *Mir v novoj redakcii, [Le monde dans une nouvelle édition]*, Moscou, Rossijskij sovet po meždunarodnym delam (RCMD), 2022.
- KOST'UCENKO, E., *Moâ lûbimaâ strana [Mon pays bien-aimé]*, Riga, Meduza, 2023.
- KOZOVOI, A., *Les services secrets russes. Des tsars à Poutine*, Paris, Tallandier, 2022.
- KRYSTANOVSKAYA, O., *Anatomiâ rossijskoj èlity [Anatomie de l'élite russe]*, Moscou, Zaharov, 2005.
- KUVALDIN, V., *Global'nyj mir [Le monde global]*, Moscou, Ves' Mir, 2017.
- KUZNECOV, A.V. et AKOVLEV, P.P., *Rossiâ i Latinskaâ Amerika : vzaimodejstvie v usloviâh, menâûsegosâ miroporâdka, [La Russie et l'Amérique latine : coopération dans les conditions d'un ordre mondial en mutation]*, Moscou, Institut d'information scientifique pour les sciences sociales de l'Académie des sciences de Russie (INION RAN), 2022.
- LARUELLE, M., *Ideology and Meaning-Making under the Putin Regime*, Redwood City, Stanford University Press, 2025.

- LARUELLE, M., *Is Russia Fascist? Unraveling Propaganda East and West*, New York, Cornell University Press, 2021.
- LARUELLE, M. et RADVANYI, J., *La Russie : entre peurs et défis*, Paris, Armand Colin, 2016.
- LEDENEVA, A., *Can Russia Modernise? Sistema, Power Networks and Informal Governance*, Cambridge, Cambridge University Press, 2013.
- LEDENEVA, A., *How Russia Really Works: The Informal Practices That Shaped Post-Soviet Politics and Business*, New York, Cornell University Press, 2014.
- LETTA, E., *Des idées nouvelles pour l'Europe*, Paris, Odile Jacob, 2024.
- LUKIN, A., *Rossiâ na rubeže vekov. Raboty po politologii i rossijskoj politike [La Russie au tournant des siècles. Travaux sur la science politique et la politique russe]*, Moscou, Zaharov, 2025.
- MANKOFF, J., *Empires of Eurasia. How Imperial Legacies Shape International Security*, New Haven, Yale University Press, 2022.
- MASALA, C., *La guerre d'après. La Russie face à l'Occident*, Paris, Grasset, 2025.
- MATTHEWS, O., *Overreach: The Inside Story of Putin and Russia's War Against Ukraine*, Londres, Mudlark, 2023.
- MENDRAS, M., *La guerre permanente. L'ultime stratégie du Kremlin*, Paris, Calmann-Lévy, 2024.
- MINIC, D., *Pensée et culture stratégiques russes : du contournement de la lutte armée à la guerre en Ukraine*, Paris, Maison des sciences de l'Homme, 2023.
- MONAGHAN, A. et CONOLLY, R. (dir.), *The Sea in Russian Strategy*, Manchester, Manchester University Press, 2023.
- MOVCAN, A., *Ot vojny do vojny [De guerre en guerre]*, Freedom Letters, 2024.
- NAVAL'NYI, A., *Patriot*, New York, Knopf Doubleday Publishing Group, 2024.
- PLOKHY, S., *La guerre russo-ukrainienne. Le retour de l'histoire*, Paris, Gallimard, 2023.
- POMERANTSEV, P., *Nothing is True and Everything Is Possible: The Surreal Heart of the New Russia*, New York, PublicAffairs, 2015.
- PROHANOV, A., DELAGIN, M., OVCINSKIJ, V. et al., *Krah odnopolârnogo mira, [L'effondrement du monde unipolaire]*, Moscou, Kniznyj mir, 2020.
- RAVIOT, J. R., *Vladimir Poutine et la Russie. Biographie politique d'un monarque au XXI^e siècle. Analyse des enjeux russes*, Vincennes, Frémeaux & Associés, 2024.
- SOUTOU, G. H., *La grande rupture : 1989-2024. De la chute du mur à la guerre d'Ukraine*, Paris, Tallandier, 2024.
- SHULMAN, E., *Osobennosti rossijskoj političeskoj sistemy [Les particularités du système politique russe]*, Moscou, Novoe Izdatelstvo, 2019.

SMYTH, R., *Elections, Protest, and Authoritarian Regime Stability: Russia 2008-2020*, Cambridge, Cambridge University Press, 2020.

STENT, A., *Putin's World. Russia Against the West and With the Rest*, New York, Twelve, 2023.

SUSLOV, M., *Putinism – Post-Soviet Russian Regime Ideology*, Londres, Routledge, 2024.

TAYLOR, B., *Russian Politics: A Very Short Introduction*, Oxford, Oxford University Press, 2024.

TCHOUBARIAN, A., *La Russie et l'idée européenne*, Genève, Éditions des Syrtes, 2009.

TEURTRIE, D., *Russie : le retour de la puissance*, Malakoff, Dunod, 2024.

THERON, J., *Le pacte des autocrates. Comment ils s'unissent pour détruire nos démocraties*, Paris, Robert Laffont, 2023.

THERON, J. et MANDRAUD, I., *Poutine, la stratégie du désordre jusqu'à la guerre*, Paris, Tallandier, 2022.

THOM, F., *Poutine ou l'obsession de la puissance*, Paris, Litos, 2022.

THOM, F., *Comprendre le poutinisme*, Paris, Desclée de Brouwer, 2018.

DE TINGUY, A., *Le géant empêtré. La Russie et le monde de la fin de l'URSS à l'invasion de l'Ukraine*, Paris, Perrin, 2022.

DE TINGUY, A. (dir.), *Moscou et le monde. L'ambition de la grandeur : une illusion ?*, Paris, Autrement, 2008.

TRAVIN, D., *Prosušestvet li putinskaâ sistema do 2042 goda? [Le système poutinien survivra-t-il jusqu'en 2042 ?]*, Moscou, Freedom Publishing House, 2016.

TRENIN, D., *Novyj balans sil : Rossiâ v poiskah vnešnepoličeskogo ravnovesiâ [Le nouvel équilibre des forces : la Russie en quête d'équilibre en matière de politique étrangère]*, Moscou, Al'pina Pablišer, 2024.

TRENIN, D., *Rossiâ i mir v XXI veke [La Russie et le monde au XXI^e siècle]*, Moscou, Eksmo, 2016.

TSYGANKOV, A., *The Strong State in Russia: Development and Crisis*, Oxford, Oxford University Press, 2018.

VOLOCHINE, E., *Propagande : l'arme de guerre de Vladimir Poutine*, Paris, Autrement, 2024.

WERTH, N., *Poutine, historien en chef*, Paris, Tracts Gallimard, n° 40, 2022.

ZYGAR, M., *War and Punishment: The Story of Russian Oppression and Ukrainian Resistance*, Londres, Weidenfeld & Nicolson, 2023.

ZYGAR, M., *Vsâ kremlëvskaâ rat'. Kratkaya istoria sovremennoj Rossii [Toute l'armée du Kremlin. Brève histoire de la Russie contemporaine]*, Moscou, Intellektual'naya Literatura, 2016.

Rapports officiels, articles scientifiques, publications de think-tanks

AUBIN, L. et RAMDANI, S., (dir.), « La fin de l'espace post-soviétique ? », *La revue internationale et stratégique*, n° 135, Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS), Paris, Armand Colin, juillet 2025.

ALEKSASHENKO, S., INOZEMTSEV, V. et NEKRASOV, D., « Nasledie diktatora : novyj zastoj » [L'héritage du dictateur : une nouvelle stagnation], Center for Analysis, Strategies, and Expertise (CASE), octobre 2025.

ALEKSASHENKO, S., INOZEMTSEV, V. et NEKRASOV, D., « Dictator's Reliable Rear. Russian Economy at the Time of War », CASE, novembre 2024.

BAEV, P., « Russia Recalibrates its Aims in Strategic Partnership with Turkey », mars 2025.

BAEV, P., « Russia and Turkey. Strategic Partners and Rivals », *Russie.Eurasie.Reports*, n° 35, Ifri, mai 2021.

BALFOUR, R., BOMASSI, L. et MARTINELLI, M. (dir.), « The Southern Mirror: Reflections on Europe from the Global South », Carnegie Europe, juin 2022.

BARRY, B., BARRIE, D., BOYD, H. *et al.*, « Defending Europe Without the United States: Costs and Consequences », International Institute for Strategic Studies (IISS), mai 2025.

BASSOT, E., « Ten Issues to Watch in 2025 », European Parliamentary Research Service (EPRS), janvier 2025.

BEDERSON, V., « Gorizontāl'nye iskrivleniâ : učastue v deâtel'nosti obšestvennyh ob"edinenij i podderžka režima » [Distorsions horizontales : participation à l'activité des organisations civiles et soutien au régime], *Riddle*, 22 avril 2025.

BERGMANN, M. et SNEGOVAYA, M., « Russia's War in Ukraine. The Next Chapter », *CSIS Briefs*, Center for Strategic and International Studies (CSIS), septembre 2025.

BESCH, S. et VARMA, T., « A New Transatlantic Alliance Threatens the EU », *Emissary*, Carnegie Endowment for International Peace, février 2025.

BLANCHARD, O. et PISANI-FERRY, J., « Europe's Challenge and Opportunity: Building Coalitions of the Willing », *Bruegel analysis*, Bruegel, février 2025.

BOONE, L. et POPESCU, N., « Better Firefighting: Readyng Europe for an Age Between War and Peace », *Policy Brief*, n° 558, European Council on Foreign Relations (ECFR), novembre 2024.

BOSSONG, R., GEDEN, O., HARTEL, A. *et al.*, « Ukraine's Possible EU Accession and its Consequences », Stiftung Wissenschaft und Politik (SWP), juillet 2022.

BRONK, J., REYNOLDS, N. et WATLING, J., « The Russian Air War and Ukrainian Requirements for Air Defence », Royal United Services Institute (RUSI), novembre 2022.

- BUHLER, P., « L'Europe, à l'avant-garde du vieillissement démographique », *Questions internationales*, n° 130, La Documentation française, avril 2025, p. 74-81.
- BULANA, O. et HOLUBYTSKA, M., « Ukraine's Path to the EU: Reform, Resilience, and the Politics of Enlargement », Fondation Robert Schuman, 2025.
- BUNZEL, T. et RIBAKOVA, E., « The Russian Economy Remains Putin's Greatest Weakness », *Foreign Affairs*, 9 décembre 2024.
- CAVERLEY, J., KAPSTEIN, É., TENENBAUM, É. *et al.*, « A Transatlantic Defense Industrial Base? Two Contrasting Views », *Études de l'Ifri*, Ifri, mars 2025.
- CHAWRYLO, K., « Short-Term Stability and Long-Term Problems: The Demographic Situation in Russia », *OSW Commentary*, Centre for Eastern Studies (OSW), 2022.
- CINCIRIPINI, L., « EU Reforms for Ukraine's Recovery : Lessons from the URC 2025 », *Commentaries*, n° 44, Istituto Affari Internazionali (IAI), juillet 2025.
- COMMISSION EUROPÉENNE, « Foresight Report 2025: Resilience 2.0 – Empowering the EU to Thrive Amid Turbulence and Uncertainty », septembre 2025.
- COMMISSION EUROPÉENNE, « State of the Union 2025 », septembre 2025.
- COMMISSION EUROPÉENNE, « Union of Skills: Investing in People for a Competitive European Union », mars 2025.
- COMMISSION EUROPÉENNE, « The Draghi Report on EU Competitiveness », septembre 2024.
- COMMISSION EUROPÉENNE, « Building Europe's Societal Resilience », septembre 2023.
- CONNELL, M., LENNOX, B. et SCHWARTZ, P., « Training in the Russian Armed Forces: An Assessment of Recent Reforms and their Impact on Russian Operations in Ukraine », Center for Naval Analysis (CNA), septembre 2023.
- CONNOLLY, R., « Russia's Wartime Economy isn't as Weak as it Looks », RUSI, janvier 2025.
- COSKUN, A., GABUEV, A., PIERINI, M. *et al.*, « Understanding Türkiye's Entanglement with Russia », Carnegie Endowment for International Peace, octobre 2024.
- DANYLYUK, O. et WATLING, J., « Winning the Industrial War Comparing Russia, Europe and Ukraine, 2022–24 », RUSI, avril 2025.
- DAKOWSKA, D., « Pologne : le retour européen. Entre guerre d'Ukraine et luttes internes » in T. de Montbrial et D. David (dir.), *RAMSES 2025. Entre puissances et impuissance*, Paris, Ifri/Dunod, 2024, p. 210-213.
- DALSJO, R., JONSSON, M., NORBERG, J. *et al.*, « Russia and the World », *Survival. Global Politics and Strategy*, vol. 24, n° 3, IISS, Londres, Routledge, juin-juillet 2022.

DESTRADE, S., « Qu'est-ce qu'une politique étrangère populiste ? », *Politique étrangère*, vol. 89, n° 2, Ifri, 2024, p. 49-60.

DITRYCH, O. et EVERTS, S., « Unpowering Russia: How the EU Can Counter and Undermine the Kremlin », *Chaillot Paper*, n° 186, European Union Institute for Security Studies (EUISS), mai 2025.

DYNER, A., « Russia Offers Vision of a New Global Security Architecture », *Policy Paper*, vol. 218, n° 5, Polish Institute of International Affairs (PISM), juillet 2024.

DYNER, A., « The Next Reform of Russia's Armed Forces: Is It a New Threat or Just for Appearances? », *Strategic File*, vol. 127, n° 6, PISM, mars 2023.

EASTERN PARTNERSHIP CIVIL SOCIETY FORUM, « Eastern Partnership Index 2025 », 2025.

EBERT, N. et MAJOR, C. (dir.), « Coalition of the Willing », German Marshall Fund of the United States (GMF), mai 2025.

EKMAN, A., « China's Turn Towards the "Global South": Europe Is Not Beijing's Priority », EUISS, juillet 2025.

ÉLYSÉE, « Un nouvel agenda pour stimuler la compétitivité et la croissance dans l'Union européenne », 29 mai 2024.

EURONEWS, « "Fake news" : Moscou affirme que l'UE préparerait un "changement de régime" en Hongrie », 8 juillet 2025.

EVAN ELLIS, R., « The New Russian Engagement with Latin America: Strategic Position, Commerce, and Dreams of the Past », United States Army War College Press (USAWC), juin 2015.

FABBRINI, F., « The Impact of the War in Ukraine on the Enlargement of the European Union : "Securing the Blessings of Liberty" and its Challenges », *International & Comparative Law Quarterly*, vol. 74, Cambridge University Press, janvier 2025, p. 123-146.

FACON, I., « La coopération militaire et de sécurité sino-russe. Des accents plus stratégiques », *Annuaire français de relations internationales*, Université Panthéon-Assas/Centre Thucydide, 2024, p. 435-448.

FACON, I. et MARANGE, C. (dir.), « L'ambivalence de la puissance russe », *Revue Défense nationale*, n° 802, septembre 2017.

FEDOROV, I., « Russian Military Manpower After Two and a Half Years of War in Ukraine », *Russia.Eurasie.Reports*, n° 48, Ifri, novembre 2024.

FERRARI, A. (dir.), « Putin's Russia: Really Back? », Italian Institute for International Political Studies (ISPI), juillet 2016.

GENTE, R., « Cercles dirigeants russes : infallible loyauté au système Poutine ? », *Russie.Eurasie.Reports*, n° 38, Ifri, juillet 2022.

GEORGESCU, A. A., « A New Culture Compass for Europe », EPRS, juin 2025.

GHERASIM, D., « La dimension stratégique des compétences dans le pacte européen pour une industrie propre », *Notes de l'Ifri*, Ifri, septembre 2025.

GHERASIM, D. et MICHEL, T., « Europe's Black Mass Evasion: From Black Box to Strategic Recycling », *Études de l'Ifri*, Ifri, décembre 2024.

GORENBURG, D., WALLER, J. G., EDMONDS, J. *et al.*, « Why Russian-Indian Relations Have Been Steady in the Storm », *War on the Rocks*, août 2025.

GORREMANS, A. et NOËL, J.-C., « The Future of Air Superiority. Command of the Air in High Intensity Warfare », *Études de l'Ifri*, Ifri, janvier 2025.

GREENPEACE INTERNATIONAL, « Fossil Fuel Empire: The Environment of Post-2022 Russia and the Kremlin's Threat to Domestic and Global Stability and Sustainability », octobre 2025.

GRETSKIY, I., « A War of the Final Soviet Generation: Russia's Demography, Society, and Aggression Against Ukraine », International Centre for Defense and Security (ICDS), août 2022.

GRISE, M., COZAD, M., DOWD, A., *et al.*, « How Will Russia Reconstitute its Military After the Ukraine Conflict? », RAND Corporation, mars 2025.

HALOVA, G., « Ènergetičeskoe sotrudničestvo Rossii i Saudovskoj Aravii : sovremennoe sostojanie i perspektivy » [La coopération énergétique entre la Russie et l'Arabie saoudite : état actuel et perspectives], *Ènergetičeskaja politika*, vol. 212, n° 9, Ministerstvo ènergetiki Rossijskoj Federacii, septembre 2025.

HEISBOURG, F., « Comment l'Europe peut gagner : une stratégie pour déjouer le déclin », *Le Grand Continent*, 12 octobre 2025.

HELWIG, N. et JOKELA, J. (dir.), « The EU in an Age of Empires: A Liberal Geopolitical Force in the Making? », *Briefing Paper*, n° 410, Finnish Institute of International Affairs (FIIA), avril 2025.

INOZEMTSEV, V., « Evropejskaja Rossiâ : neočevidnyj imperativ XXI veka » [La Russie européenne : un impératif peu évident au XXI^e siècle], CASE, mai 2025.

INOZEMTSEV, V., « The Rise of an "Alternative Globalization" », Middle East Media Research Institute (MEMRI), décembre 2024.

IPSOS KNOWLEDGE CENTRE, « The Ipsos Populism Report 2025: A 31-Country Ipsos Global Advisor Survey », juin 2025.

JONES, S., « Russia's Shadow War Against the West », *CSIS Briefs*, CSIS, mars 2025.

JULIENNE, M., « The China-Russia Partnership and the Ukraine War: Aligned but Not Allied », *ReConnect China Policy Brief*, n° 20, Ghent University, février 2025.

KARAGANOV, S., « Ot ne-Zapada k mirovomu bol'sinstvu », [Du non-Occident à la majorité mondiale], Rossiâ v global'noj politike, septembre 2022.

KASTOUEVA-JEAN, T. (dir.), « Mémoire de la Seconde Guerre mondiale dans la Russie actuelle », *Russie.Eurasie.Reports*, n° 31, Ifri, juin 2020.

KATZAROVA, M. (rapporteur), *Situation of Human Rights in the Russian Federation*, 60/59, Human Rights Council, septembre-octobre 2025.

KLEIN, M., « How Russia Is Recruiting for the Long War », *SWP Comment*, n° 24, SWP, juin 2024.

KLUGE, J., « Treacherous Hope: ‘Peace Talks’ and Payouts Boost Russian Recruitment », *Russianomics*, avril 2025.

KLYSZCZ, I., « Russia’s Self-Serving Aid Policy: Influence, Opacity, and Propaganda », *ICDS*, mars 2025.

KLYSZCZ, I., « The BRICS Puzzle: What Is it at Stake for the Club and for the West? », *ICDS*, octobre 2024.

KOFMAN, M., FINK, A. et EDMONDS, J., « Russian Strategy for Escalation Management: Évolution of Key Concepts », *Research Memorandum*, CNA, avril 2020.

KOLESNIKOV, A., « Russia’s New Fear Factor: How the War Is Driving a Wave of Purges and Suicides Among the Country’s Elites », *Foreign Affairs*, 8 septembre 2025.

KOLESNIKOV, A., « Russia Is Burning Up Its Future: How Putin’s Pursuit of Power Has Hollowed Out the Country and Its People », *Foreign Affairs*, 7 mars 2024.

KOLESNIKOV, A., « Blood and Iron: How Nationalist Imperialism Became Russia’s State Ideology », *Carnegie Endowment for International Peace*, décembre 2023.

KOSTOV, C. A., « Russia’s “Permanent Test” is Pushing Europe to the Brink of War – Here’s What Moscow Actually Wants », *The Conversation*, 17 octobre 2025.

KRUSE, J., « 2025 Worldwide Threat Assessment », *Defense Intelligence Agency*, mai 2025.

KUNZ, B., « Can France Lead? European Security in Times of Transatlantic Crisis », *FIIA Briefing Paper*, FIIA, mai 2025.

LAESSING, U., DOBOS, B. et FREIRE, M.R., « Russia’s Africa Strategy », *Russian Analytical Digest*, n° 331, Research Centre for East European Studies at the University of Bremen, septembre 2025.

LANG, K. et SCHWARZER, D., « Consolidating the Weimar Triangle. European Policy Functions of German-Polish-French Co-operation », *SWP Comment*, n° 30, SWP, octobre 2011.

LARUELLE, M., « War as Social Elevator: The Socioeconomic Impact of Russian Military Keynesianism », *Russie.Eurasie.Visions*, n° 139, Ifri, juin 2025.

LARUELLE, M., « Désoccidentaliser le monde : la doctrine Karaganov », *Le Grand Continent*, 20 avril 2024.

LARUELLE, M., « Russia’s Ideological Construction in the Context of the War in Ukraine », *Russie.Eurasie.Visions*, n° 46, Ifri, mars 2024.

- LASSILA, J., « Veterans of Russia's War of Aggression », *Briefing Paper*, vol. 416, FIIA, septembre 2025.
- LEFEBVRE, M., « La Communauté politique européenne. Façonner un nouveau continent ? » in T. de Montbrial and D. David (dir.), *Ramses 2025. Entre puissances et impuissance*, Paris, Ifri/Dunod, 2024, p. 148-151.
- LEFEBVRE, M., « La France gagnerait-elle à sortir de l'Union européenne ? », *Politique étrangère*, vol. 89, n° 4, Ifri, 2024, p. 175-187.
- LEQUESNE, C., « Ukraine : l'Europe retrouve-t-elle sa raison d'être ? », Center for International Studies (CERI), Sciences Po, avril 2022.
- LE QUINIOU, R., « La nécessaire résurrection du Triangle de Weimar », Euro Creative, 2019.
- LETTA, E., « Europe, passer à l'Union pour répondre aux citoyens », *Politique étrangère*, vol. 88, n° 3, Ifri, automne 2023, p. 11-24.
- LO, B., « Convergence and Divergence: China-Russia Relations in the Age of Trump », *Research Paper*, New Eurasian Strategies Centre (NEST), juillet 2025.
- LO, B., « Between Aspiration and Reality. Russia in the World (Dis)order », *Russie.Eurasie.Visions*, n° 134, Ifri, juin 2024.
- LO, B., « The Sino-Russian Partnership: Assumptions, Myths and Realities », *Russie.Nei.Reports*, n° 42, Ifri, mars 2023.
- MAILLARD, S., « L'élargissement de l'UE et la transformation du continent », *Politique étrangère*, vol. 87, n° 4, Ifri, hiver 2022, p. 105-114.
- MALAFAYE, A. (dir.), « Le Triangle de Weimar à l'épreuve des crises : renforcer la coopération en matière de sécurité, défense et énergie », Synopia, juin 2024.
- MASSICOT, D. et CONNELLY, R., « Russian Military Reconstitution: 2030 Pathways and Prospects 2024 », Carnegie Endowment for International Peace, septembre 2024.
- MILOV, V., « Russian Economy: Still Standing, But Stuck », Wilfried Martens Centre for European Studies, avril 2024.
- MINIC, D., « La dissuasion nucléaire russe à l'épreuve de la guerre en Ukraine », *Russie.Eurasie.Reports*, n° 49, Ifri, octobre 2025.
- MINIC, D., « La Russie et ses soutiens à l'heure de Trump II », in T. de Montbrial and D. David (dir.), *Ramses 2026. Un nouvel échiquier*, Paris : Ifri/Dunod, 2025, p. 202-205.
- MINIC, D., « Dissuasion nucléaire et dissuasion stratégique russes : théorie, doctrine, pratique et perspectives (1993-2024) », Paris, Presses de Sciences Po, *Les Champs de Mars*, n° 2, 2022 (publié en février 2025), p. 85-128.
- MINIC, D., « Russian Strategic Thinking and Culture Before and After February 24, 2022: Political-Strategic Aspects », p. 21-34, in P. Forsström (dir.), « Russia's War

Against Ukraine: Complexity of Contemporary Clausewitzian War », *Research Reports*, n° 33, National Defense University, septembre 2024.

MINIC, D., « La politique russe d'Emmanuel Macron : étapes et racines d'une nouvelle approche, 2017-2024 », *Russie.Eurasie.Visions*, n° 133, Ifri, avril 2024.

MINIC, D., « How the Russian Army Changed its Concept of War, 1993–2022 », *Journal of Strategic Studies*, vol. 47, n° 1, février 2024, p. 29-63.

MINIC, D., « Que pense l'armée russe de sa guerre en Ukraine ? Critiques, recommandations, adaptations », *Russie.Eurasie.Reports*, Ifri, n° 44, septembre 2023.

MIREL, P., « L'influence déclinante de l'Union européenne au Sud », *Question d'Europe*, n° 642, Fondation Robert Schuman, octobre 2022.

MIYET, B., « Sauver l'ONU, sauver le multilatéralisme », *Politique étrangère*, vol. 90, n° 2, Ifri, été 2025, p. 13-27.

MONAGHAN, A. et CONNOLLY, R., « Kremlinology and Russia's State Mobilisation », *RUSI*, septembre 2023.

MOSHES, A., « How (not) to Rebuild Relations with Russia: Rethinking Western Strategy », *FIIA Comment*, FIIA, juin 2025.

MULLER, M., « Coalitions of the Willing Within the EU: Opportunities and Risks of Differentiated Integration », *FIIA Comment*, FIIA, mai 2025.

NELSON, J. et SANCHEZ, I., « Alone We Stand: How Europe Can Counter Hybrid Threats in a Post-Transatlantic Era », *ECFR*, mai 2025.

NEW EURASIAN STRATEGIES CENTRE (NEST), « Russia and North Korea: Tactical Alignment of Long-Term Strategy? », mai 2025.

NIZHNIKAU, R., « Ukraine's Relations with its Regional Neighbours: Partnerships That Don't Come Easy », *Briefing Paper*, n° 400, FIIA, décembre 2024.

NOVAYA GAZETA EVROPA, « Gluš'. 13 reportažej iz voûûšej Rossii » [L'arrière-pays. 13 reportages depuis la Russie en guerre], 2024.

OGRYZKO, L., « Northern Lights: How a Nordic-Baltic Coalition of the Willing Can Do Even More for Ukraine », *Policy Brief*, n° 570, ECFR, février 2025.

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES (OCDE), *Études économiques de l'OCDE : Union européenne et zone euro 2025*, 3 juillet 2025.

PATRICK, S., HOGAN, E., STUENKEL, O. *et al.* « BRICS Expansion and the Future of World Order: Perspectives from Member States, Partners, and Aspirants », Carnegie Endowment for International Peace, mars 2025.

PIENKOWSKI, J., « Pro-Western PAS Will Retain Independent Power After Parliamentary Elections in Moldova », *Spotlight*, PISM, septembre 2025.

PIROZZI, N., « Securing Ukraine's Path Towards the EU: Status and Perspectives », *IAI Commentaries*, n° 38, IAI, juillet 2025.

PROKOPENKO, A., « Can the Digital Ruble Shield Russia From Western Sanctions? », Carnegie Endowment for International Peace, octobre 2024.

PUGLIERIN, J. et CLIFFE, J., « From Fence-sitter to Pace-setter: How Merz's Germany Can Lead Europe », ECFR, mai 2025.

PYNNÖNIEMI, K. et PARPPEI, K., « Understanding Russia's War Against Ukraine: Political, Eschatological and Cataclysmic Dimensions », *Journal of Strategic Studies*, vol. 47, n° 6-7, juillet 2024, p. 832-859.

RUHLIG, T., « The "Huawei Saga" in Europe Revisited: German Lessons for the Rollout of 6G », *Notes du Cerfa*, n° 187, Ifri, juin 2025.

RUMER, E., « The United States and the "Axis" of Its Enemies: Myths vs. Reality », Carnegie Endowment for International Peace, novembre 2024.

RUMER, E. et WEISS, A., « Russia's Enduring Presence in the Middle East », Carnegie Endowment for International Peace, novembre 2024.

RUPNIK, J., « Les pays d'Europe centrale et orientale face à la guerre en Ukraine », *Questions internationales*, n° 118, 2023/2, La Documentation française, juillet 2023, p. 106-117.

SAARI, S. et SECRIERU, S., « Russian Futures 2030: The Shape of Things to Come », *Chaillot Paper*, n° 159, EUISS, septembre 2020.

SCHIERHOM, F., « Will Russian Agriculture Benefit from Climate Change? », *Russian Analytical Digest*, n° 272, octobre 2021, p. 11-13.

SCHMID, D., « Le conflit russo-ukrainien : une opportunité pour la Turquie », *Politique étrangère*, vol. 88, n° 2, Ifri, été 2023, p. 11-24.

SCHMITZ, A. et SMOLNIK, F., « Reconfigurations in the Post-Soviet South: Dynamics and Change in Eurasia », *SWP Comment*, n° 58, SWP, décembre 2024.

SCHU, A., « Les conséquences de la crise ukrainienne en Europe », *Les Champs de Mars*, n° 29, Paris, Presses de Sciences Po, 2017/1.

SEJEDI, A. et ZABARDASTALAMDARI, Š., « Novaâ dinamika i perspektivy v otnošeníh mezhdu Iranom i Rossiej : navigaciâ v novom mirovom porâdke » [Nouvelle dynamique et perspectives des relations entre l'Iran et la Russie : naviguer dans le nouvel ordre mondial], *Vestnik meždunarodnyh organizacij*, vol. 20, n° 1, Nacional'nyj issledovatel'skij universitet « Vysšaâ škola èkonomiki », 2025, p. 89-105.

SHAPOCHKINA, A., « Alliance russo-chinoise dans les domaines de l'énergie et de l'intelligence artificielle, et son évolution depuis l'invasion de l'Ukraine », *Eastern Circles*, août 2023.

SHAPOVAL, N., ONOPRIENKO, A., GRIBANOVSKIY, O. *et al.*, « Assessing Foreign Companies' Direct Losses in Russia: Financial Impact, Market Consequences, and Strategic Adjustments », *Kiev School of Economics (KSE)*, mars 2025.

SIMOLA, H., « Russia's Ever-Increasing Economic Dependence on China », *BOFIT Policy Brief*, n° 10/2025, The Bank of Finland Institute for Emerging Economics, mai 2025.

SNEGOVAYA, M., « The Reluctant Consensus: War and Russia's Public Opinion », Atlantic Council Eurasia Center, décembre 2024.

SNEGOVAYA, M., FENTON, N., DOLBAIA, T. *et al*, « The Russian Wartime Economy: From Sugar High to Hangover », CSIS, juin 2025.

STANOVAYA, T., « Dikij putinizm : što vojna delaet s političeskim režimom i èlitami » [Poutinisme sauvage : ce que la guerre fait au régime politique et aux élites], Carnegie Endowment for International Peace, novembre 2024.

STANOVAYA, T., « Šestoj srok Putina : načalo konca » [Le sixième mandat de Poutine : le début de la fin], Carnegie Endowment for International Peace, mars 2024.

STRONSKI, P., « Russia's Growing Footprint in Africa's Sahel Region », Carnegie Endowment for International Peace, février 2023.

SULEYMANOV, R., « Turkey and the War in Ukraine: How Has Ankara's Foreign Policy Changed Since February 2022? », NEST, janvier 2025.

SZCZEPANIK, M., « Pour le Triangle de Weimar, il est temps de passer à l'action », Confrontations Europe, février 2025.

SZYMANSKI, P., « The NB8 Group and Other Formats of Security Cooperation in the Baltic Sea Region », *OSW Commentary*, n° 667, OSW, mai 2025.

THERME, C., « Le partenariat russo-iranien. Une entente conjoncturelle aux accents sécuritaires », *Russie.Nei.Reports*, n° 37, Ifri, mars 2022.

TIMOFEEV, I., « The U.S. and China: Policy Approaches to Sanctions and Counter Sanctions », Russian International Affairs Council (RIAC), octobre 2025.

TENENBAUM, É. et ZIMA, A., « Return to the East: the Russian Threat and the French Pivot to Europe's Eastern Flank », *Études de l'Ifri*, Ifri, juin 2024.

TOCCI, N., « Une Union géopolitique : l'invasion de l'Ukraine transforme-t-elle l'Europe ? », *Politique étrangère*, vol. 88, n° 3, Ifri, automne 2023, p. 37-48.

URWIN, E., FOEDIT, A. et KRAUSE, K., « Strengthening Democratic Resilience in a Changing European and Transatlantic Security Landscape », *Issue Brief*, n° 3, Geneva Graduate Institute, septembre 2025.

VAKULENKO, S., « Russia Has the Resources for a Long War in Ukraine », Carnegie Endowment for International Peace, mai 2024.

VEDENEEV, I., « Vliânie SVO na Ukraine na otnošeníâ meždû Rossiej i Turciej v 2022 g. » [L'influence de l'opération militaire spéciale en Ukraine sur les relations entre la Russie et la Turquie en 2022], *Vostočnaya Analitika*, Institut d'études orientales de l'Académie des sciences de Russie, vol. 14, n° 2, 2023, p. 40-53.

VERCUEIL, J., « La Russie, les BRICS et le Sud global. Quelles réalités économiques ? », Académie des sciences d'Outre-mer, juin 2025.

VIRCOULON, T., « La RussAfrique à l'épreuve de la guerre », *Briefings de l'Ifri*, Ifri, juillet 2023.

VOLKOV, D. et KOLESNIKOV, A., « Alternate Reality: How Russian Society Learned to Stop Worrying About the War », Carnegie Endowment for International Peace, novembre 2023.

VON ONDARZA, N., « Contours of an EU Partnership and Alliance Strategy: How Europe Plans to Strengthen Its Security with Partners beyond the United States », *SWP Comment*, n° 29, SWP, juin 2025.

WARLOUZET, L., « Changement de régime : le texte intégral du rapport soutenu par les cercles pro-Trump pour subvertir l'Union », *Le Grand Continent*, 25 mars 2025.

WYCISZKIEWICZ, E., « Nous devons trouver la “coalition des volontaires” capable de surmonter les divergences actuelles », *Entretien d'Europe*, n° 266, Fondation Robert Schuman, mai 2025.



27 rue de la Procession 75740 Paris cedex 15 – France

Ifri.org